QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11809 4,60 F DIMANCHE 16-LUNDI 17 JANVIER 1983

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

DERNIÈRE ÉDITION

Les variations de M. Reagan

La connaissance des mentalités européennes n'a jamais constitué la caractéristique principale des dirigeants américains. M. Reagan n'échappe pas à cette règle, lui qui a laissé dégénérer les traditionnels « malentendus » transatlantiques en crise ouverte, notamment lors de l'affaire du gazoduc euro-sibérien. S'est-il rendu compte qu'il déclenchait une nouvelle crise de confiance avec ses alliés, mercredi dernier, en remerciant du jour au lendemain M. Eugène Rostow, le directeur de l'agence pour le contrôle des armes et le désarmement, et en le remplaçant par M. Kenneth Adelman, un jeune républicain de 36 ans connu pour ses positions particulièrement « dures » ? Rien n'est moins sûr. Mais les réactions de la presse – tant américaine qu'européenne – ainsi que celles de plusieurs dirigeants occidentaux ont vite fait comprendre au chef de la Maison Blanche qu'il venait là de commettre une nouvelle « gaffe », d'offrir un beau « paquet-cadeau » aux Soviétiques au moment même où ceux-ci intensifient encore leur opération charme-menace visant à exploiter toutes les frictions entre le Vieux et le Nouveau Monde.

Le renvoi de M. Rostow – un homme qui ne s'est jamais signalé comme un pacifiste bêlant, mais qui a toujours prôné des négociations avec l'U.R.S.S. à partir d'une position de force – ne pouvait avoir que deux interprétations : en cédant aux pressions de ses amis les plus conservateurs – dont certains sont opposés au principe même de négociations avec Moscou, – M. Reagan se ralliait à leur thèse et manifestait ainsi le peu d'intérêt qu'il porterait à un accord sur la limitation des armements aussi bien à moyenne portée qu'intercontinentaux ; à moins, plus simplement, que le président des Etats-Unis et ses principaux conseillers ne soient en plein désarroi et n'arrivent même pas à définir une politique stable et claire.

Refaire le chemin perdu...

Que l'on retienne la première ou la deuxième hypotèse, il n'y avait là rien pour rassurer les Européens en général et les Allemands de l'Ouest en particulier. Qu'ils le disent ouvertement ou qu'ils se contentent de le murmurer, les dirigeants européens ne meurent pas d'amour pour les Pershing-II et les missiles de croisière qui sont censés, à la fin de cette année, faire pièce aux S.S.-20. Ils appellent donc de leurs vœux un accord américano-soviétique sur ce point. Les échos parvenus mercredi de Washington n'étaient guère encourageants de ce point de vue...

Vendredi, donc, M. Reagan a tenté de refaire le chemin perdu en réaffirmant solennellement, dans

Rassurer les Allemands

Où va l'Allemagne fédérale, à laquelle rend visite le dimanche 16 janvier le plus vieux routier de la diplomatie soviétique, M. André Gromyko ? Il semble que M. Ronald Reagan se soit enfin posé la question. D'où sa mise au point télévisée de vendredi au cours de laquelle le chef de la Maison Blanche a tenté de rassurer pêle-mêle ses alliés européens en général et notamment les Allemands de l'Ouest.

son intervention télévisée impromptue, sa volonté de poursuivre sérieusement les négociations avec l'U.R.S.S. M. Shultz, le secrétaire d'Etat, avait bien essayé de faire la même chose. la veille, mais ses propos lénifiants n'avaient guère eu de portée. Depuis qu'il a succédé au général Alexander Haig, le nouveau secrétaire d'Etat a du mal à s'imposer et ne passe pas pour avoir totalement l'oreille du président.

Comme nous le câble Robert Solé, notre correspondant à Washington, M. Reagan a trouvé facilement un bouc émissaire à la nouvelle crise de confiance qu'il a déclenchée : la presse. C'est elle, a-t-il dit à ses concitoyens, qui a donné de l'administration américaine une image de « *désarroi* » et de « *manque de détermination* », et c'est cette image fausse qui a inquiété les alliés. « *Nous resterons à la table des négociations aussi longtemps qu'il y aura une chance d'arriver à une réduction des armements* », car il s'agit « *du problème le plus important qu'affronte la génération actuelle* », a notamment affirmé M. Reagan. « *Nous somme maintenant en position d'obtenir quelque chose et je suis déterminé à cela... Nous étudierons toutes les propositions sérieuses venant de Moscou.* »

Pour faire bonne mesure, M. Reagan a expliqué le renvoi de M. Rostow par la nécessité de « *rationnaliser* » le fonctionnement de l'Agence pour le désarmement. Mais comment oublier que la « tête » du directeur de l'agence avait été réclamée par M. Jesse Helms, le bouillant sénateur ultra-conservateur de Caroline du Nord ? Comment oublier aussi que M. Rostow lui-même a fait état de « *difficultés politiques et bureaucratiques* » pour expliquer son limogeage ? M. Reagan a, enfin, cherché à effacer un nouveau sujet d'inquiétude pour les alliés : il a laissé entendre qu'il avait renoncé à se débarrasser de M. Paul Nitze, le chef de la délégation américaine aux négociations de Genève sur les euro-missiles, connu comme un partisan d'un compromis avec Moscou. M. Nitze, très critiqué lui aussi dans les milieux ultra-conservateurs, regagnerait bien Genève pour la reprise des négociations, le 27 janvier. Il n'empêche : lorsque M. Reagan a évoqué son négociateur, il s'est trompé de prénom, l'appelant Edward au lieu de Paul...

L'offensive soviétique

Les explications de M. Reagan parviendront-elles à rassurer l'opinion ouest-allemande de plus en plus sensible aux intérêts nationaux de la R.F.A. – c'est-à-dire à la poursuite de l'Ostpolitik – et de moins en moins prête à assumer le poids de la solidarité atlantique ? C'est loin d'être évident, et M. Gromyko aura beau jeu, jusqu'à mercredi, de développer ses arguments non pas tant auprès de M. Kohl – dont on souhaite, à Moscou, la défaite aux élections législatives anticipées du 6 mars prochain – qu'auprès des militants du S.P.D., des libéraux hésitants et des écologistes antinucléaires. Tous ces milieux ont déjà protesté contre le licenciement de M. Rostow et on ne cache pas, dans le petit monde diplomatique ouest-allemand, que le départ de M. Rostow a constitué « *une très mauvaise nouvelle suscitant une grave interrogation sur l'avenir des négociations euro-stratégiques* ». Bref, dit-on à Bonn, quant on veut mener à bien une négociation, on ne change pas de cheval au milieu du gué...

L'offensive soviétique en direction de l'opinion publique ouest-allemande s'est encore renforcée vendredi. Ce jour-là, la *Pravda* a publié un commentaire très virulent pour M. Kohl, accusé de soutenir, « *de la façon la plus fervente, la politique agressive de Washington* ». « *Le gouvernement Reagan,* ajoute le quotidien du parti communiste, *voit, dans l'éventualité d'une victoire de Kohl, l'opportunité de renforcer l'axe conservateur Bonn-Londres-Washington* », alors que le déploiement des Pershing-II et des missiles de croisière créerait « *un danger fatal* » pour l'Europe occidentale.

On ne peut pas être plus clair : la stratégie soviétique passe par la victoire du candidat social-démocrate à la chancellerie, M. Vogel, l'homme qui a eu droit récemment aux confidences encourageantes de M. Andropov sur les « gestes » que l'U.R.S.S. serait prête à consentir pour relancer les négociations américano-soviétiques. Bien sûr, on ne s'attend pas, à Moscou, que M. Vogel fasse siennes les positions soviétique, sur la réduction à cent soixante-deux du nombre des SS-20 menaçant l'Europe en échange d'un renoncement de l'OTAN à se doter de missiles à moyenne portée. Non, ce que l'on attend de lui est à la fois plus subtil et plus classique : des contre-propositions, à mi-chemin de l'option zéro prônée officiellement par l'OTAN et des positions soviétiques, qui permettraient de faire durer indéfiniment les négociations de Genève, période pendant laquelle on demanderait aux Occidentaux de « geler » la mise en place des Pershing-II et des missiles de croisière bien au-delà de la fin 1983. Le temps a bien souvent été le meilleur allié de la diplomatie soviétique.

JACQUES AMALRIC.

M. Mitterrand face aux violents

Réprimer autrement

Voici la République et son président une nouvelle fois face au défi de la violence. L'une réagit avec son histoire et sa tradition et pourchasse ceux qui mettent en cause la conception qu'elle se fait de son intégrité nationale. L'autre réagit avec son tempérament. Ce tempérament le porte à se durcir face à des violences qu'il ressent comme autant d'agressions personnelles.

Le chef de l'Etat est un humaniste, épris de liberté et croyant aux vertus du dialogue. Mais il s'est accommodé d'institutions dont il a longtemps condamné l'autoritarisme et craint l'isolement qu'elles sécrètent. Tenu d'en assurer la défense, il y trouve sa meilleure arme contre les tentatives de déstabilisation.

Cette ambiguïté se double d'une tension : se voulant fidèle à « *l'Etat de droit* », M. Mitterrand refuse de tomber dans les travers qu'il a lui-même observés sous la IVe République : « *L'État de faiblesse* ». Cette nécessité est d'autant plus vivement ressentie par le président de la République que l'opinion a pu avoir l'impression de n'être point gouvernée.

Enfin il faut tenir compte d'un hiatus – désormais familier aux Français – entre l'utopie, la générosité triomphante de la « *première phase* » du changement et le réalisme, la rudesse de la « *seconde phase* ». A cet égard, la gauche nous offre une rigueur à deux faces, l'une économique et sociale, l'autre policière.

Comment réduire des contradictions qui tiennent à l'exercice du pouvoir, mais qui sont aussi propres au chef de l'Etat lui-même ? Peut-être en s'efforçant de réprimer autrement. Ce qui, de la part d'une équipe qui entend « *gouverner autrement* » (1) ne saurait surprendre.

A première vue pourtant, la gauche réprime sans innover : le discours prononcé à Ajaccio par M. Franceschi est, à cet égard, révélateur. Il est vrai que les socialistes peuvent être tentés de se soumettre, en la matière, à leur propre tradition : n'est-ce pas au socialiste Jules Moch que l'on doit les C.R.S. ? N'est-ce pas le président de la République lui-même qui retrouve les accents du ministre de l'intérieur de la IVe République ? « *Rien ne doit être toléré de ce qui attente à l'unité de la République* », affirmait-il, alors que l'Algérie s'embrasait, le 12 décembre 1954. « *Lorsque la communauté nationale est en cause, il n'y a pas de compromis possible* », proclame le même M. Mitterrand le 2 janvier 1983, en réponse à « *l'impôt révolutionnaire* » du F.L.N.C.

Un défi personnel

Cette réaction-là, le président de la République la doit au sens qu'il a de l'autorité de l'Etat et qu'il a manifesté en accédant pour la première fois au gouvernement : il avait alors trente ans. L'exercice de cette autorité dépend de l'idée que l'on se fait du patrimoine national. Il est clair que, pour M. Mitterrand, la Corse en fait partie ; tel n'est peut-être pas le cas de la Nouvelle-Calédonie.

La réaction de la République face aux violents tient aussi à la personne du chef de l'Etat. Il ressent les violences non seulement comme inadmissibles, mais aussi comme un défi personnel. Il n'hésite donc pas à y répondre lui-même. Que ce soit après l'attentat de la rue des Rosiers, au mois d'août 1982, ou après la tentative d'assassinat d'un vétérinaire « continental » à Corte, c'est l'Elysée qui a pris les choses en main. Dans l'un et l'autre cas, M. Mitterrand est intervenu à la télévision. C'est lui qui a choisi M. Franceschi ; c'est lui qui – malgré les réserves de l'hôtel Matignon et du ministère de l'intérieur – a accepté la nomination de M. Broussard en Corse.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(*Lire la suite page 13.*)

(1) Comme l'a écrit M. Mauroy dans nos colonnes, le 20 avril 1982.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN ALERTE

« Si le sang coule on sera deux »

« *Si le sang coule on sera deux* ». Sinistre réplique à des graffiti provocateurs attribués à des indépendantistes extrémistes – « *A l'indépendance le sang coulera* », – cette inscription, apparue sur certains murs de Nouméa, traduit éloquemment l'état d'esprit qui prédomine actuellement en Nouvelle-Calédonie, dans la communauté d'origine européenne, après la mort de deux gendarmes mobiles tués, le lundi 10 janvier, au cours d'une embuscade tendue par un groupe de Mélanésiens au centre du territoire.

Notre envoyé spécial, Michel Bole-Richard, rapporte des témoignages recueillis à l'occasion des manifestations qui ont eu lieu vendredi 14 janvier à Nouméa, à l'appel notamment du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R., proche du R.P.R.). Deux journalistes étrangers y ont été bousculés. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui n'était pas présent, a été insulté. Des propos de caractère raciste ont été tenus.

Entre les « Caldoches » et les Canaques le fossé ne cesse de s'élargir. Chez les indépendantistes mélanésiens, l'exaspération grandit. Le secrétaire général du principal parti de gauche affirme sa déception à l'encontre de la politique suivie par les socialistes.

Dans ce contexte de passions exacerbées, le pouvoir ne dispose que d'une marge de manœuvre limitée. Parviendra-t-il à éviter l'irréparable ?

(*Lire page 12 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD.*)

CORTE, VILLE PARTAGÉE

Voyage au centre de la Corse

« *A droite, un Corse victime d'un racket nationaliste. A gauche, un « protecteur », corse lui aussi, mais truand sur le retour, qui tente de dissuader les séparatistes supposés de percevoir leur impôt.* » Notre envoyé spécial en Corse, Philippe Boggio, nous plonge doucement dans l'ambiance de Corte au fil d'une véritable visite guidée. De ce bourg de six mille habitants, au centre de l'île, il nous rapporte une enquête en relief. Corte, précipité de la Corse : de sa quête de « corsitude », de son attachement à la mère patrie. Corte, ville contradictoire, qui s'organise autour du cours Paoli, du nom du meilleur de ses fils adoptifs. Corte, en proie aux attentats et tentatives d'attentats de tous bords, en proie au doute aussi.

Car il pèse un malaise sur ce gros bourg de montagne, bourg isolé et de plein vent. « *Nous sommes abandonnés* », dit son maire, M. Michel Pierrucci. « *Nous sommes victimes d'une malédiction, mais je ne saurais dire laquelle* », réplique un de ses concitoyens. Ainsi va Corte, sans relâche. L'un des siens, M. J.-L. Orsini, pro-français, a été arrêté vendredi 14 janvier. L'homme, un ancien militaire, a été placé en garde à vue. Corte s'interroge.

La Corse aussi, encore, toujours. Deux attentats ont été commis à Bastia dans la nuit de vendredi à samedi. L'un à 21 heures, au sud de la ville, contre un véhicule. L'autre contre une boucherie, à 3 heures du matin, place du Marché...

(*Lire page 13 le reportage de PHILIPPE BOGGIO.*)

AU JOUR LE JOUR

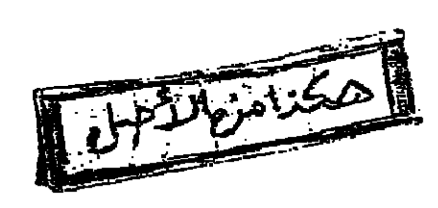
Aide

Du Togo au Gabon, en passant par le Bénin, M. Mitterrand arpente l'Afrique pour expliquer la conception française de la coopération et de l'aide au tiers-monde : respect, justice et réciprocité.

Pendant ce temps, de Paris à Dakar, en passant par Alger et Niamey, d'autres Européens se livrent à leur coûteuse passion. Leurs autos et motos, bariolées, « sponsorisées », vrombissent sous l'œil ébahi des badauds du désert.

Quand le jeu tourne mal, on appelle les autorités locales à la rescousse. Et l'on voit l'armée du Niger – l'un des pays les plus pauvres d'Afrique – mobilisée à grands frais pour fouiller l'immensité, à la recherche des enfants perdus de l'opulence.

BRUNO FRAPPAT.



dates

Vingt ans de traité franco-allemand

La revanche jugée en appel

par JACQUES NOBECOURT

Le 20 janvier 1963 était signé le traité d'amitié franco-allemand. Cette réconciliation officielle a une histoire.

Tout commença par une guerre. Quitte à être intempestif, il faut bien le rappeler. Une guerre particulière, une guerre dans la guerre mondiale en quelque sorte. Celle que menaient les soldats de la Ire armée française *sous de Lattre*. Après le débarquement en Provence d'août 1944 et la libération de Paris, les vétérans venus d'Afrique du Nord y avaient été rejoints par des engagés volontaires de la métropole. On ne se bousculait pas, d'ailleurs. Dire aujourd'hui : de Lattre... Leclerc et sa 2e D.B.... de Gaulle à Paris, c'est briser un silence, éveiller une résonance qui n'est plus perçue que par les *« vieux »*.

Bref, la Ire armée et la 2e D.B. réglaient un compte très ancien avec l'Allemagne, contre laquelle, en leur sein, se réconciliaient un certain nombre de jeunes Français. Nous avions en commun près d'un siècle de souvenirs reçus de nos aînés. Nous avions encore pu entendre les grands-parents évoquer l'invasion *« prussienne »* en 1870, déferlant jusqu'au fond des campagnes de l'Ouest. De Lattre, notre général en chef, avait été blessé d'un coup de lance, comme lieutenant de dragons, *en* août 1914. Nous étions élevés dans la conscience d'être des fils de survivants, sans autre destin que l'espoir de notre propre survivance à la seconde guerre, qui viendrait inéluctablement. La ligne bleue des Vosges avait été reprise par nos pères. La ligne grise du Rhin formait notre horizon. L'Allemagne, même en fuyant, pour *certains*, l'Europe pour l'Afrique, on ne lui échapperait pas.

Le même mécanisme tournait depuis deux siècles, tous ses rouages démontés, dans les bandes dessinées de l'histoire scolaire. Mais Louis XIV et Napoléon passant par le Rhin, que pesaient-ils devant Guillaume II et Hitler ? L'approche de l'humanisme allemand, le balbutiement des noms de Heine ou Goethe, l'initiation à Thomas Mann ou à Kleist, bien peu d'adolescents en bénéficiaient, trop peu en tout cas pour faire oublier les rumeurs d'une armée qui se levait et les discours sur le nazisme, reflet d'une « éternelle Allemagne ».

Les Français ! c'est le comble !

Rhétorique d'ancien combattant ? Soit, pour l'adolescent d'à présent, incapable de concevoir ce climat. Pourtant, pas plus que les soldats de juin 1940 ou les captifs, ceux des derniers mois n'ont envie de raconter ce qu'ils vécurent. Notre jeunesse avait été par trop hantée des récits de la première guerre mondiale et de son horreur pour *que nous fussions* enclins à voir nos propres enfants dans le même enfer.

Nos compagnons d'Afrique *du Nord étaient entrés* dans Rome. Nous franchissions le Rhin, *nous dévalions* la Forêt-Noire vers le Danube, et notre route d'Austerlitz s'arrêtait au lac de Constance. Nos camarades de la division Leclerc capturaient le nid d'aigle de Hitler. Ce ne sont plus que des images, bien sûr, et les vaincus de 1945 disaient que nous étions de faux vainqueurs. *« Les Français sont là, c'est le comble ! »*, disait le maréchal Keitel en voyant de Lattre s'asseoir à la table de l'armistice, à Berlin.

Politiquement, cette réaction se comprend. Nous, nous comptions *nos vrais* morts, ces amis, dont *certains étaient partis en 1939*, à peine sortis de Saint-Cyr, pour tomber dans une embuscade aux sources du Danube. Et nos vrais morts portaient témoignage d'une vraie victoire. Pour la dernière fois, cette guerre ne posait aucune question. Aucune mauvaise conscience ne s'en mêlait ni aucune crainte que le pouvoir politique n'en compromît le gain.

Une fois encore, la liberté était à l'armée du Rhin. Nous étions les derniers vainqueurs d'une guerre *« classique »* sur le sol d'Europe. L'affrontement des fantasmagories nationalistes et des morales manichéennes se liquidaient dans un *« pour solde de tous comptes »*.: C'était *bien une revanche*, comme on disait encore. Elle *ne viendrait plus jamais* en appel.

La vérité ne se disait pas : nous nous sentions plus vainqueurs *que nous ne l'étions* vraiment. Nos uniformes, *nos armes, nos rations* étaient américaines. L'élan de notre victoire dépendait des livraisons d'essence de nos alliés. Les réalités quotidiennes se chargeaient de nous remettre au pas.

Les choses, sur le moment, *ne furent* pas aussi nettes ni les certitudes acquises. Si exsangue que fût l'Allemagne, totalement sujette à la tutelle des vainqueurs, radiée de la carte, elle semblait encore redoutable. La morale de la punition, la politique de la vengeance, s'inspiraient surtout de la terreur de « remettre ça » contre cet increvable dragon *mythologique*.

La guerre déboucha, comme en 1920, sur l'occupation du sol du vaincu. En Forêt-Noire, en Rhénanie, la présence militaire française se transforma assez vite en quadrillage par des gendarmes et des fonctionnaires assimilés à l'armée. Tous, avec leurs familles, exploitaient le pays. Insupportable comme toute occupation, celle-ci s'habillait des frusques d'un colonialisme évangélisateur qui attribuait à la *« mission éternelle de la France »* le devoir de *« rééduquer »* les Allemands. Ce *verbe était* d'usage courant et ne réclamait pas de guillemets.

Pourtant, non par miracle, mais grâce à quelques hommes, l'avenir germa dans une prise de conscience difficile. Il fut tout de suite probable que, dans l'état où se trouvait l'Europe, cette occupation ne déboucherait pas sur une guerre franco-allemande. Les vieux réflexes français de découpage de l'Allemagne perdirent vite de leur force. L'avant-guerre ne se répéterait pas.

Tout le mérite de le comprendre et de vouloir en tirer une action neuve revint à certains de ceux qui, dans les services du gouvernement militaire ou sur ses marges, avaient *les responsabilités* des services de jeunesse ou de culture : Jean Moreau, Joseph Rovan, le capitaine Ponelle. Ou, à Paris, Mme Grosser, Alfred Grosser, Robert d'Harcourt, Robert Minder. Bien d'autres encore, qui ont disparu : Antoine Wiss-Verdier, Jean du Rivau, Louis Clappier. Qu'eussent-ils obtenu, cependant, si, à l'échelon de la décision politique, d'autres responsables, tel Alain Poher, n'avaient couvert le développement de contacts que la ligne officielle n'encourageait pas ?

Au hasard des entretiens, de jeunes hommes, Allemands et Français, découvrirent assez vite que la guerre dont ils sortaient n'avait pas seulement relativisé des différences jusqu'alors érigées en privilèges nationaux. Elle les avait rabotées, jusque dans les certitudes les plus assurées. A peine libérés de captivité, maladroits dans les vêtements civils, *les vaincus*, s'ils se souvenaient parfois des matins *du printemps 40*, mesuraient chaque jour *l'ampleur de la défaite*. Et les vainqueurs, une fois épuisé le plaisir de l'être, retrouvaient vite le goût ambigu d'humilier qu'engendre une occupation.

Les numéros spéciaux d'*Esprit* — car Emmanuel Mounier était l'un des plus attentifs à ce qui naissait — et des *Temps modernes*, de ces années, reflètent en partie l'évolution en cours. Nos contemporains allemands nous interrogeaient sur les grands mouvements de la pensée et de la création intervenus hors d'Allemagne depuis 1933. Ils se demandaient si l'œuvre à reprendre devait partir de cette date, en ne tenant aucun compte des conséquences du Reich millénaire de douze ans. Nous apprenions d'eux tout *ce qui ruinait* le dogme de la culpabilité collective. L'im*monde* n'était pas le fait d'une nation, mais de tout *homme*. Et d'une histoire, rien ne pouvait s'exclure. Il fallait assumer tout, même le pire.

Au-delà du nazisme, nous discernions dans les débats de nos interlocuteurs ce qui resurgissait de leur culture. Eux-mêmes la retrouvaient souvent en ceux qui l'avaient maintenue, leurs anciens compatriotes devenus les nôtres, ces juifs émigrés qui, parfois au sortir même du camp de concentration, avaient choisi d'agir dans l'administration française, une médiation qui, conjurant les instincts de la vengeance et de l'enfermement, préservait l'avenir. Rien ne germa que par eux.

Les impasses du dialogue

Bientôt, à travers l'inventaire de la communauté des problèmes immédiats, des relations au monde, le sentiment d'une communauté de destin vint à mûrir, d'un destin infiniment plus large que celui dont avaient rêvé les tenants d'un dialogue spécifique franco-allemand. Car au-delà de celui qui s'engageait, l'épreuve des événements, les débuts de la guerre froide, le blocus de Berlin, rendirent manifeste *la stérilité du tête-à-tête*. Il avait *été* riche d'annonciateurs, de Mme de Staël, Hugo, Heine, Nerval, à Giraudoux. Mais aucun Jacques Forestier n'en serait plus jamais le héros amnésique, pas plus qu'après Roger Nimier et François-Régis Bastide, nul écrivain français reviendrait dire le bonheur des amours allemandes du jeune cavalier vainqueur. Et nul écrivain allemand ne recopierait le journal parisien d'Ernst Jünger.

Parce que notre *génération* fit en peu de temps l'expérience que le dialogue franco-allemand, si fécond en dépit de ses erreurs, de ses perspectives tronquées, appartenait au quatorzième siècle, elle se retrouve dans la proposition de Robert Schuman et sa déclaration de 1950 sur la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. *« Il fallut de la générosité, du courage et de la clairvoyance »*, dira, à peu près seul, Maurice Faure à l'Assemblée en 1963.

Sans le patient travail d'approche de groupes solitaires, mais qui comprenaient quelques-uns des futurs responsables, ces qualités des dirigeants politiques eussent été vaines comme l'eût été la froide imagination réaliste de Jean Monnet. Le traité de 1963 restaura, dans les mots au moins, un concept désuet et engendra la méfiance permanente des autres partenaires de la Communauté.

La dernière guerre et deux occupations nous avaient enseigné que le face-à-face de deux nationalismes *était néfaste* et que *la communauté* de destin embrassait toute l'Europe, et d'abord l'Occident.

C'était au temps des vieilles lunes et des calendes grecques, il y a trente-cinq ans. Soit le même laps de temps que celui qui *sépara* le 11 novembre 1918 — le jour de l'armistice de la guerre — du défilé *Unter den Linden des soldats de l'armée impé*riale allemande, le premier jour de notre avant-guerre, — de 1953 — lorsque se négociait la fusion des bataillons français et allemands dans l'armée *européenne*.

Renvoyées au domaine *quasi onirique des sentimentalités*, ces images ne s'inscrivent *plus* derrière des *événements* qui sont seulement des questions de cours à Sciences Po. Depuis 1963, l'Allemagne et la France ont tellement changé que l'évocation du passé sonne de façon tout à fait irréelle pour les quatre millions d'adolescents qui, grâce au traité, ont appris à mesurer les similitudes et les différences hors des schémas de catastrophe où nos vies avaient été inscrites.

Un numéro spécial de « Documents »

« Un dialogue ininterrompu et nécessaire »

Comme en ce premier numéro de 1945, qui se composait d'une série de cahiers tirés sur un mauvais papier, pour le vingtième anniversaire du traité franco-allemand, la revue *Documents* présente ce qui constitue l'actualité et ce qui pourrait être l'avenir. Laissant à d'autres les rétrospectives, les bilans, et dédaignant la nostalgie d'une *histoire*, les responsables — Joseph Rovan et René Wintzen — ont fait appel à d'illustres collaborateurs extérieurs pour mettre en situation la portée politique du traité et ses perspectives.

Une même orientation parcourt toutes les analyses et les entretiens, particulièrement riches, avec Raymond Aron et Alfred Grosser : démythifier ce qui subsiste d'une quelconque spécificité du *« dialogue »* franco-allemand, l'insérer dans *l'édification de l'organisation* de l'Europe, privilégier la comparaison entre les deux pays, afin de poursuivre la tâche toujours à reprendre de la normalisation des relations par l'abolition des préjugés. Tel est l'axe de la pensée d'Alfred Grosser.

L'évidence tranquille qui a toujours inspiré les constats de Raymond Aron pour disloquer les tabous contournés par l'analyse politique trame ici sa réflexion sur les dates clés des *relations franco-allemandes* depuis 1918, en particulier les *motivations du général de* Gaulle pour conclure le traité. Le cadre européen et son évolution entre Jean Monnet et de Gaulle est redessiné par le politologue allemand Werner Weidenfeld, Michel Tatu et Charles Hargrove.

La seconde partie du dossier développe les comparaisons entre les jeunes générations (Reinhard Wilke, Bertrand Girod de l'Ain), la réalité des conflits de générations (Iring Fetscher) et les degrés divers de prise de conscience devant l'évo*lution technologique* (Gerhard Kiersch, Sabine von Oppeln). Une utile chronologie conclut le dossier.

Depuis le premier été de l'après-guerre, *Documents et* son homologue allemand *Dokumente* (qui, exceptionnellement, publient cette fois le même numéro dans chaque langue) ont joué un rôle majeur dans la transformation des esprits et l'information réciproque. Avant l'Office franco-allemand pour la jeunesse, le BILD (Bureau d'information, de liaison et de documentation), *organisme privé dont elles* dépendent, a développé les échanges de jeunes et de spécialistes dans tous les domaines. De cet apport tout à fait exceptionnel, marqué par la patience et le sens du possible, du réalisable au jour le jour, il serait bien nécessaire que l'historique fût entrepris. A travers les évolutions des préoccupations et des hommes, une permanence sans analogie se marque. Rarement sur une aussi longue durée, une revue a pu exercer une telle influence.

Parmi *toutes* les *forces qui* ont créé les faits d'où est sortie *la nécessité du traité* franco-allemand, le BILD et *Documents méritent* une place particulière. Joseph Rovan en a pris la *responsabilité principale*, maintenant et assurant, contre *la* mythologie du « franco-allemand », la lucidité de l'analyse, le sens du réalisme, sans pourtant dénier sa place à l'espoir.

J. N.

★ *Documents*, 4-82, 208 pages, 50, rue de Laborde, 75008 Paris. 30 F.

Les rendez-vous de la semaine

Voici les principaux événements prévisibles qui jalonneront la semaine du 16 au 23 janvier.

16 M. Philippe Seguin, député R.P.R. des Vosges, invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* ».
M. Giscard d'Estaing sera, lui, à Europe 1 dans l'émission du « Club de la Presse ».

16-17 M. Mitterrand en visite au Bénin et M. Gromyko à Bonn.

17 Le premier ministre japonais, M. Nakasone, se rend aux États-Unis. Il est reçu par M. Reagan le 18.

17 Tennis : début des Master's.

17-18 Réunion à Paris des ministres des finances du « groupe des Dix ».

17-18 Conseil des ministres de l'agriculture des Dix.

18 M. Mitterrand au Gabon (jusqu'au 19).
M. Diego Cordoves, chargé de mission des Nations unies pour l'Afghanistan, se rend au Pakistan.

18 Assemblée du C.N.P.F.

19 Echéance du mandat des forces des Nations unies au Liban (FINUL), d'ores et déjà prorogé.

19 MM. Laurent Fabius et Yvon Gattaz participent à la première émission du « Magazine politique » TF 1 à 20 h 30.

20 Anniversaire du traité franco-allemand : discours de M. Mitterrand devant le Bundestag (voir ci-dessus).

20 Colloque de l'Institut de recherches marxistes, à l'occasion du centenaire de la mort de Karl Marx, à l'Hôtel Novotel de Bagnolet (jusqu'au 22).

20 Arrivée du rallye automobile Paris-Alger-Dakar.

20 Première convention nationale des villes câblées et des télévisions locales : « Télécâbles 83 » à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne).

20-21-22 P.S. : rencontres des acteurs du changement sur les thèmes : « Culture, mentalité et changement », « la Société française et le changement », « Mutations économiques et changement social ».

21 Congrès du S.P.D. à Dortmund.
Réunion des ministres des affaires étrangères du « comité des Sept » à Rabat.

21 Visite de M. Kohl à Paris.

22 Convention nationale sur les problèmes posés par le terrorisme, organisée par Renouveau juif à l'Hôtel Sofitel-Sèvres 75015 Paris.

22 Visite à Paris du premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzales.

22 Départ du 51e rallye automobile de Monte-Carlo.

23 M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, invité au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » et M. Georges Marchais au « Club de la Presse » d'Europe 1.

23 Congrès extraordinaire du R.P.R. à Paris pour présenter son plan de redressement.

23 Visite en France du président bolivien.



BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Poussée de fièvre à Londres

A peine rentrée de son voyage aux Malouines – *« Un devoir et un plaisir »*, a-t-elle dit, – Mme Thatcher a pu mesurer que les bravos recueillis à Port-Stanley ne mettaient aucunement son gouvernement à l'abri des remous et des difficultés. Elle a retrouvé, en regagnant Londres, une situation dégradée, une classe politique et des milieux financiers en proie aux rumeurs et aux spéculations.

Cette fièvre avait pour signe le plus manifeste la baisse inquiétante de la livre sterling sur le marché des changes, à la fois cause et conséquence d'interrogations de plus en plus insistantes sur l'éventualité d'élections législatives anticipées. Le parti travailliste exige un débat d'urgence aux Communes sur la situation financière, tandis que M. Heath, ancien premier ministre conservateur, et M. Jenkins, leader de la nouvelle formation social-démocrate, invitent d'une même voix le cabinet à réagir.

Paradoxalement, ce pèlerinage de Mme Thatcher sur cet archipel du bout du monde, où la victoire britannique a symbolisé la pugnacité du premier ministre et le succès qui couronne généralement son obstination, loin de dissiper l'incertitude, aurait plutôt eu l'effet inverse. Considéré par certains comme un geste préélectoral, il a encore accru les spéculations sur l'imminence d'un nouveau scrutin, même si l'entourage du chef du gouvernement s'est aussitôt employé à démentir une telle hypothèse.

Le premier ministre devait reprendre l'offensive durant ce week-end, en développant deux arguments. Le premier est que le gouvernement a la situation bien en main. L'inflation a été ramenée à moins de 7 %, la maîtrise des finances publiques a été restaurée, et l'état de la balance des paiements ne justifie aucune spéculation contre la livre. En second lieu, sur le plan politique, Mme Thatcher compte insister sur la stabilité de son gouvernement et sa fidélité à la politique de rigueur.

Même si les arguments en faveur d'élections prochaines ne manquent pas, à commencer par les derniers sondages, Mme Thatcher devait d'abord s'efforcer de calmer le jeu. En outre, elle a toujours laissé entendre qu'elle avait besoin de deux législatures complètes pour accomplir sa tâche.

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN AFRIQUE NOIRE

« Je veillerai moi-même à ce que la France reste fidèlement à vos côtés »

a déclaré le chef de l'Etat à Lomé

De notre envoyé spécial

Lomé. – La visite d'un président français dans une capitale d'Afrique francophone est généralement l'occasion d'un geste, plus ou moins important, à l'égard de son hôte. A ce titre, le général Eyadema pourra s'estimer relativement gâté. Quel que soit son sentiment à l'égard du régime togolais, M. Mitterrand, qui quitte, ce samedi 15 janvier en début d'après-midi, Lomé pour Cotonou, a non seulement offert sa caution au régime togolais, mais il s'est engagé à l'aider à faire face à la crise.

Vendredi après-midi, devant un public de militants du parti unique, chargé de l'acclamer dans un amphithéâtre où rien n'avait semblé laissé à l'improviste, le président de la République, dans un discours en partie improvisé, a énuméré une série de promesses. *« Dans son œuvre de promotion économique et sociale*, a-t-il dit, *le Togo peut compter sur le maintien de l'aide de la France, qui ne connaîtra ni réduction ni traitement désinvolte, et même, nous en avons parlé, sur certains points essentiels, cette aide sera renforcée. »* Entre autres, a-t-il précisé, *« la participation technique apportée par des spécialistes français sera redéployée et concentrée pour tenir compte des besoins particuliers du Togo »*.

Tirant déjà la conclusion du séjour qui, jusque-là, s'était déroulé dans un climat très amical, le chef de l'Etat a ajouté que, *« dans ce passage tourmenté »* de l'histoire du Togo, *« je veillerai moi-même à ce que la France reste fidèle à vos côtés »*. *« Elle continuera*, a-t-il poursuivi, *d'expliquer la cause du Togo aux organismes financiers internationaux ; elle consacrera dans le cours même de cette année un effort important pour rétablir les équilibres compromis. »*

Si elliptiques soient-elles, ces formules ont visiblement traduit la volonté d'engagement du chef de l'Etat, qui semble avoir été sensible – en tout cas, il ne s'est pas fait faute de le mentionner – au fait que le Togo demeure pratiquement autosuffisant sur le plan alimentaire, ce qui est loin d'être négligeable, même quand les investissements dans les *autres secteurs se sont traduits par* des échecs apparemment patent.

Si M. Eyadema pouvait donc éprouver encore quelques doutes sur l'attitude de Paris à son égard, le voilà sans doute rassuré. Les Français vont l'appuyer dans sa négociation avec le Fonds monétaire international, qui a de bonnes chances d'aboutir. Ils vont probablement lui offrir une aide budgétaire supplémentaire. Ils vont, de toute façon, l'aider à *« rétablir les équilibres compromis »*, le tout dans le cadre de cet effort de *« sécurité »* et en faveur du *« développement »* que M. Mitterrand entend poursuivre à l'égard des Etats d'Afrique francophone qui, il l'a redit vendredi, occupent *« une place privilégiée dans les orientations de politique et de coopération française »*.

Faisant suite aux entretiens privés de vendredi matin – au cours desquels le chef de l'Etat était notamment entouré de MM. Cheysson, Nucci et Penne, – ce discours augure bien des futures relations franco-togolaises. De la part de Paris, le général Eyadema pouvait difficilement espérer davantage, notamment, pour reprendre son expression, *« dans la foulée des manifestations marquant notre libération nationale »*, puisque le régime a célébré jeudi le seizième anniversaire du coup d'Etat du 13 janvier 1967.

Sans attendre le défilé de samedi matin, le chef de l'Etat et son épouse ont pu mesurer la cordialité de l'accueil qui leur a été réservé. L'un et l'autre ont été décorés par le général Eyadema. A l'occasion du dîner de gala offert vendredi soir par les Togolais, on a même vu M. Mitterrand, visiblement amusé, reprendre le refrain des *Chevaliers de la table ronde* dans une atmosphère toujours chaleureuse.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Les dirigeants béninois attendent une relance de la coopération avec Paris

De notre envoyé spécial

Cotonou. – La République populaire du Bénin est à l'Afrique de l'Ouest ce que la République populaire du Congo est à l'Afrique centrale. De part et d'autre de l'équateur, au *« printemps de Brazzaville »* répond celui de Cotonou. Dans les deux cas, deux régimes militaires, continuant de se réclamer du marxisme-léninisme, refusent de renoncer à un vocabulaire révolutionnaire dont l'usage dissimule mal une orientation politique interne de plus en plus « libérale » et des choix qui, en politique étrangère, se caractérisent par une ouverture prononcée vers l'Ouest.

Vers Paris notamment, où le changement de majorité a ouvert de nouvelles perspectives. On veut oublier les tensions anciennes, les rancœurs nées de la tentative de débarquement du 16 janvier 1977, dans laquelle la France avait indirectement été impliquée en raison de la participation du mercenaire Bob Denard. Tandis que se poursuivent les échanges de visites entre dirigeants du parti unique béninois et dirigeants des « partis frères », soviétique et cubain notamment, on ne se cache plus pour critiquer l'insuffisance et l'inefficacité de l'aide soviétique. Contrairement aux Chinois, qui ont édifié de 1976 à 1982 l'immense stade de l'Amitié, dont le coût est estimé à plus de 10 milliards de francs C.F.A. (1), les Soviétiques, remarque-t-on, n'ont laissé aucune trace visible de leur présence. Aussi, comme on remet en cause le principe même des sociétés d'Etat, on s'interroge de plus en plus sur le bilan de la coopération soviéto-béninoise. Bref, fût-ce amicalement, on reproche, d'ores et déjà à la France d'avoir laissé un vide politique depuis dix ans et on l'invite à le remplir.

Les deux visites à Paris du président Kerekou en septembre et novembre 1981, suivies de celles de plusieurs de ses ministres, sont de nature à relancer le dialogue franco-béninois. Le réalisme y pousse d'autant plus les dirigeants de Cotonou que la France, premier client et premier fournisseur, reste aussi le premier bailleur d'aide et que la conjoncture internationale est de nature à aggraver les difficultés financières du moment. *« La France est et demeure notre plus fidèle amie : c'est un legs historique... »*, nous a dit à ce propos un jeune technocrate pourtant peu suspect de sympathie colonialiste.

Sur le plan économique, l'agriculture reste la principale ressource, mais elle est peu développée. En ce qui concerne le commerce extérieur, on sait que les importations sont deux fois plus importantes – 110 milliards de francs C.F.A. – que les exportations (50 milliards). Sur ces 50 milliards, plus de 44 concernent des réexportations, surtout à destination du Nigéria. Cela signifie que le Bénin ne dégage que 6 milliards de production propre (tourteaux, palmistes, huile de palme).

Plus de 70 % des recettes budgétaires proviennent des taxes douanières à l'importation. Dans un pays où il n'existe pas d'impôt sur le revenu et où le budget d'investissement repose exclusivement sur l'aide extérieure, les problèmes d'équilibre budgétaire sont plus qu'épineux. S'y ajoute une augmentation dangereuse de la dette extérieure, estimée à 71 milliards de francs C.F.A. en 1982, dont près de 4 milliards à l'égard de la France, et près de 13 milliards vis-à-vis de l'Union soviétique. Il est vrai que, jusqu'à une date récente du moins, le Bénin était considéré comme honorant ses dettes.

Il est exact également que le port de Cotonou, dont le trafic est deux fois plus important que celui de Lomé au Togo, peut être développé et constituer un utile appoint de recettes. D'autre part, le début de l'exploitation du pétrole découvert *off shore* par la compagnie américaine Union Oil en 1969 fait lever certaines espérances. Une équipe de plusieurs dizaines de Norvégiens devrait commencer, le mois prochain, l'exploitation effective au large de Porto-Novo. Avec sagesse, le gouvernement de Cotonou n'a pas intégré les éventuels profits pétroliers au budget national. Tout se déroule comme si, officiellement du moins, la production pétrolière béninoise qui, au demeurant, sera purement symbolique – 5 000 barils par jour (2) – ne devait entraîner aucun profit financier. Psychologiquement pourtant, M. Kerekou et ses amis attachent une grande importance au démarrage de l'opération en cours.

On souhaiterait d'autre part, ici comme à Brazzaville, mettre à profit l'entrée discrète dans le club africain des producteurs de pétrole pour prendre ses distances avec le partenaire soviétique et se rapprocher de la France.

PHILIPPE DECRAENE.

(1) 1 franc C.F.A. = 0,02 franc.

(2) Soit sept fois moins que la production française, pourtant elle-même considérée comme très faible.

M. Jean-Pierre Cot : si on ne jouit plus de l'appui du chef de l'Etat...

Pour la première fois depuis son départ du gouvernement, le 8 décembre dernier, M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre délégué à la coopération et au développement, s'est expliqué vendredi 14 janvier au journal d'Antenne II, levant ainsi le voile sur les raisons de son départ.

« Il me semble indispensable que le président de la République ait la responsabilité majeure dans le domaine de la politique étrangère et, s'agissant de l'Afrique où des liens d'affection, d'amitié personnelle, sont tellement forts et importants, il est normal que ce soit du domaine réservé. Reste à gérer le domaine réservé, et ce n'est pas une chose facile », a notamment déclaré le ministre.

Accréditant les interprétations faites au moment de son départ sur les difficultés existant entre la rue Monsieur et le conseiller présidentiel pour les affaires africaines, le ministre a poursuivi (...) : *« Je dis que l'articulation institutionnelle entre le président de la République, son conseiller pour les affaires africaines, Guy Penne, en l'espèce aujourd'hui, le ministre des relations extérieures, le ministre délégué à la coopération et au développement, cette articulation n'est pas une chose simple, et cela ne se résoud pas en deux coups de cuiller à pot. »*

Répondant ensuite à des critiques sur sa politique, le ministre a dit : *« Une politique ne peut pas plaire à tout le monde, c'est l'évidence, et je dirai que moi, je me refuse à juger une politique étrangère au fait que cela fasse plaisir à tout le monde ou que cela déplaise à certains. Une politique doit renforcer l'autorité de la France, concourir aux objectifs que la France s'assigne et, de ce point de vue, une politique, à partir du moment où elle est menée avec une certaine cohérence et une certaine rigueur, évidemment, fait moins plaisir qu'une absence de politique. La période des petits cadeaux est passée et, de ce point de vue, ceux qui recevaient les petits cadeaux ont quelquefois du chagrin. La politique des droits de l'homme est une politique qui, nécessairement, plaît moins à certains que l'absence de politique des droits de 'homme. Sur différents exemples, il me semble, il faut savoir ce qu'on veut. »*

A une question de Paul Nahon sur les divergences qui ont été évoquées entre M. Cot et M. Mitterrand, l'ancien ministre a répondu : *« Dans un domaine réservé, il faut jouir d'un appui positif et constant du chef de l'Etat. Cela paraît indispensable. A partir du moment où cela n'est plus tout à fait le cas, cela veut dire que le temps est venu de passer à autre chose. »*

Mozambique

Quatre rebelles exécutés publiquement

Maputo *(A.F.P.)*. – Quatre membres de la « Résistance nationale du Mozambique » (R.N.M.) opposition armée au gouvernement de Maputo ont été exécutés publiquement, jeudi 13 janvier, à Macia, 145 kilomètres au nord de Maputo, a annoncé, vendredi, la radio Mozambicaine.

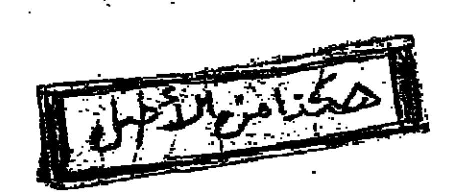
Selon la radio, les quatre personnes qui ont été capturées dans la localité de Chicualacuala, à la frontière du Zimbabwe, ont été interrogées en public par le lieutenant-général Sebastio Mabote, chef des forces armées mozambicaines, et ont avoué avoir attaqué des trains de marchandises et endommagé la voie ferrée qui relie le mozambique au Zimbabwe. Ils ont ensuite été exécutés *« selon la volonté du peuple »*, a précisé la radio.

Quarante personnes ont été condamnées à mort depuis 1978 par un tribunal militaire spécial mis en place par le gouvernement du président Samora Machel pour lutter contre les actions de la R.N.M. qui dispose, selon Maputo, du soutien de l'Afrique du Sud, et est accusé d'exécutions sommaires et de destructions de voies de communications, de villages et de cultures.

D'autre part, la R.N.M. a revendiqué l'enlèvement, le 22 décembre dernier, dans le nord du Mozambique, de deux ingénieurs français qui travaillaient à l'installation d'une ligne électrique à haute tension. Les deux hommes doivent être libérés prochainement, a annoncé, le 11 janvier dernier, le porte-parole du M.N.R. à Lisbonne. (*le Monde* du 14 janvier).

[En juillet dernier déjà, sept opposants armés (six Mozambicains et un Sud-africain), condamnés à mort par le tribunal populaire de Maputo avaient été exécutés (*le Monde* du 13 juillet 1982).]





étranger

Pologne

L'entêtement d'un « simple citoyen »

M. Lech Walesa, après l'échec de sa tentative de vendredi 14 janvier, compte se présenter à nouveau lundi aux chantiers Lénine de Gdansk pour y réclamer sa réintégration au poste d'électro-monteur qu'il occupait auparavant. Selon la loi polonaise, tout permanent syndical doit être réembauché dès qu'expire son mandat. Solidarité ayant été mise hors la loi le 13 décembre, M. Walesa n'est plus pour les autorités qu'un *« simple citoyen »*, en tant qu' *« ancien président de l'ancien syndicat Solidarité »*, même s'il n'est pas traité comme tel (*le Monde* du 15 janvier).

A la direction des chantiers, on indique qu'il n'y a *« aucun obstacle »* à l'embauche de M. Walesa à condition qu'il présente une attestation officielle de son dernier lieu de travail. Un tel certificat ne peut lieu être délivré que par le liquidateur des biens du syndicat. C'est ce liquidateur qui lui avait d'ailleurs donné un congé de deux mois le 16 décembre. M. Walesa comptait ce jour, un mois après sa libération, prononcer une allocution devant les chantiers navals ; mais il fut emmené de force chez le commissaire aux comptes pour s'expliquer sur la comptabilité de Solidarité. Le liquidateur avait fait savoir avant son entrevue avec M. Walesa qu'il avait relevé des *« irrégularités »* dans l'utilisation des fonds syndicaux. Il peut très bien refuser le certificat réclamé à présent par les chantiers pour l'embauche, s'il estime encore avoir besoin de lui.

« En luttant pour mes droits, je lutte pour des droits normaux en faveur du monde du travail », a dit M. Walesa après la rebuffade subie. *« On applique à mon égard une tactique spéciale, car de nombreux internés ont retrouvé leur travail sans qu'on leur oppose ce genre d'obstacle. »* Puis après avoir déposé une lettre présentant ses arguments au poste de garde des chantiers, M. Walesa, constamment suivi par une voiture banalisée, a regagné son appartement.

A Varsovie, les services de sécurité de la milice ont découvert dans une villa de la banlieue de Varsovie une *« imprimerie illégale »* de la maison d'édition indépendante Nowa, qui se spécialisait dans les ouvrages interdits en Pologne.

Enfin des préparatifs sont en cours pour un douzième plénum qui confirmera les principes marxistes-léninistes du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), a indiqué un membre du bureau politique, M. Stanislaw Kalkus, dans une interview au *Sztandar Mlodych*, organe des jeunesses communistes. Selon M. Kalkus, une telle *« confirmation »* est rendue nécessaire par *« certains doutes »* qu'éprouvent encore *« de nombreux membres du parti »* quant à savoir si le POUP n'est pas en train de *« s'éloigner de cette ligne »*.

Le POUP, selon un responsable des services administratifs, compte 2 370 000 membres. Entre août 1980 et décembre 1982, il en a perdu 779 000, et a enregistré 7 000 adhésions en 1982.

Portugal

M. Crespo, candidat des partis de la majorité pour former un gouvernement

Lisbonne (A.F.P.) — Les partis de la majorité de centre droit ont réussi à surmonter vendredi 14 janvier leurs difficultés en choisissant un candidat commun pour former un nouveau gouvernement. Un sommet de la dernière chance a permis aux trois partis de l'Alliance démocratique de se mettre d'accord sur le nom d'un social-démocrate, M. Vitor Crespo, pour former ce nouveau gouvernement de coalition, a annoncé un communiqué commun.

« Après l'acceptation du nom de M. Vitor Crespo par le président de la République, les partis s'engagent à constituer dans les plus brefs délais le nouvel exécutif et à présenter son programme à l'Assemblée de la République (Parlement) », a ajouté le communiqué.

Le sort du quatrième gouvernement de l'Alliance démocratique est maintenant entre les mains du président de la République. Récemment, le général Eanes n'avait pas écarté une dissolution du Parlement si l'Alliance démocratique ne lui présentait pas, avant le 15 janvier, *« une solution solide »* pour sortir de la crise.

Le parti social-démocrate, principale formation de la coalition qui a proposé M. Crespo, avait lancé mercredi un ultimatum à ses partenaires du centre démocratique et social, divisés après la démission de leur président, M. Freitas Do Amaral, pour qu'ils s'engagent davantage dans la formation du gouvernement.

Autriche

Découverte d'un trafic d'armes en provenance de Tchécoslovaquie

Les autorités et la presse autrichiennes s'interrogent sur l'origine et la destination d'un chargement d'armes et de munitions saisi dans la nuit de mardi à mercredi, à Kleinhaugsdorf, à la frontière austro-tchécoslovaque. Dans ses commentaires, la presse évoque notamment les hypothèses d'une filière terroriste et d'une éventuelle complicité tchécoslovaque.

Les trois convoyeurs, un ressortissant tchécoslovaque vivant à Vienne, Petr Bardon, conducteur du véhicule, et deux citoyens autrichiens devaient être déférés devant un tribunal. Ils transportaient trois cents pistolets de fabrication tchèque (type C.Z.-70 de 7,65 millimètres et C.Z.-75 de 9 millimètres parabellum), sept fusils automatiques Kalachnikov pour tir de précision, plusieurs pistolets-mitrailleurs et quinze mille cartouches.

Parmi les documents saisis chez les trafiquants figurent des permis d'achat au nom d'armuriers autrichiens, et notamment un à celui de l'armurier Grillmayer, qui fait partie des trois trafiquants arrêtés. Or c'est avec un permis détourné de cet armurier qu'a été acheté en Suisse le browning dont s'est servi Ali Agca, lors de l'attentat du 13 mai 1981 contre le pape Jean-Paul II. M. Grillmayer avait, l'été suivant, perdu sa concession d'armurier.

A Rome, M. Antonov, arrêté le 25 novembre pour *« concours actif »* dans cet attentat, a été confronté mercredi avec un témoin de l'accusation, a-t-on appris jeudi. Ce témoin, indique-t-on officiellement, n'est pas un détenu. L'hypothèse selon laquelle M. Antonov aurait été confronté pour la deuxième fois depuis le début de la semaine avec Ali Agca, condamné à la réclusion perpétuelle, est donc erronée. Les tribunaux italiens doivent se prononcer, d'ici à quelques jours, sur une deuxième demande de mise en liberté provisoire déposée par les avocats de M. Antonov. Ils avaient débouté une première demande en décembre dernier. D'autre part, des fonctionnaires de la division italienne d'Interpol ont ramené de R.F.A., vendredi 14 janvier, M. Musa Cedar Celebi, de nationalité turque, incarcéré à Francfort sous l'accusation d'avoir conspiré contre la vie du pape. — *(A.F.P.)*

Hongkong : digérés dans quinze ans ?

Dans quinze ans, Hongkong devrait réintégrer le continent chinois, celui de la République populaire. Ceux que l'on appelle les intellectuels s'inquiètent déjà...

L'échéance de 1997, qui doit marquer, en principe, la rétrocession à la Chine des *« Nouveaux Territoires »* (qui couvrent les neuf dixièmes de la superficie de la colonie britannique) préoccupe tout particulièrement les intellectuels. Un nombre impressionnant d'articles de la presse locale ressassent toutes les hypothèses concernant une éventuelle reprise par la Chine de la colonie britannique. Les journalistes y expriment au passage une anxiété qui leur est propre, et qui tient à leur statut. *Que deviendraient-ils si la Chine reprenait le contrôle effectif de Hongkong en 1997 ?* A supposer qu'un compromis soit trouvé entre Londres et Pékin, qui permette aux Britanniques de continuer à gouverner Hongkong, ne réduira-t-il pas leur liberté d'expression ?

Pour un peu plus de cinq millions d'habitants, Hongkong compte une trentaine de quotidiens *en langue chinoise*, et davantage de revues, de toutes tendances. L'éventail des opinions exprimées va des journaux communistes officiels (le *Da Gong Bao* étant le plus important) aux organes de Taiwan, en passant par les journaux « de gauche » (souvent plus nationalistes qu'idéologiques), *ceux de « droite »* (souvent plus anticommunistes que partisans de Taiwan), ceux consacrés au seul tiercé, et aussi des revues anarchistes, trotskistes, de défense des droits de l'homme en Chine, de chrétiens de gauche prônant une plus grande justice sociale dans la ville, etc. Hongkong est, *incontestablement*, le seul lieu de l'espace chinois où existe une véritable liberté d'expression, une liberté que ne connaissent ni Singapour ni bien entendu Taiwan.

Les pressions de Pékin

Il n'y a pas, à Hongkong, de censure de la presse écrite, bien que les médias fassent l'objet d'une *surveillance constante* de la part du gouvernement. C'est ainsi qu'une association d'anciens immigrés clandestins venus de Chine populaire, *« Les Vagabonds »*, violemment anticommuniste et vraisemblablement manipulée par les services secrets taiwanais, s'est vu refuser toute existence légale. Le gouvernement de Hongkong se montre en *effet extrêmement soucieux* de ménager la susceptibilité de Pékin. Si la presse écrite est libre, le cinéma et la télévision font l'objet d'une censure stricte. En 1981, celle-ci avait laissé passer par inadvertance un film taiwanais, *Un hiver froid à Pékin*, qui décrit les excès de la révolution culturelle. Le lendemain, sur simple coup de téléphone de l'Agence Chine *nouvelle* — *qui remplit à* Hongkong les fonctions d'une ambassade, — *le film était retiré* de l'affiche.

Étant donné que la présence *chinoise ne fera que s'accentuer* dans les années à venir, peut-on raisonnablement espérer que la liberté

dont jouit la presse sera maintenue ?

Certains signes donnent à penser le contraire. Tout d'abord en Chine, où la reprise en main des intellectuels et l'emprisonnement de *contestataires aussi modérés* et aussi inoffensifs que M. Xu Wenli (1), ont pour la première fois, amené la presse et les organisations étudiantes de gauche à critiquer durement la politique de Pékin et à prendre la *défense des dissidents emprisonnés*. Mais aussi à Hongkong même, où deux affaires ont jeté les intellectuels dans le désarroi. La première est la disparition, au bout de deux mois, du quotidien *Zhengming*, lancé en 1981 par l'hebdomadaire du même nom, célèbre chez les *« China watchers »* pour la fiabilité de ses sources concernant la politique intérieure chinoise. Cet hebdomadaire passait, en 1978 et 1979, pour refléter le point de vue de M. Deng Xiaoping. Il est maintenant, dit-on, la bête noire de Pékin, qui lui reproche d'en dire trop, de bénéficier de fuites volontaires de la part d'un certains nombre de cadres du parti et de prendre la défense des dissidents emprisonnés. Officiellement, si *Zhengming* quotidien a cessé de paraître, c'est pour des raisons *financières* ; *mais les pressions* exercées par Pékin en sont la véritable cause.

Une « stratégie de la digestion ? »

La deuxième affaire est l'affaire Luo Fu (1). Directeur d'un important quotidien communiste de Hongkong, *le Nouveau Journal du soir (Xin Wan Bao)*, M. Luo Fu, membre du parti, a été *« convoqué »* à Pékin au mois de *mai* dernier, *alors qu'il* effectuait un voyage à Canton. Il est, depuis, emprisonné sans jugement. On lui reprocherait ses contacts trop étroits avec des journalistes étrangers.

Que Pékin ait pu agir avec une telle désinvolture à l'égard d'un *journaliste communiste qui résidait* à Hongkong depuis trente ans a paru de très mauvais augure à l'ensemble des écrivains et journalistes de gauche, qu'on appellerait en France des *« compagnons de route »*. Curieusement, les journalistes de la presse de droite (proche de Taiwan) n'ont pas les mêmes appréhensions. Selon eux, Pékin a trop besoin de donner des gages de sa bonne volonté concernant la réunification pacifique avec Taiwan pour se permettre de les importuner.

En revanche, certains journalistes de gauche ne cachent pas qu'ils sont déjà en quête d'un visa pour l'étranger, au cas où les choses *« tourneraient mal »*. Mais les visas d'immigration, que les États-Unis et le Canada délivraient avec générosité il y a encore cinq ou six ans, s'obtiennent, en ce climat de récession mondiale, avec difficulté. Il faut parfois se rabattre sur des pays peu attrayants, comme... la république Dominicaine, dont les visas d'immigration se négocient, dit-on, autour de 15 000 dollars à Hongkong (autant de nos francs).

Un journaliste justifie son pessimisme en ces termes : *« Si Hongkong est appelée, à plus ou moins long terme, à devenir une « zone administrative spéciale » chinoise, comme semble l'indiquer certain article trente de la Constitution actuellement à l'étude, cela signifie que les grands principes de la Constitution chinoise seront applicables dans une telle zone, même si l'on prend soin de préciser que cela se fera en fonction de la situation concrète. Comment imaginer qu'on nous octroie le droit de nous opposer, dans nos écrits, aux « Quatre Principes » ?*

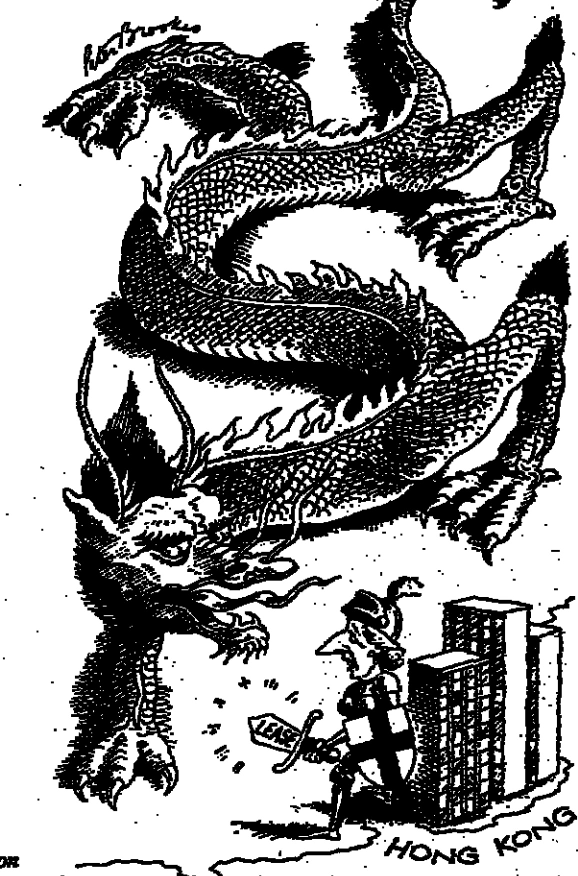


Illustration
The Times

Notre interlocuteur cite, en outre, les propos tenus par M. Hu Yaobang lors d'une conférence concernant les deux provinces du Guangdong et du Fujian, qui s'est tenue en février dernier : *« Il faudra mettre en œuvre, dans un avenir proche, la méthode selon laquelle un pays uni peut tolérer en son sein deux systèmes sociaux différents, et résoudre par là le problème de la restitution de notre souveraineté à Hongkong et à Macao, ainsi que la réunification de Taiwan. Telle est la ligne politique que les conditions historiques nouvelles nous imposent. »* Or, pour justifier cette « nouvelle ligne politique » sur le plan doctrinal, M. Hu Yaobang s'est explicitement référé à la NEP de Lénine, et particulièrement au système des concessions (2). Pour notre interlocuteur, cette référence est peu rassurante car elle révèle une nouvelle stratégie de Pékin vis-à-vis de Taiwan et de Hongkong : *« Les « zones économiques spéciales » ne sont pas seulement destinées à réaliser des* joints ventures *avec l'Occident. Dans l'esprit des dirigeants chinois, elles doivent absorber un jour les « zones administratives spéciales » (Hongkong, puis Taiwan) qui leur feront face. »*

Comme notre interlocuteur ne croit pas du tout à la coexistence de *« deux systèmes dans un pays uni »*, il désire quitter la colonie.

Nous sommes Chinois, non ?

Il n'est pas seul dans ce cas. Un sondage récent, reproduit par la *Far Eastern Economic Review*, indiquait que 22 % de la population *« quitteraient Hongkong par n'importe quel moyen »* si la Chine venait à en reprendre le contrôle. Mais par *quels* moyens ? Le sondage ne posait pas cette question, et s'il l'avait posée, il est probable qu'il *n'aurait pas suscité* beaucoup de réponses précises. Seule la grande bourgeoisie locale a les moyens de partir.

On aurait tort d'en déduire que la majorité de la population se trouve dans cet état d'esprit. Le partage-t-on quand on a vingt-deux ans, qu'on est ouvrier affecté à l'entretien du métro, payé moins de 2 000 francs par mois, et qu'on occupe 8 mètres carrés dans un appartement loué par huit personnes ? *« La Chine,* dit Huo Zhihong, *a bien récupéré Shanghai. Elle récupérera Hongkong, c'est fatal. »* Huo est patriote avant tout ; il n'aime pas les Anglais. Il se déclare *« plutôt optimiste »* quant à l'avenir de Hongkong, que la Chine, selon lui, saura reprendre tout en maintenant sa prospérité actuelle. Li Peixian, vingt ans, ouvrière dans le textile, gagnant l'équivalent de 1 800 francs par mois, trouve carrément saugrenue notre question sur *« l'incertitude de l'avenir »*. Elle rétorque : *« Qu'avons-nous à craindre de l'avenir. Nous sommes Chinois, non ? »*

Mais ni Hu ni Li ne parlent le *putonghua* (la langue nationale, basée sur le dialecte de Pékin) *que tout jeune Cantonais de* Chine parle couramment. Tous deux sont dans une ignorance étonnante des réalités de la vie quotidienne en Chine. Hu a visité Canton deux fois ; *Li, jamais*. Tous deux sont nés dans la colonie, dont ils sont, quoi qu'ils en disent, de purs produits. Ils n'aiment guère les jeunes immigrés arrivés de Chine ces dernières années, qu'ils trouvent *« fainéants »*, *« bagarreurs »*. La Chine, *pour eux, c'est surtout* la mère patrie, dont on n'a rien à redouter. Évoque-t-on devant eux les arrestations arbitraires, l'omniprésence de la *Gong'anju* (le K.G.B. chinois) et ils tombent des nues.

Il y a là une réalité que masquent certains sondages. Celui que nous citions plus haut indiquait que pour 67 %, la population était opposé à ce que la Chine reprenne le contrôle effectif de Hongkong. Mais si la question posée avait été : *« Souhaitez-vous le maintein de la présence anglaise ? »*, il y a fort à parier que le pourcentage de *« non »* eût été écrasant, même chez les intellectuels. *Demander* explicitement le maintien d'une présence étrangère liée a un passé humiliant (les guerres de l'opium) serait un sacrilège.

Il reste à savoir comment la Chine va négocier avec la Grande-Bretagne le recouvrement de sa *« souveraineté »* sur Hongkong. Le moindre faux pas pourrait entraîner une panique bancaire, qui aurait des conséquences immédiates sur le niveau de vie de l'ensemble de la population, particulièrement sur la classe ouvrière, dont le patriotisme risquerait alors d'être mis à rude épreuve.

HENRI LEUWEN.

(1) Voir *le Monde* du 9 septembre.

(2) La Nouvelle politique économique (1921-1924) a accordé des « concessions », minières notamment, à des *compagnies étrangères qui, à partir de* mars 1922, ont pu s'associer dans des sociétés mixtes aux capitaux d'État soviétiques.

à travers le monde

Union soviétique

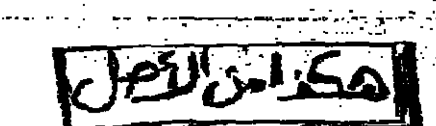
- LE MINISTRE DES SPORTS EST LIMOGÉ. — M. Serge Pavlov, président du comité d'Etat pour la culture physique et les sports depuis quinze ans, a été « libéré » de ses fonctions, a déclaré un porte-parole du comité *vendredi 14 janvier*.

El Salvador

- LE COLONEL MUTIN A ACCEPTÉ DE PARTIR AUX ÉTATS-UNIS. — Le colonel Ochoa Perez, qui avait mis fin, le 12 janvier, à sa rébellion contre le ministre de la défense, a accepté, vendredi 14 janvier, de se rendre aux Etats-Unis pour y suivre les cours de l'Ecole interaméricaine de défense, une des six écoles de guerre du Pentagone. Le Front Farabundo Marti de libération nationale a, d'autre part, poursuivi vendredi son offensive, commencée le 9 janvier, en prenant le contrôle de plusieurs localités dans le nord et l'est du pays. La radio du Front a affirmé que celui-ci avait tué ou blessé quarante-six militaires et fait quatre-vingt-dix prisonniers depuis le début de cette offensive.

Zimbabwe

- VISITE DE M. CROCKER. — M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, s'est entretenu, vendredi 14 janvier, à Harare avec M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe.



AFRIQUE : une piétaille en mal de routes de bus et de « taxis-brousse »

Dans l'aube, des milliers de piétons, visage tendu et coudes au corps, se hâtent en silence. Ils rejoignent à grands pas la zone industrielle de Nairobi. Ainsi va l'Afrique, à pied, à l'heure où le rallye Paris-Dakar tente de faire triompher les mécaniques.

De notre correspondant

Nairobi. — Le soir, des milliers de piétons, jambes lourdes et un peu moins empressés, grimpent une fois de plus les chemins menant à ces maussades H.L.M. tropicales, que deux ou trois saisons de pluies ont transformées en taudis de béton. Surpeuplés. Ici, comme dans les faubourgs de Lagos, Tunis ou Kinshasa, une multitude d'hommes et de femmes parcourent à pied les 5, 10 ou 15 kilomètres qui séparent leur foyer de leur lieu de travail (1).

L'inégalité devant les transports est l'une des mille injustices dont souffre le menu peuple du tiers-monde, réduit — au sens fort — à l'état de piétaille. Pour la masse des plus pauvres, citadins et paysans, la marche est le mode de « transport » majeur, une épreuve quotidienne aussi éreintante que stérile. A Dar-Es-Salaam, plus de sept habitants sur dix se déplacent à pied. Ils sont presque aussi nombreux à Tunis ou à New-Delhi. La plus cruelle des capitales est sans doute Kinshasa, enfer du piéton, aux banlieues infinies, où l'on compte sa peine en heures de trajet. A la fatigue s'ajoute le danger. Dans les cités du tiers-monde, 60 % à 80 % des accidents mortels frappent les piétons, victimes trop vulnérables d'une circulation automobile chaotique. Bombay et Calcutta viennent en tête de ce macabre inventaire.

Les paysans sont encore moins bien lotis. Au Kenya, plus de 90 % d'entre eux ne se déplacent qu'à pied. L'agriculteur africain est d'abord un « porteur ». Une vieille femme courbée sous le poids de sa hotte, remplie de charbon de bois ; un gamin souriant gravit un raidillon, avec, sur la tête, la cuvette d'eau potable qui servira à préparer les galettes de maïs : ces instantanés, saisis au détour des chemins, composent, multipliés à l'infini, le paysage humain des campagnes d'Afrique.

Les femmes y assurent 70 % du travail agricole. Ce sont elles qui préparent les champs, désherbent, nettoient, plantent, récoltent, et... transportent. Selon une étude de la Banque mondiale, conduite au Kenya, une petite exploitation familiale consomme quotidiennement 50 litres d'eau et 30 kilos de bois de chauffage. Sans oublier le fourrage, les semences, les engrais et les insecticides. Tout cela circule sur la tête ou le dos des femmes — et parfois des enfants —, sur une distance pouvant atteindre 13 kilomètres. La seule collecte du bois et de l'eau accapare les femmes pendant trois à six heures par jour. Dans ce domaine, partager la même détresse n'engendre pas forcément la solidarité conjugale. Dans les camps de réfugiés de Somalie, les mères de famille, épuisées, formaient de longues queues devant les puits et portaient l'eau, sous le soleil, comme le veut l'habitude ancestrale, tandis que les hommes palabraient à l'ombre des acacias.

L'énergie perdue du portage

La modernisation des techniques agricoles, soit dit en passant, soulage plus les hommes que les femmes. Celles-ci continuent notamment de sarcler et de récolter selon les méthodes traditionnelles. Consacrer tant d'heures et d'énergie au seul portage ne contribue guère à rentabiliser le travail paysan. Ce gaspillage humain aggrave quelquefois la pénurie de main-d'œuvre au plus fort de la saison agricole, provoquant même, comme au Malawi, des retards ou des pertes dans les récoltes.

Les campagnes du tiers-monde demeurent, pour l'essentiel, un univers clos, où l'on vit retranché. L'isolement y confine à la quarantaine. En Inde, les routes praticables toute l'année desservent seulement trois villages sur dix. Plus de trois cent mille hameaux ne sont reliés par aucune route. Encore faut-il, quand celle-ci existe, avoir les moyens d'utiliser les transports en commun. Au Kenya, les petits fermiers parcourent jusqu'à 15 kilomètres pour vendre sur le marché les produits de la terre. Leur nature périssable contraint souvent les paysans à s'en défaire au moindre prix. Face au marchand itinérant, le producteur, mal informé des variations de prix, se trouve en position de faiblesse. Les plus pauvres, perpétuellement endettés, sont toujours en quête d'argent liquide pour rembourser l'usurier.

En ouvrant l'horizon du villageois, la route le libère et lui apporte parfois le mieux-être. Dans l'Afrique côtière, les revendeuses — « mammas » ou « mammies », selon la langue du pays — ne tardent pas à faire école. Prenant exemple sur ces redoutables matrones, qui contrôlent avec fermeté le commerce de détail, la paysanne d'hier, à l'univers borné, devient vite une habile négociante. Ainsi a-t-on vu, au Libéria par exemple, les productrices de cacao écouler en ville leur récolte, et découvrir, grâce à la route, l'argent en même temps que la liberté.

De tels « itinéraires » restent l'exception. En général, les politiques nationales de transport en milieu rural ne profitent qu'accessoirement aux paysans pauvres. Certes, en Afrique, les routes prolifèrent. Le réseau s'allonge, « en brousse », au rythme annuel de 3 %. Les routes, grandes ou petites, participent à l'éveil des campagnes. Mais elles bénéficient surtout aux fermiers et commerçants nantis, déjà pourvus de moyens de transport. Leur essor accentue la concentration des exploitations agricoles, *au détriment des plus* déshérités. Comme souvent en matière de développement, les programmes modestes sont préférables aux réalisations de prestige. Mieux vaudrait presque toujours améliorer dix pistes carrossables qu'inaugurer une route asphaltée. On gagnerait en quantité ce qu'on limiterait en qualité. Construire un petit pont, aménager un gué, installer un drainage sont des initiatives utiles au plus grand nombre et de surcroît hautement génératrices d'emplois. Après tout, neuf chemins d'Afrique sur dix sont voués, pour de longues années encore, à la circulation des seuls piétons, bicyclettes et chars à bœufs.

Peu de capitales du tiers-monde ont échappé ou échapperont à la « tyrannie » de l'automobile. Comme ce fut le cas naguère dans les pays industrialisés, les gouvernements d'Afrique ont plié leur politique d'urbanisme, quand ils en avaient une, aux besoins des élites voiturées. Dans les grandes cités modernes, on a percé des autoroutes, rétréci ou supprimé des trottoirs, négligé les transports publics. A Lagos, dès l'aube, l'automobile s'empare des avenues, envahit ponts et rocades, occupe jusqu'à la moindre ruelle avant de régner sur la ville ankylosée. A un degré moindre, Nairobi et Abidjan ont aussi leurs embouteillages des heures de pointe.



Pont de liane.
(Gravure du XIXe siècle.)

Les poids lourds qui relient l'océan Indien à l'Afrique des grands lacs traversent nécessairemment la capitale kényane. Conséquence : la proportion d'accidents survenant dans le centre ville est trois fois plus forte que dans une cité britannique. A la campagne, aucun pays d'Afrique n'a vraiment suivi l'exemple chinois, en favorisant l'usage des véhicules peu coûteux : brouettes, motoculteurs et deux-roues en tout genre.

Plus on est pauvre, plus on habite loin du centre des villes et plus on dépense — proportionnellement — pour se déplacer. Deux trajets quotidiens en autobus engloutissent le dixième du revenu d'un Africain de condition modeste. Comme les trains en Inde, les autobus d'Afrique ont une réputation légendaire. Outre qu'ils sont une source de déficit chronique pour les municipalités, les bus ont à peu près tous les défauts. Ils sont rares, irréguliers, bringuebalants, mal entretenus, bondés jusqu'au marchepied et souvent conduits par des trompe-la-mort.

« Ça fonce ! ça fonce ! »

L'espérance de vie moyenne d'un bus africain avoisine trois ans. A Nairobi, 15 % des autobus sont immobilisés. Faute de devises, l'Etat ne peut renouveler le stock des pièces de rechange. Pour un travailleur peu fortuné de Nairobi qui souhaite regagner en bus son lointain village natal, une précaution s'impose : acheter son billet la veille, au prix d'une longue queue devant le seul point de vente de la capitale. Mais s'il est un peu moins pauvre, il fera le voyage à bord d'un « matatu ».

Ils s'appellent « matatu » au Kenya, « trotro » au Ghana, « fula-fula » au Zaïre (traduction libre : « ça fonce ! ça fonce ! »). Taxis collectifs, minibus, camionnettes ou poids lourds aménagés, les experts les classent en vrac — et pompeusement — dans la catégorie des moyens de transport « paracollectifs ». Ils tiennent le haut du pavé sur les routes d'Afrique. Leur foisonnement constitue l'un des phénomènes sociaux des dix dernières années. La presse kényane évoque ces « arènes politiques ambulantes » où les passagers, pressés comme des sardines, s'abandonnent, la fatigue aidant, à quelques remarques amères contre les privilégiés du régime qui roulent en Mercedes.

Certains notables utilisent même, dit-on, les chauffeurs de « matatu » comme « baromètres politiques », chargés d'aiguiller les conversations sur des sujets délicats pour connaître l'opinion du peuple. Le chef de l'Etat, M. Arap Moi, accusa récemment les propriétaires de « matatu » de transporter des pamphlets subversifs à bord de leurs véhicules.

Côté maintenance ou insécurité, les « matatu » ont une aussi piètre réputation que les autobus rivaux, à vrai dire amplement méritée. Ils aggravent la congestion des villes, sont des consommateurs gloutons d'énergie, et leur conduite relève de la plus haute fantaisie. Qu'importe ! Mal-aimés du pouvoir et décriés par ceux qui jamais ne les fréquentent, les « matatu » ont d'irrésistibles qualités. La vitesse est leur atout maître. Ils répondent surtout à d'impérieux besoins, là où les bus sont lents, rares, prisonniers des horaires et des itinéraires. Ils s'aventurent sur toutes les pistes interdites aux bus, offrent un service rapide, souple et relativement bon marché, même si les paysans ne représentent encore que 2 % de leur clientèle. Chacun y trouve son compte : les passagers mais aussi les hommes d'affaires, pour qui posséder une compagnie de « matatu » est une entreprise juteuse, et la collectivité tout entière, car les « matatu » procurent de nombreux emplois.

Quand les « paracollectifs » sont trop peu nombreux, d'autres prennent leur place. Au Zaïre, par exemple, 40 % des véhicules appartenant aux sociétés d'Etat servent, aux heures de pointe, à transporter le personnel.

11 heures du matin, au palais de justice de Nairobi. L'une des salles d'audience, toutes portes ouvertes, est pleine à craquer. La séance est réservée aux infractions à la circulation routière. Neuf contrevenants sur dix sont des chauffeurs de « matatu ». Beaucoup ne parlent pas anglais. Assisté d'un traducteur, le juge, un Indien plutôt bon enfant, consacre quelques minutes à chaque cas. Le temps de poser une ou deux questions, toujours les mêmes : *« Plaidez-vous coupable ? » « Oui ». « Avez-vous de quoi payer ? »*. En guise de réponse, le coupable sort de ses poches une liasse de shillings, s'incline devant le magistrat, règle son amende à l'huissier de service et s'en va. Jusqu'à la prochaine fois...

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) La majorité des chiffres cités sont extraits d'études rassemblées par la commission des établissements humains ou habitat, organisation dépendant de l'O.N.U. et dont le siège mondial est à Nairobi.

BENIN

Le fantôme de la lagune

La lagune efface le reste du monde. Elle absorbe tout, et du poids de sa vie aquatique, de sa moiteur, abolit le temps, comme si rien n'avait changé depuis une éternité. Comme si rien ne se prêtait au changement. Haut dans le ciel, les vols de canards sauvages fuient sans fin ni but devant de lourds nuages menaçants. Dans cet univers sans horizon et sans limites, la lagune apparaît comme une immense nappe d'eau sans importance, ne valant que d'être contournée. Du dedans, elle donne l'impression d'un monde dont on ne s'échappe pas. Omnipotente, elle est mer et terre, vie et mort. Elle sécrète et modèle ses propres fantômes, qui dominent les hommes et les placent à sa merci. Au Bénin, la lagune est reine.

Flore et faune aquatiques sont à peine dérangées par le glissement des pirogues et les filets des pêcheurs. En novembre, en période de hautes eaux, on ne sait jamais où commence la terre. Bambous et roseaux se plantent ici et là. Par moments, la végétation est si dense que l'arroyo est réduit à un maigre passage entre deux mondes impénétrables. Ailleurs, la nappe d'eau stagnante semble s'étendre à l'infini. La lagune atteint, à certains passages, une trentaine de kilomètres de large.

L'eau porte ses bruits. Cri du cormoran, chant du pêcheur. Mais même les éclats de voix des enfants lui appartiennent. Ici, l'univers est sans transition et sans contrastes, comme si, au fil des siècles, chaque élément de ce mariage avait trouvé sa place, chacun se glissant dans la peau de l'autre, les hommes, les dieux, l'eau, la terre, les animaux. Peu à peu s'est fait un monde sans surprises et soumis aux lois de fétiches qu'il a créés et dont il est le reflet. Ici, le clair-obscur est volontaire. Il entretient la peur et la joie, il explique la foudre et la renaissance. Il rend l'univers intelligible.

Trois mois par an, les paillotes sur pilotis des Aguégués, à l'ouest de Porto-Novo, baignent dans l'eau. Les trente mille habitants de ces sept villages lacustres hibernent alors à leur façon. Vaches et cochons partagent de maigres enclos sans toit. L'eau coule sous un plancher recouvert d'un tapis d'excréments et de foin. Tout à côté, de petits abris surélevés sont réservés aux fétiches. La volaille et les hommes cohabitent dans les paillotes rongées par l'humidité. Aux pilotis sont amarrées les pirogues, pour la plupart petites et sans moteur. Les Aguégués vivent au rythme de la rame. L'eau apporte tout. Le poisson qui nourrit, la maladie qui tue. L'homme redoute le caïman — même quand ce dernier se fait très rare — et le troupeau de buffles sauvages. Un enfant sur deux meurt en bas âge.

Les Aguégués ont leurs lieux de culte, temple protestant ici, église catholique un peu plus loin. D'autres constructions en dur s'élèvent aujourd'hui au détour d'un arroyo : une école primaire ou l'habitation d'un pêcheur assez riche pour avoir fait transporter, par pirogue, le ciment ou les parpaings nécessaires. Mais la lagune reprend vite le dessus. Le béton vieillit aussitôt, sa grisaille se mêle à celle des paillotes, renforçant ainsi l'impression de délabrement. Debout sur les frêles pirogues, d'un geste sûr, les pêcheurs lancent leurs filets qui s'étalent en rond sur l'eau et rapportent leur petit lot de nourriture. La vie tient à ce geste sans défaut, ample, qui ne dérange rien. Les hommes le savent. Les dieux aussi.

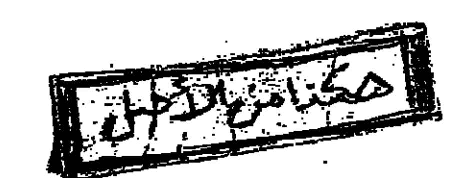
Une ruse de guerre

A deux pas d'un temple protestant, à l'occasion de l'anniversaire du représentant des féticheurs à l'Assemblée nationale révolutionnaire, les habitants fêtent un Zangbeto, *« chasseur de la nuit »* ou *« policier de la nuit »*, un personnage dénaturé qui leur vient du début du dix-septième siècle. Après la mort, en 1610, du roi De-Koppon, ses trois fils se livrèrent une guerre impitoyable pour le trône. Le premier, Medji, l'emporta. Le second prit la fuite. Mais le troisième, Te-Agbanlin, fut cerné avec les siens par les troupes de Medji. Sur le conseil d'un courtisan, Te-Agbanlin adopta une ruse pour desserrer l'étau. Lui et ses partisans fabriquèrent de petites cases coniques en bambou et en feuilles sèches de bananier, avec deux orifices, dans lesquels un homme pouvait se cacher. Légère, la case pouvait être soulevée à l'aide de deux poignées intérieures. En soufflant dans une défense d'éléphant, l'homme pouvait alors pousser un horrifique rugissement.

Terrorisés, les soldats de Medji s'enfuirent. Te-Agbanlin et les siens en profitèrent pour se sauver. Parvenus dans la région actuelle de Porto-Novo, ils firent des Zangbetos leurs *« gardes de nuit »* pour décourager les malfaiteurs. Seuls les initiés pouvaient, selon la coutume, *voir les Zangbetos, dont* femmes et enfants étaient tenus à l'écart. Cette pratique s'est perdue assez récemment quand des Zangbetos ont abusé de la situation pour voler eux-mêmes. Il en reste les fêtes. Les pieds dans l'eau, comme le reste de l'assistance, le Zangbeto danse, interpelle l'assistance, fait rire, tempête. Les enfants n'en ont pas si peur. Ils l'accompagnent dans ses pas et l'encouragent par leurs chants. De vieilles femmes mènent le bal. Les vieux du hameau remettent un peu d'ordre entre deux gorgées d'un terrible alcool de palme. Le fantôme semble prétexte à une maigre ripaille.

Pourtant, ses pareils continuent à hanter cet univers lacustre, qu'il faut une heure de route et à peine une autre de pirogue pour rejoindre de Cotonou. Une partie des hommes jeunes ont fini par s'évader de ce monde qui se referme sur tout ce qui le pénètre. Une antenne de télévision, sur un toit de paillote, tente de jeter un doute. Un jour, peut-être, les fantômes seront-ils à leur tour boutés hors de la lagune.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



EUROPE : l'utopie

L'art d'imposer des « sales guerres »

Le défi que lancent aux démocraties européennes les organisations séparatistes combattantes n'est ni le premier ni le seul que ces régimes aient à affronter sur le terrain miné de la violence politique. Mais il leur pose un type de problème auquel elles ne sont pas encore accoutumées. Elles sont relativement mal armées pour y faire face, en dépit, parfois, des apparences.

Pourtant, depuis la fin des années 60, différentes formes de terrorisme se sont déjà manifestées en Europe occidentale. En particulier celle qui consistait, pour de petits groupes ne reculant ni devant l'enlèvement éventuellemnt suivi d'assassinat ni devant d'autres formes de crime, dont l'attentat aveugle, à tenter de changer par la force la nature même du régime démocratique. Chacun dans son registre, des mouvements comme la Fraction armée rouge en Allemagne fédérale, les GRAPO en Espagne, les Brigades rouges en Italie, voire, quoique de plus fraîche création, et dans une *moindre mesure, Action directe* en France, se sont lancés, avec des fortunes diverses et éphémères, dans ce genre d'opérations.

Ce terrorisme-là reposait notamment sur un si parfait mépris de la démocratie qu'il était difficile de ne pas se dire qu'il s'agissait aussi, et peut-être avant tout, d'un mépris pour le peuple lui-même. En particulier lorsqu'il prétendait exprimer, contre toute vraisemblance, une volonté ou une aspiration populaires : les Brigades rouges, par exemple, ont toujours assuré que les victimes de leurs enlèvements étaient détenues dans une « prison du peuple »... *Du moins, malgré le* discours — et parfois la véritable loghorrée — de ces organisations terroristes, les choses étaient-elles claires. Les opinions publiques respectives de ces pays, y compris à gauche, où l'on aurait pû être un peu plus réceptif à leur phraséologie pseudo-révolutionnaire, ne s'y sont jamais durablement trompées.

Ces terroristes ne cherchaient pas à gagner des sympathies (sauf, à la rigueur, dans de tout petits cercles dont la bienveillance pouvait leur être utile), et, au demeurant, ne les obtenaient pas, ni à l'intérieur ni à l'étranger.

Une autre forme de terrorisme, celui-là « importé », a également frappé l'Europe occidentale, brusquement obligée de compter avec les organisations aux sigles étranges venus d'ailleurs. La *France en a eu sa part* depuis deux ans, après avoir tout d'abord semblé épargnée. Les faits d'armes de ces commandos visent parfois des cibles — athlètes israéliens ou *diplomates* turcs — mais portent aussi, souvent, les noms de rues où les tueurs anonymes ont frappé des passants : rue Copernic, rue Marbeuf, rue des Rosiers...

La lutte des micro-nationalismes violents est d'une autre nature. Il ne s'agit ni de prétendre modifier un régime politique et social par l'action d'une prétendue « avant-garde » armée, ou, à défaut, de lui nuire le plus possible, ni de régler sur le sol du Vieux Continent des comptes entamés ailleurs. Il s'agit de mener, contre des régimes politiques dont la forme importe finalement assez *peu puisqu'ils sont de toute façon* présentés comme *« étrangers »*, des guerres de *« libération nationale »*.

Un enjeu psychologique

Cette argumentation connaît des degrés divers dans la crédibilité. Le courant nationaliste est fort en Euskadi-Sud, comme on dit sur place (c'est à dire au Pays basque espagnol), mais les plus intransigeants des partisans de l'ETA militaire reconnaissent qu'il en va fort différemment au « Nord », autrement dit du côté français. En outre, même à l'intérieur de la famille nationaliste du Pays basque espagnol, qui est probablement un cas-limite en Europe, les indépendantistes *« durs », partisans de la lutte armée*, demeurent une minorité.

En Irlande du Nord, l'IRA compte dans la communauté catholique des partisans dont on aurait tort de sous-estimer le nombre, mais cette communauté — grâce, il est vrai, au tracé de la « frontière » avec la République — ne représente qu'un tiers environ de la population locale. Les tenants de l'IRA sont un tiers de ce tiers, à en croire le résultat des récentes élections locales.

En Bretagne, en Occitanie, en Alsace, toutes régions où un certain autonomisme musclé a semblé pour un temps devoir faire parler de lui, le greffon séparatiste n'a *pas pris*. Il paraît même, aujourd'hui, en voie de nécrose. Le constater n'est pas oublier les excès auxquels le centralisme avait pu conduire, ni ce que la renaissance des cultures régionales doit à quelques préceptes parfois peu pacifiques.

Mais la « guerre » que les indépendantistes ont déclarée aux Etats centraux n'a que faire de considérations statistiques. S'il est une chose peu susceptible de désarmer ceux qui s'y livrent, c'est précisément *le* recours au *suffrage* universel. Un recours d'autant plus commode à récuser que l'on peut toujours faire valoir que c'est l'*« occupant »* qui l'organise. Le pouvoir n'est certainement pas dans les urnes : aujourd'hui comme hier, ici comme ailleurs, il est, dans l'esprit des séparatistes, au bout du fusil.

Non pas que les quelques centaines de vrais combattants clandestins de l'IRA, de l'ETA ou ceux, moins nombreux, du F.L.N.C. puissent raisonnablement espérer vaincre un jour sur le terrain, fût-ce avec la bienveillance d'une partie de la population, les armées britannique, espagnole ou française. Les uns et les autres ont compris de longue date que les conflits sont désormais autant psychologiques que militaires, et les guerres « nationalitaires » plus encore. Les séparatistes, un peu partout en Occident, luttent dans la seule *partie du monde où les Etats ne* peuvent user contre eux des moyens expéditifs et meurtriers qui empêchèrent, par exemple, la sécession biafraise. Mais la seule action de quelques centaines de combattants clandestins peut pousser une démocratie à dépêcher sur place des effectifs militaires et policiers dix à vingt fois supérieurs en nombre, et à adopter des méthodes de répression qui finissent par nuire à son image de marque. Plus les Britanniques assurent que l'IRA est ultraminoritaire, isolée et impopulaire, plus leur quelque dix mille soldats en Irlande du Nord et leur balles plastiques qui tuent parfois semblent politiquement et humainement inacceptables car disproportionnés. Plus l'Espagne de Juan Carlos et du P.S.O.E. mobilise au Pays basque, en particulier lorsqu'il s'agit de spécialistes déjà anciens, et peu regardants sur certaines méthodes du combat, plus la lutte contre la répression apporte à l'ETA des concours qu'elle n'aurait pas nécessairement trouvés.

C'est bien pourquoi les procédures électives inventées, souvent en catastrophe, par les pouvoirs centraux pour tenter de désamorcer la contestation armée n'ont que peu d'effet sur la stratégie des mouvements séparatistes. Le recours au suffrage — généralement pour élire une assemblée régionale — aboutit même parfois au résultat inverse : en *« notabilisant »* un Siméoni en Corse ou les dirigeants du P.N.V. au Pays basque, il tend à radicaliser l'action d'une deuxième génération toujours prompte à dénoncer la *« trahison »* des aînés.

On ne saurait dire pour autant que le combat des séparatistes néglige l'opinion, bien au contraire. *Toutefois, il n'entend* pas la convaincre directement, mais l'utiliser comme un levier. Il ne s'agit pas d'amener les Britanniques, dans leur masse, à découvrir sur le tard que l'Irlande du Nord, tout compte fait, ne doit pas appartenir au Royaume-Uni, ni de convaincre les Espagnols ou les *Français du bien-fondé des thèses* de l'ETA ou du F.L.N.C. Il s'agit de faire en sorte qu'un jour ou l'autre l'opinion commence à se demander, dans ces différents pays, si l'Ulster, l'Euskadi, la Corse, valent vraiment la *« sale guerre »* qu'on aura petit à petit été conduit à y mener, le tribut de morts qu'il faut lui payer chaque année, le discrédit international qu'elle engendre.

Ce raisonnement, pour ne pas dire ce pronostic, est beaucoup plus répandu dans les milieux séparatistes que la foi en un véritable succès militaire. Il s'enracine dans une analyse discutable, voire dans une sous-estimation à peu près complète, *de ce que* furent les vraies guerres de décolonisation. En particulier la guerre d'Algérie, qui est souvent citée comme référence. *« Nous sommes minoritaires »*, certes ! entend-on fréquemment dire chez les indépendantistes, *mais combien étaient-ils au F.L.N., en 1954 et même encore en 1960 ? »* Peut-être faut-il y voir l'effet d'une certaine auto-intoxication : à tant parler de *« colonialisme »* d'*« impérialisme »* de *« génocide culturel »* à propos des moindres manifestations du pouvoir d'État, comment ne pas finir par se prendre pour Ben Bella ?

Un vocabulaire révélateur

Et aussi, très vite, rêver au rôle qu'on pourrait jouer dans un État *enfin « national »*. *Il est très révélateur* à cet égard de constater combien les termes employés par les séparatistes relèvent du vocabulaire des gouvernements légaux : on prélève l'*« impôt »* (fût-il *« révolutionnaire »*), on frappe d'*« amendes »*, on *« condamne »*, de préférence devant un *« tribunal »*, et bien entendu on *« exécute »* — étrange dérive d'un mot, à laquelle la presse s'est d'ailleurs prêtée : on peut penser que toute exécution est aussi un assassinat, mais il est singulier de qualifier un assassinat politique d'exécution ! On n'est surtout pas un guérillero ou un franc-tireur, mais un *« soldat »*, membre d'une *« armée »*. Habillage noble de réalités souvent moins glorieuses ? Pas seulement : il y a chez beaucoup d'animateurs de mouvements *indépendantistes* une aspiration au statut d'homme d'État qui, faute de mieux dans l'immédiat, s'exerce dans le choix des mots.

Là encore, le souvenir (et probablement une connaissance un peu approximative) des combats de la décolonisation, ou de la Résistance, joue un rôle important.

S'y ajoutent des sympathies tiers-mondistes croissantes, notamment à l'égard des mouvements révolutionnaires d'Amérique latine et une certaine connivence avec d'autres organisations dont on estime qu'elles mènent un combat voisin, sinon identique. Jusqu'où vont ces solidarités ? Dans l'interview que *nous publions d'autre part, l'ETA* — et l'on pourrait en dire autant des Irlandais, des Corses, naguère des Bretons du F.L.B. — nie tout échange de services, ou tout financement extérieur. On peut imaginer, bien qu'il en soit souvent question dans les propos officiels, que, si les différents gouvernements disposaient d'indications précises à ce sujet, ils révèleraient leurs informations, au moins *a posteriori*.

C'est là un domaine où l'affabulation peut s'en donner à cœur joie, sans risque d'être démentie autrement que par des communiqués invérifiables. Il n'en reste *pas moins qu'un doute, au minimum*, subsiste : l'agitation séparatiste coïncide trop bien avec les intérêts des puissances hostiles aux démocraties occidentales pour que la question ne soit pas posée.

Même si la réponse ne va pas de soi... Le fait que plusieurs de ces mouvements se réclament non seulement de l'indépendance locale, mais encore d'un socialisme plus ou moins marxiste, ne suffit *pas à trancher* : les grands prêtres de la foi en cause pouvaient rêver, *à cet égard*, meilleurs frères prêcheurs en Europe occidentale. Le problème est différent, il est vrai, s'agissant de territoires où la thèse du combat anti-colonial est plus facilement plaidable, comme aux Antilles ou en Nouvelle-Calédonie.

Combattants d'une sanglante utopie pour les uns, précurseurs et libérateurs pour d'autres, les indépendantistes *sont-ils* les héritiers d'un nationalisme mal compris, en proie à une double dérive — marxiste et parfois xénophobe, *comme récemment en Corse* — ou des hommes qui ont pour seul défaut d'avoir raison trop tôt ? Devant la persistance et parfois le regain du phénomène, beaucoup commencent à se demander en Europe occidentale s'ils ne mettent pas plutôt un certain acharnement, voire une certaine fierté, à avoir tort trop tard.

BERNARD BRIGOULEIX.

Deux mille morts en dix ans en Irlande du Nord

Les nationalistes irlandais rattachent leur lutte à celle des Vietnamiens et des Algériens hier, des Palestiniens et, pourquoi pas ? des Corses aujourd'hui. Ils ne se battent pas seulement pour jeter les *«Brits»* à la mer — en tout cas les forces de l'ordre britanniques — ou pour une Irlande unie débarrassée des séquelles de tout *«colonialisme»*, mais pour un objectif plus ambitieux : une république socialiste. Sans doute devrait-on apporter quelque nuance entre les *«provos»* de l'IRA, plus nationalistes et catholiques, et les membres de l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA), plus marqués par le marxisme. Mais, globalement, ils sont d'accord.

Objectif en principe respectable, auquel s'opposent les deux gouvernements de Londres et de Dublin, *«impérialistes et répressifs»*, voués ensemble aux gémonies. Par des moyens démocratiques, il paraît cependant hors de portée : au sud, le gouvernement oscille entre deux partis du centre ou de droite, au nord, la majorité protestante se caractérise plus par son intégrisme religieux que par son progressisme.

Dans un pays occidental « normal », le terrorisme au service du socialisme ne sortirait guère de la marginalité. Mais l'Irlande n'est pas un pays normal. La lutte armée se nourrit des frustrations nationales de la minorité de l'Ulster, où le Sinn Sein a obtenu 10 % des suffrages (soit un tiers des voix catholiques) aux *récentes* élections à l'assemblée provinciale. Ce n'était certes pas un choix en faveur du terrorisme. Mais c'était, du moins sans conteste, un vote contre les britanniques.

Les hommes politiques de Londres et de Dublin exagèrent et minimisent tour à tour, selon les besoins du moment, les dangers du terrorisme, qui a tout de même fait plus de deux *mille* morts en dix ans. Leur rêve secret est d'oublier le cauchemar nord-irlandais. C'est difficile quand une bombe détruit totalement une *discothèque* remplie de soldats et de civils, comme en décembre dernier à Ballykelly. L'émotion retombée, ils ne se font guère preuve d'énergie ou d'*imagination* pour trouver une solution.

Malgré les efforts, *louables* mais isolés, de M. James Prior, secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, pour chercher une issue constitutionnelle, le gouvernement britannique semble compter d'abord sur les mesures de police pour rétablir l'ordre.

Il est vrai que c'est la quadrature du cercle. Passons sur les pétitions *de principe* contre toute ouverture de pourparlers avec les *«terroristes»* : en 1974 et en 1975, des émissaires gouvernementaux n'ont pas hésité à négocier avec l'IRA des trèves qui *ont, si l'on ose dire, fait long feu*. Les obstacles tiennent davantage au fond. Les autorités ne peuvent ni vider le bocal dans lequel prospère le poisson terroriste en donnant satisfaction aux nationalistes modérés ni trouver dans une forme ou dans une autre de régionalisation un remède à la violence.

C'est, au contraire, l'exercice, pendant cinquante ans, d'une certaine forme d'autonomie au sein du Royaume-Uni — un gouvernement local responsable devant le Parlement de Belfast — qui est à l'origine du mouvement pour les droits civiques et des troubles de la fin des années 1960. Entièrement dominé par les Unionistes protestants, le Stormont avait superbement ignoré les droits de la majorité catholique de l'Ulster. Le retour à une « dévolution des pouvoirs » n'apparaît pas comme une solution à la crise : il suppose les problèmes résolus, les divisions confessionnelles surmontées. Abandonnés à *eux-mêmes* par une armée britannique qui, il y a dix ans, est intervenue plus pour protéger les catholiques que pour défendre les privilèges des protestants, les Irlandais du Nord, « papistes » ou loyalistes, s'entre-déchireraient de plus belle.

« Lutte armée » et paranoïa

Les nationalistes refusent évidemment l'étiquette de « terroristes ». *Ils se sentent engagés dans une* guerre contre une armée coloniale, ne visant officiellement que les objectifs militaires ou industriels, et voudraient, théoriquement, épargner les civils *(les auxiliaires à temps partiel* des forces de l'ordre n'entrent pas dans cette dernière catégorie). Mais le distinguo est difficile, et les victimes innocentes ne sont pas seulement *celles de regrettables* « bavures ».

La « lutte armée », même quand une dérive paranoïaque qualifie comme telle de simples coups de main, a sa logique meurtrière. Elle peut frapper indifféremment dans les camps opposés : dix grévistes de la faim sont morts en 1981 *pour une* cause incertaine. Elle entraîne à des actes de simple cruauté. Un porte-parole anonyme de l'IRA *présente* ainsi comme une preuve d'*« humanité »* le châtiment *infligé à un jeune* catholique *« coupable de collaboration »* avec les Britanniques : on l'a renvoyé chez lui, le corps enduit de goudron et orné de plumes... au lieu de l'exécuter » !

Les nationalistes de l'IRA et de l'INLA savent bien qu'ils ne viendront pas à bout militairement des forces britanniques. Leur objectif *immédiat* est de susciter en Grande-Bretagne un mouvement d'opinion contre la présence des « boys » en Ulster, d'unifier les forces opposées à la présence britannique et d'imposer une solution politique.

Mais l'opinion britannique s'intéresse sporadiquement à l'Irlande, quand des bombes explosent dans le centre de Londres. D'autre *part*, les gouvernements anglais (conservateurs comme travaillistes) se sentent liés par leur engagement envers les protestants de refuser toute réforme constitutionnelle n'ayant pas l'approbation de la majorité de la population d'Irlande du Nord. Une majorité qui, à cause du partage soigneusement *effectué en 1920, est encore* largement protestante pour plusieurs générations. Les nationalistes les plus modérés dénoncent ce « veto » accordé artificiellement aux unionistes, *qui bloque toute évolution* pacifique de la situation.

La traité de 1921 entre les gouvernements de Londres et de Dublin, immédiatement dénoncé par les protestants d'Ulster et miné par la guerre civile dans « l'État libre d'Irlande », prévoyait la constitution de deux entités autonomes au Nord et au Sud, et la création d'un Parlement pan-irlandais à Dublin. La « lutte armée » ne perdrait-elle pas tout alibi si l'ensemble des forces politiques irlandaises et britanniques reprenait une idée qui n'a peut-être pas tellement vieilli ? *« Est-il écrit quelque part qu'aucune rébellion ne doit être liquidée par des moyens pacifiques ? »*, demandait Lloyd George en signant le traité de 1921 avec *le* terroriste *Michael* Collins, devenu, entre-temps, chef du gouvernement irlandais...

DANIEL VERNET.



au bout du fusil

Deux Basques qui ne seront jamais espagnols

« Quelque part au Pays basque ». — A visage découvert, deux dirigeants de l'ETA militaire ont répondu à nos questions. Du moins pour autant que l'on puisse, s'agissant d'une organisation clandestine, être jamais tout à fait sûr du « grade » de ses interlocuteurs... Leurs propos paraissent en tout cas refléter fidèlement les analyses actuelles de l'organisation. — B.-B.

● En gardant vos méthodes d'action violente et en provoquant sans cesse l'armée espagnole, ne cherchez-vous pas délibérément à faire échouer la démocratisation en Espagne ?

— Le régime espagnol s'est-il démocratisé après la mort de Franco ? Oui, si l'on ne considère que les formes. Mais non quant à sa nature réelle. Sur le fond, Felipe Gonzalez et ses amis sont encore plus conservateurs que les socialistes français, par exemple. S'ils ne l'étaient par conviction, ils le seraient, de toute façon, par obligation : bien plus encore que la droite traditionnelle, ils redoutent de déplaire aux véritables détenteurs du pouvoir, c'est-à-dire aux militaires.

» Vous dites que nous provoquons l'armée, que nos méthodes n'ont pas changé : mais ce sont les leurs qui n'ont pas changé, malgré le discours moderniste et pseudo-libéral tenu à Madrid. Ici, au Pays basque, policiers et soldats sont les mêmes que sous Franco, à de rares exceptions près, et les méthodes de la répression n'ont pas varié.

» De toute façon, le vrai problème n'est même pas là. Il est dans le statut de domination de l'Etat espagnol sur l'Euskadi. Cet Etat serait-il devenu un modèle de *démocratie que le fond des choses* demeurerait pour nous le même : nous ne sommes pas, nous n'avons jamais été et nous ne serons jamais espagnols. Tant mieux pour le peuple espagnol si son régime devient un jour démocratique et socialiste. Mais ce n'est pas notre problème.

● Madrid est tout de même allé très loin sur la voie de l'autonomie. Certains nationalistes basques ne s'y sont pas trompés. Pourquoi, chez vous, ce perpétuel « tout ou rien » ?

— *Parce que cette autonomie* est, à l'évidence, un piège, une tentative de « récupération » du nationalisme basque, dans le même temps que l'on tente de faire disparaître la nation basque en tant que telle. Et d'ailleurs aussi de briser son unité géographique en disjoignant le cas de la Navarre. Sans doute s'imagine-t-on souvent, à Paris comme à Madrid, que nous sommes des insatiables qui en veulent toujours plus et qui, après avoir obtenu l'autonomie, demandent maintenant l'indépendance. C'est totalement faux : l'ETA n'a jamais demandé ces procédures en trompe-l'œil, et elle n'a aujourd'hui aucune raison de s'en satisfaire. Il n'y a aucune escalade de la revendication de notre part. Nous ne demandions pas hier, et ne réclamons pas davantage maintenant, un peu plus de pouvoir lo*cal dans le cadre de* l'Etat espagnol : nous nous battons pour la libération de notre territoire.

» Que l'on ait tenté, à Madrid, de noyer le poisson en étendant l'autonomie à d'autres parties du territoire de l'Etat espagnol, y compris parfois à de simples régions qui n'en demandaient pas tant, ne doit pas faire illusion. Pas davantage le fait que certains notables, ou aspirants notables, se soient, ici même, laissé prendre au piège. Ce n'est d'ailleurs pas à eux que nous en avons. Ce n'est pas non plus au peuple espagnol. Ce n'est pas pour rien que nous nous réclamons de la solidarité internationaliste et prolétarienne...

● Voilà un vocabulaire bien marxiste... L'êtes-vous ?

— Nous pensons que le marxisme est, dans l'ensemble, un instrument très utile de connaissance de la lutte des classes. Le Pays basque n'échappe pas à son champ d'observation, bien au contraire : on voit bien aujourd'hui, par exemple, que le P.N.V. (1) exprime par excellence l'option nationaliste de la bourgeoisie basque, ou que le capitalisme espagnol et même multinational a besoin du maintien de l'Euskadi sous la domination de Madrid, et s'en donne les moyens.

» Cela dit, à bien considérer les pays qui se réclament officiellement du marxisme, on ne peut manquer de se dire qu'il y existe souvent un écart important — et sans doute croissant — entre la théorie et la pratique. Ce que nous voudrions, c'est fonder un Etat basque sur les enseignements positifs du marxisme, tout en en *évitant les déviations observées* ailleurs.

● Ces « pays qui se réclament officiellement du marxisme » vous aident-ils ?

— Soyons très clairs, parce qu'on dit périodiquement beaucoup de bêtises à ce sujet. Nous défendons l'internationalisme prolétarien. Nous luttons contre l'impérialisme chez nous, et ceux qui en font autant ailleurs ne peuvent pas ne pas avoir notre sympathie. Nous ne combattons pas seulement pour la libération nationale, mais aussi pour le socialisme. Tout cela crée des affinités, des convergences, dans certains domaines. Cela dit, nous ne nous *soumettons d'avance à aucun* modèle étranger.

» Il faut le dire et le redire : il n'existe aucune relation organique, aucun rapport structurel en*tre l'ETA et d'autres mouvements* du même type, notamment l'IRA irlandaise, dont on parle souvent à ce sujet, ni avec aucun pays socialiste. Il n'y a ni financement ni coopération technique et militaire. Il est absurde de nous prendre pour un élément parmi d'autres dans une prétendue entreprise de déstabilisation de l'Occident. C'est adopter la thèse du gouvernement espagnol, que ce genre de présentation dispense de s'interroger sur le fond du problème.

● Discuter avec Madrid : jamais ?

— Mais si. Nous nous disons soldats parce que nous avons le sentiment d'être en guerre. En même temps, nous savons bien que beaucoup de guerres se sont terminées à une table de négociation. Aussitôt que le gouvernement espagnol sera prêt à accepter nos cinq revendications fondamentales, nous nous offri*rons à ouvrir des pourparlers.* Mais, selon notre analyse, le P.S.O.E. n'est pas du tout en mesure d'y accéder actuellement. Or ce n'est que sur ces cinq points que le dialogue, un jour, pourra peut-être enfin être vraiment ouvert.

● Ces cinq exigences, quelles sont-elles ?

— Le premier point est évidemment l'amnistie.

» En second lieu, nous demandons le retrait d'Euskadi de tous les corps répressifs espagnols qui y sont actuellement cantonnés. Ils devraient être remplacés par une police autochtone assurant la protection de tous les habitants, qu'ils soient Basques ou non.

» Troisième point : l'amélioration des conditions de vie et de travail du peuple basque. Ces conditions se sont sévèrement dégradées.

» En outre, les libertés démocratiques — et leur plein exercice — devront être garanties à tous les citoyens. Tous les partis politiques seront légalisés, y compris ceux qui défendent l'option indépendantiste.

» Cinquième exigence : un véritable statut d'autonomie sera donné à l'Euskadi. Authentique, c'est-à-dire incluant les quatre provinces basques du Sud, re*connaissant l'euskara comme lan*gue nationale et prioritaire du pays, assurant le contrôle de toutes les forces armées locales par le gouvernement basque (notamment par la création d'une capitainerie- générale pour l'Euskadi-Sud), et enfin proclamant le droit du peuple basque à l'autodétermination.

● « Euskadi-Sud », « autonomie », « autodétermination », vous voilà soudain un peu en retrait, non ?

— La finalité de notre combat, ne vous y trompez pas : c'est un Pays basque indépendant, réunifié et socialiste. Mais l'ETA sait bien qu'elle doit se situer à l'intérieur d'un processus. Il y a le poids des réalités. Celle de l'État espagnol. Celle du peuple basque. Celle de l'État français... Lorsque nous aurons apporté à nos compatriotes la preuve qu'un État basque peut exister librement et prospérer dans le socialisme, alors *leurs yeux s'ouvriront. Et cette* preuve réside en un véritable auto-gouvernement — c'est une condition préalable essentielle.

» L'indépendance véritable et la *réunification suivront.* Car tous nos prétendus mystères tiennent à cette constatation d'évidence : ce que réclament les indépendantistes basques, ce n'est pas telle ou telle forme de gouvernement à Madrid, c'est tout simplement l'indépendance. »

(1) Parti nationaliste basque.

Le « percepteur révolutionnaire » : de la politique au gangstérisme

La Corse n'est pas le seul point du territoire français où des séparatistes prélèvent un « impôt révolutionnaire ». Cette forme de rançonnement à des fins politiques, ou réputées telles, a également cours en « Euskadi-Nord ».

Certes, c'est avant tout *« au Sud », c'est-à-dire du côté espagnol de la frontière, que* cette pratique a cours depuis de longues années déjà. Quoique l'on ne puisse que manquer de statistiques précises sur cette fiscalité d'un genre bien particulier, on estime généralement qu'elle touche plusieurs centaines d'entrepreneurs locaux ou commerçants importants. Mais, du côté français également, des industriels paraissent *avoir préféré se prémunir* contre des risques de destructions matérielles ou d'enlèvement en devenant des « contribuables » d'un nouveau type.

Le fractionnement des versements, s'il multiplie les risques pour les « percepteurs », a l'avantage de procurer à l'ETA une source à peu près régulière d'argent frais. Il peut aussi atténuer la révolte des « contribuables » qui se verraient extorquer en une seule fois une somme beaucoup plus importante.

L'importance prise par le recouvrement a également posé à l'ETA de sérieux problèmes. Certains « percepteurs », à l'origine motivés par la seule politique, ont parfois éprouvé la tentation de se mettre à leur compte. D'autres vocations sans origine militante sont nées dans le « milieu » local, prompt à récolter les fruits d'une terreur semée par d'autres.

Si l'ETA militaire, à quelques probables exceptions près, ne s'est guère trouvée confrontée à cette dérive gangstériste de la *pratique de « l'impôt révolutionnaire »*, il n'en va pas de même — ce sont des *« etarras » eux-mêmes qui* l'affirment — de la branche rivale, celle de l'ETA politico-militaire. Certaines affaires retentissantes qui paraissaient davantage relever du droit commun que du terrorisme politique sont souvent considérées par les nationalistes purs et durs *comme l'effet de cette dérive.*

Au Pays basque, les cas de rébellion individuelle comparable à celle qui a failli coûter la vie au vétérinaire de Corte sont très rares. Un certain nombre d'industriels ont, à plusieurs reprises, exprimé l'intention de mettre sur pied des comités de *défense*, notamment pour obliger l'Etat espagnol à faire face à ses obligations. Une autre réplique envisagée aurait consisté, puisque la puissance publique semblait renoncer à son monopole fiscal, à *réduire* les versements effectués à l'ETA *du montant* de la feuille d'impôt. Mais, plus généralement, les victimes préfèrent rester discrètes (cette discrétion fait d'ailleurs partie du *« contrat »*) et... payer.

étranger

Liban

Tractations sur la FINUL aux Nations unies

De notre correspondante.

New-York. – Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, estime, dans le rapport qu'il a publié vendredi 14 janvier sur le *renouvellement du mandat de la FINUL* (Force intérimaire de l'ONU au Sud-Liban), que *« le retrait de la force avant que le gouvernement libanais soit en mesure de prendre le relais aurait des conséquences graves »*.

Le mandat des troupes de la FINUL, qui, depuis 1978, sont supposées *servir de tampon entre* les forces israéliennes et palestiniennes au Sud-Liban, vient, une fois de plus, à échéance le 19 janvier. Il avait été prolongé pour une période intérimaire de trois mois le 18 octobre, trois mois après l'intervention israélienne au Liban. Dans une lettre datée du 13 janvier, le gouvernement libanais demande que le nouveau mandat soit renouvelé pour une période de six mois afin d'avoir *« un effet stabilisateur général dans la région »*. Au surplus, Beyrouth souhaite que la zone d'opération de la FINUL soit *« étendue à l'ensemble du pays »*, dès que *« les forces non libanaises et les éléments armés se seront tous effectivement retirés du Liban »*.

Dans l'état actuel des choses, les suggestions du gouvernement libanais font un peu figure de vœux pieux. Le mieux qu'il puisse, semble-t-il, espérer : que le mandat de la force intérimaire soit, une nouvelle fois, prolongé de trois ou quatre mois.

La décision doit être prise mardi ou mercredi prochain au Conseil de sécurité dont les membres permanents sont, pour le moins, divisés.

Dans son rapport, M. Perez de Cuellar fournit quelques précisions sur les difficultés rencontrées par la FINUL depuis le 18 octobre : le bataillon népalais s'est retiré et le gouvernement nigérian a annoncé qu'il abandonnerait prochainement sa participation.

La FINUL, indique le secrétaire général, continue à se voir refuser l'accès de Tyr et de Saïda, ainsi que des zones adjacentes à la route côtière. Il note que l'unité de génie française continue à *« exécuter les tâches importantes et dangereuses que sont la recherche et la destruction ou le désamorçage des mines et des bombes non explosées »*.

Le secrétaire général rapporte une série d'incidents avec les forces israéliennes, mais surtout avec les milices chrétiennes « et associées » qu'il accuse de *« harceler »* la FINUL.

Le secrétaire général lance, enfin, un cri d'alarme pour le soutien financier à la Force intérimaire : le 17 décembre dernier, l'Assemblée générale des Nations unies l'a autorisé à engager 15 229 666 dollars de dépenses pour la période allant du 19 janvier au 18 décembre 1983, soit 15 087 833 dollars par mois. Le déficit du compte spécial de la FINUL se monte actuellement à 152 millions de dollars.

N. B.

Israël et l'O.L.P.

Tempête politique à Jérusalem après les « révélations » de M. Sharir

De notre correspondant

Les informations selon lesquelles l'O.L.P. avait proposé, quelques semaines avant l'invasion du Liban, un pacte de non-agression ont déclenché une tempête politique en Israël.

Jérusalem. – Deux mois avant le début de l'intervention israélienne au Liban, l'O.L.P. a proposé au gouvernement de M. Begin de conclure un *« accord de non-agression »* au Sud-Liban. La proposition a été transmise à Jérusalem par l'intermédiaire des États-Unis et immédiatement rejetée par le cabinet israélien, qui a estimé qu'un tel accord limité *aurait signifié qu'il acceptait* que l'O.L.P. puisse continuer d'agir contre Israël à partir des autres frontières ou de commettre des attentats contre des juifs ailleurs dans le monde.

C'est ainsi que des propos, tenus incidemment par le ministre israélien du tourisme, M. Avraham Sharir, le 13 janvier à Paris, lors d'une conférence organisée par le mouvement de l'Appel juif unifié, ont été rapportés le lendemain en Israël où *ils ont provoqué une vive* controverse et permis à des membres de l'opposition de dénoncer de nouveau l'attitude du gouvernement dans l'affaire libanaise. M. Mordechaï Virchuvski, député du parti de centre gauche Shinoui, a déclaré : *« Une fois de plus, il apparaît qu'Israël aurait pu faire l'économie d'une guerre et éviter la mort de centaines de ses soldats. »* M. Yossef Sarid, chef de file des « colombes » du parti travailliste, a lui aussi protesté et ajouté que le gouvernement aurait au moins pu informer la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense de la proposition de l'O.L.P.

Manifestement embarrassé pour avoir causé un tel débat, M. Sharir a jugé nécessaire de faire une mise au point, mais celle-ci a semblé pour le moins confuse. Le ministre a-t-il voulu revenir sur ses déclarations ou indiquer qu'elles avaient été mal interprétées ? Selon la radio israélienne, M. Sharir *« voulait seulement faire allusion à l'accord de cessez-le-feu indirectement conclu bien avant la guerre du Liban »*. Il s'agit sans doute de l'accord auquel était parvenu, à la fin du mois de juillet 1981, l'envoyé spécial américain au Proche-Orient, M. Philip Habib, pour arrêter les hostilités après une série de raids massifs de l'aviation israélienne au Liban (avec un premier bombardement de Beyrouth) et des ripostes de la part des Palestiniens.

Hélas, pour le ministre du tourisme, juste avant sa mise au point, un député de la majorité, membre du Likoud, M. Beni Shalita, en *répondant aux critiques* de l'opposition, a confirmé la première version. M. Shalita a justifié le refus du gouvernement en précisant que la proposition de l'O.L.P. était de toute façon inacceptable parce qu'un engagement de la part d'Israël aurait permis à l'O.L.P. de renforcer ses positions au Sud-Liban et de continuer de menacer la frontière israélienne. M. Shalita, d'autre part, a répondu à M. Sarid en déclarant que la commission des affaires étrangères et de la *défense* avait bien été avertie de l'offre faite par l'O.L.P. deux mois avant le début de la guerre du Liban.

FRANCIS CORNU.

A l'Assemblée européenne

Socialistes et communistes français opposés à une résolution sur la sécurité

Sous le titre « Le traité de Rome malmené », *l'Humanité* critique ce samedi 15 janvier le vote intervenu jeudi à Strasbourg sur les problèmes de sécurité. La résolution votée par l'Assemblée européenne *« reconnaissant à la Communauté le droit de discuter de la défense »* est contraire au traité de Rome, souligne l'organe du parti communiste.

La résolution, présentée par un député libéral danois, M. Haagerup, a été adoptée par 133 voix contre 50 (dont tous les Irlandais, leur pays ne faisant par partie de l'alliance atlantique, les socialistes et les communistes français) et 19 abstentions.

La résolution déclare : *« Il est urgent de mieux coordonner les consultations qui ont lieu dans le cadre de la coopération politique européenne et du conseil atlantique lorsque sont abordés des problèmes politiques et économiques touchant à la paix et à la sécurité en Europe. »* Dans son rapport, M. Haagerup estime qu'il faut *« créer une conscience de plus en plus grande de la coopération au sein de l'alliance atlantique »*

Au cours d'une conférence de presse, M. Gremetz, député européen (P.C.F.), interrogé sur l'éventuelle prise en compte de la dissuasion française dans les négociations sur les euromissiles, a affirmé le refus de son parti de voir la défense française discutée *« par l'Assemblée européenne ou tout autre organisme »*.

Les Américains et la crise

De notre envoyée spéciale

Chicago. – Par un matin glacial de janvier, vingt mille chômeurs ont fait la queue devant un bureau d'embauche de Chicago qui offrait 3 800 emplois municipaux. Les chaînes de télévision ont montré leur désespoir, leur angoisse, la colère de quelques-uns.

Il ne se passe guère de jours sans que les médias se fassent l'écho du plus grand drame social que connaissent les États-Unis depuis la crise des années 30. Près de 11 % de chômeurs : on n'avait pas vu cela depuis 1940, répètent à l'envi tous les commentateurs.

Comment vivent donc ces millions de sans-travail dans un système fait pour la prospérité ? Un système qui ne connaît pas la protection sociale au sens où on l'entend en Europe occidentale, où le citoyen moyen est supposé faire face avec ses seules ressources au coût vertigineux du logement, des soins médicaux, de la scolarité ?

L'Amérique de la crise est un étrange royaume, dans lequel les nantis paraissent se moquer éperdument des tracas des moins bien pourvus. Le sentiment qui transparaît à travers les conversations et les éditoriaux est un mélange de confiance entêtée dans le « rêve américain » et d'agacement à peine voilé à l'égard des vaincus du système, qui ont, en quelque sorte, trahi ce rêve.

L'idée qu'une solidarité puisse exister entre ces deux parties de la population paraît tout à fait exorbitante aux partisans de *M. Reagan, toujours convaincus* que la libre entreprise, qui a fait la grandeur et la richesse du pays, reste la seule réponse possible à la *crise d'aujourd'hui*.

Quant aux autres, ceux qui, jadis, votèrent pour la « grande société » de Lyndon Johnson, se battirent pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, on les retrouve, çà et là, dans le mouvement antinucléaire ou dans les batailles écologistes, mais leur poids politique semble singulièrement réduit. Ils ont, certes, tiré un coup de semonce à M. Reagan aux élections de novembre. Mais, si les vingt-six nouveaux élus démocrates à la Chambre des représentants risquent de rendre la tâche du président un peu moins aisée, le Sénat, lui, est toujours solidement républicain. Au reste, avec 31 % de participation, il est évident que la consultation n'a *pas drainé la foule des mécontents* aux urnes.

En fait, l'idéologie reaganienne, celle de l'Amérique, terre de la *grande promesse pour les entreprenants* et les vertueux, reste plus vivace que jamais. Qu'est-il donc arrivé aux États-Unis vibrants, passionnés, *follement* généreux et inventifs des années 60.

Les « années Eisenhower »

Le président Reagan a pu démanteler le système social mis au point par ses prédécesseurs démocrates sans difficultés majeures : les ghettos noirs n'ont pas explosé (même si les « incidents » récents de Miami peuvent donner à penser que ce calme est précaire), la masse des chômeurs proteste avec mesure (même si le président de l'A.F.L.-C.I.O., M. Kirkland, parle périodiquement de « descendre dans la rue ») ; les étudiants qui doivent, faute de bourses ou de prêts, renoncer à s'inscrire dans les universités cherchent sagement un emploi en attendant des jours meilleurs.

Une chape de conformisme s'est abattue *sur le* pays, et ce n'est pas par hasard que le *« rétro »* à la mode est désormais celui des années 50 : les « années Eisenhower ». *Le rituel* étudiant des « fraternités » et des « sororités », jeté aux orties par la génération hippie, est de retour avec ses initiations vaguement maçonniques, ses bals en « cravate noire », son snobisme et ses ostracismes. Les tailleurs bon chic bon genre et les blouses élégantes de Nancy Reagan ont renvoyé aux oubliettes le négligé joyeux des « flower children ». Les feuilletons de télévision ont cessé d'explorer le psychisme des Noirs, des immigrés, des femmes libérées et des mères célibataires pour se consacrer aux problèmes de l'ascension sociale et de l'argent. L'une des séries les plus populaires de la CBS, *Lou Grant*, qui mettait aux prises le rédacteur en chef d'un journal de province et les notables locaux, a été interrompue après que les annonceurs eurent menacé de la boycotter : l'acteur principal, Ed Asner, vieux militant libéral, avait fondé en 1981 une association d'aide médicale à la guérilla salvadorienne.

Pour être dans le vent, la station d'informations télévisées C.N.N. donne tous les après-midi la parole à l'une des principales conseillères du président Reagan pour les affaires féminines : Mme Phyllis Schlafly. Mme Schlafly aime célébrer les vertus d'une belle jeunesse (ignominieusement ignorée selon elle par la presse), qui *« ne boit pas, ne se drogue pas, respecte ses parents et ses professeurs, et croit en l'amour dans le mariage »*.

Bien que la « majorité morale » soit en train de perdre du terrain et que son combat contre le darwinisme, contre le remboursement de l'avortement par les fonds publics et pour les prières dans les écoles marque le pas, un certain reaganisme pur et dur ne désarme pas. Le *Wall Street Journal*, dont les pages d'informations et de reportages sont un modèle du genre, continue à publier des éditoriaux économiques et sociaux dignes du siècle dernier. Leurs auteurs restent vigoureusement opposés à toute ingérence du pouvoir fédéral dans les affaires du citoyen moyen, aussi démuni soit-il, et font volontiers référence à la longue tradition « charitable » du pays pour faire face à la crise sociale. Il a vraiment fallu que cet égoïsme sacré dépasse les bornes pour que, à la veille de Noël, sept représentants des principales confessions religieuses new-yorkaises – catholique, protestante, juive et musulmane – déclarent dans une conférence de presse que les organisations charitables n'étaient pas faites pour soulager le gouvernement fédéral de ses responsabilités à l'égard des citoyens dans le besoin.

Malgré le scandale que constitue la juxtaposition, peut-être plus spectaculaire que partout ailleurs, de l'extrême opulence et de l'extrême pauvreté dans *le pays le* plus riche du monde, les critiques de l'opposition démocrate restent prudentes. Le Congrès commence *seulement à renâcler devant* les nouveaux projets d'économies de budgets sociaux du président Reagan. Le « libéralisme » à la Kennedy *n'a toujours* pas bonne presse, et la perspective de voir le gouvernement fédéral financer de nouveau des programmes sociaux, sans parler d'instituer une couverture sociale obligatoire à l'européenne, paraît, pour l'instant, hors de question.

L'un des moyens les plus sûrs de surprendre, voire de scandaliser, un Américain moyen est de lui expliquer que, la crise aidant, il fait meilleur vivre, pour l'heure, en Europe occidentale qu'aux États-Unis. Encore que quelques éditorialistes qui reviennent de voyages *outre-atlantiques* commencent à le concéder, s'émerveillant, notamment, du « magnifique » fonctionnement des services publics...

Faudra-t-il attendre qu'il y ait vingt millions de chômeurs pour que les Américains admettent que leur système n'est plus capable de faire face à une récession à long terme ? Ou faut-il croire, comme certains augures, que la moindre petite relance économique d'ici à 1984 – même sans lendemain – pourrait assurer un second mandat à M. Reagan, qui, plus que jamais, incarnerait alors le *« rêve américain »* ?

NICOLE BERNHEIM.

La presse chinoise encourage le développement d'un secteur privé de l'économie

De notre correspondant

Les autorités de Pékin encouragent actuellement le développement d'entreprises « privées » sortant du cadre collectif ou étatique et dont elles soulignent le caractère « complémentaire ». Dans divers secteurs, cette réforme se heurte aux résistances des représentants locaux du parti ou de l'administration.

Pékin. – Une campagne en faveur de l'expansion du secteur privé de l'économie bat actuellement son plein en Chine. Après diverses informations, de caractère fragmentaire, publiées à ce sujet ces derniers temps dans la presse, *le Quotidien du peuple*, organe central du P.C., vient d'indiquer clairement dans quel sens soufflait le vent en appelant à un *« développement approprié » de ce qui est appelé ici, pudiquement, « l'économie individuelle »*.

Prenant prétexte de restrictions et de discriminations imposées arbitrairement à des titulaires de licences de commerce et de services individuels dans la province du Shandong, le journal, dans un éditorial publié dimanche 9 janvier, écrit : *« L'économie individuelle n'est pas une économie de nature capitaliste. Elle combine la propriété individuelle des moyens de production avec le travail individuel, et c'est par son propre labeur que le travailleur se subvient à lui-même. Il n'y a donc là aucune exploitation. »* Allant plus loin, le journal ajoute : *« Dans la période présente, les travailleurs individuels vivant en milieu urbain gagnent, en général, leurs moyens d'existence par le travail tout en offrant leur savoir-faire au pays. Cela n'a rien à voir avec le capitalisme, mais est, au contraire, profitable au socialisme. Un tel type d'économie doit être protégé et soutenu. »*

Complètement abolies pendant la révolution culturelle, les activités commerciales et de services privées ont été de nouveau autorisées ces dernières années. A la fin de 1982, *on estimait à un million* et demi le nombre de personnes se livrant, avec ou sans autorisation, à de telles activités. Ce chiffre était trente-trois fois supérieur à celui de fin 1979.

Cet essor s'est effectué en dépit de nombreux obstacles d'ordre administratif ou politique dressés devant ceux qui se lancent dans l'aventure. Ainsi, à Pékin, les demandes d'ouverture d'un commerce privé doivent obtenir l'accord des magasins d'Etat ou collectifs environnants. Celui-ci leur est souvent refusé sous les motifs les plus divers : crainte de *« perdre la clientèle »*, nuisance sur la voie publique (les nouveaux venus s'installant la plupart du temps sur le trottoir, vu la difficulté à obtenir un local), etc.

Commerce et « corruption »

La nouvelle Constitution adoptée début décembre par l'Assemblée nationale populaire a conforté sinon la situation juridique, toujours aussi aléatoire, de l'entreprise privée, du moins son statut politique : son rôle de *« complément »* de l'économie d'Etat et de l'économie collective a été formellement reconnu. Mais il y a loin, apparemment, des textes à la réalité.

La presse fourmille d'exemples montrant comment, à l'échelon local, les cadres du parti mettent des freins à l'initiative privée.

Le paradoxe est que, dans de nombreux cas, cette répression sournoise se fait sous couvert de la lutte, officiellement encouragée, contre les *« délits économiques »*, c'est-à-dire contre la corruption. Le raisonnement des cadres, à la base, est d'une simplicité enfantine : puisque les « privés » gagnent de l'argent rapidement, c'est qu'ils l'acquièrent illégalement, ils doivent donc être sanctionnés.

L'objet de la campagne en cours est, au contraire, de montrer que non seulement ces activités sont légitimes, mais encore qu'elles sont utiles. Entre autres avantages, elles fournissent des *emplois, elles s'adaptent plus souplement* à la demande, elles permettent de combler des lacunes de l'économie d'Etat. Ainsi, *le Quotidien du peuple* estime qu'il serait préférable de confier à des « individuels » les ateliers de réparations, de photographie, de couture et les laveries. Dans le domaine du transport, l'initiative privée facilite la circulation des biens sur courte, mais aussi sur longue distance. Il n'est plus rare que ces transports, le plus souvent par camion, dépassent le cadre des limites provinciales.

Si les gains des travailleurs individuels sont généralement très supérieurs au salaire ouvrier moyen – environ 70 yuans (1 yuan égale 3,6 FF) – leur existence n'est guère de tout repos : absence de couverture sociale, non-accès à l'attribution d'un logement par les collectivités, impôts, sans parler de l'incertitude du lendemain.

Le gouvernement préparerait actuellement une série de mesures autorisant les « privés » à s'associer à des partenaires, à engager des « assistants » ou à fixer certains de leurs prix. De telles mesures seraient certainement de nature à augmenter la confiance. Mais les résistances seront rudes. *Le Quotidien du peuple* ne rappelait-il pas, ces jours-ci, avoir souligné, il y a déjà deux ans et demi, que le transport privé des marchandises *« n'est pas une activité spéculative »*. Après avoir noté que, depuis lors, le problème n'avait *« pas été bien résolu »*, le journal concluait : *« Si certains ne comprennent pas le rôle d'une telle activité, c'est parce qu'ils ne se sont pas libérés de la conception figée du socialisme. A leurs yeux, le socialisme ne peut être que la propriété publique. Ils ne comprennent pas que, dans la société socialiste, l'économie et le commerce d'Etat ne peuvent pas tout faire. »*

MANUEL LUCBERT.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	324 F	519 F	715 F	910 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	584 F	1 039 F	1 495 F	1 950 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	364 F	600 F	835 F	1 070 F
II. – SUISSE, TUNISIE	436 F	744 F	1 052 F	1 360 F

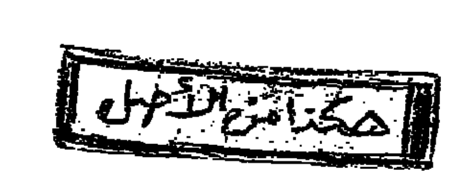
Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Feux de brousse, soleil de plomb

L'Est australien meurt de soif

La sécheresse qui frappe l'est de l'Australie est la plus grave qu'ait connue la région depuis 1880. La récolte de céréales que les paysans engrangent pendant cet été austral semble bien être la plus faible depuis 1972.

En novembre, au milieu du printemps, saison habituellement pluvieuse, Canberra, la capitale, a été à plusieurs reprises balayée par de forts vents venus du nord. La ville a été recouverte d'une fine pellicule de poussière rougeâtre : de la terre arrachée aux riches champs de blé du Queensland, à un millier de kilomètres de là. La terre, desséchée par deux ou trois ans de sécheresses successives, ne tenait plus au sol et devenait la proie des vents du désert. Vu d'avion, le paysage — qui d'ordinaire aurait dû avoir cette couleur vert-bleu qui caractérise l'Australie — apparaissait grisâtre ou marron, parcheminé. Des sillons noirs, craquelés, indiquaient les rivières à sec. Les abreuvoirs à bétail étaient vides ou remplis de terre boueuse. Quelques rares filets d'eau serpentaient encore dans les zones les plus favorisées.

Les feux de brousse, la terreur des *étés australiens*, qui peuvent s'étendre sur un front d'une centaine de kilomètres, détruisant tout sur leur passage, étaient encore plus menaçants que de coutume et l'alerte était maintenue en permanence, les eucalyptus et la forêt s'enflammant comme des alumettes. En Australie du Sud, dans les riches vignobles de la vallée de Clare, les feuilles de vigne commençaient de perdre leur belle couleur verte alors que, aux alentours, sur les terres à blé, les épis se desséchaient sur pied sans pouvoir mûrir. Aujourd'hui, dans certaines régions, on en vient à interdire l'arrosage des jardins, voire à rationner l'eau, denrée si précieuse dans ce continent où elle n'a jamais été abondante.

Dans les régions les plus touchées du Victoria ou de Nouvelles-Galles-du-Sud, la sécheresse dure parfois depuis trois, voire quatre ans. Déjà, en 1980, nous avions visité l'élevage de la famille Ryan, non loin de Canberra. Il ne restait pratiquement plus d'herbe sur la terre durcie comme une croûte. Le fermier parcourait ses terres dans une grosse et vieille voiture américaine, roulant à travers champs en tentant d'éviter les souches d'arbres morts ou incendiés, comptant les nouvelles carcasses desséchées de mouton qu'il ne se donnait même plus la peine d'enterrer. Deux ans après, la situation est encore plus dramatique.

Certains éleveurs de moutons ont abattu à coups de fusil et enterré dans des fosses communes des milliers de têtes, afin de réduire leur cheptel et permettre au reste de tenter de survivre sur une maigre pâture. Les bêtes encore présentables sont envoyées à l'abattage. Il en est de même pour les bovins. Les abattoirs en reçoivent plus qu'à l'ordinaire. Mais cette réduction massive, si elle peut faire monter certains chiffres d'affaires et statistiques, ne doit pas faire illusion : au lendemain de la sécheresse, dans les années qui vont suivre, la capacité de reproduction du troupeau australien s'en trouvera fortement diminuée. Pour le moment, des subventions allant jusqu'à 50 % du prix du fourrage, et d'autres avantages bancaires, sont consentis aux paysans. Le bétail bénéficie également d'une nourriture imprévue : le blé qui n'a pas pu mûrir.

En Australie où tout semble atteint de gigantisme, les chiffres fournis par le B.A.E. (Bureau d'économie agricole) sont à la mesure du drame. Ils se suivent et s'enflent comme une litanie de malheur : production de céréales en baisse de 50 % (8,9 millions de tonnes au lieu de 16,4). Encore ce chiffre n'a-t-il été atteint que parce que l'Australie occidentale a connu, elle, une année exceptionnelle. Si sa récolte est supérieure de 30 % à la précédente, celle des grands États producteurs a parfois baissé de 75 %. Neuf fermiers sur dix en Nouvelles-Galles-du-Sud sont frappés, 60 % au Victoria, 45 % au Queensland, 30 % en Australie du Sud. Au total, selon les statistiques officielles, 82 % des éleveurs et producteurs de blé. En octobre, dans les régions productrices de l'Est, la pluviosité au cours de la première semaine s'est située entre 0 mm et 8 mm contre 25 mm à 112 mm en temps normal. La valeur nette de la production agricole a baissé de 49 % en termes réels. Il en est résulté pour le pays une baisse totale des exportations de 5 %.



Du boom minier au fléau naturel

Plus grave encore, l'Australie se trouve pour la première fois depuis des décennies — elle qui est un des principaux exportateurs de céréales — obligée d'importer du blé des États-Unis et du Canada pour, à la fois, nourrir les États de l'Est et honorer des marchés internationaux, si difficiles à emporter et où la concurrence est si rude. Il aurait coûté plus cher d'envoyer par bateau du blé de Perth sur Sydney !

Dans un pays frappé de plein fouet par la crise économique alors qu'il se croyait au bord d'un « *boom* » minier miraculeux, et à quelques mois d'élections générales, la sécheresse pèse d'un poids encore plus lourd. Gouvernement fédéral et gouvernements des États mettent toute leur énergie à combattre un fléau qui pourrait aussi leur coûter le pouvoir. Avec des méthodes différentes. La plupart des administrations, dont celle de Canberra, utilisent les moyens classiques des subventions et des aides (à l'abattage, à l'achat de fourrage). Le nouveau gouvernement travailliste d'Australie du Sud, dont le ministre de l'agriculture est lui-même un paysan, et avait déjà dû faire face en 1977 à une grave sécheresse, a des idées différentes.

« Il ne faut pas fournir une assistance aux paysans, comme si la sécheresse était un échec. Nous ne nous préoccupons pas de leur récolte, mais de les aider à établir un budget. Nous leur fournissons comme à n'importe quelle entreprise un crédit bancaire pour leur permettre de poursuivre leur activité. Sur les 22 millions de dollars prêtés en 1977, 17 ont déjà été remboursés. » « Mais si la sécheresse se poursuit, ajoute M. Brian Chatterton, *les paysans commenceront à perdre espoir. J'ai vu des scènes dramatiques après trois sécheresses, des hommes solides éclater en sanglots, perdre leur volonté de continuer ! »* Pourtant, l'Australie du Sud est une région peu arrosée, qui produit une partie de ses céréales dans une zone semi-aride, recevant entre 250 mm et 500 mm de pluie par an, au moyen d'un système original d'alternance blé-légumineuses. Une technique dont elle fait profiter certains pays du Proche-Orient.

Si les paysans ne représentent, en Australie, que 5 % de la population active, la sécheresse du siècle étend ses dégâts bien au-delà. Les services, les fournisseurs et fabricants de matériel agricole sont aussi frappés. Ce phénomène est d'abord sensible dans les bourgs ruraux où il ne restait qu'un ou deux commerçants, vendant du matériel agricole, contre parfois une dizaine à la fin des années 60. Aujourd'hui, ces commerçants se trouvent en faillite, ou presque. Les fabriques et les usines tournent au ralenti, les aciéries en subissent le contrecoup, et licencient. Leur pouvoir d'achat ayant fortement baissé, les paysans consomment moins et les commerces locaux en souffrent, ferment parfois, affaiblissant le tissu urbain dans les zones rurales, déjà fort distendu. Engrais et insecticides se vendent moins, les ouvriers agricoles ne trouvent plus à s'employer. Le secteur agro-alimentaire ne va guère mieux. Selon certaines sources, la sécheresse pourrait affecter le travail d'un demi-million d'ouvriers.

L'Australie s'en relèvera sans doute, et ses paysans, bien aidés, ne sauraient en aucun cas être comparés à ceux du Sahel ou de l'Inde ! Mais, à l'occasion de la sécheresse, certains recommencent, encore discrètement, à parler d'autres causes, peut-être plus graves, qui seraient en partie à l'origine de la sécheresse. Et, en particulier, l'utilisation trop intensive de terres pauvres, la densité trop importante d'ovins dans des pâturages pauvres, à la limite du grand désert intérieur, le non-respect de certaines réglementations, surtout au cours des années 60 et 70, alors que le développement de l'exportation poussait les agriculteurs à produire toujours plus (la superficie cultivée a été multipliée par deux en vingt ans). *« Un certain nombre de paysans sont plus vulnérables à la sécheresse que d'autres en raison de leurs pratiques passées »*, nous disait un expert du B.A.E. En particulier, sans doute, ces fermiers aux bottes et au chapeau de cow-boy qui exploitent, dans des régions semi-désertiques, des ranches qui peuvent avoir 25 000 à 100 000 hectares et dans lesquels les déplacements se font en avions privés.

PATRICE DE BEER.

Etats-Unis

Faible augmentation des prix de gros

Avec une hausse de 0,1 % en décembre, les Etat-Unis ont enregistré en 1982 leur taux d'inflation le plus faible depuis 1971 : 3,5 % (3,2 % il y a onze ans). En 1981, les prix de gros avaient augmenté de 7 % et de 11,8 % en 1980.

Cette évolution des prix de gros permet de penser que le net ralentissement de la hausse des prix de détail (4,6 % en novembre 1982 comparé à novembre 1981 contre 9,6 % un an plus tôt) va se poursuivre.

L'indice de la production industrielle a, quant à lui, fléchi de 0,1 % en décembre par rapport à novembre, portant à 8,2 % *son recul sur un* an. Cette chute est la plus forte depuis la récession de 1974/1975 (– 8,9 % en 1974). En 1982, la production industrielle des Etats-Unis n'aura pas dépassé celle de l'année 1977...

Maroc

L'aide française pourrait atteindre 2 milliards de francs

De notre correspondant

Rabat. — La convention financière annuelle franco-marocaine qui a été signée vendredi 14 janvier, à Paris, par M. Jouahri, ministre des finances marocain, et son collègue français, M. Delors, prévoit une aide française d'un montant global supérieur à celui de l'an dernier. Alors que par la précédente convention, signée en mars 1982 par M. Delors à Rabat, la France accordait une aide d'environ 1 milliard 300 millions de francs au Maroc, en 1983 la France en accordera une d'un montant d'au moins 1 milliard 800 millions, et qui, finalement, pourrait atteindre, y compris les crédits à l'exportation et en fonction des projets qui seront confiés à l'industrie française, un total d'environ 2 milliards de francs.

Cette aide se décompose en prêts du Trésor et crédits privés garantis.

Les crédits privés garantis porteront sur une somme plus de deux fois supérieure à l'aide directe. Elle sera liée aux contrats qui seront confiés à des entreprises *françaises* et affectée en particulier à des projets très importants de l'Office chérifien des phosphates, pour lesquels un financement d'environ 6 milliards de francs sur cinq années avait été envisagé dès la visite au Maroc, en janvier 1981, de M. Barre, alors premier ministre, et confirmé lors de la visite de M. Delors un an plus tard. — R. D.

Indonésie

Un budget en diminution

Le projet de budget de l'Indonésie pour l'exercice 1983 (1er avril 1983 - 31 mars 1984) table sur des dépenses de 24 milliards de dollars. Ce chiffre correspond à une diminution d'environ 8 % du volume des dépenses publiques par rapport à l'exercice précédent.

Le gouvernement veut ralentir les dépenses de fonctionnement ainsi que les subventions accordées à des produits tels que le pétrole et le riz. Même les dépenses de développement, jusqu'à présent prioritaires, puisque considérées comme moyen de lutte contre le danger communiste, reculent de 6 % environ en valeur réelle.

Septième producteur de l'OPEP, l'Indonésie a bénéficié pendant des années du « boom » pétrolier. Mais ses exportations de brut ont baissé de 18 % en 1982 tandis que chutaient ses ventes de café, de caoutchouc, d'étain et de bois. L'Indonésie aura besoin d'emprunter près de 4 milliards de dollars à l'étranger en 1983. — *(A.F.P.)*.

faits et chiffres

● **Le chômage s'est fortement accru en Espagne**, en décembre, avec 2 150 947 *« chômeurs enregistrés »*, soit 16,53 % de la population active. Le taux de chômage, qui n'était que de 14,46 % au 30 septembre, a ainsi gagné plus de deux points au cours du dernier trimestre 1982. Selon un institut officiel, le chiffre des *« chômeurs estimés »* se situait à la fin du troisième trimestre à environ un demi-point au-dessus du taux des *« chômeurs enregistrés »*. Pour sa part, fin novembre, M. Marcelino Camacho, secrétaire général des commissions ouvrières, donnait un chiffre de chômeurs supérieur d'environ 150 000 à celui des *« chômeurs enregistrés »*. — *(A.F.P.)*.

● **Des camions bloqués à la frontière espagnole.** — Une trentaine de camions transportant des salades d'Espagne ont été interceptés le vendredi 14 janvier par une centaine d'agriculteurs du Roussillon à la frontière espagnole sur l'autoroute Perpignan-Barcelone. Les véhicules ont été bloqués durant deux heures et deux d'entre eux ont dû rebrousser chemin.

● **Le gouvernement canadien prêt à aider PUK.** — Pour implanter une usine d'aluminium sur la rive sud du Saint-Laurent à Becancour (entre Québec et Montréal), les autorités fédérales pourraient contribuer pour 60 % du montant des investissements d'infrastructure. Cette aide, évaluée à 30 millions de dollars canadiens (environ 16,8 millions de francs), s'ajouterait à celle que pourrait donner à PUK la province du Québec pour construire l'usine et qui pourrait atteindre 30 % du coût global du projet estimé à plus de 1 milliard de dollars canadiens.

● **Brésil : 2 900 licenciements chez Mercedes-Benz.** — La firme allemande, qui emploie 5 200 personnes au Brésil, va licencier 2 900 personnes. Des mesures avaient déjà été prises pour réduire la production de cette filiale avec, notamment, des mises au chômage partiel, du 17 décembre 1982 au 23 janvier 1983. — *(A.F.P.)*

● **La C.E.E. condamne le régime d'aides au textile français.** — La C.E.E. vient de décider d'ouvrir une procédure d'infraction contre le gouvernement français qui, depuis le printemps dernier, accorde une aide *à l'industrie textile et à l'habillement* (allégement de charges sociales) : cette mesure est jugée incompatible avec la réglementation du Marché commun. Ces aides, dont le montant annuel serait de l'ordre de 3 milliards de francs, ne doivent pas être reconduites au-delà d'avril 1984.

● **Les banques italiennes ont décidé d'abaisser de 0,75 % leur taux d'intérêt privilégié pour le ramener à 20 %**, ce qui constitue l'*« effort maximum possible, compte tenu de la situation »*, selon M. Silvio Gozio, président du comité exécutif de l'assemblée des banques italiennes (ABI).

Les Mémoires de George Ball

La colombe qui n'aimait pas les hippies

« Écrire ses Mémoires est, par définition, faire preuve de complaisance envers soi-même... ». *Cette observation figurant dans la préface, George Ball l'illustre brillamment tout au long de son livre (1), écrit d'une plume alerte et vigoureuse par un homme de conviction, et même de passion.*

Avocat international, banquier, diplomate, économiste, George Ball a passé environ un demi-siècle dans les allées du pouvoir, et même au gouvernement où il servit sous les présidents Kennedy et Johnson. Secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires économiques, *il fut le « loyal coéquipier »*, parfois difficile, de Dean Rusk. Mais il ne devint jamais le *« patron »* de la politique étrangère américaine. Pourtant, il en avait la stature et les capacités... Sa déception apparaît seulement en filigrane dans son récit, d'une lecture facile, souvent amusant, d'un intérêt certain tant pour l'historien que pour le grand public.

George Ball est un homme convaincu d'avoir eu raison et d'avoir vu juste. Aussi son jugement sur les hommes et les événements est marqué d'une certaine complaisance et parfois d'une légère irritation à peine contenue à l'égard de ceux qui ignoraient ou dédaignaient son opinion.

A un moment où l'Europe a cessé d'être la première préoccupation des dirigeants américains, les *« Mémoires »* de George Ball ont quelques choses d'anachronique et de nostalgique. Car son image de marque est celle d'un *« atlantiste »* mais surtout d'un *« européen »* donnant la priorité aux relations entre les *Etats-Unis* et l'Europe. Après la guerre, où il contribua à la mise en place de l'administration du prêt-bail, il travailla en étroite coopération avec Jean Monnet, participa aux négociations sur le plan Marshall et sur la Communauté charbon-acier.

Conseiller à Washington pour plusieurs gouvernements français, son association avec les hommes politiques de la IVe République, sa connaissance des problèmes français, le qualifiaient pour mettre en garde les présidents Kennedy et Johnson contre un engagement militaire américain au Vietnam. Mais en vain... En novembre 1961, il disait à J.F. Kennedy : *« Dans cinq ans nous aurons trois cent mille hommes dans les rizières et la jungle et nous ne les retrouverons plus... Comme les Français... » « George,* lui répondit le président, *vous êtes simplement fou à lier... Cela n'arrivera pas. »* Avec Johnson, qui poursuivra dans la *« tragique erreur »* du Vietnam, il se fit l'avocat du diable.

George Ball raconte, non sans humour, comment Lyndon Johnson l'écoutait, le remerciait chaleureusement d'avoir exprimé des vues hérétiques mais sans aucunement modifier sa politique. George Bundy, conseiller présidentiel, transmettait à son patron les remarques *vigoureuses de George Ball condamnant* l'intervention au Vietnam avec la note : *« Vous écouterez attentivement George Ball et puis vous rejetterez ses propositions... »* Cela n'empêcha pas Bundy, quelques années plus tard, de dire au président Jonhson : *« Je vais vous dire quelque chose que je ne pensais jamais avoir à vous dire : je suis d'accord avec George Ball. »* Apparemment, Robert McNamara avait, lui aussi, les plus grands doutes sur l'intervention au Vietnam. D'autres encore partageaient ces vues. Mais ils ne les exprimaient pas devant un président qui, conscient de ses limites intellectuelles, était impressionné de voir tous ces brillants conseillers se déclarer favorables à la poursuite de la guerre.

« Loyale opposition »

George Ball distingue deux phases dans l'intervention des Etats-Unis. La première reposait sur la conception que la guerre pouvait être gagnée. Et il ne manque pas de citer malicieusement les conclusions optimistes du rapport préparé par M. Rostow et le général Taylor, en 1961, recommandant l'intervention avec des jugements de cet ordre : *« Le Nord-Vietnam est extrêmement vulnérable aux bombardements conventionnels... »* Dans la seconde phase, *il ne s'agissait plus de* sauver le Vietnam mais d'éviter l'humiliation. Mais ni Johnson ni Nixon ne voulaient limiter les dégâts de peur que les alliés et adversaires des Etats-Unis ne s'interrogent sur les engagements américains dans le monde. Tel n'est pas l'avis de George Ball : *« Ce que nous pouvions gagner en démontrant la solidité de nos engagements, nous pouvions le perdre par l'érosion de la confiance dans notre engagement. »*

Ainsi George Ball se contenta d'être la *« loyale opposition »* au sein d'un gouvernement qui ignorait délibérément ses avis. Mais il ne démissionna qu'en 1966 et reprit même du service plus tard, pour de courtes durées, comme représentant des Etats-Unis aux Nations unies. Il ne suivit pas le conseil de Walter Lippmann lui recommandant, au moment de sa démission, de faire *connaître publiquement* ses vues contre la guerre au Vietnam. Bref, pendant toutes ces années, il accepta d'être, selon la formule méchante d'une revue américaine, une *« colombe captive »* (2). George Ball s'en explique dans son livre. Il ne voulait pas trahir la confiance de ses collègues, ni ajouter aux difficultés du président, ni aider ou encourager l'ennemi. *« Simplement je ne voulais pas devenir un héros des hippies. »* Bref, cet homme de l'*establishment* ne chercha pas à s'en sortir. Il ne voulut pas rompre publiquement avec un gouvernement qu'il combattait vigoureusement en privé. *« Ma démission n'aurait pas été un événement... Au mieux on en aurait parlé pendant vingt-quatre heures »*, écrit-il, comme pour justifier une attitude qui, objectivement, le rendait complice passif d'une entreprise guerrière très coûteuse. Aujourd'hui sur la touche, George Ball se sent beaucoup plus à l'aise pour attaquer avec vigueur et talent la politique étrangère du président Reagan.

Envoyé en mission au Congo, à Chypre, au Laos, et toujours en mouvement entre Washington et les principales capitales, George Ball a beaucoup de choses à dire, d'anecdotes à raconter sur les personnalités d'État d'Ayub Khan à de Gaulle, en passant par Salazar et Adlaï Stevenson, qu'il assista dans ses deux campagnes malheureuses pour la présidence. Et parfois, malgré la longueur du livre, on regrette son effort délibéré de concision. Il passe *un peu rapidement sur les éléments* dont il a été le témoin, par exemple la conférence de Nassau ou la conférence de presse du 14 juillet 1963 où de Gaulle rejeta la candidature britannique. Couve de Murville prétendit n'avoir pas été informé de la décision du président, déjà connue par les journaux. *« Bien que le Général fût réputé pour sa tendance au secret, je me demandais comment son ministre des affaires étrangères n'était pas au courant d'un sujet sur lequel la presse avait déjà été informée. »*

La béarnaise de Kissinger

Sa fidélité à ses amis l'entraîne parfois à des appréciations discutables. Ainsi Jean Monnet lui apparaît comme *« un homme du XXe siècle... Un remarquable architecte... dont la place dans l'Histoire ne sera pas éphémère... »* Par contraste avec de Gaulle, *« un Don Quichotte du XXe siècle cherchant à maintenir les vieux cadres et à rétablir les vieilles formules... qui n'a rien laissé de concret... Un superbe acteur qui, à la différence des architectes, ne laisse qu'une légende et rien de parmanent qui pourrait affectuer la vie ou les sensibilités des générations futures »*. Il est indulgent à l'égard de Kennedy, *« pragmatique par excellence, alerte et rapide, mais il n'était profond ni dans ses analyses, ni dans son jugement... »*. Néanmoins, il félicite Kennedy pour sa *« performance supérieure »* dans la crise de Cuba où sa conduite des affaires fut *« ferme mais prudente... »*.

Malheureusement, on ne trouve pas une ligne sur la triste aventure de la baie des Cochons. Il n'a pas de sympathie pour Nixon dont, écrit-il, *« les erreurs étaient cachées sous la sauce béarnaise d'abstractions de Kissinger »*. En fait, il le rend responsable d'avoir, par une erreur stratégique dans la négociation, prolongé de quatre ans la guerre du Vietnam. Mais peut-être pressentait-il l'avenir en déclarant, en 1956 : *« Tôt ou tard, les campagnes pour la présidence exigeront des acteurs professionnels capables de bien réciter leur texte... »*.

HENRI PIERRE.

(1) The Past has Another Pattern. Memoirs. George W. Ball. Norton and Co. 1982.

(2) Dans la terminologie politique américaine, les « colombes » sont les modérés par opposition aux « faucons », partisans de la manière forte.

Un portrait de l'Amérique dans « Newsweek »

Quelques rides dans les statistiques

La société américaine adore se regarder dans le miroir des chiffres, des statistiques et des moyennes. Dans ce pays qui réalise le rêve d'Auguste Comte, la sociologie, vierge de toute mauvaise conscience et que ne tourmente aucune inquiétude théorique, se proclame tranquillement une science positive.

Peu de peuples ont autant le moyen – et le goût – de se mieux connaître. Les signes de cette fascination fascinent à leur tour le visiteur étranger. On trouve outre-Alantique, dans une salle austère qui tient à la fois de la chapelle et du musée, un tableau mural qui indique – à chaque instant – le chiffre *« exact »* de la population américaine, les décimales et les unités tournant à un rythme visible, sous le regard ébahi d'enfants des écoles venus par classes entières. La Constitution des Etats-Unis n'offre-t-elle pas d'ailleurs cette singularité de stipuler, dès ses premières lignes, qu'un *« dénombrement »* des citoyens doit avoir lieu tous les dix ans ?

Cette pratique, inaugurée en 1790, s'est beaucoup affinée au fil des ans, et les résultats du dernier recensement, celui de 1980, commencent à peine à être vomis par les ordinateurs. Le Bureau du recensement, qui est chargé d'appliquer – et un peu plus – la lettre du texte constitutionnel, est devenu une énorme machine bureaucratique, d'ailleurs unanimement respectée.

Le portrait 1980 de l'Amérique que brasse cet organisme est présenté par le magazine *Newsweek* dans sa livraison du 17 janvier. C'est de cette enquête que sont tirés pour la plupart les chiffres qui suivent.

L'événement massif qu'enregistre le dernier recensement décennal est la transformation en parents et en travailleurs des enfants du « Baby Boom ». Tout – ou presque – a été bouleversé par le passage de cette énorme vague démographique de l'après-guerre dont : la génération du « Baby Boom » se marie plus tard, divorce davantage et fait moins d'enfants que celle qui l'a précédée. Si l'on ajoute l'accroissement de l'espérance de vie (73,8 ans) dû aux progrès de la médecine, l'Amérique de 1980 est plus vieille et moins prolifique que celle de 1970.

L'âge moyen est passé de vingt-huit à trente ans. L'accroissement décennal de la population, qui était de 18,5 % dans les années 50, et encore de 13,3 % dans les années 60, est tombé à 11,4 %. Selon les projections du Bureau du recensement, la population totale, qui était en 1982 de 232,6 millions, atteindra 268 millions en 2000 mais devrait décroître après 2050...

Le recensement lui-même joint à des statistiques plus récentes, ou émanant d'autres sources, est l'occasion de faire voler en éclats quelques idées reçues. L'origine *« ethnique »* que revendique la proportion la plus élevée d'Américains est l'allemande (28,8 %), suivie par l'irlandaise (24 %) et – en troisième position seulement – l'anglaise (22,3 %). Onze pour cent des Américains parlent habituellement chez eux une langue étrangère (principalement l'espagnol). Réputés consommateurs effrénés et drogués au crédit, les Américains ont pourtant commencé à épargner davantage. Ils mettaient de côté 6,4 % de leur revenu disponible en 1981, contre 5,8 % en 1980.

Les progrès des Noirs sont indéniables, et plus rapides qu'on ne le croit. Ils forment 9,1 % des employés *« en col blanc »* en 1980 contre 6,6 % en 1972. Mais ils sont bien plus que les Blancs, et surtout pour les plus jeunes d'entre eux, la proie d'un chômage qui semble bien, en ce qui les concerne, destiné à durer.

En effet, en raison de l'immigration, légale et illégale, qui profite surtout aux « hispaniques » (Mexicains, Cubains et Portoricains en premier lieu), ils vont perdre leur statut de « minorité de couleur la plus nombreuse ». D'un autre côté, l'arrivée massive dans les années 70 de réfugiés d'Asie a considérablement gonflé les colonies traditionnelles de New-York ou de Californie. Les Américains d'origine asiatique sont passés en une décennie de 1,5 à 3,5 millions, et, parmi eux, les Chinois sont désormais plus nombreux que les Japonais. Tous ces nouveaux immigrants, le cas des Cubains de Floride étant exemplaire, ont tendance à dépasser rapidement le niveau de vie des plus démunis, qui restent les Noirs, si l'on met à part les Indiens, qui sont inclassables.

La baisse du revenu des ménages

Un Américain sur sept vit en dessous du seuil de la pauvreté tel qu'il est défini par le gouvernement. Et un Américain sur sept possède des actions. Mais ce n'est probablement pas le même... *Newsweek* relève enfin *quelques curiosités dans les statistiques* fédérales. Par exemple, un million de plus de femmes que d'hommes se disent séparées de leur conjoint...

Au total, le chiffre qui illustre le mieux le déclin relatif des Etats-Unis au cours de la décennie passée est celui du revenu moyen des ménages. En dollars constants, il a augmenté de 6 000 dollars entre 1960 et 1970 mais diminué de 723 dollars pendant les dix années suivantes. Il faut y ajouter celui du chômage, qui, en décembre 1982, touchait plus de 12 millions de personnes, soit 10,8 % de la population active. Le rêve américain, comme l'Amérique elle-même, a pris quelques rides. – *D.D.*

La négociation israélo-libanaise (« Le Réveil » Beyrouth)



Dans « Réalités » :

Paradoxale Tunisie

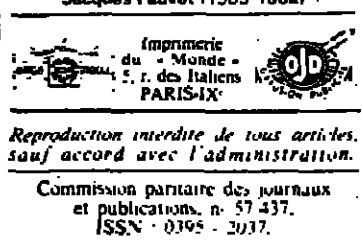
« Dans les prisons tunisiennes, il ne reste plus de détenus politiques... » C'est ce qu'avait solennellement déclaré le président Bourguiba le 3 août 1980. Moins d'un an plus tard, le 18 juillet 1981, des dizaines de militants du M.T.I. (Mouvement de la tendance islamique) et leur chef, M. Rachid Ghannouchi, étaient arrêtés, jugés et condamnés à de lourdes peines ; ils furent envoyés à la prison de Borj-Erroumi, l'ancien *« bagne »* de Nador, à 7 kilomètres de Bizerte. L'hebdomadaire indépendant tunisien *Réalités* consacre, dans son n° 13, un dossier à leurs conditions de vie, très dures au début, mais qui se sont améliorées, à la prison où ils sont détenus, et à leurs familles.

Paradoxale Tunisie. Alors que plusieurs publications de l'opposition ont été suspendues au cours de ces derniers mois – *Réalités* leur a consacré un autre dossier dans un numéro précédent, – la revue a été mise en vente. Mieux, un encadré nous apprend que *« le ministère de l'Intérieur vient de soumettre, pour avis, à la Ligue tunisienne des droits de l'homme* (laquelle, soit dit en passant, est une des très rares du monde arabe à jouer un rôle actif) *un projet de réforme des conditions de détention dans les prisons tunisiennes »*. La Ligue a émis un avis favorable tout en proposant une série d'amendements qui devraient ouvrir la voie à l'adoption « d'un statut du prisonnier politique..

Enfin, fait sans précédent en Tunisie – et sans doute aussi au Maghreb, – un ancien détenu politique qui se situait, lui, à l'extrême gauche, M. Gilbert Naccache, a publié, il y a quelques mois, un roman-témoignage sur sa vie à Borj-Erroumi et les tortures qui lui ont été infligées, et il a choisi pour cela un éditeur tunisien, les Éditions Salammbô (74, avenue Farhat-Hached, Tunis). Ni l'éditeur ni l'auteur n'ont été inquiétés. Cela mérite d'être souligné.

PAUL BALTA.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

L'analyse des sondages

M. MITTERRAND EST-IL EN VOIE DE « CARTÉRISATION » ?

Pour la gauche, après l'état de grâce, c'est l'état d'inquiétude. Les socialistes, le gouvernement, le président de la République lui-même ont subi, ces derniers mois, une baisse de popularité spectaculaire. Bien que le dernier baromètre mensuel de l'IFOP traduise un redressement, l'hypothèse d'une « cartérisation » de l'image de M. Mitterrand, avancée par M. Michel Poniatowski, mérite examen, au-delà des excès de l'opposant.

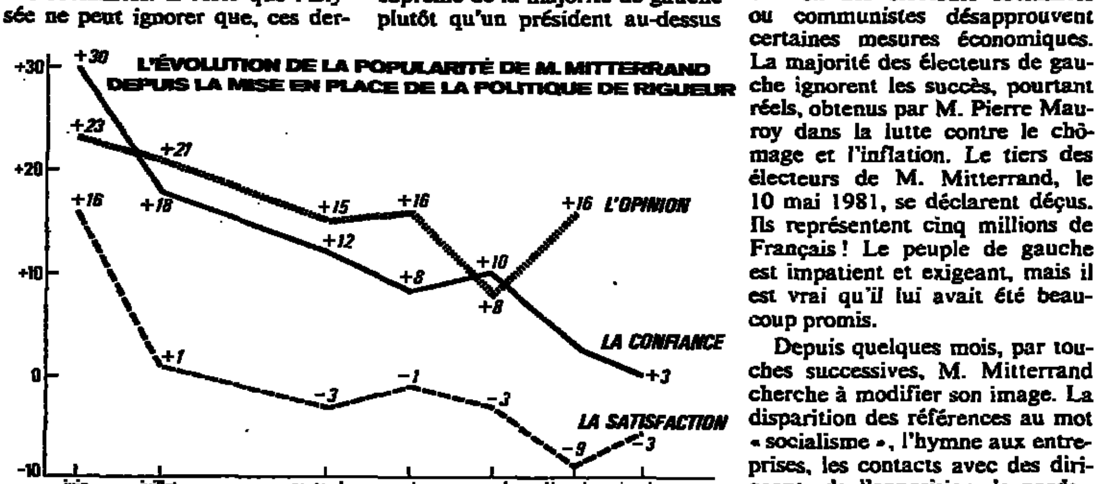
Si l'on analyse rétrospectivement le processus d'affaiblissement de l'ancien président des États-Unis dans l'opinion américaine, on peut retenir quatre éléments principaux : une chute brutale dans les sondages, un très bas niveau de popularité, le discrédit sur la capacité à exercer la fonction présidentielle, enfin la défection des électeurs qui avaient porté Jimmy Carter au pouvoir fin 1976. Sur ces quatre points, comment se situe aujourd'hui M. Mitterrand ?

— **La chute brutale dans les sondages** : elle est incontestable, et remonte à la dévaluation de juin 1982 et à la mise en place d'une politique de rigueur avec le blocage des prix et des revenus. Le recul s'est traduit avec une ampleur différente selon les instituts de sondage (*voir la courbe*). Il est d'autant plus accentué que la question posée appelle un jugement direct sur la politique suivit. Ainsi, selon l'indicateur IFOP-*France-Soir*, l'écart entre les satisfaits et les mécontents est passé, entre juin et juillet derniers, soit en un seul mois, de + 16 à + 1. Dans le baromètre *Figaro-Magazine-Sofres*, qui mesure la confiance en M. Mitterrand, la baisse a été moins immédiate, mais progressive : l'écart positif de confiance est passé de + 30 en juin à + 3 à la fin de l'année.

— **Un niveau très bas de popularité** : Dans l'histoire de l'opinion publique sous la V[e] République, le pourcentage actuel de satisfaits de M. Mitterrand frôle le score le plus bas jamais enregistré. Seul M. Giscard d'Estaing avait fait plus mal, dans les mois précédant sa défaite, avec 35 %. Le général de Gaulle et Georges Pompidou s'étaient presque constamment situés au-dessus des 50 %. Mais M. Carter, lui, est descendu à 25 % et les autres mesures de popularité, moins directement liées aux résultats obtenus, sont nettement plus favorables à M. Mitterrand (cf. courbe).

— **Le discrédit sur la capacité à exercer la fonction présidentielle** : On a souvent souligné l'aisance avec laquelle M. Mitterrand avait revêtu les habits présidentiels. La très grande majorité des Français juge d'ailleurs qu'il exerce bien sa charge. Selon l'indicateur BVA-Paris-Match, 53 % des Français ont une « bonne opinion » de lui *comme président de la République*. Et, dans trois domaines essentiels, la confiance demeure majoritaire : le fonctionnement *des institutions, la politique étrangère* et la défense des libertés.

— **L'attitude des électeurs de M. Mitterrand** : Aux États-Unis, la cote de Jimmy Carter s'était aussi effondrée parmi ses électeurs démocrates. Rien de tel en France, où M. Mitterrand conserve la confiance de la grande majorité de ceux qui l'ont élu : 78 % des communistes et 85 % des socialistes. Il reste que l'Élysée ne peut ignorer que, ces derniers mois, la baisse de popularité a été plus accentuée parmi les *jeunes électeurs et les salariés* modestes ou moyens, c'est-à-dire dans la base traditionnelle de la gauche.



Pas de « cartérisation », donc, *mais une forte* baisse de popularité, qui s'explique par la position actuelle de M. Mitterrand dans le jeu politique et le mécontentement d'une fraction de l'électorat de gauche.

A la différence de ses prédécesseurs, qui disposaient d'un soutien assez large dans l'opinion publique, M. Mitterrand s'appuie sur son seul électorat présidentiel, dans une France qui, plus que jamais, est partagée en deux camps hostiles. Aux yeux de l'opinion, il est, avant tout, le chef suprême de la majorité de gauche plutôt qu'un président au-dessus des partis. Aussi ne recueille-t-il que des pourcentages dérisoires dans l'électorat de droite : seuls 14 % des U.D.F. et 8 % des R.P.R. déclarent lui faire confiance ! La différence est sensible avec M. Giscard d'Estaing, qui, jusqu'aux derniers mois de *son mandat*, a *bénéficié* de la confiance du tiers environ de l'électorat socialiste. Sur le critère essentiel de l'unité des Français, *un sondage récent a montré que* 47 % des interviewés portaient un jugement négatif sur le bilan de M. Mitterrand, 25 % seulement un jugement positif.

S'appuyant sur les électeurs de gauche, M. Mitterrand voit, en outre, une partie d'entre eux mécontents de la politique menée. Là aussi, l'analyse détaillée des sondages est éloquente : le quart environ des électeurs socialistes ou communistes désapprouvent certaines mesures économiques. La majorité des électeurs de gauche ignorent les succès, pourtant réels, obtenus par M. Pierre Mauroy dans la lutte contre le chômage et l'inflation. Le tiers des électeurs de M. Mitterrand, le 10 mai 1981, se déclarent déçus. Ils représentent cinq millions de Français ! Le peuple de gauche est impatient et exigeant, mais il est vrai qu'il lui avait été beaucoup promis.

Depuis quelques mois, par touches successives, M. Mitterrand cherche à modifier son image. La disparition des références au mot « socialisme », l'hymne aux entreprises, les contacts avec des dirigeants de l'opposition, le pardon aux généraux de l'O.A.S. et le conflit sur ce point avec des dirigeants du P.S., autant d'éléments qui doivent en faire un président au-dessus de la mêlée.

Mais l'opinion est lente à percevoir ces changements et, dans ce processus, les élections municipales arrivent trop tôt.

JÉROME JAFFRÉ,
maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Le Conseil constitutionnel déclare non conforme l'une des dispositions de la réforme de l'ENA.

Saisi le 20 décembre par plus de soixante sénateurs de l'opposition, le Conseil constitutionnel a déclaré, vendredi 14 janvier, non conforme à la Constitution, l'une des dispositions de la loi relative au statut général des fonctionnaires, ouvrant une troisième filière d'accès à l'Ecole nationale d'administration.

Contrairement à ce que soutenaient les auteurs de la saisine, le Conseil estime que la loi ne méconnaît pas le principe d'égalité d'accès de tous les citoyens aux emplois publics, consacré par l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. En revanche, le Conseil a retenu l'argument soulevé d'inégalité du traitement dans le déroulement de la carrière des fonctionnaires, tel qu'il résulterait de la disposition suivante : « *Le classement dans le corps a lieu à un grade et à un échelon déterminés en fonction de l'avancement moyen dans ce corps, en prenant en compte une fraction de la durée des fonctions* » considérées.

D'autre part, saisi d'un double recours (l'un émanant des députés, l'autre des sénateurs de l'opposition), le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution la loi portant diverses mesures relatives à la Sécurité sociale et notamment l'institution, au profit de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, de deux contributions, dont l'une est assise sur les frais de prospection et d'information afférents à l'exploitation en France des spécialités pharmaceutiques remboursables, et dont l'autre est assise sur la consommation de tabacs manufacturés et de boissons d'une teneur en alcool supérieure à 25 degrés.

La préparation des élections municipales

PARIS : les socialistes dénoncent le « système Chirac »

M. Paul Quilès, candidat d'union de la gauche à Paris, va publier la semaine prochaine une lettre aux personnes âgées ainsi qu'un « journal de campagne » de quatre pages, dont deux seront réservées aux têtes de liste de chaque arrondissement. De plus, un système de répondeur téléphonique a été installé. On peut entendre « *Paul Quilès en direct* » au numéro 322-44-66. La fédération socialiste de Paris a publié un projet politique municipal qui constitue une contribution au programme de M. Quilès. Ce dernier développera son propre programme au fil de la campagne.

Le projet socialiste pour Paris, en vingt pages, établit tout d'abord la critique du bilan de la municipalité sortante et dénonce le « *système Chirac* ». Il est écrit dans ce texte : « *L'autosatisfaction de Jacques Chirac, qui s'étale en permanence sur les murs de Paris, témoigne mieux de son ambition que de son action. Après six ans, Paris est-elle une ville plus belle, plus heureuse, plus vivante, plus épanouie ? Tous ceux qui y vivent savent bien que ce n'est pas vrai.* » Le texte dénonce « *la fausse rigueur* » et la « *poudre aux yeux* » de M. Chirac. Il cite plusieurs propositions du programme du maire de Paris en 1977 et estime que ces promesses n'ont pas été tenues. La deuxième partie du document établi par les socialistes parisiens définit leur programme proprement dit. Les trois objectifs d'une municipalité de gauche seront : « *Le développement de la responsabilité des Parisiens, l'accentuation de la solidarité entre les catégories sociales par la réduction des inégalités et la transformation de Paris en un ensemble plus humain favorisant une nouvelle urbanité.* » Ce manifeste énumère les mesures prises par le gouvernement depuis juin 1981 pour les opposer aux reproches que M. Chirac adresse à la gauche. Après avoir cité la sécurité basée sur la dissuasion, la prévention et le rapprochement de la police de la population, ainsi que le renforcement des moyens matériels, le document indique que le logement a bénéficié en 1982 d'une augmentation de 24 % des prêts locatifs aidés par l'Etat. Il note que seule « *la mauvaise volonté du maire* » empêche la ville de bénéficier des « *contrats-crèches* » créés par l'Etat.

Les propositions du P.S. sont réparties en treize chapitres qui couvrent l'ensemble de l'activité de la municipalité. L'urbanisme, qui doit être une tâche prioritaire, assurera à tous les Parisiens « *le droit au logement en inversant totalement la tendance actuelle* », en faisant disparaître les îlots de pauvreté, en pratiquant une politique plus active de préemption, en relançant le logement social et en créant un « *observatoire du marché immobilier* ». L'office d'H.L.M. de Paris et la Régie immobilière seront décentralisés par arrondissement et des associations de locataires y seront représentées. A propos de l'activité économique, un effort important sera fait en faveur de la réindustrialisation. Une « *véritable priorité* » sera accordée aux transports collectifs. Les tarifs de stationnement dans les rues pour les voitures seront adaptés au quartier et l'utilisation des parkings aux portes de Paris sera encouragée. La sécurité sera essentiellement axée sur une meilleure prévention et une police plus proche des Parisiens.

A propos de l'environnement, le projet note : « *Il faut que les Parisiens puissent retrouver leur fleuve et que la vie de la ville descende vers ses berges.* » Il évoque l'épuration de la Seine avec le ministère de l'environnement. Il cite également la couverture du périphérique et l'isolation phonique des immeubles riverains ainsi que le contrôle renforcé du bruit des engins à moteur, tels que les motos et les engins de chantiers. Il précise que l'effort de propreté entrepris dans les rues de Paris sera poursuivi.

Il préconise un renforcement des dispositions pour l'accueil des enfants (avec la création de terrains d'aventures), pour les personnes âgées (service de soins d'infirmiers, d'aides-ménagères et création de « *petites sections de cures médicales* »). Les immigrés qui, selon le projet socialiste, sont totalement ignorés par les services de la Ville, bénéficieront d'une politique adaptée pour le logement, pour l'insertion dans les quartiers et pour les relations interculturelles. Les socialistes envisagent la création d'équipements sportifs nouveaux, notamment dans les zones nouvelles ainsi que dans les bois de Vincennes et de Boulogne. En ce qui concerne la vie démocratique, « *chaque Parisien aura un droit à l'information sur toute la vie municipale, et chaque année sera publié par les maires un état des réalisations de ce programme* ». Un débat public sera envisagé pour toutes les opérations d'aménagement dans les arrondissements. Dans chaque quartier sera créé un atelier d'urbanisme, un centre inter-associatif et des salles municipales. La population participera à la gestion des équipements collectifs.

Enfin, au point de vue financier, le projet estime qu'il faut rendre la fiscalité plus juste en adaptant la taxe d'habitation aux revenus des familles et, en réduisant les excédents des deniers publics inutilisés, *qui se sont élevés en 1982* à 600 millions. La charge de la dette de la Ville de Paris, qui est aujourd'hui de 7,5 % des dépenses totales, constitue un niveau faible qui pourra être augmenté « *raisonnablement* ».

Ainsi, par ce document, la fédération socialiste a voulu répondre point par point au bilan établi par la municipalité sortante (*le Monde* du 11 janvier).

ANDRÉ PASSERON.

LYON : l'U.D.F. mobilisée en faveur de M. Francisque Collomb

De notre correspondant régional

Lyon. — MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, François Léotard, secrétaire général du P.R., Didier Bariani, président du parti radical et deux anciens ministres, MM. Jacques Barrot (C.D.S.) et Michel Durafour (radical) sont *venus apporter vendredi 14 janvier* leur « *total soutien* » à Francisque Collomb, sénateur non inscrit, maire sortant engagé dans une primaire difficile face à M. Michel Noir, député R.P.R. du Rhône. Ce renfort arrive à point nommé pour une équipe ébranlée par plusieurs coups du sort politique : défections locales au sein de l'U.D.F. (après le soutien du député U.D.F. M. Hamel à M. Noir, c'est M. Paul Feuga (P.R.), adjoint sortant du sixième arrondissement, qui, mécontent d'un changement de secteur souhaité par le maire, a préféré rejoindre l'équipe chiraquienne) ; persistante neutralité de M. Raymond Barre, décevant les proches du maire qui attendent depuis longtemps une prise de position en leur faveur de l'ancien premier ministre ; enfin, l'affaire Miriot (*le Monde* du 14 janvier) qui a conduit le maire à modifier *in extremis* le choix de ses candidats têtes de liste en écartant son adjoint mis en cause par le personnel de la société anonyme de construction de la ville de Lyon (S.A.C.V.L.).

A cette mise à l'écart s'ajoute celle de M. Alain Chaboud (C.D.S.), également adjoint sortant, chargé de l'urbanisme et cible de nombreuses rumeurs relatives à son activité d'élu.

Les têtes de liste (1) présentées par M. Francisque Collomb affirment la prééminence des « politiques » qui dirigent les listes dans huit arrondissements sur neuf, le maire sortant restant pour sa part *fidèle au sixième arrondissement*. Le C.D.S. compte six chefs de file, le P.R. et les radicaux sont réduits à la portion congrue : un chacun.

CLAUDE RÉGENT.

(1) Les têtes de liste de « Lyon d'abord » sont : MM. Pierre Vallon (C.D.S.), sénateur, pour le premier arrondissement ; Camille Georges (C.D.S.), pour le deuxième ; M[me] Simone André (P.R.), pour le troisième ; Colette Moreau (C.D.S.), pour le quatrième ; Bernadette Isaac Sibile (C.D.S.), pour le cinquième ; MM. Francisque Collomb, non-inscrit, sénateur, maire sortant, pour le sixième ; Roland Fulchiron (C.D.S.), pour le septième ; Robert Batailly (parti radical), pour le huitième, et Roger Fenech (C.D.S.), vice-président du conseil général du Rhône.

Erratum

Rassurer ou inquiéter ?

Dans nos premières éditions du samedi 15 janvier, l'omission de quelques lignes et de plusieurs paragraphes a rendu en partie incompréhensible l'article consacré, sous le titre « Rassurer ou inquiéter ? », à l'ajournement de la réduction des taux d'intérêt de l'épargne.

Le texte aurait dû se présenter ainsi : « *La pression du parti socialiste, celle de ses élus, qui ont pris le pouls de leurs électeurs, a été telle que la décision prise par M. Jacques Delors, a été reportée — avec une soudaineté et une brutalité surprenantes — par le premier ministre. Dès le 5 janvier — des indiscrétions de presse avaient permis de connaître plusieurs jours auparavant le projet du ministre de l'économie et des finances — les dirigeants socialistes proches de M. Mitterrand, réunis à déjeuner par le président de la République, lui avaient fait part de leur désapprobation.*

M. Mitterrand, pas plus que ses amis socialistes, n'était au courant du projet de M. Delors, aussitôt considéré comme un faux-pas. Le lendemain, le ministre de l'économie et des finances a pourtant confirmé officiellement ses intentions devant une assemblée patronale le 6 janvier au Forum de l'Expansion.

L'initiative de M. Delors a été jugée, au parti socialiste, à la présidence de la République et dans l'entourage du premier ministre, comme politiquement inopportune dans la mesure où elle touche des catégories d'épargnants soumis à la rigueur du blocage des salaires. Et cela à sept semaines du premier tour des élections municipales. »

Santé

Les médecins conventionnés ont un mois pour choisir la liberté des honoraires

Les quelque quatre-vint mille médecins libéraux conventionnés vont avoir le choix, à partir du 17 janvier jusqu'au 16 février, entre le premier secteur (I) à honoraires fixes et le second (II) à honoraires libres. C'est ce qu'a confirmé la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés le 13 janvier.

Depuis la signature de la convention médecins-sécurité sociale en juin 1980, c'est la deuxième fois que les médecins ont à se prononcer sur cette option. Mais ce sera aussi la dernière, en principe, d'ici à l'expiration de la convention en juin 1985.

Les conditions dans lesquelles ce choix se présente ne sont pas des plus claires, faute d'information suffisante. Quel sera le degré de liberté des honoraires dit « libres » du secteur II ? Le gouvernement a proposé aux organisations représentant la profession des « accords de régulation » de prix à caractère réglementaire. La négociation est en cours. Le gouvernement a autorisé les praticiens déjà adhérents à maintenir en valeur absolue l'écart existant jusqu'à présent entre le tarif conventionnel fixe et celui qu'ils pratiquent en « libre ». Selon les statistiques de la Sécurité sociale, les honoraires libres dépasseraient les honoraires fixes de + 22 % en moyenne. Selon les prévisions pour 1983, le prix des « services » ne devrait pas augmenter de plus de 7 % en moyenne, pour maintenir l'inflation à un rythme raisonnable.

Tout aussi incertain reste le montant des cotisations d'assurance-maladie que les médecins du secteur II auront à payer. Jusqu'à présent, ils paient la totalité de ces cotisations, contrairement à leurs collègues du secteur I, qui, eux, bénéficient d'une participation financière des caisses. La solution envisagée lors du bilan conventionnel dressé par les parties intéressées il y a environ un mois est suspendue à une modification de la loi existante. Les médecins du « II » auraient la possibilité d'adhérer à la Caisse nationale d'assurance-maladie des commerçants, artisans et professions libérales (Canam) — soit pour eux une économie de 35 % sur leurs cotisations (voir *le Monde* daté 19-20 décembre). M. Bérégovoy fera connaître sans doute le 17 sa position sur la question.

Dans ces conditions, les médecins libéraux vont-ils opter massivement pour le secteur II ? Jusqu'à présent, ils n'étaient que 7,7 % à l'avoir fait. — *D. R.*

Justice

Les frères Schlumpf connaîtront leur sort dans deux mois

De notre envoyé spécial

Mulhouse. — Le tribunal de grande instance de Mulhouse rendra le 25 mars son jugement dans l'affaire Schlumpf, mais ce délai ne sera pas excessif pour motiver une décision qui, si elle est rendue par défaut contre les deux principaux prévenus, MM. Fritz et Hans Schlumpf, sera contradictoire pour les cinq autres personnes en cause poursuivies pour complicité d'abus de biens sociaux et dont les avocats, invoquant des moyens juridiques divers, vont plaider la relaxe.

M. Jacques Kohn, procureur de la République, n'a pas semblé toujours fortement convaincu lui-même, le 14 janvier, de la culpabilité de tous ces comparses contre lesquels il n'a proposé aucune peine, laissant aux juges le soin de les apprécier. Il a même admis, pour ce qui concerne M. Emile Van de Putte, l'industriel du Nord ami de Fritz Schlumpf, qu'il pouvait avoir été de bonne foi. En revanche, il s'est montré sans faiblesse envers M. Fritz Schlumpf, contre lequel il a requis le maximum de la peine prévue (cinq ans d'emprisonnement), en regrettant que la loi ne soit pas plus sévère, et quatre ans de la même peine contre Hans, dont il a admis qu'il n'avait pas la même envergure que son cadet.

Pour le tribunal, deux questions d'un ordre très différent vont se poser. L'une concerne M. Perring, le premier des commissaires aux comptes du groupe, qui, pour n'avoir pas accompli les diligences commandées par sa fonction, n'a évidemment rien su de la situation réelle et des abus de biens commis, ce qui, du même coup, l'amenait à soutenir qu'il ne pouvait dénoncer au parquet quelque chose qu'il ignorait.

La jurisprudence sur le sujet reste contradictoire. L'autre question, plus importante encore, vise les demandes des parties civiles, qui réclament pour trente et un anciens salariés aujourd'hui sans emploi à la fois le paiement de cinq années de salaire perdu et aussi la compensation des sommes que les abus de biens sociaux commis ont empêché de leur attribuer au titre de la loi sur la participation. Sur ce dernier chapitre, le tribunal de Mulhouse est invité à une première, la question n'ayant jamais été encore posée, semble-t-il, dans un débat judiciaire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Environnement

E.D.F. condamnée à une amende pour avoir pollué une rivière

Le tribunal d'instance de Montbrison (Loire) vient de condamner E.D.F. à 5 000 F d'amende et 105 000 F de dommages et intérêts, pour avoir pollué le Lignon lors d'opérations de vidange. En libérant quelque 23 000 mètres cubes d'eau retenus dans son barrage de la Beaune, en septembre 1982, E.D.F. avait, en effet, déversé des tonnes de boue et de vase dans un secteur du Lignon qui venait d'être nettoyé et réempoissonné.

Selon les sociétés de pêche, vingt-trois espèces de poissons auraient été exterminées sur un parcours de 2 kilomètres.

C'est la première fois que, dans une affaire impliquant un barrage hydro électrique, un tribunal reconnaît la responsabilité pénale d'E.D.F. et condamne son directeur local à une amende.

La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature et le Club des pêcheurs sportifs Forez-Velay se voient attribuer chacun une somme de 50 000 F, et la Fédération française de protection de la nature reçoit 5 000 F en dédommagement. E.D.F. a fait appel de ce jugement devant la cour d'appel de Lyon.

● *A Reims, la C.G.T. décide de « prendre le contrôle » du quotidien « l'Union ».* — Les syndicats C.G.T. du quotidien régional *l'Union*, édité à Reims (cent quarante mille exemplaires, six cent quarante salariés), ont décidé, vendredi 14 janvier, de *« prendre le contrôle du journal »* et de s'opposer à la nomination d'un administrateur provisoire.

Dans un communiqué, les syndiqués de la C.G.T. estiment que leur action est *« la seule solution pour assurer la survie du journal et conserver le maximum des emplois existants »*.

La Nouvelle-Calédonie en alerte

« Si le sang coule, on sera deux »

De notre envoyé spécial

Nouméa. — L'inscription a été tracée en grosses lettres noires sous une publicité pour Algéria, produit nord-africain : *« Si le sang coule, on sera deux. »* Réponse anonyme à une phrase précédente attribuée au front indépendantiste qui a fait florès chez les « Caldoches », comme on appelle les habitants de souche européenne : *« A l'indépendance, le sang coulera. »* Une réplique d'autant plus significative de par son voisinage avec l'Algérie, mais aussi parce que, depuis le 10 janvier — après l'assassinat, en septembre 1981, du secrétaire général du principal parti indépendantiste, Pierre Declercq, originaire d'Halluin (Nord), — le sang européen a encore coulé. A l'occasion du meurtre de deux gendarmes mobiles, ces pieds-noirs locaux que sont les « Caldoches » ont voulu montrer qu'il fallait compter avec eux sur ce bout lointain de terre française en proie à la fièvre de l'indépendance.

Le R.P.C.R. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, mouvement proche du R.P.R.) avait donc convié la population à se rendre au monument aux morts, vendredi 14 janvier, pour rendre hommage à la mémoire des deux victimes. Une manifestation non dénuée d'arrière-pensée politique à deux mois des élections municipales, d'autant que le même jour était publié dans le seul quotidien, *les Nouvelles calédoniennes* », un appel à l'*« union sacrée »* lancé par le maire de Nouméa, M. Roger Laroque (R.P.C.R.). Celui-ci, lors de ce rassemblement *« solennel et silencieux pour les soldats qui sont morts au service de la République »*, a demandé à chacun, au milieu des applaudissements, de se *« tenir prêt pour tout appel, toujours dans le même but »*.

Quel but ? Celui de manifester son attachement à la France face aux menées indépendantistes. Le sens de cet hommage était clair, comme en témoignaient des petits drapeaux tricolores plantés dans la marée de gerbes de fleurs ou tenus à la main par les participants. C'est vrai que tout cela avait un parfum déjà flairé sur l'esplanade d'Alger devant l'immeuble du gouverneur. Rien n'y manquait : les anciens parachutistes avec leurs bérets rouges, les quelques Mélanésiens avec leurs décorations, la sonnerie aux morts et ces deux calicots : *« Tous unis contre la déstabilisation ! »* et *« Déstabilisation = assassinat ! »*

Il n'y eut aucun incident, si ce n'est la prise à partie d'un journaliste de Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) qui avait le tort de porter une ceinture rouge, et de sa voisine, une journaliste australienne, Helen Fraser, dont les écrits avaient été jugés trop défavorables à la présence française en Nouvelle-Calédonie. Tous deux ont trouvé refuge au commissariat tout proche, alors que les coups commençaient à pleuvoir. L'incident avait réveillé les passions. Un Calédonien a crié, devant les caméras de la télévision, que son pays, c'est la Nouvelle-Calédonie, qu'il y est né, qu'il veut y rester et y mourir. Un ancien gendarme en retraite s'est insurgé contre les relents politiques de ce rassemblement : *« C'est une honte ! On prend prétexte de tout pour faire de la politique ! Si on avait fait le nécessaire pour les Canaques, on n'en serait pas là, et il n'y aurait pas d'indépendantisme. On les a parqués dans des réserves. Il faut leur donner de quoi vivre. »* Une « fausse » note, très dissonante dans ce concert favorable à l'attachement de la Nouvelle-Calédonie à la France.

M. Emmanuelli insulté

Le drame de Koindé a incontestablement contribué à creuser davantage le fossé séparant les Mélanésiens des Européens. La cassure est maintenant nette comme en témoigne l'inquiétude. On pourrait qualifier cela de syndrome rhodésien, bien que, ici, la communauté blanche soit majoritaire, sans parler des autres ethnies : wallisienne, tahitienne, indochinoise, polynésienne. Il faut toutefois se méfier des pseudo-similitudes de l'histoire. Le désarroi est en tout cas profond et dénote bien des appréhensions face à une situation qui, manifestement, s'est radicalisée. Les Calédoniens sont sur le qui-vive et n'entendent pas faire les frais de cette volonté d'indépendance qui se précise de plus en plus et qu'ils rejettent de toutes leurs forces. Il s'agit bien du dernier basculement de l'épopée coloniale de ce Far-West du Pacifique.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a été traîné dans la boue, conspué, insulté, pour avoir qualifié d'*« incident »* ce qui s'est passé à Koindé. *« Il a tenu des propos cyniques, mal intentionnés et coupables. Il est méprisable et méprisé. Il est lamentable et dangereux »*, clame le maire de Farino, M. Henri Mariotti. Cet élu, qui était prêt à lever des milices d'autodéfense pour s'opposer au mouvement indépendantiste *« canaque, raciste et socialiste »*, illustre à merveille l'engrenage redouté. *« J'ai cinquante-quatre ans,* dit-il. *J'ai travaillé dur pendant trente-sept ans. Nous sommes là depuis trois générations. Je n'ai jamais tiré sur un Canaque et je ne veux pas d'une indépendance dans le sang. Je suis honnête, un bon Français et un bon Calédonien. Dites bien que nous sommes français et que nous voulons rester français. Je ne suis pas un écorché comme on le dit, mais un homme en colère. L'indépendance serait une mauvaise chose pour la Calédonie. C'est impensable ! C'est la plus mauvaise des solutions. Les Européens ont des droits et nous n'entendons pas nous laisser déposséder. Avec la réforme foncière, j'ai vendu au territoire 700 hectares. Aujourd'hui, ils sont en friche. Les Canaques n'en ont rien fait. Ces gens frustes et simples qui, en cent ans, sont passés de l'âge de pierre à l'ère atomique, ils ne veulent pas travailler et passent leur temps à boire. La vente d'alcool est d'ailleurs interdite pendant le week-end ici. Des inégalités, il y en a dans le monde entier, mais il y a ceux qui travaillent et ceux qui ne veulent rien foutre. On en a ras le bol, qu'on nous foute la paix ! »*

« Nous sommes plus forts que les Mélanésiens »

Son fils le coupe et surenchérit : *« On parle d'inégalité. Mais il faut voir les voitures qu'ils ont : une 504 toutes options ! Elle était magnifique, aujourd'hui elle est réduite à l'état d'épave. »* Cette harangue de propriétaire-éleveur excédé, M. Marietti n'est pas le seul à la lancer. Nombreux sont ceux qui pensent comme lui et le disent avec des nuances, certes, mais ne le cachent pas. Le broussard n'entend pas être dépossédé du fruit de son travail, même si les terres qu'il exploite ont été arrachées au Mélanésiens depuis le 24 septembre 1853, date de la prise de possession par la France de cette terre grande comme la Belgique. Une spoliation qui est officiellement reconnue et pas seulement par M. Jacques Roynette, le nouveau haut commissaire de la République dans le territoire. Le discours raciste tenu à l'encontre des Mélanésiens est souvent monnaie courante. Raciste ? *« On l'est tous un petit peu »*, reconnaît M. Laroque, tandis que M. Jacques Lafleur, député R.P.R. de la deuxième circonscription, celle de Nouméa, dite circonscription « blanche », parle de la *« majorité des Mélanésiens qui ne veulent pas travailler »*.

Ces deux figures de l'affairisme dénoncées par les indépendantistes ont amassé une fortune importante. *« Je suis fatalement un exploiteur, un sale type qui use les Mélanésiens et oppresse les gens »*, raconte avec un demi-sourire M. Lafleur. *« Des légendes courent sur moi. Je suis assez riche, c'est vrai, mais cela n'a rien à voir avec ce qu'on me prête. Je ne suis pas immensément riche. Il y a des ouvriers et des gens du pays qui votent pour moi. Les gens me connaissent, je fais partie de leur patrimoine. Ils ne m'appellent pas par mon nom mais par mon prénom, Jacques. »*

M. Laroque, ancien P.-D.G. des établissements Ballande, symbole de cette économie de comptoirs regrettée par l'actuel haut commissaire — d'autant que les profits sont rarement réinvestis sur place, — descendant d'une des plus vieilles familles coloniales, s'insurge contre le gouvernement socialiste *« défenseur d'un système féodal où les chefs de tribu sont héréditaires et ont un pouvoir absolu. Les grands chefs,* dit-il, *sont presque tous des ivrognes invétérés »*. Partisan d'une départementalisation de la Nouvelle-Calédonie, favorable à une consultation électorale avant tout changement de statut, sachant que pour l'instant la majorité est de son côté, ce représentant d'un établissement menacé ne craint pas de dire : *« Si la France décide de l'indépendance nous sommes prêts à aller à la bataille en souhaitant que cela n'arrive jamais. Nous sommes plus forts que les Mélanésiens. »*

Qu'ils soient descendants de communards exilés, d'aventuriers en quête d'un nouvel Eldorado, de bagnards ou de Kabyles révoltés, ils ont tous le sentiment qu'une autre injustice se prépare au fur et à mesure que se profile le « spectre » de l'indépendance. Ils craignent que la France socialiste ne les trahisse et ils forment les rangs pour constituer le front du refus. Ils étaient venus nombreux, samedi matin, à la cathédrale de Nouméa, trop petite pour les contenir tous, saluer la mémoire de Jacques Morice et Eric Garladon, morts pour que force reste à la loi de la métropole.

« Tous les mêmes »

Premières victimes qui annoncent des lendemains mouvementés. D'abord parce que le nickel, principale ressource, ne se vend plus et que l'on compte près de vingt mille chômeurs, le plus souvent canaques, sur cinquante mille personnes actives dans une population de cent quarante mille habitants. Ensuite, parce que le courant indépendantiste sera tôt ou tard majoritaire en raison de l'évolution démographique et parce que les événements de Koindé le renforcent. Le Mélanésien a de plus en plus conscience qu'il est un étranger chez lui. Il rejette la responsabilité des deux morts sur le haut commissariat. Des inscriptions ont fleuri sur les murs de Nouméa : *« Roynette : deux morts »* et *« Barbou, assassin ! »*

Le 6 janvier, des incidents sérieux se sont produits également à Touho, sur la côte est, après que la gendarmerie eût été obligée d'intervenir dans une querelle d'ivrognes. Quelques instants plus tard, la foule s'attaquait au local des forces de l'ordre, causant des dégâts sérieux. Un signe qui ne trompe personne, indiquant que la souveraineté française est de plus en plus contestée sur l'île. Pour M. Eloi Machoro, conseiller territorial et successeur de Pierre Declercq au secrétariat général de l'Union calédonienne (U.C.), le pouvoir socialiste a été une déception. *« Les portes qui ont été ouvertes par M. Christian Nucci, l'ancien haut commissaire, vont se refermer après l'affaire de Koindé. Toute l'injustice qui a été faite aux tribus de Koindé et de Ouipoin, c'est donc légal »*, dit-il. *« Il y a des lois pour protéger des forestiers, il n'y a pas de texte pour protéger les Canaques de la pollution. Cette légalité là n'est-elle pas coloniale ? »*

M. Machoro sort alors le texte de deux plaintes déposées par les chefs des tribus, le 2 avril 1980 et le 23 novembre 1982, pour réclamer des dédommagements : *« Pourquoi n'ont-elles jamais été suivies d'effet ? On ne se laissera plus faire. C'est sûr et certain que les violences vont recommencer. On nous a rebattu les oreilles avec la réparation des injustices. On a beaucoup cru au gouvernement socialiste. Maintenant c'est fini ! Les hommes qui viennent de la métropole sont tous les mêmes. Dans les cas concrets ils continuent à prendre fait et cause pour le bon Français, pour respecter la légalité, l'ordre républicain, comme on dit. Tout ça, c'est des mots qui couvrent l'injustice. En qui va-t-on croire ? On ne peut plus croire qu'en nous-mêmes. Nous allons nous organiser pour avoir ce que nous voulons, c'est-à-dire d'abord réparer les injustices et ensuite pouvoir décider de ce que nous devons faire dans notre pays. Nous aurons l'indépendance avant ou après la date fixée de 1984. Ça dépend de la capacité de ceux qui sont en face de s'opposer à notre pression. Il faudra qu'ils s'alignent. Nous allons gagner.*

— De quel type de pressions allez-vous user ?

— *Je ne peux pas vous dire, c'est un secret.* M. Machoro rit.

— Que signifie la déstabilisation dont vous avez parlé lors de votre dernier congrès ?

M. Jean-Marie Tjibaou, vice-président de l'U.C. et vice-président du conseil de gouvernement, répond : *« Déstabiliser le pouvoir colonial, c'est d'abord occuper les terres, puis les institutions, et ça avance. Notre combat ne passe pas par l'apologie du meurtre. L'indépendance est un combat pour la dignité et pour la vie. Pour que la nation canaque soit grande il faut qu'elle soit bâtie sans haine. On n'a jamais parlé d'élimination physique. Chez nous, on n'a pas cette impudeur d'utiliser les chambres mortuaires pour faire des déclarations. »*

M. Tjibaou parle posément, calmement. Il raconte comment sa grand-mère a été tuée, en 1917, alors qu'elle s'enfuyait devant les soldats, emportant celui qui allait devenir son père sur les épaules. Ce dernier avait six ans. *« Notre peuple n'a jamais baissé les bras. Notre histoire est celle de l'impérialisme français ici pour prendre de plus en plus possession du patrimoine et nier le fait qu'il y ait un peuple indigène. »* Ce disant, M. Tjibaou mime les rapaces en râclant la table avec ses ongles.

Les choses sont donc on ne peut plus claires. Les Canaques veulent les leviers de commande. Pour eux, le statut d'autonomie interne qui se prépare ne doit être qu'un pas vers l'indépendance. Ils ne veulent plus que ce pays soit appelé *« la France du Pacifique »*. L'exemple, pour eux, c'est les Nouvelles-Hébrides rebaptisées Vanuatu, les îles Fidji, Salomon, qui sont maîtres de leur destin, même si l'indépendance *« n'est que l'interdépendance »*, comme le reconnaît M. Tjibaou. *« Après tout, nous sommes deux millions de Mélanésiens, et ici la légitimité doit être celle du peuple canaque. En France, il n'y a qu'une légitimité. »*

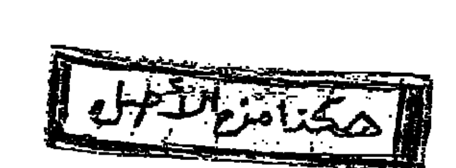
« Savoir lire l'histoire »

Que va devenir la communauté blanche ? Car, comme le souligne M. Jean Lèques, président de l'Assemblée territoriale : *« Nous ne contestons pas le fait mélanésien mais il ne faut pas rayer le fait européen. »* Ils sont près de soixante mille Européens installés, pour la presque totalité, dans la région de Nouméa. *« Notre indépendance n'est pas contre la France,* précise M. Machoro. *On n'est antipersonne. Ceux qui veulent que ce pays soit leur pays, ils le peuvent, mais pas pour expédier leur argent ailleurs, pour mettre en valeur notre territoire. »* Que feront donc ceux qui refusent obstinément le passeport canaque et jurent qu'ils ne présenteront que les papiers d'avant ? L'affrontement est-il évitable dans ce pays où sont recensées près de vingt-cinq mille armes et où *« des agents de la subversion internationale sont à l'œuvre »*, comme l'affirme M. Lionel Cherrier, sénateur et membre du de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.).

Cet ingénieur, qui se déclare *« Calédonien avant d'être Français »*, pense que *« l'avenir de ce pays est lié à notre capacité à s'entendre. Il faut,* dit-il, *des gens de bonne volonté pour voir l'avenir avec les Mélanésiens et non pas contre eux. Le Mélanésien ne doit pas se sentir un étranger chez lui. »* Un idéaliste qui ne tient pas compte de la montée des antagonismes ? Peut-être. Là est toute la question. La France aura à jouer un rôle délicat d'arbitre. *« C'est au gouvernement,* indique M. Tjibaou, *de savoir lire l'histoire et l'évolution des consciences pour prendre une décision et définir des perspectives claires. Je doute que la tension diminue. Il y a une prise de conscience de plus en plus grande pour l'indépendance. Personne ne peut nier ce phénomène. »*

M. Jacques Roynette ne le nie pas, bien au contraire. Pour lui, la départementalisation est une époque révolue. Le drame de Koindé devrait permettre de progresser sérieusement dans la reconnaissance de la souveraineté canaque. Il n'est pas question de procéder à un référendum *« qui est une vue de l'esprit et ne résoudrait rien »*. Mais, précise M. Roynette, *« le gouvernement est par nature favorable aux revendications tendant à l'émancipation interne »*. Comment se fera-t-elle ? La marge de manœuvre du pouvoir est étroite pour rompre définitivement et de manière graduée avec le fait colonial. Les risques d'un nouveau drame semblable à celui qui s'est produit en Algérie sont évidents. Les éviter ne sera pas facile. Le pouvoir le saura-t-il ?

MICHEL BOLE-RICHARD.



Corte, ville partagée

Voyage au centre de la Corse

De notre envoyé spécial

Corte. — Aux malheurs de leur ville, les Cortenais eux-mêmes donnent volontiers deux explications. La première est historique : leur cité plie sous le poids du passé, en particulier du symbole de la brève république corse qui, au dix-huitième siècle, avait fait de sa citadelle des brumes la place forte de ses révoltes contre Gênes.

Balivernes d'érudit, répliquent les partisans de la seconde explication, géographique celle-là. Cette ville n'est pas le cœur de la Corse, mais tout bêtement son *centre*, *et, comme toutes les cités* montagnardes de l'île, elle souffre loin de la côte.

Ce bourg de six mille habitants, agrippé à la pente entre deux escarpements, n'aurait pour vocation que de servir les commodités du littoral. Une simple halte pour le voyageur ayant entrepris la traversée de l'île en diagonale. Un rendez-vous à mi-distance que se sont donné une fois pour toutes Bastia et Ajaccio. Très accessoirement, Corte serait aussi un marché pour les éleveurs et les artisans de la montagne.

A trop servir aux autres de frontière, la ville éprouve des difficultés à vivre pour elle-même. Parce que les autonomistes, *autour des années 70, avaient* voulu voir en elle le berceau retrouvé de l'identité corse, elle avait accepté l'université, et depuis le jour de l'inauguration le gros village se trouve déséquilibré par ce corps étranger. Les quatre cents étudiants, même autonomistes, s'ennuient au Rex, leur café favori, et les appartements se louent plus cher qu'à Bastia... Parce que les promoteurs de la côte sont avides d'opulence, Corte doit aussi se contenter des miettes.

Historique ? Géographique ? Qu'importe après tout la cause du mal. Les Cortenais eux-mêmes préfèrent dire : *« Notre malheur est mystérieux. » « Nous sommes abandonnés »*, explique simplement M. Michel Pierrucci, maire giscardien indépendant depuis 1962. Un autre : *« Corte est victime d'une malédiction, mais je ne saurais dire laquelle. »* Ou encore : *« Une ville confinée, repliée sur elle-même sans raison apparente. »* Qu'importe encore la cause puisque toute la Corse paraît finalement s'accommoder de *« la folie de Corte »*, de ses dérèglements incessants, de ses brusques fureurs et de ses fausses léthargies.

Un tour du propriétaire d'abord s'impose. Corte se réduit à une longue rue, le cours Paoli, qui distingue la ville haute de la ville basse. Tout en haut du bourg, la sous-préfecture, installée dans une maison de notable. Et surveillée jour et nuit. Puis, en contrebas, la mairie entourée d'un joli parc. Deux fois plastiquée, comme la voiture, comme la résidence du maire. Les banques ? Soufflées et, depuis, protégées par de lourdes grilles.

La ville s'évase en aval vers le campus universitaire. Il arrive que les voitures des étudiants nationalistes soient les cibles de plastiqueurs. Ces attentats sont considérés comme autant de répliques à ceux commis — parfois une heure plus tôt — contre des Corses ou des « continentaux » visés par le Front de libération nationale (F.L.N.C.). Un peu plus bas, vers le fond de la vallée haute, le centre de formation professionnelle pour adultes (C.F.P.A.) qui a été endommagé, le 30 *décembre, par* une explosion. Un club sportif s'apprêtait à y organiser un réveillon d'enfants.

Visite guidée

Notre guide, *fort civilement*, reprend sa présentation. A droite, un Corse victime d'un racket nationaliste. A gauche, un « protecteur », corse lui aussi, mais truand sur le retour, qui prête son concours au premier et, moyen*nant rétribution, tente de dissua*der les séparatistes de percevoir leur impôt. Survient alors la villa du docteur Jean-Paul Lafay, le vétérinaire, blessé le 31 décembre de trois balles de 9 mm par un inconnu encagoulé et que les gendarmes mobiles *se* relaient pour protéger.

Plus près de la vallée de la Rastonica, la gendarmerie, déjà plastiquée, et juste en face, à cinquante mètres à peine, un lotissement d'immeubles modernes habités par des fonctionnaires, des officiers et des enseignants. Voitures soufflées, menaces répétées. Certains locataires, à une heure du matin, veillent encore. *« Méfiez-vous*, dit notre *guide, ils tirent à vue depuis les premiers incidents. »*

Poursuivre cette promenade nocturne serait fastidieux. Il suffit de savoir qu'une bonne moitié des notables et des commerçants en vue, des séparatistes connus et des antinationalistes, sans compter les édifices publics, composent la liste noire de la violence passée, présente, à Corte. Les épargnés de 1982 peuvent se faire des cheveux blancs pour 1983.

Leur vie quotidienne, en apparence, ne s'en trouve pas modifiée si l'on excepte les enseignants continentaux qui ont déjà obtenu leur mutation et le docteur Lafay qui se remet lentement de ses blessures. Simplement, ces Cortenais qui vaquent à leurs occupations ont au cœur une sinistre certitude. Celle de connaître le nom de leur adversaire.

Aucune procédure judiciaire, ou si rarement, ne vient confirmer ces soupçons. Corte s'en moque, laissant ces enfantillages à d'autres et fixant son attention sur le jeu favori de la ville : l'enquête individuelle dont on vous livre les résultats sans crainte de la diffamation.

Prenez Jean-Thomas Guelfucci. Cet ancien technicien du Commissariat à l'énergie atomique et sa femme, une infirmière, ont planté là métier et vie sur le continent pour revenir au pays *« participer à la lutte de libération nationale »*. « Patriote » convaincu, membre de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.) proche du F.L.N.C., au moins par les thèses qu'elle défend, il a pour principal problème d'avoir pour beau-frère Jean, un ancien militant du SAC (Service d'action civique), mouvement dissous en 1982.

Les deux familles se partagent la même maison de maître, hélas ! soumise à l'indivision, sur les hauteurs de Corte. Un samedi de chaque mois, Jean-Thomas abrite les assemblées de la C.C.N. dans son *appartement. Au premier étage*, Jean — dit Massu — ne peut plus, lui, réunir ses amis puisque la loi le lui interdit désormais.

Autant dire que ces deux-là se détestent et épient jusqu'à leurs moindres faits et gestes respectifs. *« Il relève les numéros minéralogiques de mes amis »*, affirme Jean-Thomas.

Et Emmanuel Simonini donc, qu'est-ce qu'il peut les détester, les nationalistes ! La quarantaine râblée, le cheveu roux, le patron du café Pascal Paoli cite volontiers, comme tant d'autres, la liste des militants censés être des « clandestins » du F.L.N.C. Lui, lui, lui n'ont qu'à bien se tenir. Emmanuel — dit Manu — passe pour être bien renseigné puisqu'il est soupçonné, on pourrait dire de notoriété publique, d'appartenir à Francia, ce mouvement clandestin placé sous l'influence du SAC de Corse qui avait mené la vie dure au F.L.N.C. sous le septennat précédent. L'accusation ne lui déplaît pas, même s'il ne la confirme pas de manière tout à fait explicite.

« Barbouzes »

Emmanuel rêve d'en découdre parce qu'avec lui et quelques autres, c'est sûr, *« la lutte contre la racaille serait plus efficace »*. Il est prêt à faire face et a *« de quoi recevoir n'importe qui »*. Il souffre cependant de cette réputation de « barbouze » moins bien portée en ville depuis le 10 mai 1981. Il en veut surtout au maire, M. Pierrucci, qu'il accuse de l'avoir dénoncé à la police après les élections municipales de 1977. *« Le maire se trompe d'adversaire »*. Ces querelles d'un autre septennat lui ont aussi *« porté tort commercialement »*. Son établissement est peu fréquenté. Trop marqué.

Interrogé, M. Pierrucci confirme bien volontiers son *« refus des barbouzes »*, ces *« petits cons qui voudraient lui donner des leçons d'attachement à la France »*. Il donne raison aux autonomistes, aux nationalistes et plus simplement aux militants de gauche qui s'étonnent de voir Francia, leur vieille connaissance, *« oubliée »* par le gouvernement socialiste.

Il a d'ailleurs écrit au sous-préfet, M. Jean-Pierre Charvoron, pour lui rappeler que ces « barbouzes » étaient assimilables au SAC dissous.

La rumeur cortenaise ne rappelle-t-elle pas aussi que le docteur Lafay, après son agression, avait averti quelques ex-membres du SAC et que ceux-ci l'avaient veillé arme à la bretelle avant même l'arrivée des gendarmes ? N'explique-t-on pas que ces « barbouzes » ont toujours compté de nombreux compagnons d'idéal — et peut-être d'armes — parmi les gardiens de la paix du commissariat ?

L'accusation cette fois a toutes les origines. Mutés à partir de *1976* grâce aux bons offices d'un clan — celui de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.) — ils ont ces derniers mois évité un déplacement à la faveur d'interventions d'un autre clan — celui de M. François Giaccobi (M.R.G.).

Provocations

Bien sûr, cet immobilisme, qui favorise le regain de la délinquance de droit commun, irrite *les militants et les étudiants* nationalistes qui rêvent ouvertement, au Rex, d'en découdre avec la dizaine de « barbouzes » locales. Ils passent parfois aux actes, dit-on, et on ne compte plus les mutuelles provocations.

La dernière en date remonte au vendredi 14 janvier. Le nouveau commissaire de la République délégué pour la police, M. Robert Broussard, et son équipe viennent d'arriver à la sous-préfecture de Corte pour leur première visite protocolaire. Vers 9 h 20, soit dix minutes plus tard, un Cortenais propriétaire d'un cinéma, M. Antoine Barcq, se précipite au commissariat. Il vient de trouver un engin explosif dans sa voiture à 200 mètres à peine de la sous-préfecture.

Corte apprend dans l'après-midi qu'un ultra, très proche des « barbouzes », M. J.-L. Orsini, un ancien militaire qui s'était beaucoup laissé photographier, fusil à l'épaule, par la presse ces derniers jours, a été placé en garde à vue. La ville a déjà une explication : depuis le 31 décembre, M. Orsini expliquait à qui voulait l'entendre que son ami, le docteur Lafay, a été blessé par Antoine Barcq, autonomiste supposé. Il avait voulu ainsi faire savoir à l'intéressé qu'il le soupçonnait, en déposant deux charges de dynamite sans mèche dans sa voiture, le désignant ainsi à la curiosité des policiers. Mais Corte, dans le climat actuel, ne se donne plus de gants. *« Ils ont peur tous autant qu'ils sont*, indique l'un des rares observateurs froids de la cité haute, *alors ils veulent tirer les premiers. »*

PHILIPPE BOGGIO.

Réprimer autrement

(Suite de la première page.)

Cette ambiguïté se double Bref, la violence contre *« la communauté nationale »* est entrée à son tour dans le domaine « réservé ».

Cette manière de considérer que les coups portés à la République l'atteignent lui-même remet en mémoire une formule célèbre. *« La République, c'est moi ! »*, pourrait dire M. Mitterrand. Avec raison, lorsque ce sont les fondements de l'Etat qui sont visés.

Il faut aussi tenir compte de l'émotion qu'il peut ressentir. Celle-ci était à son comble — tous ceux qui l'ont approché peuvent en témoigner — au lendemain du 9 août 1982, jour où périrent six personnes au restaurant Goldenberg.

A l'émotion s'ajoute une sorte de mépris : M. Mitterrand a souvent dénoncé l'*« irresponsabilité »* qui se trouve, selon lui, *« dans l'ivresse de l'action directe »*. Irresponsabilité, parce que, à ses yeux, il est *« dérisoire »* de vouloir *« changer la société par les actes de violence »* : cela ne peut avoir d'autre résultat que de *« renforcer la capacité contre-révolutionnaire du pouvoir en place »*, écrivait-il le 26 janvier 1978, après l'enlèvement du baron Empain.

De fait, les violences auxquelles M. Mitterrand doit faire face l'ont conduit à renforcer la capacité répressive du pouvoir qu'il exerce.

L'injustice et le désordre

Sans doute faut-il faire la part d'une certaine mise en scène destinée à rassurer l'opinion et à couper une opposition prompte à se saisir des difficultés du gouvernement. Mais on ne saurait oublier que la répression doit toujours, aux yeux du chef de l'Etat, s'exercer dans le cadre de la légalité républicaine. Concrètement, cela signifie que M. Mitterrand, après avoir obtenu du Parlement qu'il supprime la Cour de sûreté de l'Etat et son arsenal de procédures exceptionnelles, ne saurait envisager de restaurer celles-ci. Au reste, les consignes données par l'Elysée au commissaire Broussard et aux gendarmes en poste en Nouvelle-Calédonie tendent à éviter une répressin aveugle et à faciliter un certain dialogue.

On retrouve là une autre constante dans l'attitude de M. Mitterrand : la répression n'est jamais exclusive de la réforme et n'intervient qu'une fois exploré un processus politique. Pourquoi ? Parce que *« le scandale* est dans l'injustice et non dans le désordre (2) ». Il faut donc commencer par porter remède à l'injustice.

En Corse, comme en Nouvelle-Calédonie, on continuera donc de jouer une carte politique, en exploitant davantage les possibilités offertes par le statut particulier, pour que s'affirme la personnalité insulaire. En Nouvelle-Calédonie, en dotant l'île d'un statut de large autonomie interne. Dans le premier cas, M. Mitterrand considère toutefois qu'il a agi *« loyalement »* et que ceux qui veulent aller au-delà de la limite fixée par le suffrage universel sont des irréductibles. Dans le second cas, il ne s'agit sans doute que d'une phase de transition.

Cette méthode a ses inconvénients. Elle conduit à tout « lâcher » dès le départ, en un seul mouvement. Ainsi les Corses ont-ils en même temps bénéficié d'un nouveau statut et d'une amnistie complète. Tel est, bien sûr, le prix à payer si l'on veut convaincre de la sincérité de la démarche. Même lorsqu'il n'y a plus rien à négocier, que reste-t-il ? Le recours à l'homme providentiel ! M. Franceschi contre le terrorisme, M. Broussard contre le F.L.N.C. Et surtout M. Mitterrand lui-même.

On concédera toutefois à cette République qu'au fond elle condamne sans excommunier. Elle est fidèle en cela à l'optimisme volontariste dont elle se réclame en d'autres domaines. Ainsi ne doit-elle pas s'étonner *qu'on lui oppose, comme disait* Gramsci, le pessimisme de la raison.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(2) *Ma part de vérité* (Fayard, éd. 1969.)

Social

F.O. ne juge pas souhaitable une rencontre avec la C.F.D.T.

Pas de surprises au comité confédéral national de Force ouvrière (*le Monde* des 13 et 14 janvier), qui s'est achevé le 14 janvier à Paris. Présentant les résultats de ces travaux à la prese, M. André Bergeron a indiqué que, *« les membres du comité confédéral n'ont pas jugé souhaitable qu'une rencontre ait lieu avec la C.F.D.T.*

L'éventualité d'une grève générale a été discutée, mais n'a pas été retenue : *« Il y a un mécontentement réel*, a commenté le secrétaire général de F.O., *mais je ne crois pas que les gens soient vraiment désireux pour l'instant de se lancer dans des actions génériisées de cette sorte. »* Il a cependant souligné que *« le profond mécontentement »* à l'encontre de la politique gouvernementale risquait d'aboutir à *« des tensions sociales d'une certaine gravité »*.

Outre une résolution sur l'enseignement, le comité confédéral a adopté une résolution générale qui demande notamment que les axes du IXe Plan *« concourent à retrouver une croissance, même modeste mais soutenue »*. Le IXe Plan *« doit délibérément écarter l'utopie du consensus et la recherche d'engagements généraux sur la réduction programmée du pouvoir d'achat pour donner priorit aux engagements formels du gouvernement »*. A cet égard *« la lutte contre l'inflation ne doit en aucune façon sacrifier la recherche du plein emploi »*.

A propos de l'assurance-chômage, le comité confédéral a condamné l'attitude du patronat — taxée par M. Bergeron de *« maximalisme négatif »* — comme *« les mesures incohérentes, inéquitables et surtout restrictives »* du gouvernement. Il a souhaité la négociation d'un nouveau système d'indmnisation du chômage *« financé pour une part plus importante qu'actuellement par l'Etat, avec un régime conventionnel d'assurance-chômage mieux structuré dont la réféglementation financièrement et socialement équilibrée relèvera de la responsabilité exclusive des partenaires sociaux »*.

Le comité confédéral a également dénoncé l'« ostracisme » à l'égard de F.O., selon la formule de M. Bergeron, des chaînes publiques de radio et de télévision, qui pourrait amener la confédération *« à mettre en cause le monopole que jusqu'à présent nous avons toujours défendu »*. Le comité confédéral a enfin adopté le manifeste adressé à tous les salariés intitulé finalement : *« Force ouvrière : le syndicat qui reste un syndicat. »*

● *Chômage technique chez Bosch-France.* — La baisse sensible des commandes a contraint la direction à mettre tout le personnel (un millier) de l'usine de Rodez une nouvelle fois en chômage technique par roulement d'ateliers, durant la dernière semaine de janvier. L'entreprise avait déjà dû y recourir une semaine en novembre et en décembre. — *(A.F.P.)*

● *Des grèves de protestation* (métallurgie, chimie...) contre les mesures gouvernementales d'austérité et contre l'impasse dans la quelle se trouvent les négociations salariales ont éclaté, vendredi 14 janvier, en différents points du pays. D'autres grèves sont prévues pour les prochains jours, qui doivent culminer mardi 18 avec une grève générale. Le patronat a adopté une position dure, en déclarant qu'il voulait remplacer le système de l'échelle mobile (indexation des salaires sur les prix) par un système plus souple, comportant des incitations à la productivité.

● *Transpac va investir 300 millions de francs en 1983.* — La société gestionnaire du réseau de téléinformatique Transpac, filiale des P.T.T., veut ainsi multiplier son parc en service et le porter à quinze mille accès. A la fin de 1982, le parc a atteint neuf mille quatre cents accès.

PEUGEOT-TALBOT : la maîtrise sur le gril

« La direction nous a trahis ». Ainsi la maîtrise de l'usine Peugeot-Talbot à Poissy a-t-elle commenté sur le vif la réintégration en septembre dernier des huit « O.S. » auparavant licenciés pour cause d'affrontement avec leurs chefs.

C'est un peu la panique parmi les chefs d'équipe, les contremaîtres et les chefs d'atelier dans l'ensemble du groupe, depuis le « choc Talbot » — la violente grève de juin dernier à Poissy. La maîtrise, dernier échelon de l'organisation hiérarchique, sans grande perspective de carrière, « ne sait plus où elle va ». Coincée entre une base de plus en plus indisciplinée et une direction qui semble composer, elle perd confiance.

Le plus surprenant — le plus nouveau, — c'est encore l'inquiétude vis-à-vis des orientations de la direction supérieure et l'intervention de l'appareil d'Etat (1). « *La direction cède au ministre du travail* », vous dit-on partout. « *Si la direction mute les licenciés de Poissy chez nous, on déclenche la grève* » ont menacé des contremaîtres de Peugeot à Sochaux. « *La C.G.T. veut nationaliser Peugeot, en faire « Automobiles de France »*, affirment certains agents à Poissy. D'autres sont désabusés : « *On nous fait affronter à main nue les grévistes, qui ont finalement gagné. A quoi cela sert-il ?* »

En bleu de travail

Malgré la tourmente, l'agent de maîtrise est toujours chargé des mêmes tâches : transmettre les ordres venus d'en haut, contrôler le personnel, en particulier par l'entretien individuel annuel avec chaque ouvrier, et surtout faire sortir le programme de production coûte que coûte. Mais que faire quand les subordonnés lèvent le pied ? « *Nous n'avons plus les moyens de notre commandement. On nous a rogné notre pouvoir de sanction. Nous n'avons plus la latitude de donner des augmentations aux méritants. Et parfois il faut même mettre la main à la pâte* »...

Ainsi à Sochaux durant les semaines trépidantes qui ont précédé le dernier Salon de l'auto. Il fallait sortir les derniers modèles... Or, à l'époque, l'abstentéisme atteint 50 % sur certaines lignes de carrosserie. La maîtrise doit alors « *boucher les trous* », prenant les postes laissés vacants ici ou là. Une bonne partie des O.S. immigrés (cinq mille personnes) a pris des congés supplémentaires, profitant d'une offre en ce sens de la direction centrale du groupe. D'autres ouvriers « *se sont mis en maladie* » pour fuir les folles cadences du moment. En plus, depuis quelques mois la direction centrale a introduit la gestion à la japonaise — « *stocks zéro, rebuts zéro* (2) ». Avec des stocks réduits, la moindre rupture d'approvisionnement ou de production bloque tout. Les chefs d'équipe ne savent plus où donner de la tête.

Pour tenir le programme de production, certains avouent même « *laisser passer* » une voiture défectueuse pour ne pas avoir à arrêter la chaîne. Les rebuts n'ont jamais été aussi nombreux. Certains chefs d'équipe s'en prennent aux cadences mal calculées par les administratifs du bureau des méthodes. D'autres dénoncent le laisser-aller des ouvriers, voire le « *coulage* » de certains « *éléments douteux* ». D'autres imputent même tous ces maux à la Sécurité sociale : « *Si les premiers jours de maladie étaient aux frais des absents, ils ne manqueraient pas.* »

Deux mois plus tard, les rebuts sont revenus à un niveau décent, de l'ordre de 15 %, tout comme l'absentéisme, aux alentours de 9 %. Mais l'alerte a été chaude. Elle fait partie du « *passif* » aux yeux d'une maîtrise qui se souvient encore de la grève de novembre 1981. « *Les cravates à la chaîne* », hurlaient alors les grévistes. L'histoire du Salon de l'auto leur a donné raison.

A Poissy, chez Talbot, la situation est pire. La production reste toujours inférieure à son niveau d'avant le conflit : 1 400 voitures par jour en décembre, au lieu de 1 600 en mai 1982. D'où un surcoût, estimé par M. Moinard, directeur de la production, à 20 % par voiture. La maîtrise se sent « *impuissante comme sa direction* » face à une C.G.T. accusée de « *sabotage* ». Elle craint le pire : la fermeture prochaine de l'usine — « *On ne peut pas continuer comme ça. C'est de la folie.* » Cette angoisse trouve encore à s'alimenter dans la restructuration entamée par la direction. Une centaine d'agents de maîtrise (sur cinq cents) ont été mutés. Une « *mauvaise surprise* ». « *Où s'arrêteront ces mutations ?* », s'interrogent ceux qui ont été épargnés jusqu'à présent. « *Les immigrés font la loi, et nous, on nous balade* », disent les plus amers.

A la japonaise...

Loin de ces turbulences, l'usine Peugeot de Mulhouse, *créée en* 1970 au milieu des bois, respire la sérénité. Selon un contremaître, « *une affaire Talbot est impensable chez nous ; les immigrés sont mieux intégrés, moins nombreux — 16 % ici au lieu de 40 % à Poissy* ». De la production à revendre, des embauches, aucune grève depuis 1972, une robotisation rapide, bref, l'efficacité. Mulhouse est aussi la vitrine du consensus social souhaité par la direction centrale du groupe. Curieusement, c'est là que le style de commandement paraît être le plus « *bétonné* ». Made in Japan...

M. Perrier, directeur du site, croit au sport. « *Sur un terrain, de l'ouvrier au cadre supérieur, en passant par l'agent de maîtrise, seule compte la compétence. Plus de casquette, mais l'égalité.* » Cela renforce les liens dans l'atelier, « *une grande famille* ». Pour améliorer les connaissances de la maîtrise — « *seule autorité acceptable* », — M. Perrier a recours à la formation, « *comme à l'armée* ». « *Il y a bien des écoles d'officiers.* » Dans les modernes ateliers de l'usine fleurissent les affiches « *Peugeot : toutes griffes dehors* ». A la carrosserie appelée « *La Dent* » — tout un programme, — M. Chiauppe, chef d'atelier, a installé une banderole : « *Pas de traînards, des gaillards* ». « Ses gars » suivent le ton.

Chefs d'équipe et contremaîtres s'activent dans les multiples groupes destinés à améliorer les conditons de travail, les relations sociales ou la qualité. « *Vous désirez assister à un cercle ? Dites votre heure.* » Grâce à M. Chiauppe, chose dite, chose faite. Trois contremaîtres, deux chefs d'équipe et un O.S. arabe partent en enquête sur un poste de chaîne, là où on pose les poignées de portières. Il s'agit de diminuer les défauts de rayures liés à cette opération. « *Chef ! On pourrait remplacer la protection de papier par une autre en plastique qui se conserverait, ça ferait des économies* », propose l'occupant du poste concerné. Autour de lui roule la chaîne. Ses collègues continuent leur tâche sans broncher. « *Ça ferait une suggestion* », ajoute l'ouvrier, qui raconte comment jadis, à Sochaux, il a gagné 8 000 francs en « *prime de suggestion* » — un système rodé chez Peugeot. « *On verra ça* », répond le responsable du cercle.

Entre les chaînes de carrosserie — contrairement à d'autres secteurs, — pas l'ombre d'un délégué C.G.T. ou C.F.D.T. ne circule. « *Le syndicat ? Mais ça ne sert à rien* », vous répond-on. On fait confiance à la hiérarchie supérieure, qui multiplie les enquêtes de climat social sur les chaînes, intervenant les uns et les autres pour prévenir le moindre problème.

Les huit cents agents de maîtrise employés à Mulhouse n'affichent cependant pas tous la même sérénité. Certains doutent, « *mal à l'aise dans leur rôle, isolés entre l'ouvrier d'un côté, la hiérarchie supérieure de l'autre* ». « *Quels que soient les beaux discours, on reste des lampistes, à qui on fait de moins en moins confiance* »...

Du côté de la direction générale, on veut rassurer. Selon M. Delubacq, directeur du personnel et des relations sociales du groupe Peugeot-Talbot, il s'agit de « *rendre ses pleins pouvoirs à la hiérarchie et donc à la maîtrise* », bref aux responsables officiels de la production. En revanche les pouvoirs parallèles doivent être neutralisés. Hier c'était les activistes de la C.S.L. — le syndicat genre « *maison* ». Aujourd'hui sont visés les délégués de chaîne, promus par la base ou par la C.G.T. « *Pas de pouvoir parallèle, ni d'un côté ni de l'autre* », affirme M. Delubacq, qui souhaite une bonne concertation avec les syndicats. Mais ce discours ne suffit pas à conforter la maîtrise dans ses pouvoirs.

Anti-terreur ?

« *On nous demande de tout faire, le garde-champêtre, l'assistante sociale, le conseiller technique, l'orfèvre en qualité. C'est « trop* », renâclent certains.

La direction, pour soutenir la maîtrise dans son rôle technique « *qu'il faut renforcer si on ne veut pas la déconsidérer* », modifie l'organisation de l'atelier. L'heure est à l'expérimentation. A Sochaux par exemple, autour du chef d'atelier prennent place un homme du bureau des méthodes, un autre des services de gestion. On décentralise. A Mulhouse, on associe un régleur pour les problèmes techniques au chef d'équipe qui se consacre alors à l'animation.

La réforme peut aussi se retourner contre ceux qu'elle était censée promouvoir. A l'outillage de Sochaux on est même allé jusqu'à supprimer des postes de chefs d'équipe, qui ne faisaient pas le poids face à des ouvriers hautement qualifiés.

Toutes ces initiatives venues d'en haut désorientent une maîtrise prompte à s'inquiéter de sa perte d'autorité. Et puis, que faire contre des délégués de chaîne « *qui font la loi* » comme à Talbot, avec qui « *il faut constamment palabrer si on veut que la chaîne tourne* » ? La direction a beau donner pour consigne de ne pas reconnaître ces délégués « *illégaux* » — « *une invention diabolique de la C.G.T.* », — sur le terrain, la maîtrise est de fait obligée de composer. On ne peut pas faire chaque jour le coup de poing, ni travailler dans une violence permanente. D'autant que la C.S.L., moins soutenue par la direction, s'est faite plus discrète depuis les événements de juin dernier. Ses délégués sont même *interdits de circulation* par les ouvriers de l'atelier B3 où se fait le montage à Talbot-Poissy.

Sur ce terrain des relations avec les syndicats, là encore, le courant ne passe pas très bien entre la direction et sa maîtrise. « *On glisse de la violence au terrorisme* », dénonce avec vigueur M. Emery, directeur du personnel de l'usine de Poissy. En novembre, il a fait diffuser à huit cent cadres de l'usine le texte d'un expert qui propose des pistes d'action anti-terreur, passant « *par la violence, n'ayons pas peur des mots* ». Cette réflexion s'appuie sur une bonne quinzaine de références livresques, dont l'ouvrage de M. Mucchielli sur la subversion ou les écrits de M. Glucksmann sur Hegel.

L'opération a le mérite de la franchise. La préoccupation des dirigeants est réelle : qui va canaliser le mécontentement de la maîtrise ? La direction ou les syndicats ? Mais quel syndicat ? L'éventail est vaste entre la C.S.L. et la C.G.T., en passant par F.O., la C.G.C., la C.F.T.C. ou la C.F.D.T. Les partis politiques eux-mêmes s'en mêlent. A Mulhouse par exemple, l'A.O.P. — section d'entreprises du R.P.R., fonctionnant comme les cellules d'entreprise du P.C.F., compte parmi ses leaders la crème de la maîtrise Peugeot.

Bref, chacun s'active. Pour parer au plus concret, la direction centrale prépare un nouveau statut qui améliorerait l'évolution de carrière des agents de maîtrise, leur permettant de passer de l'atelier aux services centraux et réciproquement. De la blouse au col blanc...

DANIÈLE ROUARD.

(1) *Effectifs* : sur 81 000 salariés aux « Automobiles Peugeot-Talbot », 3 300 sont agents de maîtrise. Selon une enquête réalisée à l'automne par un psychologue auprès de la maîtrise, sur la demande de la direction de Sochaux, « *l'agent de maîtrise se positionne en premier lieu en fonction de la conduite de ses supérieurs à son égard* ». Puis viennent les attributs matériels de son statut, l'influence exercée, le titre puis la reconnaissance du rôle qu'elle joue, le sentiment d'intégration, la cohérence des objectifs, l'information, l'autonomie, le niveau de qualification.

(2) De fait les stocks et rebuts ne sont pas nuls, mais fortement réduits.

A l'école de Machiavel...

Morvillars (Territoire de Belfort). — Par cette belle soirée, le perron du château des Tournelles sent la merguez. Sur les vertes pelouses, *dix-huit stagiaires* — des chefs d'équipe venus de diverses usines de Peugeot — fêtent les débuts de leur formation à l'école de maîtrise. D'une décontraction soignée, entre la trentaine et la cinquantaine, ils ont laissé épouses, enfants et ateliers, pour dix-sept semaines de retraite au château. C'est l'euphorie.

Dans la confortable demeure aux boiseries qui fleurent bon l'encaustique, de 8 heures à 16 heures chaque jour, alternent les séances d'études assurées par quatre enseignants qui utilisent du matériel vidéo et des fiches de lecture. Objectif : la formation aux relations sociales dans l'atelier. Créée en 1978, inspirée par M. Delubacq, l'actuel directeur central du personnel des Automobiles Peugeot-Talbot, l'école de « Morvillars », comme on l'appelle, n'a cessé d'être le « repaire du diable » pour des syndicalistes qui n'ont jamais réussi à en franchir les portes (1). D'inquiétantes rumeurs ont filtré. Certains stagiaires ont fourni documents et témoignages à la C.G.T. et la C.F.D.T. sur ce qui s'y écrivait et surtout ce qui s'y disait oralement. Un « *conditionnement* », « *une machine de guerre antisyndicale* », ont dénoncé les exclus.

Les faits ne sont guère contestables. « PIEM », ce code interne à la maîtrise pour se débarrasser des délégués « *emmerdeurs* » a circulé entre les promotions de Morvillars. Comme le rappelle un agent de maîtrise de Mulhouse. « *Dès qu'un délégué rouge apparaissait, je prenais mon téléphone, j'appelais mes collègues de maîtrise, et je disais le mot de code « Piem » — en clair, « préparons-nous à neutraliser l'emmerdeur ». Les collègues se précipitaient, encerclaient l'intrus. Celui-ci devait repartir bredouille.* »

Si « PIEM » a été abandonné, par contre les « *jeux de rôle* » sont toujours pratiqués. Cela permet aux stagiaires de se mettre successivement en situation de chef d'équipe, délégué, et ouvrier. Certaines séances très vives ont laissé des traces d'agressivité entre les protagonistes jusqu'à la fin du stage. En conclusion viennent les consignes. Savoir distinguer parmi les syndicats, les « *participatifs* » (F.O., C.G.C., C.F.T.C., C.S.L., SIAP) des « *révolutionnaires* » (C.G.T., C.F.D.T.). Puis on apprend à « *convaincre et gagner* ». Toute une stratégie... car « *toute personne en position d'exercer un pouvoir doit, pour établir et maintenir ce pouvoir, utiliser des tactiques qui sont essentiellement politiques et qui rejoignent dans une large mesure celles décrites par Machiavel* » (2).

Ainsi faut-il « *employer les subordonnés qui possèdent à la fois une compétence technique, mais également sur lesquels on puisse compter et qui offrent toute garantie de loyauté, afin d'éviter les sabotages éventuels... Le pouvoir de l'argent est très important... ne pas hésiter à être brutal lorsque cela peut être efficace : les gens considérés comme trop gentils ne sont plus respectés. Limiter ce qui peut être communiqué...* ». On apprend encore « *comment agir auprès de son chef pour monter en grade. Si vous ne voulez pas monter, dites tout ce que vous pensez, critiquez tout système, plaignez-vous, dites toujours leur vérité à tout le monde* »... Enfin pour diriger les femmes, mieux vaut « *ne pas faire de différence, ne pas être timide avec elles, se méfier des enjôleuses, — les femmes ayant (cependant) besoin d'être davantage entourées que les hommes* ».

Il y a bien d'autres sujets d'études à Morvillars — l'économie, les énergies, la forêt, l'immigration. Et surtout on s'initie aux cercles de qualité. « Morvillars » évolue, s'adapte. Créée pour former les futurs chefs d'équipe à une période d'expansion aujourd'hui révolue, l'école a rapidement accueilli des chefs déjà en fonction, parfois en mutation. Dans la promotion de l'été dernier, un tiers environ savaient qu'ils ne retrouveraient pas leur poste, mais ne connaissaient pas leur future affectation.

Les choix idéologiques restent clairs. Pour faire tourner l'entreprise, il faut s'en donner les moyens. « *Atomisé dans l'atelier, on perd le sentiment d'appartenir à un groupe. Ici, on le redécouvre. On en sort regonflé* », constatent de nombreux stagiaires. Leur travail leur apparaît anobli — un salaire supérieur à celui de l'ouvrier, une responsabilité sur d'autres, la fin du geste cent fois répété sur la chaîne...

Brasser la maîtrise, faire réfléchir ensemble des anciens, dont certains gardent la nostalgie des méthodes « *coups de poing* » jugées « *efficaces* », et des jeunes ouverts à la dynamique de groupe, — tel est le programme de « Morvillars ».

D. R.

(1) C'est la première fois qu'un journaliste est invité à l'école.

(2) Cf. notes et documents diffusés à Morvillars.

Danton, la fable et l'histoire

Le gouvernement socialiste a beaucoup fait pour assurer la promotion du Danton d'Andrzej Wajda : subvention du ministère de la culture, participation de TF 1, projections semi-officielles, dont l'une en présence de M. Mitterrand.

Il est vrai que la Révolution française appartient à la mythologie du parti socialiste, comme l'ont montré, parmi d'autres, les déclarations de Paul Quilès citant Robespierre au congrès de Valence.

Or, voici que l'image que propose Andrzej Wajda contredit la légende. Voici Danton réhabilité et Robespierre caricaturé. Voici, en filigrane, les personnages de Walesa et de Jaruzelski qui viennent troubler la vision. M. Mitterrand, en privé, exprime des réserves sur le film. Avec lui, beaucoup s'interrogent sur la fidélité du cinéaste à l'histoire, sur le rapport entre la fiction et les réalités, celles d'hier et celles d'aujourd'hui.

Un entretien avec M. Louis Mermaz

« La révolution n'est pas à l'ordre du jour en France »

● Partagez-vous l'avis de ceux qui reprochent à Wajda d'avoir quelque peu récrit l'histoire ?

— Oui, tout à fait. Les distances sont considérables. Je pense que l'auteur a voulu faire une création historique, écrire une *pièce à la manière de Shakespeare.* Wajda s'est inspiré d'une pièce polonaise qui était à la gloire de Robespierre et qui traitait avec beaucoup de mépris et de légèreté le personnage de Danton. Il a certainement voulu rééquilibrer, mais il s'est plus intéressé à une action dramatique entre deux personnages historiques dont il a voulu reconstituer la psychologie qu'à une traduction fidèle — je ne dirais même pas scientifique — de cette période.

● Est-ce une vue freudienne de l'histoire ?

— A la limite, oui. Ce qui intéresse Wajda, ce sont les raisons de la conduite de l'action politique (celle de Robespierre et celle de Danton). Ce sont des raisons très intimistes ; c'est le choc de deux caractères, de deux sensibilités dans une situation donnée, mais la dimension historique de chacun en souffre : Danton et Robespierre ont été deux moteurs de la Révolution française, et cela n'apparaît pas vraiment.

Danton veut arrêter la Terreur, mais pour quelles raisons ? Robespierre pense qu'il est obligé de continuer, mais pour quelles raisons ? Il manque tout le fond historique : la Convention divisée par les factions, la Vendée en révolte, le Midi en proie aux soulèvements, la pression de la coalition étrangère aux frontières de la France... Si cette dimension n'apparaît pas, à la limite on ne comprend pas ce qui se passe sur le plan historique.

● Autrement dit, vous reprochez une absence de problématique historique ?

— C'est vrai qu'elle apparaît très peu. Je formulerais un autre reproche. Robespierre s'est défait des hébertistes, disons de son extrême gauche, et il s'apprête à porter des coups sur sa droite. Il considérait que les hébertistes l'entraînaient trop loin, mais, en les réduisant, il s'est coupé, en grande partie, des masses populaires parisiennes, qui lui firent cruellement défaut trois mois plus tard. Cette situation est à peine suggérée.

En revanche, il y a un aspect intéressant, même s'il est traité d'une manière intimiste ou freudienne, c'est la tentative de réhabilitation psychologique de Robespierre qui n'est pas présenté comme un personnage tout d'une pièce : il voudrait sauver Camille Desmoulins, il voudrait sauver Danton, mais il est entraîné dans une logique. Malgré le rôle historique considérable joué par Robespierre, ce dernier demeure un personnage encore peu accepté en France. Constatons qu'il n'y a pas de rue Robespierre à Paris.

Deux conceptions de l'avenir

● Si vous aviez eu à faire un film sur la Révolution, est-ce cette période et l'affrontement Danton-Robespierre que vous auriez choisis ?

— Il ne fait pas de doute que la Révolution française culmine dans cette période de mars 1793 à juillet 1794, époque où, quelles que soient les outrances et les exagérations, la France tout entière assiégée jette un défi au monde. C'est une période éminemment épique. L'opposition entre Danton et Robespierre a certes des aspects profondément psychologiques et humains, mais ce sont aussi deux conceptions de l'avenir de la Révolution qui s'affrontent : Danton veut passer un compromis avec les « forces bourgeoises » ; Robespierre est l'homme qui veut ancrer la Révolution dans les masses populaires. Il le montrera d'ailleurs au printemps et à l'été *1794* en faisant adopter toute une série de lois économiques et agraires qui visent à donner une base sociale aux classes conquérantes. Mais cela aurait été un tout autre film, une fresque à la Eisenstein.

● Aujourd'hui encore, le débat se situe-t-il entre réformistes et utopistes, entre les partisans du compromis et ceux de la rupture ?

— Il faut se garder de comparer ce qui n'est pas comparable. Un pays comme la France vit sur une tradition aujourd'hui établie, celle de la Révolution française. C'est un acquis. La révolution n'est pas à l'ordre du jour en France parce que la grande Révolution a eu lieu. Elle a servi d'exemple à toutes les révolutions dans le monde depuis bientôt deux siècles. La situation n'est pas révolutionnaire en France, et nous ne rougissons pas de dire que notre démarche est une démarche réformiste appuyée sur la tradition *républicaine. Nous* voulons faire des réformes de structures, économiques, sociales, mais par la voie des élections, par la voie parlementaire, en acceptant l'alternance, en considérant que ce que nous faisons a un caractère irréversible, non pas parce que nous le décrétons, mais parce que cela correspond à l'évolution des mœurs et de la société.

● Ce film ne fait-il pas le procès de l'excès en réhabilitant un Danton devenu modéré ?

— Danton apparaît en effet comme un personnage qui refuse les excès de la Révolution. Il ne faut pas oublier, cependant, que Danton a pris toute sa part à la Révolution. Ce fut un artisan de la Terreur. Dans une révolution, il y a toujours deux aspects : celui, inacceptable, du déchaînement des passions, des violences, des instincts impurs, et celui du résultat lui-même de la révolution. Une révolution ne sera jamais un bien en soi. On ne peut qu'être contre de ce point de vue. La seule constatation que l'on puisse faire est qu'il y a eu des révolutions et que donc il y avait des causes. Toute notre démarche dans la France d'aujourd'hui est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de révolution. Je le dis haut et ferme : nous ne sommes pas des révolutionnaires, car la situation n'est pas révolutionnaire, car nous ne sommes ni dans un temps ni sur un continent où la seule issue possible pour faire disparaître injus*tices et exploitations* insupportables serait la voie révolutionnaire. On ne décrète pas l'état révolutionnaire.

● La Terreur était-elle évitable ?

— Oui, absolument. Ce n'est pas tomber dans la sensiblerie que *de dire qu'on aurait pu faire la* même chose sans couper de têtes.

La tradition du théâtre grec

● Un parallèle entre Danton et Walesa, d'une part, entre Robespierre et Jaruzelski, d'autre part, est-il justifié ?

— Danton et Robespierre incarnaient l'un et l'autre la défense nationale face à l'étranger et face aux forces rétrogrades. La situation polonaise est tout à fait différente : Jaruzelski n'apparaît pas comme un homme dressé contre les puissances étrangères. Que Wajda ait été sensible au climat polonais, que cela donne une certaine tonalité au film est évident. Aller plus loin, c'est admettre — et j'y suis — prêt que ce film est une œuvre poétique et que le poète, à partir de faits, a le droit d'extrapoler. C'est la grande tradition du théâtre grec.

● Financement partiel par le ministère de la culture, présentation en avant-première organisée par l'Assemblée nationale, cette officialisation peut-elle être objet de polémique ?

— Il est excellent que l'on retrouve la grande tradition française du débat autour d'une œuvre. Il est excellent que les voix de la politique et de la culture puissent se mêler, à condition que ce soit dans le respect total de l'indépendance de l'une et de l'autre. C'est le cas. Sur le plan esthétique, le film me plaît. Sur le plan historique, je fais des réserves.

Il y a des sujets éternels qui touchent à la morale et à la politique : le risque de compromission des hommes politiques, la séduction des forces de l'argent, le retour des forces du passé, le poids des habitudes, la renonciation aux objectifs du combat politique, l'enlisement dans le confort quotidien. Danton ne fut pas le seul à céder à tout cela. Il y a aussi les dangers du régime d'Assemblée, ce qu'était bien la Convention, longtemps dominée par un exécutif révolutionnaire très fort. La Révolution finalement y a en partie sombré, à partir de Thermidor. Il est intéressant de réfléchir à ces données permanentes. De là à faire des comparaisons abusives, il y a un pas... deux siècles.

● Danton apporte-t-il quelque chose à la connaissance historique ?

— Les jeunes seront intéressés par l'action comme par un film de cape et d'épée. L'enseignement de l'histoire ayant par trop régressé sans que cela soit la faute des instituteurs ni des professeurs, victimes des programmes officiels, *les jeunes aujourd'hui n'ont pas la* connaissance chronologique que les hommes de ma génération ont eu la chance d'acquérir dès l'école primaire. Le film est déroutant : ce n'est pas grave pour ceux qui ont cette connaissance minimum. En revanche, il risque d'être complètement incompréhensible à ceux qui n'ont pu bénéficier de cet enseignement. Je profite de cette occasion pour souhaiter que l'enseignement de l'histoire soit réactivé. C'est essentiel à une nation, à une civilisation.

Propos recueillis par
ANNE CHAUSSEBOURG.

* Membre du bureau exécutif du P.S., M. Louis Mermaz est agrégé d'histoire et président de l'Assemblée nationale.

Les enfants ne sauront pas

par PIERRE JOXE (*)

Toute œuvre d'art qui prend pour sujet une *époque*, un *événement* ou un personnage historique peut et doit être lue, ou vue, sous ses deux aspects. Œuvre d'art, mais œuvre d'historien malgré lui, le *Danton* de Wajda n'échappe *pas à cette double critique*, esthétique et historique.

J'observe au passage que beaucoup d'œuvres historiques sont elles-mêmes perçues comme œuvres d'art. En France, Michelet, Taine ou encore Duby sont d'autant plus grands comme historiens qu'ils sont à certains égards artistes. Donc Wajda l'artiste nous raconte une histoire.

Il a fait un film superbe, et ses interprètes principaux ou secondaires l'ont bien servi à faire ce beau film. Tant mieux pour le cinéma mais tant pis pour l'histoire ; car meilleur est le film, plus son histoire s'impose. Or son histoire n'est pas la nôtre.

Les enfants de la réforme Haby, sevrés d'histoire depuis quelques années dans leurs collèges, ne sauront pas qui était Danton après l'avoir ainsi vu. Ils ne sauront rien du rôle de Danton dans les massacres de septembre dont il fut l'inspirateur... Ils ne sauront rien des hébertistes, ces gauchistes contre lesquels agissent de concert Danton et Robespierre. Ils ne sauront rien, paradoxe insoutenable, de la guerre civile en France et de la guerre extérieure qui n'est pas encore gagnée ; cela est d'autant plus regrettable que Danton a joué un rôle ambigu avec Dumouriez...

Un beau film, mais quelle Histoire !

(*) Membre du bureau exécutif du P.S., M. Joxe est président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

WAJDA le Polonais

« Mentir vrai »

Les militants de Solidarité mentaient-ils en affirmant ne pas vouloir renverser le régime ? Andrzej Wajda ment-il en niant farouchement que son *Danton*, sous couvert de la Révolution française, parle en fait de celle de 1980, en Pologne ?

Fausses questions. Les membres de Solidarité auraient sans doute aimé — et aimeraient plus que jamais — pouvoir changer de régime. Comme ils ne le pouvaient pas, ils ne voulaient qu'être à même de faire entendre la voix de leur pays. Andrzej Wajda pourrait, lui, pourfendre le *« socialisme réel »* à longueur de bobines. Il lui suffirait pour cela d'accepter de s'exiler (ce qui ravirait les dirigeants de la Pologne) et d'aller faire dans l'émigration du *« réalisme anti-socialiste »*, c'est-à-dire de la contre-*propagande*, donc de la propagande. Il souhaite, au contraire, rester polonais et donner à ses compatriotes un art digne de la liberté à laquelle ils aspirent. Il veut demeurer membre de cette Association des cinéastes polonais, toujours suspendue parce que lui et ses amis refusent d'en abandonner, à l'amiable, la présidence. Il veut faire, comme Polonais, parce que les voix des Polonais ne doivent pas se taire, tout ce qu'il est possible de faire dans la Pologne d'aujourd'hui.

On peut tenter d'y jouer à cache-cache avec la censure et de ne pas dire ceci pour dire cela. C'est un jeu sans attraits quand on a connu seize mois de liberté. Ce serait surtout une manière d'accepter le retour en arrière. Il y a mieux à faire : prendre les choses d'assez haut pour pouvoir *« mentir vrai »* et ne laisser aux autorités — pour l'instant hésitantes — le choix qu'entre censurer la Révolution française et laisser projeter le film.

Danton n'est pas une œuvre à clés : Robespierre n'est pas général, Danton n'est pas syndicaliste, Wojciech Jaruzelski et Lech Walesa ne se sont jamais trouvés, dans la seule révolution qu'ait connue la Pologne du vingtième siècle, du même côté de la barricade.

Seulement voilà, c'est Wajda, Polonais d'aujourd'hui, qui parle *de la Terreur, et, si l'histoire nous* passionne, c'est que notre présent se fait d'elle, qu'il s'y cherche, la lit et l'écrit à sa propre lumière. Alors, un éclairage, un plan et, par glissements successifs, les distances et le temps s'abolissent. Ce Robespierre a l'incroyable raideur de ce *général* que l'on croirait trempé chaque matin dans une cuve d'amidon. Ce Danton a la gouaille, l'appétit, l'orgueil et l'humanité de Lech Walesa. Et puis, ces queues sont familières, et cette phrase : *« Le peuple n'a qu'un seul ennemi : le gouvernement. »*

Je remarque que cent choses encore ont une résonance que des Polonais, ou quiconque a vécu ces dernières années parmi eux, ne peuvent pas ne pas entendre.

Implacable enchaînement

Wajda mentirait-il ? Non, mais son film touche au particulier, parce que le thème en est universel. Les analogies sont réelles, dans l'histoire comme dans le scénario, mais l'essentiel n'est pas les clins d'œil qu'elles suscitent. Voici Danton sortant d'une infecte prison et marchant à la mort. L'un de ses codétenus l'agresse et — dérision — veut l'étrangler en lui criant qu'il a été lui aussi artisan de cette tourmente qui l'emporte. Le justicier dit vrai, mais il a aussi toute la criminelle stupidité des tenants de l'ordre — de l'ancien comme du nouveau. Faut-il être, si la question avait un sens, pour ou contre les révolutions ? Fallait-il, comme quelques militants de Solidarité, rares il est vrai, dénier à ceux qui avaient cru au communisme le droit de lutter contre le totalitarisme ?

Voici maintenant Robespierre à la tribune de la Convention, venu justifier l'arrestation de Danton. Prodigieux moment où l'on voit en 1793 se développer tous les ressorts du discours totalitaire et la mécanique des procès de Moscou, de Prague, et de Varsovie sans doute bientôt. Cette abjecte habileté est-elle mise au service d'un cynisme pur ou d'une terrifiante adhésion à une idéologie ? A celui en tout cas, suggère Wajda, d'un implacable enchaînement dont la logique s'est déguisée en nécessité.

S'asseoir et pleurer, alors ? Voici Robespierre, le jour de l'exécution de Danton, secoué de fièvre et torturé par un enfant qui lui récite — apprise à force de taloches — la Déclaration des droits de l'homme. Cet enfant ressemble comme un frère à cette génération de Polonais née sous le commu*nisme qui a dû, elle aussi, apprendre* sous la contrainte que le pouvoir était au peuple et qui n'a pas fini de faire trembler ses maîtres en martelant ce credo.

Wajda ne ment pas. Il parle vrai, hors de tout manichéisme, et fait, comme si de rien n'était, scandale. Wajda est très Polonais. Wajda est un fieffé menteur.

BERNARD GUETTA.

DANTERRE ET ROBESPION

L'histoire serait-elle à ce point fille facile que le moins offrant aurait les plus grandes chances de la séduire ? Serait-elle à ce point complaisante pour elle-même que le plus piètre conteur pourrait prétendre parler en son nom ? L'histoire serait-elle à qui s'en empare sans que nul, fût-il mieux intentionné, soit en droit de protester ?

Oui, répond l'histoire. Oui, répond l'histoire littéraire. Oui, répond même l'histoire des idées, qui s'est bâtie d'altérations en trahisons, de plagiats en emprunts, les plus fructueux comme les plus indigents, les plus légitimes comme les plus méprisables.

Avec tant de témoins, avec un si grand nombre de précédents, du haut de tant de siècles où la vérité du conteur l'a emporté sur la sincérité du fait, qui oserait interroger Andrzej Wajda sur son *Danton*, le sien assurément ?

Interroge-t-on Alexandre Dumas et lui demande-t-on compte du nombre de ses mousquetaires alors que lui-même nous a légué l'hésitation entre le chiffre trois et le chiffre quatre ? Lui fait-on grief de son *Masque de fer* ? On ne querelle pas le rêve.

Questionne-t-on Charles Perrault, Mme d'Aulnoy, Mme Leprince de Beaumont, Hoffmann, Andersen, les frères Grimm, ou le plus modeste Joanny-Durand, tous merveilleux conteurs et appuyés parfois, au détour de leurs fables sur un moment de l'histoire ?

Mais ceux-là se bornaient à la fable et savaient divertir. S'ils visaient au message, c'était avec tact, laissant au lecteur la faculté de méconnaître la leçon sous réserve qu'elle eût été voulue. S'ils suggéraient une morale, l'histoire qu'ils contaient n'était pas que le prétexte. Tel ne paraît pas être le cas de Wajda, qui filme ici comme on laboure, offre pour tout conte une thèse et oppose, à toute réalité, un conte.

La manifeste tromperie historique qu'il a signée (1) interdit de penser qu'il aurait voulu suivre l'admirable exemple de Rossellini qui, voilà près de seize ans, donna à la télévision française, pour sa première apparition en couleurs, une admirable *Prise de pouvoir par Louis XIV*, modèle de pédagogie, enseignant sans ennuyer, pertinent sans être vain.

Wajda se serait-il estimé affranchi du respect des faits (auquel cas ce titre de *Danton* serait aussi tromperie sur la marchandise). *Paul Valéry*, mêlant orgueil et honnêteté, avait écrit *MON Faust*. On demeure alors étonné que les héros de son intrigue portent des noms si fameux. Quelques jumeaux mal venus, peut-être ?

Des jumeaux qui, pour chacun d'eux, auraient doublé le hautain Robespierre d'une copie étouffée par ses humeurs, donné au mystérieux Saint-Just un jeune frère égaré dans les amours mal vécues, imposé au sensible Desmoulins un double sans dignité dont les siècles *auraient pourtant protégé* l'image, accolé au puissant Georges Danton un imitateur éthylique qui ne tiendrait même pas l'alcool. Quelque chose comme Danterre et Robespion.

S'étant donc borné à nous présenter le spectacle d'un bal costumé, un bal paré disait-on jadis, mais combien pauvrelet, cet auteur que la France célèbre sans que son pays l'importune vraiment avait-il à proposer quelque parabole propre à l'édification des écoles ? Mais lesquelles ? Celles qui bornent la Seine ou bien celles que baigne la Vistule, de Cracovie à Varsovie ? Ce n'est pas le plus important.

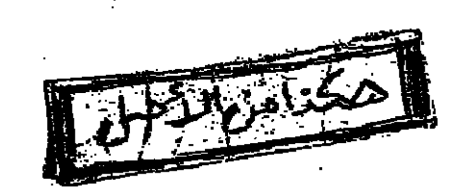
Car il est vrai que la Révolution française n'appartient pas à la France ; que chacun, d'ici ou d'ailleurs, peut estimer avoir à dire sur ce point. Lorsque les siècles ont passé, l'universalité des hommes l'emporte sur les frontières qui empêtrent le présent.

Mais hériter comporte, dans l'ordre de l'esprit, des devoirs. Notamment celui de ne pas altérer, pour des finalités bizarres, si on ne peut les tenir pour douteuses, une étape de l'histoire humaine. Brutale, sévère, farouche, cruelle, sanguinaire, la Révolution française ? Qui l'ignore ? Longue à accoucher de ce dont elle était manifestement grosse : qui le conteste ? Diverse, multiple, contradictoire, tortueuse, insaisissable : qui le nie ?

Mais qui oserait dire qu'elle fut indigne ? Qu'en fait Wajda ? Un prétexte à gifles pour un *enfant* qui n'en peut mais de ne pas savoir exprimer les passions de sa sœur, un appareil de punition. Le plus beau est défiguré. Comme le reste. Comme est gommée la Révolution, peuples qui se soulèvent, et à qui on fait jouer le rôle de l'absente, si ce n'est de la réprouvée. Au profit d'on ne sait quel usage que de plus savants élucideront.

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Sous le titre *la Révolution n'est pas un « délire »*, l'historien Michel Vovelle a publié dans *l'Humanité* du 7 janvier une longue étude sur ce thème.



Le Festival du film fantastique

Ciels jaunes à Avoriaz

Coup d'envoi le samedi 15 janvier, du XIe Festival d'Avoriaz. Arrivée en traîneau, départ le 23 dans la pagaille. Entre-temps, une quinzaine de films fantastiques.

Depuis onze ans, le nom d'Avoriaz est lié au noir autant qu'au blanc, au cinéma autant qu'à la neige. Depuis onze ans, depuis que la station de sports d'hiver meuble une semaine creuse de janvier avec le festival de films fantastiques. Opération très réussie : les nombreux invités se répandent joyeusement sur les pistes et, au soleil couchant, les skieurs en vacances se bousculent dans les salles. La nuit, tous fraternisent aux bars — les hôteliers n'y perdent pas. Les médias couvrent d'abondance la manifestation, à cause de l'aspect vacances et des vedettes *qui sont là. Quant* aux films, c'est une autre histoire. Au fond, peu de gens parmi les festivaliers aiment vraiment le cinéma fantastique, encore marqué *du sceau de la série B à petit bud*get, réservé aux louches officines que désormais le porno investit.

Sexe, sang, folie meurtrière, mutilations, infirmités, cimetières aux croix brisées, ruines carpathes dans la nuit zébrée d'éclairs, éclair de lune sur la lame de Jack l'Éventreur, n'étaient encore il y a onze ans que la pâture de cinochards naïfs et de quelques cinéphiles spécialisés, sensibles à la poésie dans le carton-pâte, aux Edgar Poe de Roger Corman, aux Dracula et Frankenstein de la très britannique firme Hammer, aux sorcières voluptueuses et crucifiées de Mario Bava, aux monstres angéliques de Dario Argento, aux orgies sataniques de Jésus Franco, répertoire auquel le festival international de films fantastiques et de science-fiction qui a lieu en novembre au Rex rend régulièrement hommage (1), mais dont la veine se tarit.

Avoriaz est né à un moment charnière dans l'histoire de ce cinéma, et ce n'est pas un hasard si le premier festival a lancé le premier film de Spielberg, *Duel* — petit budget, immense succès, suspense surnaturel sans la moindre image grand-guignolesque.

En général, critiques et jurés *prétendent* détester la grimace sanguinolante, font la fine bouche et des commentaires moralistes. Dans le creux de la vague, le genre vire à l'autodérision. Vincent Price, Peter Cushing, Cristopher Lee réunis dans une histoire de fantômes bidons — *The night of the long shadows, Horror star,* les dernières blagues d'un sous-Docteur Phibes, d'une sorte de Bela Lugosi déchue, *Samedi 14* qui se veut un appendice burlesque à *Vendredi 13* : l'humour est plus difficile encore que l'épouvante pure.

Des démons très sérieux

On verra quand même cette année des démons très sérieux : un couple cherchant couple et qui, l'ayant trouvé grâce à un habile stratagème, l'entraîne dans une maison isolée où se passent de drôles de choses, dont une partie carrée en forme de messe noire, à la fin, les victimes deviennent à leur tour couple zombie cherchant couple... A Hongkong *(The Imp)*, c'est un gardien de nuit né sous une très mauvaise et heureusement très rare conjoncture astrale qui provoque des catastrophes contre lesquelles nul ne peut *rien*, pas même l'exorciste bouddhiste. Et *l'Entité*, force invisible et irrésistible, casse tout, viole à plusieurs reprises une mère de famille qui finit par s'y faire.

Une constante : dans quelque film que ce soit, dès qu'une femme est seule chez elle, elle prend une douche, et c'est alors que le pire arrive. Moralité : ne nous *lavons* plus.

La mode lancée par Hitchcock (la fameuse douche de *Psychose*) a la vie dure. D'autres se perdent. Ainsi, celle des enfants maléfiques qui a suivi *l'Exorciste*. Cette année, nous avons tout juste une adolescente pensive dont l'esprit jaloux provoque par accident la mort de sa sœur et de son père : *Appointment*, histoire extrêmement anglaise toute en regards, en silences, en paysages trop calmes, en détails décalés. Rien à voir avec les outrances des petits possédés.

De même, après avoir subi longtemps les invasions de serpents vindicatifs, de lapins géants, d'insectes venimeux, de cadavres rappelés à la vie par les radiations, le péché de pollution ne tourmente plus les consciences occidentales. Aujourd'hui, la peur du monde, c'est la pénurie. D'où *Battletrack*, succédané de *Mad Max* avec course au pétrole, camions-forteresses, soldats bestiaux menés par un chef cruel mais patelin, opposés à une communauté baba qui cuit son pain, plus un dilemme cornélien, plus un justicier solitaire qui n'arrive pas à la cheville du beau brun aux yeux bleus, de Mel Gibson, de Max le dingue.

Une affaire de rats voraces qui déboulent pendant l'inauguration d'une nouvelle ligne de métro canadien a été éliminée (trop nulle). Et si *Espèces en danger* pose le cas de troupeaux dévorés de manière atroce, il ne s'agit pas d'un drame écologique, mais d'une de ces organisations machiavéliques qui furent successivement affiliées aux nazis, aux communistes, à la C.I.A. Mais l'Amérique n'a plus mal à Kennedy. L'organisation d'État caricature l'esclavage de la consommation et des plaisirs forcés dans *Kamikaze*, film allemand dont le principal attrait est Fassbinder en uniforme façon panthère. Mais ces monstres froids sans visage — les organisations — continuent de dominer les films venus de l'Est, fables tristes en forme de cercles vicieux où sont enfermés des antihéros à la recherche de leur âme, noyés de solitude.

Enfermés aussi, les soldats de la patrouille perdue — *Southern Comfort* — prisonniers des bayons marécageux, engagés dans le fouillis des grands arbres spongieux, pris dans un temps qui s'enroule sur lui même et les détruit un à un, jette les survivants en plein milieu d'une fête cajun, parmi des gens d'un autre monde, d'une autre époque, des étrangers mortellement indifférents... Relents du Vietnam, remords colonialistes, peur de la décadence ?

Les cauchemars de l'enfance...

Lors de la sélection, on s'est demandé un moment si *Southern Comfort* était vraiment du « fantastique ». Éternelle question inutile et révélatrice : dès qu'un film est bon, elle se pose. Mais, bon ou mauvais, il est « fantastique » quand il porte les cauchemars de l'enfance et les accroche à des légendes, à des culpabilités adultes, universelles ou circonstancielles. Les circonstances évoluent, et ce sont toujours les mêmes peurs à exorciser. *Southern Comfort* n'est pas un film spécialement original : il est fort, et oppressant.

Le succès du Festival d'Avoriaz, la présence des médias, en font un bon tremplin publicitaire et encouragent les compagnies à lui donner des œuvres importantes : il y a eu *Erasherhead* et *ElephantMan*, de David Lynch, les deux *Mad Max* de Georges Miller — qui préside le jury cette année.

En 1983, on peut parier sur *Dark Crystal Héroïc Fantasy*, avec des sortes de poupées formidablement animées, fabriquées par l'équipe des Muppets : grands aigles chimériques aux plumes déchiquetées, parés comme des rois barbares et qui semblent sortis de roches de quartz ; armées de scarabées noirs, luisantes coques vides ; diplodocus humanoïdes ancêtres de E.T. ; soleil jaune qui colle la pousssière sur des montagnes desséchées, architectures torturées, villes grouillantes, monde croassant, pesant, trivial, *monde hoffmannien où deux en*fants aux yeux de verre traversent d'impossibles aventures. Là, pas de question, pas d'ambiguïté, *Darik Crystal* est un film « fantastique ».

COLETTE GODARD.

(1) Dario Argento est invité à Avoriaz, où seront projetés trois de ses films.

Le Concours international du meuble

Un nouveau paysage pour le travail

Comment la culture peut-elle contribuer, même dans une modeste mesure, à la relance économique ? Une des réponses données par M. Jack Lang, ministre de la culture, a été le lancement d'un concours international pour les meubles de bureau, après qu'on eut fermement regroupé rue de Valois les commandes de plusieurs usagers publics. Le jury de ce concours a désigné, vendredi 14 janvier, dix projets lauréats parmi lesquels cinq seront retenus une fois mises au point les études de « faisabilité » pour la production industrielle.

Malgré les délais relativement brefs du concours, deux cent vingt équipes provenant de vingt-cinq pays ont répondu à l'invitation de son responsable, M. Jean-François Grunfeld, qui a parcouru les capitales du monde pour inviter architectes et designers à y participer. Le jury a eu du mal à choisir les meilleurs projets. Aucun, à vrai dire, ne se détache ni ne s'impose, bien que la qualité des esquisses retenues reste de bon niveau. Trois tendances se dégagent : le genre « technologique », qui intègre l'appareillage de l'électronique de bureau ; le genre « fonctionnaliste », qui améliore, sans éliminer ses nuisances, le système du « bureau paysagé » des années 60 ; et enfin le genre « intimiste », qui donne à l'espace du bureau l'amabilité du « chez soi », annonçant peut-être le temps du travail à la maison à partir du relais d'ordinateur.

Les designers des annés 50 avaient-ils l'inspiration plus heureuse que ceux d'aujourd'hui ? Ils croyaient aux dieux du monde moderne et leur ont dessiné les plus beaux sièges de l'ére industrielle. On cherche en *vain des équivalents aux* chefs-d'œuvre des Eames, Saarinen, Aalto, Kaerjholm. Pas de « belle forme » ici, mais seulement des systèmes modulaires où des éléments simples s'assemblent et se combinent, où l'asymétrie est reine et les variations possibles nombreuses afin de répondre à la diversité des besoins et à leur modification rapide. La console de l'ordinateur a une position dominante dans le site du bureau, celle du papier est plus rare, et l'homme n'est qu'un des éléments fonctionnels du système où l'on « ouvre » le paysage du travail d'exécution, isole un peu plus celui de la réflexion et de la création. Les architectes — ils ont été nombreux à répondre à ce concours — jouent leur rôle dans cë paysagisme qui définit théoriquement les relations de travail par la qualité d'un espace dessiné.

La phase industrielle du concours commence dès à présent, a annoncé M. Jack Lang. Après la conception, il s'agira de confronter les projets avec les réalités d'un cahier des charges économique et technique, *c'est-à-dire de vérifier si tel dessin* séduisant peut devenir un produit sérieux. Cette phase consiste à réaliser des mariages entre un créateur et un industriel — ou plusieurs — mis en compétition.

« Dans les détails... »

Ce « mariage » est un acte important pour le destin d'un projet. « *Tel en sortira amélioré après sa réalisation*, dit ainsi Mme Charlotte Perriand, présidente du jury, *tel risquera de perdre outes ses qualités.* » Cela dépendra des industriels qui sauront dépasser le bénéfice immédiat de la première commande — 80 millions de francs, dont la moitié ira au seul bâtiment du nouveau ministère des finances à Bercy. Pour le ministre de la culture, la balle est à présent du côté des maîtres d'usine. A eux de tirer le meilleur de ce transfert de matière grise qu'est un concours international, en *réalisant* des produits capables de trouver des marchés à l'étranger. A ce stade, c'est une affaire de qualité dans les détails. L'architecte Mies van der Robe ne disait-il pas qu'en matière de design, « Dieu est dans les détails » ?

JACQUES MICHEL.

LES LAURÉATS

Peter W. Isherwood (Grande-Bretagne) ; Marcel Ramoad (France) ; Kotaro Nakamura (U.S.A.) ; Gaetano Pesce (Italie) ; Bruno Rosenzweig, Norbert Scibilia, Serge Guillet (France) : Wendy Robin, Alan Stanton (Grande-Bretagne) ; Philipp J. Stone, R.-J. Lucherti (U.S.A.) ; Giorgio Carrozzino, Marc Delanne, Isabelle Hebey, Jean-Pierre Morel, Carmen Prieto, Marc Alessandri (France).

VU

En sautant à la corde...

C'est incroyable quand on y pense : voilà des millions et des millions d'années que notre espèce peuple la terre, voilà bientôt deux cents ans qu'on a fait la Révolution et on en est encore à nier la réalité — pulsations, éjaculation — de l'orgasme féminin. Il serait tout de même temps de regarder les choses en face. Et pas à la façon des invitées d'« Apostrophes » vendredi soir (« la sexualité féminine »), de haut ou de travers. J'ai été sidérée, je l'avoue, en les *voyant faire à l'unisson écho aux* ricanements égrillards de Bernard Pivot au moment délicat de soulever ce point, le fameux point G. Alors, mesdames, c'est bien vrai, cette histoire-là, dites-nous un peu ça... !

Non, non, jamais de la vie ! Cet endroit précis de leur anatomie avait totalement échappé à leurs investigations, apparemment. C'était encore une invention des sexologues américains et allemands. Une hystérie, affirmait, péremptoire et satisfaite, *Mme Dolto, décidément à son plus* haut niveau de compétence. Une mode passagère. Si les filles se masturbent ? Bien entendu, continuait-elle, imperturbable, particulièrement en sautant à la corde *(sic)*. Simplement, elles ne savent pas ce qu'elles font. Là, je dois dire que j'ai dû me retenir au dossier de ma chaise pour ne pas tomber. Faut-il vraiment que nous soyons obtuses, insensibles et distraites pour ne pas percevoir, surtout en l'éprouvant pour la première fois, l'intensité précise et *surprenante du plaisir solitaire.* On le découvre d'ailleurs souvent assez tard. Question de chance, de hasard. A cela une bonne raison : ce ne sont pas des choses dont on parle entre gamines. Pas davantage entre femmes, ce n'est pas fréquent.

Et ça ne l'est pas non plus, contrairement à ce qu'on veut bien croire, entre hommes et femmes. *Alors au lieu de s'interroger* interminablement sur la peur supposée qu'inspirerait à l'homme, sur l'oreiller, la femme émancipée, on ferait mieux d'inverser les termes du problème. Imaginez — c'est difficile, je sais — qu'il y a vingt ans à peine ces messieurs auraient eu enfin connaissance de certains moyens extrêmement efficaces et agréables d'atteindre à l'orgasme sans se soumettre aux lois de la procréation. Imaginez ensuite qu'ils se seraient permis de demander à leurs partenaires, stupé*faites de ces nouvelles exigences,* de leur donner satisfaction. Certaines s'y seraient employées avec joie. D'autres pas. Affaire de goût, de curiosité, de besoins (le désir, c'est comme l'appétit, il y en a des gros, il y en a des petits), sûrement pas de frousse. Je veux bien que les hommes soient trouillards, mais pas jusque-là !

CLAUDE SARRAUTE.

■ **M. Jack Lang, ministre de la culture, a présenté, jeudi 13 janvier, les activités du Centre national des lettres pour *l'année 1983. Entouré de M Jean* Gattegno, directeur du livre et de la lecture, et des membres des commissions spécialisées, le ministre a jugé que les professionnels ont retrouvé une « *certaine confiance* » dans l'avenir du livre. *Il a fait état aussi de toute une série de* mesures prises en faveur de la librairie, de l'édition et des réseaux de lecture (*le Monde* daté 26-27 décembre 1982). Le C.N.L. entreprendra en 1983 une série d'innovations. Aux onze commissions spécialisées qui donnent leur avis pour l'attribution de crédits s'en ajoutent deux nouvelles, concernant la littérature scientifique, présidée par M Jean-Marc Lévy-Leblond, et la littérature pour la jeunesse, présidée par Mme Geneviève Patte. M. Yves Navarre succède à M. Hervé Bazin à la présidence de la commission création littéraire.**

Le débat sur le thème
BIBLIOTHÈQUE ET TÉLÉMATIQUE
avec Marc CHAUVEINC
à la salle d'actualité de la B.P.I. au centre Georges-Pompidou, prévu le 17 janvier, à 18 h 30, est reporté au 25 avril.

Auvergnats dans la capitale

Un siècle de culture « fouchtra »

Noir de poil et de charbon – elle derrière le zinc, lui un sac de boulets Bernot sur le dos, – l'Auvergnat de Paris n'avait été, jusqu'ici, l'objet d'aucune reprise savante. Au mieux l'objet de sarcasmes lorsque le « fouchtra » était parvenu à s'élever dans la hiérarchie – but, depuis deux cents ans qu'elle dure, de l'émigration à Paris. La lacune est comblée : auteur, en 1979, de *Quand les Auvergnats partaient conquérir Paris*, Roger Girard récidive avec *Journal d'un Auvergnat de Paris* (Fayard). Il profite du centenaire du fameux *Auvergnat de Paris* pour relire ce journal, le refondre et, ainsi, nous conter au jour le jour l'aventure ignorée et pourtant si importante pour Paris de ses Auvergnats.

Auberge espagnole, non pas ! Une odorante boutique de salaisons, ce *Journal !* A travers l'anodin, qui a tellement contribué à l'homogénéité de la colonie – *« Céline Vergnolle, de La Fageole près de Pinols, vient d'être élue reine des blanchisseuses »*, – Girard retrace la carrière du fondateur de *l'Auvergnat de Paris* et de la Ligue auvergnate : Louis Bonnet, ses rêves et chimères, son évolution politique (à la fin de ce premier tome, en 1907, il est « bloc des gauches »). Bonnet sans lequel la colonie n'aurait pas été ce qu'elle est ; qui a donné Doumer, Pompidou, Giscard... Chirac peut-être... Les hommes du Massif Central donc, du fait de la délimitation géographique de l'Auvergne à Paris, qui dépasse l'Auvergne réelle puisque aux Puy-de-Dôme, Cantal et Haute-Loire s'ajoutent Corrèze, Lot, et surtout Aveyron et Lozère dont l'Aubrac, qui en est une partie, fournit à 90 % les patrons des bistrots de Paris.

Parisien puisque né à Paris, Auvergnat de cœur, d'âme et de patois (loin de lui l'occitan préfabriqué !), Girard se plaint de ne pas toujours faire entendre l'*« originalité auvergnate de Paris »*, qui résulte de cette composante en y apportant, de surcroît, une dimension supplémentaire.

Précisément, Girard fournit de précieuses indications sur la culture populaire à Paris il y a cent ans, sur cette rue de Lappe par excellence la rue des « Auverpinces » – d'abord les ferrailleurs, – sur ses bals-musette. Traditionnel aujourd'hui, l'accordéon, importé par les Italiens, a eu du mal à entrer dans la danse : Paris était voué à la cabrette, ou « musette » (quel réalisateur s'en est jamais soucié dans les reconstitutions cinématographiques ?). Les bals avec cabrette étaient bien fréquentés, ceux avec accordéon étaient de curieux petits bals de famille où les apaches jouaient à Casque d'Or...

Le dernier grand du musette parisien, Jo Privat, ne se fait plus guère d'illusions sur son art, sur l'accordéon... Lisons ce que Girard écrit page 396 : « *Les intellectuels bourgeois de la rive gauche, en décidant d'édifier un opéra place de la Bastille, n'ont évidemment pas eu l'idée de rendre hommage à la musique authentiquement populaire qui y est née.* » Qui, à part Girard, Privat, Lépidis de Belleville aussi, sait les affrontements musicaux qu'il y eut là, 13, rue de Lappe, avant la guerre de 1914, entre Bouscatel le cabrettaire et Péguri l'accordéoniste ? On sait tout sur le blues, le jazz, mais rien – M. Lang ne me contredirait pas – sur le musette et tout ce que ça impliquait pour la vie du menu peuple de Paris. Cette profession de foi courageuse, anachronique, alliée au désenchantement de Jo Privat, me confirment dans mon idée que, dans l'indifférence généralisée, le Paris gai et généreux que nous avons connu est fichu, et que, vu tout ce qu'on nous prépare, son chemin de croix est loin d'être terminé, hélas !

CLAUDE DUBOIS.

Gâchis sous les Halles

Un souterrain dans le tunnel

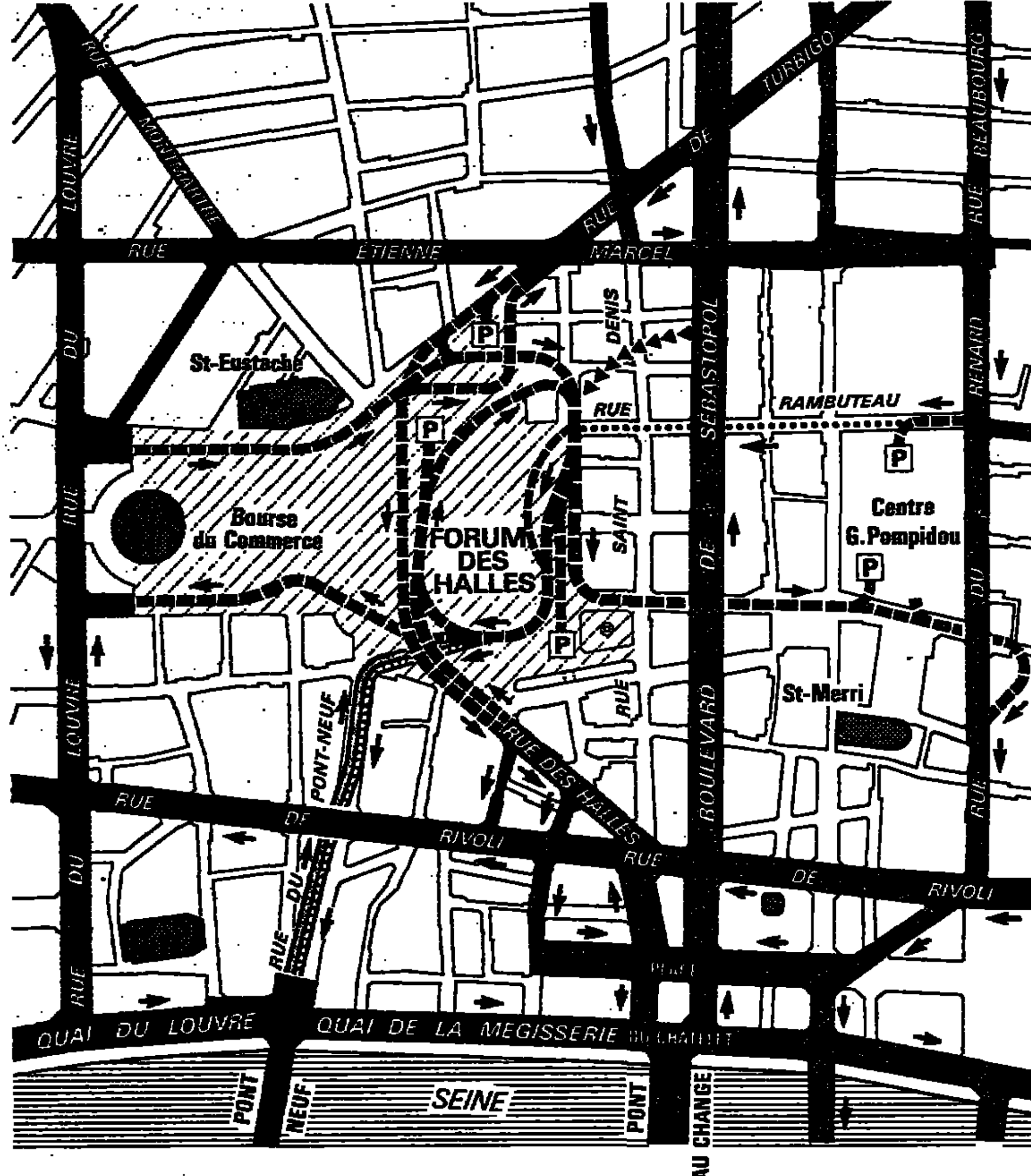
Depuis peu, les automobilistes parisiens ont à leur disposition 350 mètres de souterrain supplémentaires : celui qui vient d'être ouvert entre le Forum des Halles et les quais de la Seine. Après être passé sous la rue de Rivoli, il débouche devant le Pont-Neuf.

Ce nouveau tronçon complète le lacis de voies souterraines long de 5 000 mètres qui déroule ses méandres sous les anciennes Halles. Ouvert pour l'instant dans le sens nord-sud, il devrait être doublé en 1984 par une voie parallèle, cette fois dans le sens sud-nord.

L'équipement souterrain du quartier des Halles sera-t-il achevé pour autant ? Les plans initiaux prévoyaient encore un tunnel d'environ 300 mètres suivant la rue Rambuteau et permettant de relier la rue du Renard au réseau des Halles. Il aurait ainsi complété les axes est-ouest. Si l'ouvrage est toujours programmé, sa réalisation paraît remise *sine die*.

Les multiples tunnels qui s'entrecroisent sous les pieds des habitants du quartier des Halles n'ont pas tenu leurs promesses. On pensait que, permettant de franchir toute cette zone sans feux rouges, ils attireraient une bonne partie du trafic qui encombre les voies de surface, comme le boulevard de Sébastopol *et la rue du Louvre. Il n'en a rien* été. Ainsi le souterrain qui permet de passer sans encombre de la rue de Turbigo, au nord, à la rue de Rivoli, au sud, a été calculé pour recevoir 2 000 véhicules à l'heure. Il en passe 800 seulement, aux moments de pointe. Le complexe souterrain des Halles, qui fait l'orgueil de nos ingénieurs et qui a coûté au total plus de 400 millions de francs, est donc utilisé à 40 % de sa capacité.

La première raison en est qu'il a été conçu il y a une dizaine d'années, alors que le boulevard Saint-Michel était encore à double sens. On estimait que les flots de circulation nord-sud passant dans le souterrain trouveraient leur exutoire sur la rive gauche, au-delà de la Seine, par le Boul'Mich'. Hélas, on ne peut plus remonter la célèbre artère, et les hypothèses d'antan sont donc par terre.



Voirie de surface — Voirie souterraine déjà en service — Voirie souterraine nouvelle
P Entrée de parking — Voirie souterraine 1984 — Voirie souterraine programmée
Voirie souterraine à l'étude — 0 100 200 300 m

Autre explication : le circuit intérieur est si compliqué et la signalisation si peu claire que beaucoup d'automobilistes étrangers au quartier hésitent à s'y engager. Nombre de ceux qui s'y sont aventurés ont juré, dit-on, qu'on ne les y prendrait plus car ils n'ont pas resurgi des entrailles de béton là où ils croyaient.

L'une des particularités du système est que pour sortir vers la droite, il faut généralement entrer par la voie de gauche. Cette apparente anomalie déroute les esprits logiques. En fait, disent les spécialistes de la circulation, il faut suivre les indications des panneaux et surtout ne pas réfléchir. En somme, pour bien utiliser les souterrains des Halles, il faudrait « conduire idiot ». Ce n'est pas, semble-t-il, dans la manière des conducteurs parisiens.

On attendait aussi des souterrains des Halles qu'ils permettent de réaliser entre la Bourse du commerce et le Centre Pompidou une vaste zone piétonne. Or le boulevard de Sébastopol reste un fleuve automobile difficilement franchissable par les promeneurs. Faudra-t-il avant 1985, date d'achèvement du Forum, du jardin et des équipements voisins, le mettre en tranchée ? Techniquement, ce serait possible. Napoléon III et son urbaniste le baron Haussmann voulaient construire une gare à cet emplacement. Il n'y a donc aucune ligne de métro sous le boulevard, seulement un collecteur qu'on pourrait déplacer. Mais l'ouvrage coûterait fort cher.

Comment ouvrir la voie aux piétons à moindres frais ? L'idée maîtresse soutenue par l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) consiste à rentabiliser au maximum les souterrains actuellement construits en incitant le trafic à s'y engouffrer. Pour cela il faudrait d'abord interdire aux voitures particulières le boulevard de Sébastopol. La circulation venant du sud serait déviée vers la rue des Halles, emprunterait les tunnels et ressortirait rue de Turbigo. Pour écouler le flot automobile descendant du nord, il faudrait forer environ 150 mètres de tunnel entre la rue Etienne-Marcel et le complexe souterrain. Celui-ci ainsi « suralimenté » utiliserait enfin ses pleines capacités et libérerait son environnement. L'hypothèse, audacieuse, est à l'étude.

MARC AMBROISE-RENDU.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 16 JANVIER

« Ministère de la marine », 10 h 30, 2, rue Royale, Mlle Garnier Ahlberg. « Coulisses de la Comédie-Française », 10 h 30, porte place Colette, Mlle Oswald.

« De Carthage à Kairouan », 10 h 30, Petit Palais, D. Bouchard.

« Le Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale, Mme Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels du Châtelet et de Villeroy », 15 heures, 127, rue de Grenelle (La France et son passé).

« Hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de Bellechasse (Histoire et archéologie).

« Rencontre avec des artistes de la Cité fleurie : le peintre Cadiou », 15 heures, 65, boulevard Arago, M. Jaslet.

« Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, parvis de l'église (Lutèce-Visites).

« Hôtels du Marais, place des Vosges », 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« La Conciergerie », 11 heures, 1, quai de l'Horloge, E. Romann.

« L'art irlandais », 10 h 45, Grand Palais (Visages de Paris).

LUNDI 17 JANVIER

« L'Art irlandais », 13 h 45, Grand Palais, Mme Zujovic.

« La Liberté guidant le peuple », de Delacroix, 14 h 30, Louvre porte Jaujard, Mme Leclercq.

« Trésors d'Irlande », 15 heures, Grand Palais, (Approche de l'art).

« La Tour et Le Nain », 14 h 30, Louvre porte Denon, (Arcus).

« Les Impressionnistes », 14 h 45, Musée du Jeu de Paume, (Arts et curiosités de Paris).

« La Peinture romantique française », 14 heures, Louvre porte Denon, D. Bouchard.

« École des beaux-arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, Mme Moutard, (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, parvis, Mme Hager.

« La Bourgogne romane, épigraphie et iconographie », 15 heures, Musée des monuments français, (Histoire et archéologie).

« Hôtels du Marais, quartier des Archives », 14 h 30, métro Saint-Paul, (Résurrection du passé).

« La Cour des Miracles, la tour de Jean sans Peur, les Halles », 14 h 30, 16, rue Etienne Marcel, (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 16 JANVIER

14 h 30, 28, avenue George-V, P. Brouwers : « New-York, Los Angeles », et 17 h 30, « San-Francisco », (audiovisuel).

14 h 30, 60, boulevard Latour Maubourg, M. Brumfeld : « L'exode et le culte » et, 16 h 30, « La conquête de la terre sainte » (Rencontre des peuples).

15 heures et 16 heures, 195, rue Saint-Jacques, « Le testament de l'île de Pâques » (Centre de la mer et des eaux), film de l'équipe Cousteau.

15 h 30, 15, rue de la Bûcherie, J. d'Arès : « Mystérieuse vallée du Nil, origine des civilisations d'Occident ? » (Les artisans de l'esprit), projections.

LUNDI 17 JANVIER

15 heures, 23, quai de Conti, Ch. Ferenbach : « La comète de Halley », (Académie des sciences).

15 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « Louis XV à Versailles », (Caisse nationale des monuments historiques) ; (projections).

19 heures, Musée des monuments français, L. M. Tillet : « La Bretagne romane », (Centre d'études romanes).

20 h 30, 30, boulevard de Port-Royal, A. Kriegel, A. Steg, J. Grunewald : « Mythes et vérités sur Sabra et Chatila », (Centre Rachi).

BREF

INITIATION A L'INFORMATIQUE

L'Université populaire de Paris organise quatorze cours du soir, de 19 heures à 22 heures, par groupes de quinze à vingt participants. Exercices pratiques sur micro-ordinateurs munis d'une imprimante. Aucune connaissance spéciale n'est demandée. Les cours ont lieu au centre d'animation Mathis de la Ville de Paris, 15, rue Mathis, près de la station de métro Crimée.

★ Université populaire de Paris, 48, rue de Ponthieu, 75008 Paris, Tel. : 256-03-08.

CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

L'université Paris-Nord organise, pendant toute l'année scolaire, des séminaires et des stages destinés aux enseignants (cycles maternel, élémentaire et collège) sur les thèmes suivants : moyens de lutter contre l'échec scolaire et transformation de l'école, travail avec les différents acteurs sociaux et zones d'éducation prioritaires, informatique à l'école, pratique de l'audiovisuel, techniques documentaires.

★ IFREF, université Paris-Nord, avenue J.-B.-Clément, 93430 Villetaneuse, Tél. : 821-61-70, postes 49-85 et 49-82.

LES DEMEURES DU TROISIÈME AGE

La préfecture de la région Ile-de-France vient de publier un guide pratique dressant la liste complète des divers établissements qui accueillent les personnes âgées en Ile-de-France, qu'il s'agisse des résidences, de maisons de retraite ou de maisons de cure médicale. Cette brochure, réalisée par l'observatoire régional de santé, fournit également des précisions sur le statut des établissements, sur leur taille et sur la possibilité qu'ils ont d'accueillir des personnes invalides ou de garder des personnes devenues invalides.

★ Disponible sur simple demande : dans les préfectures de tous les départements de la région Ile-de-France ; à l'accueil de la mairie de Paris, 29, rue de Rivoli, 75004 Paris ; et au service de documentation de la préfecture de la région Ile-de-France, 29, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris.

ENTRAIDE EN MUSIQUE

Depuis deux ans, le conservatoire de musique et d'expression artistique accueille notamment des handicapés (physiques, mentaux) dans son centre de psychopédagogie musicale. Il s'agit de contribuer à l'éveil de la personnalité par un enseignement artistique approprié, pourvu d'une pédagogie originale : cours d'instruments de musique (piano, guitare, batterie, flûte), arts graphiques (dessin, sculpture), mime, théâtre.

★ 58, avenue Jean-Jaurès, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, tél. : 840-69-76.

« CHIFFONNAGE » SAUVAGE

La mairie de Paris prépare, en liaison avec la préfecture de police, un arrêté pour étendre aux grands conteneurs d'ordures réservés à la collecte des gros objets l'interdiction de « chiffonnage » qui s'applique déjà aux poubelles des immeubles.

Cette disposition, qui permettra à la police de verbaliser en cas d'infraction, vise à empêcher les chiffonniers-ferrailleurs – ou les particuliers – de fouiller dans ces grandes bennes, ce qui a pour effet de transformer leurs abords en des sortes de décharges sauvages.

DEVENIR ARTISAN

L'Association des amis du centre régional d'éducation populaire d'Ile-de-France organise en 1983 des stages de formation professionnelle aux métiers de l'artisanat : poterie-céramique, grès, tissage-tapisserie, sculpture sur terre, peinture sur soie... Une semaine, moins de 700 F.

★ 1, rue du Docteur-Le Savoureux, 92290 Châtenay-Malabry. Tél. : 660-67-53.

JEUNES AU MARAIS

L'Association sociale du Marais et des Halles édite une brochure recensant toutes les structures de loisirs, de sport et de culture pour les enfants et les jeunes sur le centre de Paris. Ce document présente aussi les activités de l'association, et en particulier son service d'accueil « avocat-clinicien » et son groupe de réflexion sur la drogue.

★ Cette brochure peut être envoyée contre un chèque du 10 F + 6 F de frais adressé à l'Association sociale du Marais et des Halles, Mme Laforêt, 55, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

france / paris-programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ. – Gemier (727-81-15), sam., dim. : 20 h 30 et dim. 15 h.

MILLE ET UNE NUITS. – Plaine (842-32-25), sam. : 20 h 30, dim. : 17 h.

SCARAMOUCHE. – Théâtre 13 (588-16-30), sam. : 20 h 30, dim. : 15 h.

FREE THEATRE. – Villepreux, Val de Gally (462-49-97), sam. : 21 h.

EDEN CINEMA. – Lucernaire (544-57-34), sam. : 18 h 30.

LA MERE. – Cité Internationale, Grande Salle (589-38-69), sam. : 20 h 30.

LE VISON VOYAGEUR. – Michodière (742-95-22), sam. : 20 h 30 et dim. : 15 h et 18 h 30.

LES TROIS MOUSQUETAIRES. – Créteil, Maison des arts (899-94-50), sam. : 20 h 30 et dim. : 15 h.

LE TEMPS DES CERISES. – Montreuil, TEM (858-65-33), sam. : 21 h et dim. 17 h.

COMÉDIE PASSION. – Comédie des Champs-Élysées (720-08-24), sam. : 20 h 45, dim. : 15 h et 18 h 30.

FRAGMENTS. – Théâtre Présent (203-02-55), sam. : 20 h 30, dim. : 16 h.

DYLAN. – Rond Point (256-70-80), sam. : 15 h et 20 h 30, dim. : 15 h.

L'ÉTIQUETTE. – *Variétés* (233-09-92), sam. : 19 h 15 et 22 h, dim. : 15 h 30.

LA NUIT DES ALLIGATORS. – Comédie de Paris (280-00-11), sam. : 20 h 30.

LA MORT DU DOCTEUR FAUST. – Bobino (322-74-84), dim. : 20 h 45.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11), sam. : 19 h 30 : Carmen.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam. : 14 h 30 et 20 h 30 : La vie est un songe ; dim. : 14 h 30 : Intermezzo, et 20 h 30 : l'Avare.

CHAILLOT (727-81-15) Grand Théâtre sam. : 18 h 30, dim. : 16 h : Hamlet.

ODÉON (325-70-32) : sam. : 20 h 30, dim. : 15 h : Superdupont.

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. : 18 h 30 : Comptine.

TEP (797-96-06), sam. : 14 h 30 et 20 h 30, dim. : 15 h : l'Oiseau vert ; dim. : 20 h. : Gendarmes et Voleurs ; la Règle du jeu.

PETIT TEP (797-96-06), sam. : 20 h 30, dim. : 15 h. : l'essuie-mains des pieds.

BEAUBOURG (277-12-35) Cinéma-Vidéo : sam., dim. : 13 h, 16 h, 19 h : nouveaux films BPI ; sam., dim. : 12 h 30 à 22 h 30 : Journées audiovisuelles internationales 1983.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Opérette : sam. : 14 h 30 et dim. : 14 h : la Veuve joyeuse.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. : 20 h 30 et dim. : 14 h 30 : les Bas-Fonds ; sam., dim. : 18 h 30 : Brandis Quartet de Berlin.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), sam. : 20 h 30 et dim. : 16 h : le Cocu magnifique.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Coup de soleil.

ARTS-HEBERTOT (387-24-24), sam., 21 h, sam. et dim. 15 h : Moi.

ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), sam., 20 h 30 : le Malentendu ; dim. 16 h : les Bonnes.

BASTILLE (357-42-14), sam., 20 h 30 : Léonce et Léna ; (dern.).

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam., 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : En sourdine les sardines.

CARTOUCHERIE, Théâtre de l'Aquarium (374-99-61), sam., 20 h, dim., 16 h : Correspondance (dern.). Théâtre du Soleil (374-24-08), sam., 18 h 30 ; dim., 15 h 30 : la Nuit des rois ; Théâtre de la Tempête (328-36-36), sam., 20 h 30, dim., 15 30 : le Roi des Aulnes.

CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), sam., 20 h 30 : J.-L. Craver, M. Bloch, Kapia.

CITE INTERNATIONALE (589-38-69) Resserre sam., 20 h 30 : les Larmes amères de Petra Von Kant ; Galerie sam., 20 h 30 : les Habits du dimanche ou le Lutrin vivant.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), *sam., 21 h, dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.*

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

DEUX PORTES (361-49-92), sam., 20 h 30 : les Fourmidiables.

EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 21 h, dim. 15 h : la Dernière Nuit de l'été.

ELDORADO (208-45-42), sam., 20 h 30, dim., *15 h et 18 h 30 : les Rustres* (dern.)

ESCALIER D'OR (523-15-10), sam., 20 h 30, dim. 14 h 30 : 1981.

ESPACE-GAITÉ (327-95-94), sam., 20 h 30 : Valardy 83 ; sam., 22 h, dim. 20 h 30 : Kadoch.

ESPACE-MARAIS (271-10-19), sam., 20 h 30 : le Mariage de Figaro.

FONTAINE (874-74-40), I : sam., 18 h 30 : Mon Isménie - Gibier de potence ; sam. 18 h 30, 20 h 15 et dim. 16 h : Vive les femmes – II : sam., 20 h 30, dim. 15 h : S. Joly.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam., 20 h 30, dim., 15 h : M. Lagueyrie : Rouleur.

GALERIE 55 (326-63-51), sam., 21 h : The Lover.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam., 20 h 30, dim. 17 h : la Farce du roi Force.

HUCHETTE (326-38-99) sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.

LA BRUYÈRE (874-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : Au bois lacté.

LIERRE-THEATRE (586-55-83), sam., 20 h 30 ; dim., 15 h : l'Opéra nomade.

LUCERNAIRE (544-57-34), I : sam., 19 h : Moman ; 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Tchoufa ; II : sam., 20 h 30 : la Noce. Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français.

MADELEINE (265-07-09) sam., 20 h 45, sam. dim., 15 h : la Dixième de Beethoven.

MAISON DE L'ASIE (580-04-73), sam., 21 h : l'Artiste.

MATHURINS (265-90-00) sam., 21 h, sam., 15 h, dim., 15 h et 18 h 30 : l'Avantage d'être constant.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74) sam., 21 h : l'Education de Rita.

MICHEL (265-35-02), sam., 21 h 15, sam., 18 h 15 et 21 h 15, dim., 15 h 30 : On dînera au lit.

MOGADOR (285-28-80), sam., 20 h 30, sam., 15 h 30 : Un grand avocat.

MONTPARNASSE (320-89-90) sam., 21 h, D., 16 h : R. Devos ; Petit Montparnasse sam., 21 h 15, dim., 15 h : Trois fois rien.

NOUVEAUTES (770-52-76), sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : Hold-up pour rire.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) sam., 19 h 15 et 22 h, dim., 15 h 30 : Pauvre France (dern.).

PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), dim., 21 h : Rêves d'écluses.

SAINT-GEORGES (878-63-47) sam., 20 h 45, dim., 15 h : le Charimari.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), sam., 20 h 45 : les Burlingueurs (dern.).

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam., 20 h 45, dim., 15 h et *18 h 30 : les Enfants du silence.*

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), sam., 20 h 30 : Huis clos ; sam., 20 h 30 : l'Ecume des jours ; sam., 22 h : la Voix humaine.

THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), sam., 18 h 30 : Yes, peut-être ; 20 h 30 : la Nourrice des étoiles ; 22 h : Chant du monde.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ÉPICERIE (272-23-41) sam., 20 h 30, dim., 16 h : Conte cruel.

THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), sam., 20 h 30 : le Misanthrope.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), Petite salle sam., 20 h 30, dim., 15 h : *la Fuite en Chine.*

THÉATRE DE LA PLAINE (842-32-25) sam., 20 h 30, dim., 17 h : Mille et Une Nuits.

THÉATRE 14 (545-49-77) sam., 21 h : Une minute encore.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Petite salle sam., 20 h 30, dim., 15 h : Camera oscura.

THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), sam., 20 h 30 : Le mal court.

THÉATRE DE LA VILLA (542-79-56), sam., 21 h, dim., 17 h : Arlequin valet de deux maîtres.

La danse

CARTOUCHERIE, Atelier du Chaudron (328-97-04), sam. 20 h 30, dim. 16 *heures : Victor Estrems.*

STUDIO DES QUATRE-TEMPS (773-65-11), sam. 21 h, dim. 18 h 30 : C. Marcade and Cie.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), sam. 15 h et 20 h 30 : Pilobolus Dance Theater (dern.).

Le music-hall

BIBLIOTHÈQUE FAIDHERBE (371-71-16), sam. à 15 h : J.-P. Jacquin, C. Biasen, M. Deslandes, A. Chaintron.

BOBINO (322-74-84), sam. 20 h 45, dim. 16 h : B. Haller.

CHEVALIER DU TEMPLE (277-40-21), sam. 21 h et 23 h : R. Bahri (dern.).

FIAP (589-89-15), sam. 20 h 30 : Lolo Sy Ny Tariny.

GYMNASE (246-79-79), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : G. Bedos.

OLYMPIA (742-25-49), dim. 17 h et 21 h : R. Charlebois (dern.).

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), sam., 21 h, dim. 15 h : M. Sardou.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam., 14 h 15, 17 h 30 et 20 h 30, dim., 14 h 15 et 17 h 30 : Cirque de Moscou *sur glace.*

THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h : A. Cordy.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam., dim., 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, O. Guidi.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim., 21 h 30 : J.-L. Longnon (dern.)

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam., 22 h 30 : A. Hoist's Salsa Band.

CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), sam., dim., 20 h : P. Meige.

DUNOIS (584-72-00), sam., dim., 20 h 30 : Cuarteto Cedron.

FORUM (297-53-39), sam., 21 h : Factory, P. Personne.

NEW MORNING (523-51-41), sam., 21 h 30 : Art Blakey and the Jazz Messengers.

PETIT JOURNAL (326-28-59), sam., 21 h 30 : Preissac Jazz Quintet.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim., 23 h : Betina (dern.)

SLOW CLUB *(233-84-30), sam., 21 h 30 :* M. Laferrière (dern.).

Les concerts

SAMEDI

BIBLIOTHÈQUE LANCRY, 18 h 30 ; E. Tamo (musique traditionnelle kurde).

RANELAGH, 16 h 30 : Musique ancienne.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, *18 h 30 : M. Horak (Mozart, Schubert,* Debussy).

CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE, 20 h 45 : F. Thiry (Debussy, Stravinski, Weber...).

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : P. Bellugi (Mozart).

ÉGLISE SAINT-MERRI, 21 h : Chœurs d'enfants de Paris, dir. :R. de Magnée (Palestrina, Villa-Lobos, Milhaud...).

Samedi 15, dimanche 16 janvier

SALLE GAVEAU, 17 h : Quatuor de Sydney (Chostakovitch, Honegger, Beethoven) ; 20 h 30 : E. Heidsieck (Beethoven, Brahms, Merlet).

CENTRE D'ART CELTIQUE, 20 h 45 : R. Brodin (Da Milano, Spinaccino, Dowland) ; M. Ivanissevich (Weiss, Dufaut, Bach, Kellner).

DIMANCHE

SALLE GAVEAU, 15 h : W. Chodack (Beethoven).

NOTRE-DAME, 17 h 45 : A. Gomez.

EGLISE SAINT-MERRI, 16 h : F. Martin, B. Grenat, I. Etinger (Bach, Ivrina, Dyens...).

THEATRE DU ROND-POINT, 11 h : Quatuor Ivaldi (Beethoven, Fauré).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Pasdeloup (Mozart, Stravinski).

SALLE PLEYEL, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. : D. Chorafas (Schubert, Brahms).

EGLISE AMERICAINE, 18 h : M. Debost (Bach, Telemann, Haydn...).

EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN, 20 h 45 : Ensemble G. Dufay, dir. : A. Bedois (Abélard).

CONCIERGERIE, 17 h 30 : R. Pasquier (Bach).

EGLISE SAINT-GABRIEL, 15 h 45 : Y. Hekimova (Bach, Daquin, Liszt...).

EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES, 17 h : M.-A. Morisset-Balier, M. Morisset (Bach, Widor, de Froberville...).

CENTRE D'ART CELTIQUE, 19 h : R. Brodin (Da Milano, Spinaccino, Dowland) ; M. Ivanissevich (Weiss, Dufaut, Bach, Kellner).

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 18 h : Orchestre Colonne : Mauricio Kagel (Bach, Kagel, Beethoven...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI

15 h : Curd Jurgens : le Conte des échecs ; 17 h : Valerio Zurlini : la Fille à la valise ; 19 h : Hommage à G. Mingozzi : la Vie en jeu ; 21 h : Hommage à F. Zinnemann : les Anges marqués.

DIMANCHE

15 h : R. Schneider : Monpti, d'H. Kautner. *17 h : I. Bergman : les* Cloches de Sainte-Marie, de L. McCarey ; 19 h : Hommage à G. Mingozzi : Flavia la défroquée ; 21 h : Hommage à F. Zinnemann : Acte de violence.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI

15 h : Répétition d'orchestre, de F. Fellini ; 17 h : la Famille dans le cinéma japonais : la *Vie élégante de M. Everyman*, de K. Okamota ; 19 h : Le tueur porte un masque, de J. Brahm ; 21 h : F. Solinas : Monsieur Klein, de J. Losey.

DIMANCHE

15 h : le Salon de musique, de S. Ray ; 17 h : la Famille dans le cinéma japonais : la Rivière Ki, de N. Nakamura ; 19 h : M. Feldman : Mon beau légionnaire ; 21 h : H. Fonda : l'Étrange Incident, de W. Wellman.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (A. v.o.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (261-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 8e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-49) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64)) ; Murat, 16e (615-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

ANNIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Hollywood Boulevard, 9e (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 15e (322-19-23) ; Images 18e (522-47-94).

LA BARAKA (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

BLADE RUNNER (*) (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM 2 (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; *Clichy Pathé, 18e (à partir de* ven.) (522-46-01).

LE BRACONNIER DE DIEU (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gloria, 17e (627-60-20) ; Images, 18e (522-47-94).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A., v.o., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). – V.f. ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Franco-polonais) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82).

DINER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – (V.f.) : Arcades, 20e (233-39-36) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HECATE (Fr.) (*) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Calypso, 7e (380-30-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Bretagne, 6e (622-57-97).

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ;».

LE JOURNAL DE CAMPAGNE (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88).

MORA (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

NEW YORK 42e RUE (A., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) :: 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

L'OMBRE DE LA TERRE (Fr.-Tun.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

PIRANHAS II (A., v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

PIRATE MOVIE (Aus., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Opéra, 2e (261-50-32).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE QUART D'HEURE AMERICAIN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

S.A.S. A SAN-SALVADOR (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24).

SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

TELL ME (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).

TIR GROUPÉ (*) (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

TRON (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). – V.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA VENGEANCE EST A MOI (Jap., v.o.) (*) Studio Médicis, 5e (633-25-97).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Passy, 16e (288-62-34).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00). – Vf. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

AGENT X-27 (A., v.o.) : Action-Ecole, 5e (325-72-07) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

ALIEN (*) (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE BAL DES VAMPIRES (*) (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

CASABLANCA (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

DELIVRANCE (*) (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).

FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

FREUD PASSION SECRÈTE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).

GILDA (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

HISTOIRE D'O (**) (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Action-Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).

LE LAURÉAT (A., v.o.) Quartier-Latin, 5e (326-84-25).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LE MEPRIS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74).

MIDNIGHT EXPRESS (**) (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

PAPILLON (*) (A., vf.) : Capri, 2e (508-11-69).

PANIQUE DANS LA RUE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Acacias, 17e (764-97-83).

PROVIDENCE (Fr., Ang.) V. ang. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-89-11). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA REINE CHRISTINE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : *Opéra-Night*, 2e (296-62-56).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE TAMBOUR (*) (All., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

THE ROSE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TOM JONES (Ang., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (**) (A., v.o.) Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

UN MATIN ROUGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE 3e HOMME (A., v.o.) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

WANDA (A., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 5e (326-80-25).

LES FILMS NOUVEAUX

COMMANDO, film britannique de Ian Sharp. V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MENAGE A TROIS, film américain de Bryan Forbes. V.o. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PRENDS TON PASSE-MONTAGNE, ON VA A LA PLAGE, film français d'Eddy Matalon. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; *Secrétan, 19e (241-77-99).*

LA RIVIÈRE DE BOUE, film japonais de Kohei Oguri. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Escurial, 18e (707-28-04) ; Olympic, 14e (542-67-42).

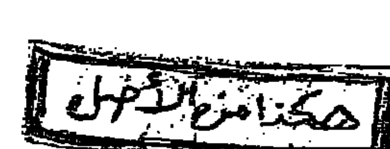
LE RUFFIAN, film français de José Giovanni. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 8e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumond-Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

SALUT LA PUCE, film français de Richard Balducci. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Ambassade, 2e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).

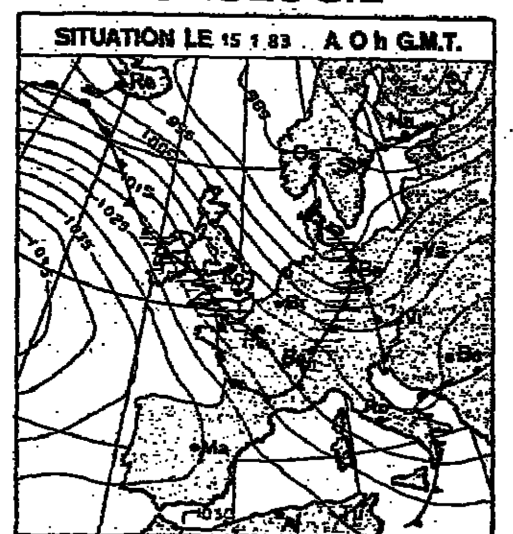
TRAVAIL AU NOIR, film anglais de Jerzy Skolimowski. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Bierritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

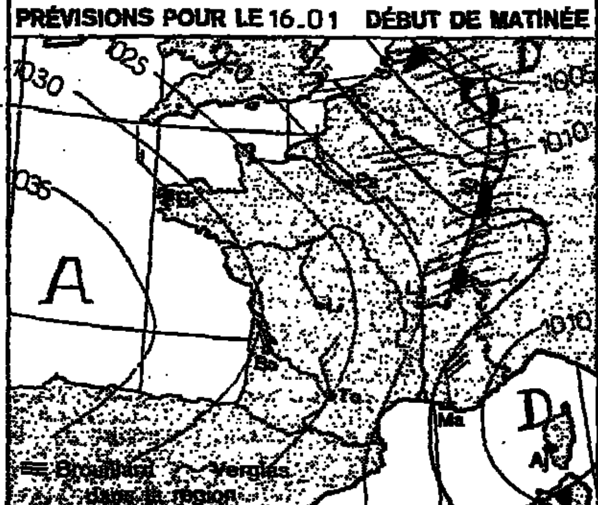
VIGILANTE (JUSTICE SANS SOMMATION) (**), film américain de William Lustig. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 12e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

WESTERN, film américain, en relief, de Ferdinando Baldi. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (745-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).



MÉTÉOROLOGIE



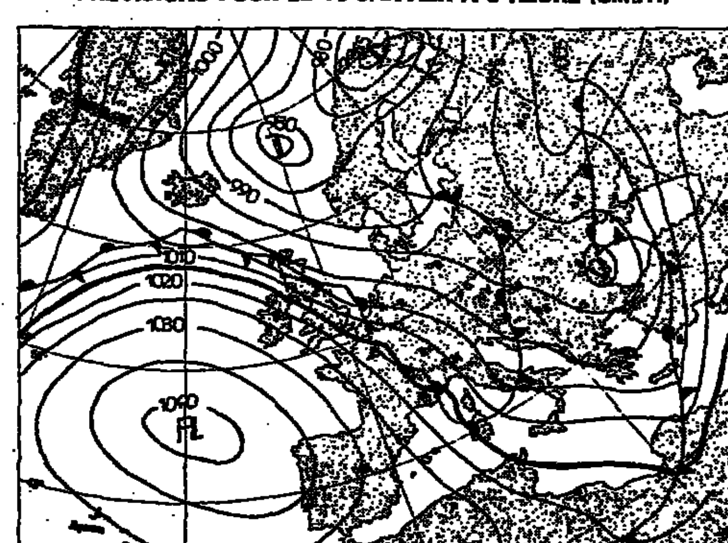


Évolution probable du temps en France entre le vendredi 15 janvier à 0 heure et le samedi 16 janvier à minuit.

Le pays restera sous l'influence du flux de nord-ouest humide et doux dirigé par l'anticyclone qui persiste sur le centre Atlantique.

Dimanche, sur le Sud-Est où soufflera le mistral, le temps sera ensoleillé. Ailleurs, le ciel sera généralement nuageux. Quelques pluies tomberont sur l'est du pays et près des Pyrénées, de la neige à partir de 1 200 mètres dans l'Est. Des bruines éparses seront observées au nord de la Loire et quelques éclaircies de la Loire à la Garonne. Le vent de nord-ouest sera modéré, mais assez fort à fort près des côtes de la Manche. Les températures minimales seront de 3 à 5° sur le Nord-Est et le Centre-Est, 4 à 6° près de la Méditerranée, 7 à 9° ailleurs. Quant aux maximales, elles atteindront 6 8° sur le Nord-Est, 12 à 14° sur les régions méditerranéennes, 10 à 12° ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 16 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 janvier ; le second le minimum de la nuit du 14 au 15 janvier) : Ajaccio, 12 et 8 degrés ; Biarritz, 10 et 7 ; Bordeaux, 9 et 7 ; Bourges, 6 et 6 ; Brest, 10 et 9 ; Caen, 10 et 6 ; Cherbourg, 9 et 8 ; Clermont-Ferrand, 5 et 5; Dijon, 2 et 1 ; Grenoble, 3 et 0 ; Lille, 8 et 6 ; Lyon, 4 et 1 ; Marseille-Marignane, 8 et 4 ; Nancy, 2 et 1 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 4 ; Paris-Le Bourget, 7 et 6 ; Pau, 9 et 7 ; Perpignan, 11 et 9 ; Rennes, 10 et 6 ; Strasbourg, 4 et 1 ; Tours, 8 et 5 ; Toulouse, 9 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 4 degré ; Amsterdam, 7 et 4 ; Athènes, 14 et 6 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 4 et 4 ; Bruxelles, 7 et 6 ; Le Caire, 14 et 2 ; Iles Canaries, 18 et 14 ; Copenhague, 4 et 1 ; Dakar, 24 et 19 ; Djerba, 15 et 7 ; Genève, 4 et 0 ; Jérusalem, 8 et 3 ; Lisbonne, 13 et 7 ; Londres, 10 et 7 ; Luxembourg, 0 et 2 ; Madrid, 12 et −3 ; Moscou, 2 et 0 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 1 et −5 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 13 et 4 ; Stockholm, 1 et −4 ; Tozeur, 14 et 7 ; Tunis, 16 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VINGT-CINQ DÉPARTEMENTS DÉCLARÉS EN ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE. — M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, viennent de signer un décret. Celui-ci déclare *« en état de catastrophe naturelle »*, conformément à la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, cinq départements dans leur totalité : Charente, Charente-Maritime, Haute-Saône, Saône-et-Loire et Vienne. Vingt départements sont déclarés partiellement atteints : Ain, Côte-d'Or, Dordogne, Doubs, Gironde, Indre, Indre-et-Loire, Loire-Atlantique, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Bas-Rhin, Rhône, Deux-Sèvres, Seine-et-Marne, Vendée, Haute-Vienne, Territoire de Belfort et Essonne.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 15 janvier :

DES DÉCRETS

● Relatif à l'application de l'article 8 bis de la loi du 12 juillet 1966 modifiée (allocation de repos maternel) ;

● Fixant la liste des forêts et terrains à boiser ou à restaurer appartenant à l'État, dont la gestion et l'équipement sont confiés à l'Office *national des forêts.*

UN ARRÊTÉ

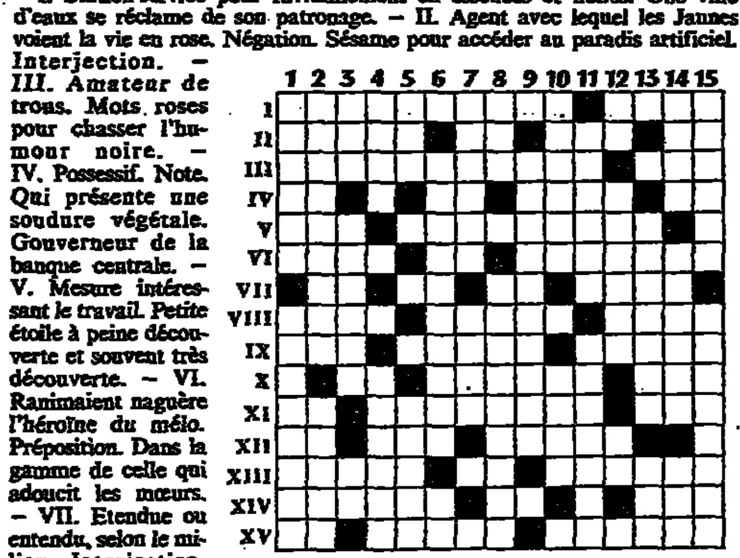
● Relatif aux modalités de fonctionnement du régime de retraite complémentaire des assurances sociales institué par le décret du 23 décembre 1970.

MOTS-CROISÉS

PROBLÈME N° 3364

HORIZONTALEMENT

I. Station-service pour ravitaillement en essences et huiles. Une ville d'eaux se réclame de son patronage. — II. Agent avec lequel les Jaunes voient la vie en rose. Négation. Sésame pour accéder au paradis artificiel. Interjection. — *III. Amateur de* troas. Mots roses pour chasser l'humour noire. — IV. Possessif. Note. *Qui* présente une soudure végétale. Gouverneur de la banque centrale. — V. Mesure intéressant *le* travail. Petite étoile à peine découverte et souvent très découverte. — VI. Ranimaient naguère l'héroïne du mélo. Préposition. Dans la gamme de celle qui adoucit les mœurs. — VII. Etendue ou entendu, selon le milieu. Interjection. Unité d'addition qu'une femme a tendance à soustraire. Se montrera humain en même temps qu'agréable. — *VIII. Rase quand elle ne dé*coupe pas. Léger au point de dépasser la mesure. Pied palmé. — IX. Agent répétiteur. L'une a la dent dure, l'autre le sabot rébarbatif. Ne *donne du monde qu'une idée plate.* — X. Préposition. Etre touché par un terme d'affection. Un encensoir pour Alfred de Vigny. - XI. Chef d'administration. Ouvre la porte ou la *scelle. Grecque. — XII. Person*nel. Encouragement au meurtre. Chambre forte. — XIII. Agent qui rode. Préposition. Tels les traits de François-Marie Arouet. — XIV. L'abus de l'une peut provoquer l'autre. Note. Produit fructueux d'un travail de Romain. — XV. Préposition. *Prendre de la* graine dans l'espoir d'en tirer profit. Débauche de bouche.



VERTICALEMENT

1. C'est à cause d'elles que certains mots nous touchent. Mars ou Juin. — 2. Rideau derrière lequel tout homme est acteur. Un homme qui en est possédé ne se possède plus. — 3. Plaisante. Fait briller celui qui s'en couvre. Participe passé. — 4. Terme de jeu. Habillent en *court les habitués du court.* — 5. Fleuve de Suède. Révolution de palais. — 6. Révèle que les carpes ne se trouvent pas dans le bassin pas plus que le rocher près des côtes. Abrévation. — 7. Construisis après avoir gâché. Protecteur défaillant à Alésia. — 8. Porteur d'eau à Tolède. Assistant dans la magistrature assise. — 9. Si l'honnête homme s'en flatte, *l'honnête femme* s'en garde. — 10. C'est souvent parer d'une manière fort brillante. A des ponts sur la Saale et un pont sur la Seine. — 11. Flairer physiquement ou instinctivement. Exploit d'un gros bras ne manquant pas de poids. — 12. Romains. Qualifie un feu actuel ou un « feu » ancien. Personnel. — 13. Brosse des favoris. Jamais humilié quand il prend une pile. — 14. Des paires américaines s'y retrouvent pour se séparer. Ecrivait d'une manière machinale. Tête qui tombe au fil des révolutions. — 15. Sonnée avant la bataille. Pour lui, la vie n'est pas chère.

Solution du problème n° 3363

Horizontalement

I. Raccourci. — II. Eclairées. — III. Ça. Fées. — IV. Idées. CIA. — V. *Demi.* Van. — VI. *Iman.* Apte. — VII. Vices. Ers. — VIII. Ici. Assis. — IX. Sieste. Go. — X. Testateur. — XI. En. Némée.

Verticalement

1. Récidiviste. — 2. Académicien. — 3. Cl. Emaciés. — 4. Caféine. St. — 5. *Oies.* Satan. — 6. *Ure.* Va ! Sète. — 7. Rescapés. EM. — 8. Ce. Intrigue. — 9. Isba. Essore.

GUY BROUTY.

TÉLÉVISION

Samedi 15 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.
La nouvelle Mme Ewing sème la pagaille dans le clan qui, comme toujours, se déchire à belles dents.

21 h 35 Droit de réponse.
Émission de Michel Polac.
Les prix Nobel, avec, parmi les invités, M. Wilkins, A. Kastler, S. Mac Bride, A. Salam, prix Nobel, et D. Novelli, maire de Turin, J.-F. Revel, écrivain, etc.

22 h 55 Etoiles et toiles : La révolution et le cinéma.
Magazine de cinéma d'A. de Sédouy, F. Mitterrand, et M. Jouando.
Autour du film d'A. Wajda, Danton, *les rapports entre la révolution et le cinéma : la révolution iranienne ; la révolution stalinienne.*

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées, de M. Drucker.
Autour de l'invité d'honneur Gilbert Bécaud, Juliette Gréco, Charlélie Couture, Lio, Jean-Pierre Darras, etc.

21 h 50 Téléfilm : La troisième guerre mondiale.
de R.-L. Joseph, réal. D. Greene. Avec D. Soul, R. Hudson, B. Keith (seconde et dernière partie).
Politique-fiction à l'américaine : 1987, un commando soviétique prend d'assaut une station américaine de pompage pétrolier. La guerre éclate, elle sera nucléaire.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 On sort ce soir : le Cavalier seul.
Pièce de J. Audiberti, mise en scène J.-C. Amyl avec Y. Gerbaulet, Ch. Carpentier, P. Lafont... Réalisation J.-P. Sassy.
L'aventure rocambolesque du chevalier Mirtus parti en croisade à Byzance où règne l'autocrate Théopompe III. Un pièce écrite en 1955 et jouée pour la première fois en 1963 : rebondissements multiples, génie verbal.

22 h 50 Journal.

23 h 20 Prélude à la nuit.
« Danses de Galanta », *de Kodaly, par l'Orchestre symphonique de l'Etat hongrois, dir. J. Ferencsik.*

Dimanche 16 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h 25 Série : Star Trek.
14 h 30 Sports Dimanche (et à 16 h 10).
15 h 40 Série : Arnold et Willy.
17 h Pour vous.
18 h Les animaux du monde.
18 h 30 Jeu : J'ai un secret.
19 h Le magazine de la semaine : Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
La télévision des autres : « Cable Network », chaîne américaine qui diffuse de l'information 24 h sur 24 ; « Turquie version 83 », document réalisé dans la clandestinité. « Les dernières affaires d'espionnage en Grande-Bretagne ». Dans le cadre des accords franco-allemands, le regard d'un journaliste allemand sur la France. Le grand témoin de la semaine : Volker Schlöndorff.

20 h Journal.

20 h 35 Film : Cent dollars pour un shérif.
de H. Hathaway (1969), avec J. Wayne, G. Campbell, K. Darby, R. Duvall, D. Hopper, A. Ryder (Rediff.).
Pour venger son père assassiné, une gamine de quatorze ans engage un vieux shérif borgne et ivrogne. Un Texas Ranger se joint à eux. Avec ses aventures mouvementées, son humour et ses conflits psychologiques, ce western reprend l'ancienne tradition hollywoodienne. John Wayne assure sa propre légende.

22 h 45 Pleins feux, magazine culturel de J. Artur et C. Garbisu.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 20 Dimanche Martin (suite) : Incroyable mais vrai ; 14 h 25, Série : L'homme qui tombe à pic ; 15 h 20, L'école des fans ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.

17 h 5 Série : Le mythomane.

18 h Dimanche magazine, au sommaire : Zaïre, l'or des pauvres ; Pologne, une note de liberté ; De l'essence dans le désert : Paris-Dakar.

19 h Stade 2.
20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Chantez-le-moi, de J.-F. Kahn.
Sur le thème « ces grandes chansons que nous offrent les poètes » sont invités : Luc Estang, Claude Nougaro, Bernard Lavilliers, Marc Ogeret. Documents : Brassens, Ferré, Trénet...

21 h 55 Série documentaire : Roule... routier
La route, c'est l'aventure... en Colombie, de F. Gall, réal. B. d'Abrigeon.
Premier numéro d'une série de sept épisodes : un feuilleton à suspense.

22 h 40 Concert actualité : l'agenda de Gérard Mannoni, d'E. Ruggieri, B. Barroux, réal. A. Adriani.
Au piano, C. Ivaldi et N. Lee, M. Dalberto, J.-P. Collard, G. Tacchino ; au violon, A. Dumay. Des reportages sur le vingtième anniversaire de la mort de F. Poulenc, et sur Ariane et Barbe-Bleue, *de P. Dukas.*

23 h 10 Journal.

TROISIEME CHAINE : FR 3

10 h Images de ... ; 10 h 30 Mosaïque.
16 h 55 Feuilleton : Rocambole.
18 h Magazine de la photo : Flash 3.
Revue de presse ; dossier spécial consacré au marché de la photo : pratiques : comment acheter un appareil d'occasion.

18 h 45 L'écho des bananes, avec C. Couture, the Cure, D. Edmunds, Super Freegs, M'Banzina, les Otages.

19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : Benny Hill
20 h 35 Cuba, l'art et la révolution.
Emission de M. Tréguer. Deuxième volet de ce documentaire partisan sur l'art à Cuba : une visite de La Havane et des artistes du régime. Un modèle de fadaises et de naïvetés en tout genre. 21 h 30 *Débat avec U. Karvelis, M. Tréguer, et notre confrère M. Niedergang. Le poète en exil A. Valladares a finalement renoncé à participer à ce débat.*

22 h Journal.

22 h 35 Cinéma de minuit : la Soif du mal.
Film américain d'O. Welles (1957), avec C. Heston, J. Leigh, O. Welles, J. Calleia, A. Tamiroff, J. Moore, M. Dietrich (v.o. sous-titrée. N).
Dans une petite ville frontière, un policier mexicain en voyage de noces mène une enquête sur un meurtre en compagnie de l'inspecteur de la police locale. Il s'aperçoit que celui-ci fabrique de fausses preuves pour confondre les coupables. Foudroyant retour d'Orson Welles au cinéma américain avec l'adaptation, très personnelle, d'un roman série noire de Whit Masterson.

0 h 15 Prélude à la nuit.
Au coucher du soleil, de F. Schubert ; *Comte Eberstein,* de Loewe, chantés par H. Prey.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 16 JANVIER

— *M. Philippe Seguin,* député R.P.R. des Vosges, est invité à l'émission « Le grand jury R.T.L.-*le Monde* », sur R.T.L., à 18 h 15.

— *M. Valéry Giscard d'Estaing,* ancien président de la République, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

CARNET

Décès

— Les familles
Maurice Azran,
Henri Azran,
Jacques Soussan,
Marc Soussana,
Daniel Lenchter,
Gérard Cohen
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. David AZRAN,

survenu dans sa quatre-vingt-quatorzième année, le 13 janvier 1983, à Meudon-la-Forêt 92360, 18, avenue de Lattre-de-Tassigny.

Les obsèques seront célébrées lundi 17 janvier 1983, à 16 heures, au cimetière des Trivaux, Meudon.

— Son épouse,
Mme Joséphine Beaudouin,
ses enfants,
M. et Mme François Beaudouin
et leurs enfants,
Mme Sylvie Beaudouin
et ses enfants,
M. et Mme Thierry Beaudouin
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Eugène BEAUDOUIN,
architecte,
membre de l'Institut,
commandeur de la *Légion d'honneur,*

survenu le 14 janvier 1983 en son domicile, 38, rue de l'Yvette, Paris-16e.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 18 janvier 1983 en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption.

On se réunira à l'église, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— 38000 Grenoble, 3, rue des Trois-Epis.
59213 Permerain, 10, chemin de Valenciennes.
75007 Paris-7e, 12, rue Duroc.
59533 Saint-Hilaire-lès-Cambrai.
Mme de La Haye-Guyot, son épouse,
Romain et Fleur, ses enfants,
M. et Mme Louis de La Haye, ses parents,
M. et Mme Robert Guyot, ses beaux-parents,
Ses frères et sœurs,
Toute la famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves de LA HAYE,

survenu à Grenoble le 11 janvier 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 17 janvier, à 15 heures, en l'église de Saint-Hilaire-lès-Cambrai (Nord), suivie de l'inhumation au caveau de famille.

Anniversaires

— Pour le trentième anniversaire de la disparition du poète

Jean de BOSCHÈRE,

survenue le 17 janvier 1953, une pensée est demandée à tous ceux qui aiment son œuvre.

De la part de Mme Elisabeth d'Ennetières de Boschère.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-VIII, lundi 17 janvier, à 17 heures, salle F 271, M. Jean-Jacques Freyss : « Le national-pétrolisme : la création de l'union générale des pétroles (1959-1960) ; recherche sur l'appropriation publique de l'Etat. »

Communications diverses

— « Les conditions d'un travail pour la paix » sont le thème de soirées d'information et de réflexion, comportant conférences et débats, organisées par la communauté Saint-Bernard de Montparnasse (31, place Raoul-Dautry, Paris-14e). Le cycle s'ouvre le lundi 17 janvier, à 20 h 30, avec une soirée sur les rapports Est-Ouest et une conférence d'André Fontaine, « La détente : espoir *ou nostalgie* ». Les thèmes des soirées suivantes seront les rapports Nord-Sud, le Moyen-Orient, la dissuasion et la non-violence. Une journée de conclusion est prévue le dimanche 17 avril.

— Dîner-débat organisé le mercredi 19 janvier 1983, à 19 h 30, dans les salons de l'Hôtel Lutétia, 43, boulevard Raspail, à Paris-6e, sur le thème : « Et si l'entreprise n'était pas adaptée à l'école. » Avec la participation de M. Pierre Giraudet, président de la compagnie nationale Air France ; M. Marcel Bonvalet, recteur de l'académie de Nantes, et M. Jacques Delpy, directeur général de l'Agence nationale *pour l'emploi.*

Pour tous renseignements, s'adresser à la revue « l'Education », 2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris ; tél. 266-69-20.

crédits - changes - grands marchés

L'euromarché

Record d'émissions à taux fixe

Emprunteurs de tous les pays, pressez-vous de lever des fonds, même si les taux d'intérêt demeurent encore orientés à la baisse. Jamais, depuis sa création, le marché international des capitaux n'avait encore brillé de tant de feux. Le volume d'euro-émissions à taux d'intérêt fixe et libellées dans la devise américaine qui a vu le jour cette semaine a atteint plus de 2 milliards de dollars. Simultanément, des coupons sont, pour la première fois depuis plus de deux ans, repassés en dessous de la barre des 10 %. Les marchés intérimaires des secteurs libellés en deutschemarks, florins, écus et autres devises internationales ont aussi été extrêmement actifs. La deuxième semaine de l'année a donc confirmé tous les espoirs entrevus à la fin de 1982. Le plus étonnant, peut-être, est que, malgré *sa présente faiblesse sur les marchés* des changes, le dollar conserve la faveur des investisseurs internationaux. Tout se passe comme si ces derniers estimaient que la détente des taux d'intérêt à court terme sur la devise américaine qui a, pour une part, provoqué sa chute au cours des dernières semaines, devrait s'étendre aux autres grandes monnaies du monde occidental et, du coup, *rétablir* l'équilibre. Il faut aussi reconnaître que le dollar est la seule devise qui permette de drainer des sommes aussi colossales.

Il n'est pas étonnant que ce soit Coca-Cola, parce qu'il est l'enfant chéri des euro-investisseurs et que tout ce qu'il offre est absorbé aussi rapidement que son produit, qui ait, *le premier, décidé de lancer* une euro-émission avec un coupon inférieur à 10 %. D'un montant de 100 millions de dollars et d'une durée de neuf ans et demi, l'emprunt Coca-Cola est doté d'un coupon annuel de 9,875 % et d'un prix au pair. Comme c'est le cas pour un nombre croissant d'euro-émissions, une partie seulement du montant est souscrit *libérable immédiatement*, le solde n'étant dû qu'en août prochain.

Lentité suédoise Eksportfinanz et Amoco Australie, cette dernière vec la garantie de la Standard of Indiana, ont de suite imité Coca-Cola, mais pour des durées limitées à sept ans. La palme revient toutefois à Texaco et General Electric. Ces deux sociétés américaines ont lancé, vendredi soir, des euro-émissions dotées de coupons annuels de 9,75 % seulement, *mais pour avoir trop tiré* sur la corde, les deux transactions se sont immédiatement heurtées à des très vives résistances des investisseurs. Le temps des coupons à 9,75 % n'est pas encore tout à fait venu, même si le taux d'escompte est sur le point d'être ramené à 8 %.

Les quatorze autres euro-emprunts lancés cette semaine offrent aux investisseurs un choix des plus larges. Il serait trop long et fastidieux d'entrer dans le détail de chacun. Mais, de Nippon Telegraph and Telephone, dont les 50 millions de dollars de notes à sept ans, proposés au pair avec un coupon de 10,125 % *sont garantis par le gouvernement* japonais, à I.C. Industries, dont les 75 millions de dollars à sept ans sont accompagnés d'un coupon de 12 %, on trouve toutes les qualités de débiteurs imaginables, une gamme d'échéances des plus variées et les *rapports annuels le plus divers.*
Les notes de Nippon Telegraph and Telephone se sont-elles vendues comme des petits pains, et pour les trouver, il faut maintenant acquitter une prime d'environ 0,125 %.

Le premier euro-crédit de l'année

Cette semaine a également vu le retour, après six mois d'absence, *d'euro-obligations à coupons* « zéro », mais qui sont, cette fois-ci, offertes avec des échéances successives selon un concept introduit l'an dernier aux Etats-Unis par Pepsico. L'euro-emprunt, d'un montant nominal global de 450 millions de dollars, qui est offert en souscription publique par la Chemical Bank de New-York, est composé d'une série d'émissions annuelles dont les durées s'échelonnent de 1984 à 2003. Dénuées de tout coupon, chacune d'elles est *proposée* à un prix décroissant avec le temps. C'est ainsi qu'il est possible d'acquérir à un prix de 91,125 les notes de valeur nominale de 1 000 dollars qui viendront à échéance dès l'an prochain, alors que celles qui seront remboursées dans vingt ans à un prix également de 1 000 dollars sont accessibles à un prix de seulement 14,25 dollars. Comme nous l'avions souligné l'an dernier dans cette même rubrique, c'est là le cadeau idéal des grands-mères et des tantines qui veulent assurer un capital à leurs jeunes descendants ; ces derniers pourront, par exemple, se trouver les heureux bénéficiaires d'un capital de 20 000 dollars dans vingt ans pour une mise initiale inférieure à 300 dollars de la part de ceux qui, à l'époque, seront devenus les très chers disparus. Il y a là de quoi ché*rir pendant longtemps leur souvenir.*
Le secteur des eurocrédits bancaires qui reste fortement traumatisé par les déconfitures financières de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et de bien d'autres, a enfin retrouvé une certaine animation. Le premier crédit international de taille importante est en cours de montage. L'opération est suivie attentivement par toute la communauté bancaire internationale, parce que son issue sera déterminante pour tout le marché. Elle permettra en effet de connaître le nouveau niveau des marges à partir desquelles les eurobanques seront prêtes à consentir des eurocrédits *supplémentaires cette année.* La présente transaction, d'un montant de un milliard de dollars et d'une durée de sept ans, est pour le royaume du Danemark. (voir notre précédente chronique dans *le Monde* daté des 9-10 janvier). *Les banques internationales ont le choix* de lui prêter, soit à partir du taux de base bancaire en vigueur aux Etats-Unis (prime rate), soit à partir du Libor. Dans ce dernier cas, elles pourront à leur gré prêter, soit directement en dollars, soit en ECU. Le taux d'intérêt semestriel que devra acquitter le Danemark sera composé de l'addition de marges différentes, *selon que celles-ci s'ajoutent* au prime rate ou au Libor. Dans la première de ces deux options, la marge sera de 0,25 % durant les trois premières années, puis de 0,40 % pendant les quatre dernières. Si le taux de base retenu est le Libor, la marge sera *alors* de *0,50* % pendant les deux premières années, et de 0,625 % durant les cinq dernières.

A tout cela s'ajoute *une commis*sion bancaire globale de 0,50 %, qui sera payée une fois pour toutes par les Danois. Ces conditions sont nettement plus coûteuses pour l'emprunteur que celles qui lui avaient été consenties il y a un an. Mais les temps ont changé. Le Danemark, tout d'abord, a vu sa crédibilité financière amoindrie par suite d'une dette extérieure extrêmement forte qu'il paraît difficile de colmater. Cette fâcheuse situation lui a du *reste valu un déclassement de son* statut financier international, ainsi que nous l'avions souligné il y a une semaine. Par-dessus tout, les eurobanques, dont les formules de créances douteuses se sont anormalement gonflées en 1982, se doivent de compenser de larges pertes éventuelles en renchérissant le coût de leur nouvel eurocrédit. Si l'accueil que le marché réservera à la transaction danoise est bon, on peut être certain d'assister à une floraison de *nouvelles opérations de ce genre. Si,* en revanche, la réception est tiède, la question restera posée et la multitude des débiteurs internationaux devra, soit se résoudre à payer encore plus cher leurs emprunts à venir, soit continuer de s'abstenir de solliciter le marché des eurocrédits comme la plupart d'entre eux y sont actuellement contraints.

CHRISTOPHER HUGUES.

Les devises et l'or

Raffermissement du dollar Faiblesse de la livre

Sur des marchés des changes nettement plus calmes que la semaine dernière, le dollar s'est raffermi vis-à-vis de toutes les monnaies, pendant que la livre sterling continuait de s'affaiblir. Au sein du Système monétaire européen (S.M.E.), le franc a « soufflé » un peu après son accès de faiblesse à la veille du dernier week-end, la livre irlandaise rejoignant le franc belge en queue du peloton au voisinage de leurs cours planchers. Quant à l'or, il a connu une poussée de fièvre, le cours de l'once passant de 454 dollars à plus de 490 dollars.

La monnaie américaine commençait pourtant la semaine par un repli prononcé, tombant à Francfort à 2,32 DM, à Paris à 6,60 F et à Tokyo à 228 yens. *Sur tous les marchés* des changes, le sentiment était à la baisse du « billet vert ». Puis les jours suivants, le dollar remontait un peu partout, touchant 2,36 DM et 6,6750 F. C'est que les opérateurs attendaient et attendent toujours avec une certaine impatience une nouvelle diminution du taux d'escompte américain, et tablent en *même temps sur une réduction pro*chaine du taux ouest-allemand. En outre, et le phénomène est appelé à prendre de l'ampleur dans les semaines qui viennent, l'incertitude régnant sur les résultats des élections législatives ouest-allemandes est de nature à affaiblir momentanément le deutschemark. Outre-Rhin, les chances de M. Vogel et de la social-*démocratie ne sont pas sous*-estimées, pas plus qu'une alliance du F.D.P. avec les Verts. Une telle perspective ferait se dresser les cheveux sur la tête aux conservateurs ouest-allemands et à nombre de petits industriels, qui se hâtent de prendre des mesures préventives. C'est ainsi que les transferts de capitaux vers la Suisse se font de plus en *plus importants, comme en témoi*gne le raffermissement de la monnaie helvétique par rapport au deutschemark. La *rumeur ne court*-elle pas que le F.D.P., s'il revenait au pouvoir, instaurerait un contrôle sur les transferts de capitaux ? Horreur !

La livre sterling donne de la bande. Cette semaine, elle est tombée vis-à-vis du dollar au plus bas niveau, atteint à l'automne 1976, soit 1,55 dollar environ, et a continué de glisser vis-à-vis des monnaies européennes, touchant à Paris le cours de 10,43 F avant de remonter un peu. Sans esclandre ni déclaration fracassante, la monnaie britannique a ainsi, en quelques mois, été dévaluée de plus de 10 % par rapport aux monnaies du continent : quelle chance de ne pas appartenir au S.M.E. avec ses contraintes ! La *baisse de ces derniers jours est attri*buée à des rumeurs d'élections anticipées, démenties par le président du parti conservateur. Rappelons que le parti travailliste se déclare prêt à faire baisser de 30 % la livre au cas où il gagnerait les élections. En tout cas, la *Banque d'Angleterre*, pour freiner la baisse, a *favorisé* une hausse des taux d'intérêt.

En Europe, le franc s'est un peu remis de la chaude alerte qu'il a connue à la veille du week-end dernier. Le vendredi 7 janvier, vers 11 heures, la rumeur se répandait à nouveau de la sortie du franc du *S.M.E.* pendant *le week-end et* jusqu'au soir, y compris à New-York, la Banque de France devait *résister à l'assaut, dépensant près de* 1 milliard de dollars. Le calme revenait lundi et mardi au prix de très légères interventions, la Banque récupérant même des devises mercredi et jeudi pour les reperdre encore un peu vendredi. Selon toute vraisemblance, la France a tiré, ou va tirer, la dernière tranche de 400 millions de dollars de son emprunt internatio*nal de 4 milliards de dollars pour re*garnir ses réserves. Il faut dire que, depuis la signature de cet emprunt, fin octobre dernier, après une tempête qui coûta plus de 1,5 milliard de dollars en une semaine, les sorties normales de devises pour combler le déficit de la balance des paiements dépassent 1 milliard de dollars par mois. En début de semaine, le ministère des finances faisait connaître que, outre la revalorisation du stock d'or (*75 milliards de francs de* plus), du fait de la hausse du lingot *(97 069 F contre 67 016 F), les ré*serves de devises avaient augmenté de 20 milliards de francs pour s'établir à 39,7 milliards de francs. Ces devises ont transité par le Fonds de stabilisation des changes, car, au dernier bilan de la Banque de France, les disponibilités à vue à l'étranger ne sont toujours que d'environ 13 milliards de francs (+ 1,5 milliard de francs). Comme les spécialistes internationaux annoncent tous un réajustement des parités du S.M.E. après les élections ouest-allemandes, fixant même une date précise — début avril, — pour une *réévaluation* du deutschemark et du florin, et une dévaluation du franc et de la lire, il est à craindre que la spéculation n'anticipe un tel réajustement.

Aux franges de la C.E.E., la dévaluation, *surprise* de la drachme grecque (15,5 %) a provoqué le mécontentement de la commission de Bruxelles. Cette dernière regrette de ne pas avoir été informée au préalable de cette décision, l'absence de consultation n'ayant « aucune excuse », même si l'inflation galopante en Grèce (plus de 20 %) et une dégradation de la balance commerciale *justifient* cette dévaluation. Décidément, la Grèce fait cavalier seul.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 14 JANVIER 1983

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,5880	–	14,9756	51,5995	42,4178	2,1598	38,4911	0,0738
	1,6118	–	15,0886	51,6528	42,8173	2,1734	38,7071	0,0742
Paris	10,5584	6,6775	–	344,95	283,24	14,4222	257,02	4,9280
	10,6769	6,6275	–	342,32	283,77	14,4044	256,73	4,9281
Zurich	3,0620	1,9380	29,0230	–	82,2057	4,1857	74,5958	1,4302
	3,1188	1,9368	29,2116	–	82,8944	4,2077	74,9951	1,4372
Francfort	3,7248	2,3575	35,3057	121,64	–	5,0917	90,7428	1,7398
	3,7624	2,3355	35,2395	120,63	–	5,0760	90,4706	1,7338
Bruxelles	73,154	46,30	6,9387	23,8996	19,6394	–	17,8214	3,4169
	74,1221	46,01	6,9422	23,7654	19,7082	–	17,8229	3,4157
Amsterdam	4,1048	2,5980	38,9074	134,05	110,20	5,6112	–	1,9173
	4,1587	2,5815	38,9513	133,34	110,53	5,6107	–	1,9164
Milan	2140,90	1355	202,92	699,17	574,76	29,2656	521,55	–
	2170,01	1347	203,24	695,76	576,75	29,2762	521,78	–
Tokyo	364,66	230,80	34,5649	119,09	97,9003	4,9848	88,8375	0,1703
	369,08	229,10	34,5680	118,33	98,0946	4,9793	88,7468	0,1700

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 janvier, 2,8931 F contre 2,8928 F le vendredi 7 janvier.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

14 janvier 1983

LIRE ITALIENNE / FLORIN / COURONNE DANOISE / MARK ALLEMAND / FRANC FRANÇAIS / LIVRE IRLANDAISE / FRANC BELGE

+0,50 / +0,25 / % 0 / −0,25 / −0,50 / −0,75 / −1 / −1,25 / −1,50 / −1,75 / −2,00 / −2,25

Plafond / Plancher

*Système monétaire européen

Les matières premières

Hausse des métaux. Baisse du sucre

La nouvelle et sensible progression des prix des métaux semble anticiper une reprise de l'activité économique. Les stocks détenus par les utilisateurs sont à leur plus bas niveaux depuis plusieurs années. Au stade de la production, ils diminuent progressivement, mais il faut encore prendre des mesures malthusiennes de réduction d'activité.

MÉTAUX. — *La hausse se poursuit sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Une grève des mineurs au Pérou oblige les compagnies exploitantes à invoquer la clause de force majeure pour réduire leurs livraisons de métal, ce qui s'ajoute aux nombreuses fermetures d'unités de production et aux ralentissements d'activité déjà décidés. Les stocks mondiaux restent toutefois actuellement amplement suffisants pour faire face à d'autres arrêts de production. Il faut s'attendre cette année, selon certaines prévisions, à un léger déficit de la production mondiale, en conséquence, cette fois-ci, de l'augmentation envisagée de plus de 2 % de la consommation.*

L'argent a accentué sa progression à Londres — la hausse dépasse 10 % — retrouvant ses meilleurs niveaux depuis deux ans. Le platine a aussi enregistré une sensible avance.

Reprise des cours de l'étain à Londres, en liaison avec les nouveaux achats passés par le directeur du stock régulateur. Autre élément favorable, la réduction de 25 % de la production malaise.

Le nickel a pleinement participé cette fois-ci au mouvement de hausse, gagnant près de 10 %. D'autres réductions de production sont envisagées, notamment aux Etats-Unis, de manière à alléger encore le poids des stocks.

Avance des cours de l'aluminium sous l'impulsion d'une prévision d'augmentation de 4 % au moins de l'utilisation mondiale de métal.

TEXTILES. — *Progression des cours du coton à New-York. La récolte américaine est estimée à 12 millions de balles, soit 1 % de moins par rapport à l'évaluation faite il y a un mois, et 23 % de moins que la récolte précédente. Quant à la production mondiale, elle sera inférieure de 3 millions de balles à la précédente, prévoit le Comité consultatif international du coton.*

DENRÉES. — *La perspective d'une récolte encore plus abondante que prévu a provoqué un nouveau repli des cours du sucre sur l'ensemble des marchés.*

Meilleure tenue des cours du café. Le Brésil vient d'augmenter ses taxes à l'exportation. L'Organisation internationale du café se réunira prochainement pour étudier un nouvel accord international de stabilisation des prix, celui actuellement en vigueur venant à expiration à la fin septembre.

LES COURS DU 14 JANVIER 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. — **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 999,50 (961) ; à trois mois, 1 028,50 (987,50) ; étain comptant, 7 565 (7 396) ; à trois mois, 7 575 (7 402) ; plomb, 305,50 (304,50) ; zinc, 451 (440) ; aluminium, 678,50 (640,50) ; nickel, 2 435 (2 230) ; argent (en pence par once troy), 782,50 (701,50). — **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 72,75 (71,70) ; argent (en dollars par once), 12,53 (11,36) ; platine (en dollars par once), 476,80 (422) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (57,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (360-375). — **Penang** : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. — **New-York** (en cents par livre) : coton, mars, 66,72 (65,73) ; mai, 66,72 (65,73), mai, 67,90 (67,12). — **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mars, 375 (370) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inch. (240). — **Roubaix** (en francs par kilo), laine, mars, 43 (42,70).

CAOUTCHOUC. — **Londres** (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 56-57 (50,80-52,50). — **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 190,25-190,75 (183,50-184).

DENRÉES. — **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mars, 1 680 (1 660) ; mai, 1 723 (1 690) ; sucre, mars, 6,22 (6,52) ; mai, 6,64 (6,87) ; café, mars, 128,16 (129,20) ; mai, 123,62 (124,15). — **Londres** (en livres par tonne) : sucre, mars, 104,50 (107,10) ; mai, 109,90 (111,40) ; café, mars, 1 607 (1 570) ; mai, 1 525 (1 477) ; cacao, mars, 1 186 (1 157) ; mai, 1 194 (1 155. — **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mars, 1 269 (1 255) ; mai, 1 295 (1 270) ; café, mars, 1 716 (1 728) ; mai, 1 620 (1 628) ; sucre (en francs par tonne), mars, 1 440 (1 465) ; mai, 1 471 (1 505) ; tourteaux de soja. — **Chicago** (en dollars par tonne), mars, 182,20 (175,60) ; mai, 183,30 (176,60). — **Londres** (en livres par tonne), fév., 148 (142,70) ; avril, 147 (141,60).

CÉRÉALES. — **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mars, 344 1/4 (331 3/4) ; mai, 351 1/4 (339) ; maïs, mars, 252 3/4 (247 1/2) ; mai, 262 1/4 (257).

INDICES. — Moody's, 1 036,50 (1 015,20) ; Reuter, 1 616,20 (1 587).

Marché monétaire et obligataire

Une baisse tronquée

Le fait de la semaine a été, en France, la décision prise par M. Mauroy de différer la diminution du taux d'intérêt des caisses d'épargne prévue pour le 16 janvier prochain, et, en Grande-Bretagne, le relèvement du taux pour soutenir la livre sterling. A la veille du week-end, beaucoup d'opérateurs internationaux s'attendaient à une nouvelle réduction du taux d'escompte officiel aux États-Unis.

En France, donc, le gouvernement a fait machine en arrière en ce qui concerne une partie du grand dispositif de baisse des taux annoncée avec satisfaction, la semaine dernière, par M. Jacques Delors au Forum de *l'expansion.* Prenant pour alibi la diffusion insuffisante du « livret rose » indexé sur l'inflation et réservé à l'épargne populaire, il a, sous la pression du parti socialiste, renvoyé à plus tard, *« quelques jours, quelques semaines, quelques mois »*, en fait après les élections municipales, la *réduction du taux* d'intérêt des caisses d'épargne de 8,50 % à 7,50 %. Ce taux, rappelons-le, avait été porté de 7,50 % à 8,50 % par le gouvernement en octobre 1981, à une époque où la hausse des prix atteignait 14 %. Il semblait opportun à M. Delors de le ramener à son niveau précédent, puisque le taux d'inflation, de son côté, a fléchi aux environs de 10 %. Les raisons purement politiques l'ont donc emporté, mais dans des conditions qui ébranlent la crédibilité et du gouvernement et de M. Delors.

En tout cas, une telle décision ne fait pas l'affaire des banques, à qui une baisse de 0,50 % de leur taux de base a été imposée (12,25 % depuis le début de la semaine) et à qui on enlève un morceau de la contrepartie prévue, à savoir la diminution du taux des livrets bancaires. Cette diminution représentait 0,10 % du coût de leurs ressources, ajouté au chiffre de 0,20 % qui résultait de la baisse du taux des réserves obligatoires *sur les dépôts, rendue* effective. Il va donc falloir compenser le manque à gagner, et la Banque de France s'y est employée, en ramenant de 12 7/8 % à 12 5/8 % le loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire. Elle espère que *la Banque fédérale d'Allemagne* lui facilitera la tâche, rendue difficile par les exigences de la défense d'un franc bien fragile, en abaissant également son taux d'escompte : un demi-point, pense-t-on, pour jeudi prochain.

En France, l'état de grâce continue à régner sur le maché obligataire, où les *rendements continuent* à baisser et où tout se place avec une extraordinaire facilité. En Bourse, à la veille du week-end, les emprunts d'État à plus de sept ans cotaient 14,48 % contre 14,56 %, ceux à moins de sept ans 14,48 % contre 14,57 %, les emprunts du secteur public 15,14 % contre 15,25 %, et ceux du secteur privé 15,91 %, selon les indices Paribas. En conséquence, l'attrait pour les émissions à taux fixe est plus vif que jamais et les réseaux de placement en arrivent parfois à manquer de « papier ». Même les émissions à taux variables T.M. et les emprunts indemnitaires, très éprouvés l'an dernier, sont moins déprimés, et l'on commence même à leur retrouver un certain intérêt, avec des cours remontés de 97 % à 99 %.

Les émissions, donc, se placent très bien. L'emprunt de la Caisse nationale des télécommunications (2 milliards de francs à 15,60 %) s'est casé comme des petits pains, de même que celui de Ficofrance (200 millions à 15,90 %). Pour la semaine prochaine, le marché a déjà « avalé » les 600 millions de francs de la Compagnie nationale du Rhône, malgré la baisse de son taux (15,50 % à douze ans) et sa cotation à *Lyon*. Le scénario est le même pour les 500 millions de francs de Slibail à 15,70 %, et également sa cotation à Lyon.

Au B.A.L.O. du 24 janvier figure un crédit universel de 500 millions de francs et, surtout, un « gros » emprunt de la Caisse nationale de l'énergie (4,5 milliards de francs). Selon toute vraisemblance, le taux de ce dernier pourrait accuser un fléchissement très net (on parle de 15,30 %), avec une durée courte (sept ans) et la faculté de le proroger, ce qui intéresse nombre d'investisseurs.

Tout va si bien que l'on reparle d'un nouvel emprunt d'État après celui du début décembre. Le Trésor a grand besoin d'argent frais, d'autant que sont tombées les échéances de janvier des emprunts indemnitaires et, à la fin de ce mois, celle du 7 % 1973 indexé sur le cours du lingot, soit plus de 3,7 milliards de francs.

FRANÇOIS RENARD.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 10 au 14 janvier 1983

NON contente de prendre à contrepied les « monoristes » un peu trop pressés de céder le produit de leurs « *5 000* » *F* – et les nombreux professionnels qui broyaient déjà du noir – la Bourse de Paris avait progressé de plus de 4 % au cours des premières séances de janvier. Cette semaine, le palais Brongniart a récidivé, encore que les gains soient nettement moins spectaculaires, si l'on en croit l'indicateur de séance, en progrès de 0,7 % à l'issue de ces cinq journées.

La première séance, celle de lundi, s'était ouverte sur un véritable feu d'artifice, mais c'était au marché de l'or que les familiers de la rue de Vivienne devaient ces festivités. Franchissant pour la première fois de son histoire le seuil fatidique des 100 000 F qu'il s'échinait à dépasser depuis de nombreuses semaines, le lingot d'un kilo inscrivait en effet ce jour-là un cours de 100 150 F qu'il devait transformer en nouveau record le lendemain pour atteindre 104 050 F jeudi, suivant en cela l'once d'or qui poursuivait sa course après les 500 dollars sur la scène internationale (voir encadré).

Du côté des actions françaises, les cours qui reflétaient une hausse voisine de 0,8 % lundi, piquaient brusquement du nez par la suite pour se redresser tout aussi vivement jeudi (plus de 1,2 %) sans que les observateurs de la corbeille soient en mesure d'expliquer rationnellement de tels écarts, sinon par la réelle sélectivité du marché parisien.

De fait, lorsque les « *gendarmes* » décidaient de rester l'arme au pied, ce qui s'est passé mercredi, par exemple, hausses et baisses alternaient sensiblement dans d'égales proportions et les ventes perceptibles de çi de là étaient aisément absorbées, ce qui restait, aux yeux des boursiers, l'élément à retenir.

« *Si l'on fait abstraction des données économiques qui alourdissent le climat, la Bourse de Paris est fondamentalement saine* » affirme un habitué de la corbeille, avec une certaine dose d'humour. « *Certes*, ajoute-t-il, *les traditionnelles valeurs-vedettes de la cote ne progressent pratiquement plus, mais, d'autres ont, au moins, cessé de baisser...* » précise-t-il, faisant allusion à l'Air Liquide, beaucoup plus stable après les vifs remous qui ont fait chuter le titre jusqu'à 400 F.

Un marché sain

« *Dans le même temps, un certain nombre de titres tirent parti de situations particulières* », confie ce spécialiste. Cette fois, c'est Poclain qui est visé, une action bien malade et qui vient pourtant de regagner jeudi près de 10 % en prévision de l'arrivée prochaine – purement hypothétique, pour l'instant, – d'un nouveau partenaire étranger.

« *Enfin, le marché réagit intelligemment à l'égard des secteurs qui le méritent* », conclut-il en désignant du doigt les valeurs de crédit qui doivent bénéficier de la décélaration des taux d'intérêt, les mines d'or « *dont on attend qu'elles baissent avant de déclencher de nouveaux assauts* » et, enfin, les actions de sociétés pétrolières telles que Française des Pétroles et Elf-Aquitaine qui s'empressent d'emboîter le pas à Wall Street où ce secteur est actuellement aux premières loges pour suivre de près l'irrésistible hausse du marché américain.

Souvent suspectées d'« *assécher* » le marché, les augmentations de capital ne font plus peur. Entre les projets en ce sens de B.S.N. Gervais-Danone, de Moët-Hennessy et de la Générale des Eaux qui vont être proposés dès le 17 janvier prochain au marché – pour – un total légèrement supérieur à 1 milliard de francs – et les intentions identiques prêtées à Bouygues (qui s'en défend pour l'instant farouchement), les investisseurs se disent prêts à communier en invoquant la nécessité de renforcer les fonds propres des entreprises, et en évitant de mentionner, au passage, la perspective ainsi offerte à ces sociétés de mieux réumunérer leurs actionnaires puisque le fait d'augmenter leur capital leur permet d'échapper à la limitation instaurée sur les distributions de dividendes.

Par contre, la confirmation d'un prochain candidat à l'émission sous la forme d'un emprunt de 4 milliards de francs, destiné à financer la deuxième tranche du programme des grands travaux établi par le gouvernement en 1982, a suscité la moue sous les voûtes du palais Brongniart. Il est vrai que cette information, apportée jeudi 13 janvier par le premier ministre à l'occasion de la traditionnelle cérémonie des vœux de la presse, a été complètement escamotée par la véritable « *bombe* » lancée avec une feinte discrétion par M. Pierre Mauroy à cette occasion.

Lâchée du bout des lèvres à l'attention de quelques journalistes groupés autour du buffet, la décision du chef du gouvernement de remettre à des jours meilleurs le dispositif de baisse des taux d'intérêt applicable aux livrets de caisses d'épargne est considérée comme un nouveau camouflet infligé à M. Jacques Delors qui avait pourtant brillamment défendu sa copie huit jours plus tôt lors du Forum de *l'Expansion*.

En bourse, on ne comprend pas. Ou, plustôt, on comprend trop bien et on a vite fait le rapprochement entre cette brutale volte-face annoncée quelques heures seulement après le départ du président de la République pour un voyage officiel au Togo et la nette hostilité à la réduction du taux d'intérêt versé par « *l'Ecureuil* » manifestée la veille par le bureau exécutif du parti socialiste.

Autour de la corbeille, les quolibets allaient bon train vendredi sur cette nouvelle gaffe du gouvernement qui ne trouve aucune justification dans la prétendue nécessité, avancée par M. Mauroy, d'attendre une meilleure diffusion du « *livret rose* » avant de procéder, peut-être, à une baisse de 8,5 % à 7,5 % des intérêts sur les livrets des caisses d'épargne. Techniquement, l'argumentation ne tient pas debout et le maintien à 8,5 % de la rémunératrion du livret A, ne peut que pénaliser un peu plus l'opération Livret d'épargne populaire (LEP) qui s'annonce déjà comme un fiasco.

Politiquement, le lien est trop clair avec la proximité des élections municipales et la volonté de ne pas aggraver, par des mesures jugées préjudiciables à la petite épargne, la situation de certains élus locaux qui auront sans doute du mal à conserver leur mairie en mars 1983.

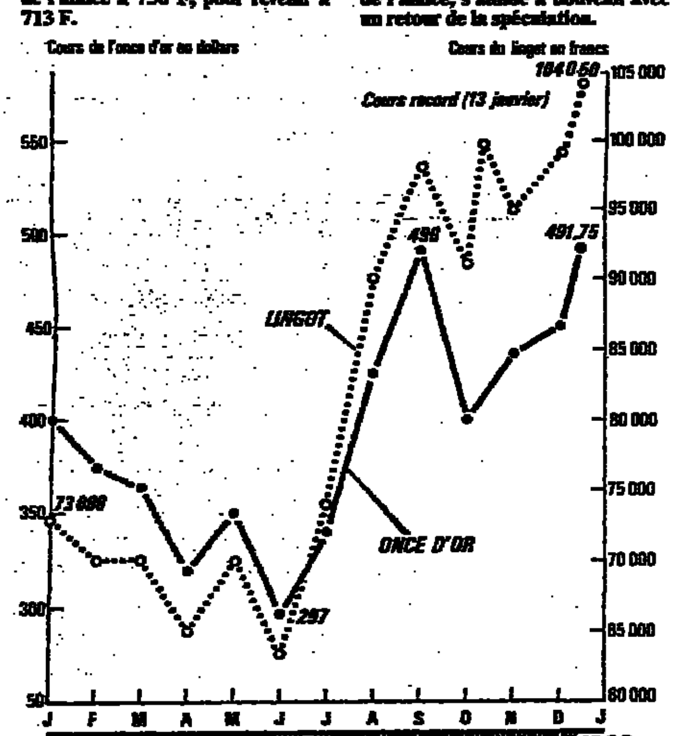
Cette décision signifie en tout cas que, contrairement à ce que continue d'affirmer placidement tel ou tel conseiller de M. Mitterrand, on n'a pas véritablement « *fait l'impasse sur les municipales* »...

SERGE MARTI.

COURS RECORD SUR LE LINGOT D'OR

A 104 050 francs le jeudi 13 janvier 1983, le lingot d'or a battu son record historique, débordant assez sensiblement la barre des 100 000 F, ce qu'il n'avait pu faire au début de 1980 lorsque le cours de l'once dépassa 800 dollars (contre moins de 500 dollars actuellement). Mais la monnaie américaine a fait un bond de 50 % depuis, et la valeur du métal à Paris s'en est trouvée valorisée d'autant. Quant au napoléon, plus modestement, il est passé de 670 F au début de l'année à 750 F, pour revenir à 713 F.

De son côté, le cours de l'once à Londres s'est élevé à son plus haut niveau depuis vingt mois, dépassant 490 jeudi, ce qu'il n'avait pu faire en octobre dernier, pour revenir à 483 dollars à la veille du week-end. Comme précédemment, c'est la baisse du dollar qui a provoqué la hausse du métal, déjà amorcée l'été dernier par la crise financière mexicaine, qui avait inquiété les milieux financiers internationaux. Mais il semble que le marché de l'or, resté languissant jusqu'à la fin de l'année, s'anime à nouveau avec un retour de la spéculation.



Une seconde banque espagnole à la Bourse de Paris

Avec l'arrivée, le mardi 18 janvier 1983, des 63,7 millions d'actions de 500 pesetas chacune du Banco Central à la cote officielle, la Bourse de Paris comptera dorénavant deux établissements bancaires espagnols dans son compartiment de valeurs étrangères. Une autre banque de la péninsule Ibérique, le Banco Popular Espanol est en effet coté à Paris, de même qu'une troisième société, le Phénix Espanol.

Cette introduction sur le marché parisien, la première du genre depuis le début de l'année 1983, permettra à notre place d'accueillir la seconde banque espagnole, après le Banco Espanol de Crédito (Banesto). Particulièrement bien implanté de l'autre côté des Pyrénées, le Banco Central dispose également d'un vaste réseau international. En Europe, plus précisément, la banque possède actuellement treize succursales dont la majeure partie sont installées en France : sept à Paris et en région parisienne, deux à Perpignan, une dixième implantation étant prévue à Lyon. Les autres sont réparties à Francfort, à Bruxelles et à Londres.

En outre, plus d'une dizaine de bureaux de représentation du Banco Central sont disséminés en Europe et sur le continent américain dont une bonne partie en Amérique latine, là où cet établissement espagnol veut jouer le rôle d'un « *pionnier dans l'implantation bancaire* ».

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	14-1-83	Diff.
4 1/2 % 1973	2 099	+ 98,50
7 % 1973	9 700	+ 344
10,30 % 1975	87,55	+ 0,05
P.M.E. 10,6 % 1976	87,90	+ 1,10
8,80 % 1977	104,10	+ 1,20
10 % 1978	85	+ 0,35
9,80 % 1978	84,30	+ 0,30
8,80 % 1978	85,50	+ 0,25
9 % 1979	81,90	+ 0,75
10,80 % 1979	86,60	+ 0,50
12 % 1980	94,80	+ 0,30
13,80 % 1980	98,01	+ 0,11
16,75 % 1981	106,05	+ 0,15
16,20 % 1982	105,55	+ 0,50
16 % 1982	104,60	+ 0,40
15,75 % 1982	103,80	+ 0,50
C.N.E. 3 %	3 850	– 40
C.N.B. bq. 5 000 F.	99,10	+ 1,05
C.N.B. Paribas 5 000 F	99,10	+ 1,05
C.N.B. Suez 5 000 F	99,10	+ 1
C.N.I. 5 000 F	99,10	+ 1

Mines d'or, diamants

	14-1-83	Diff.
Amgold	1 000	+ 55
Anglo-American	154	+ 13,80(1)
Buffelsfontein	473	– 3,50
De Beers	58	+ 2,10
Driefontein	288,50	+ 11,50
Free State	433	+ 11
Goldfields	70,70	+ 1,10
Gencor	197,50	+ 8,50
Harmony	198	+ 13,40
Président Brand	425	+ 31
Randfontein	1 098	+ 28
Saint-Helena	409,50	+ 31,50
Western Deep	521	+ 14
Western Holding	497	+ 29,50

(1) Compte tenu d'un coupon de 1,80 F.

Filatures, textiles, magasins

	14 jan.	Diff.
André Roudière	57	
F.F. Agache-Willot	94,30	+ 15,90
B.H.V.	107	inch.
C.F.A.O.	452,50	– 21,50
Damart-Serviposte	790	– 5
Darty	775	– 12
D.M.C.	28,40	– 0,50
Galeries Lafayette	137	– 2
La Redoute	905	– 3
Nouvelles Galeries	71,80	– 2,20
Printemps	115	– 1,50
S.C.O.A.	24,70	+ 0,30

Matériel électrique services publics

	14-1-83	Diff.
Alsthom-Atlantique	141	– 0,50
C.E.M.	26,70	– 0,20
CIT-Alcatel	833	– 27
Crouzet	154	+ 3,50
Générale des Eaux	356	+ 4
Intertechnique	911	inch.
Legrand	1 575	+ 23
Lyonnaise des Eaux	406	– 1
Machines Bull	42,85	+ 0,30
Matra	1 255	– 20
Merlin-Gérin	579	+ 21
Moteur Leroy-Somer	405	+ 22
Moulinex	67	– 1
P.M. Labinal	223,50	+ 3,70
Radiotechnique	335	– 19
S.E.B.	228	+ 8
Signaux	510	+ 25
Télémée. Electrique	845	+ 55
Thomson-C.S.F.	152	– 7
I.B.M.	827	+ 1
I.T.T.	266,80	+ 3,30
Schlumberger	402	– 20,90(1)
Siemens	875	– 45

(1) Compte tenu d'un coupon de 1,60 F.

Pétroles

	14-1-83	Diff.
Elf-Aquitaine	127	+ 13
Esso	193	+ 3
Francarep	344,90	– 10,10
Pétroles française	143,50	+ 14,50
Pétroles B.P.	41,50	– 0,80
Primagaz	231	– 3
Raffinage	92,50	inch.
Sogerap	293,80	+ 3,80
Exxon	258	– 5,80
Petrofina	796	– 24
Royal Dutch	317,10	+ 0,60

Alimentation

	14-1-83	Diff.
Beghin-Say	247	+ 12
Bongrain	1 140	+ 69
B.S.N. G.-Danone	1 453	– 57
Carrefour	1 310	– 55
Casino	1 020	+ 5
Cédis	610	+ 10
Euromarché	955	+ 10
Guyenne et Gasc.	320	– 13
Lesieur	823	– 23
Martell	690	– 45
Moët-Hennessy	801	– 19 (1)
Mumm	323,50	+ 3,50
Occidentale (Gale)	389,90	– 12,10
Olida-Caby	165	+ 1
Pernod-Ricard	365,10	+ 2,10
Promodès	1 065	– 25
Source Perrier	222	+ 1
St-Louis-Bouchon	161	– 1
C.S. Saupiquet	250	+ 10
Veuve Cliquot	1 222	– 16
Viniprix	698	– 64
Nestlé	16980	– 350

(1) Compte tenu d'un coupon de 8 F.

Bâtiment, travaux publics

	14-1-83	Diff.
Auxil. d'entreprises	874	– 10
Bouygues	755	– 35
Ciment Français	158	+ 11,70
Dumez	1 070	– 15
J. Lefebvre	156	– 6,10
Générale d'Entrepr.	286	inch.
G.T.M.	369	– 23
Lafarge	260	+ 9,90
Maisons Phénix	370,20	– 17,80
Poliet et Chausson	285	+ 1
S.C.R.E.G.	107,10	– 1,40

Banques, assurances sociétés d'investissement

	14-1-83	Diff.
Bail Équipement	191	– 1
B.C.T.	133,50	+ 7
Cetelem	250	– 12
Chargeurs Réunis	157	– 7
Bancaire (Cie)	264,50	+ 4,50
C.F.F.	405	+ 9
C.F.I.	205,50	– 7,50
Eurafrance	376	+ 13
Hénin (La)	343	+ 3
Imm. Pl-Monceau	194	– 5
Locafrance	205	+ 7
Locindus	479	+ 14
Midi	635	– 20
O.F.P (Omn. Fin. Paris)	755	– 5
Parisienne de résc.	373	+ 23
Prétabail	631	+ 4
Révillon	549	+ 19
Schneider	94,30	– 4,80
U.C.B.	138	– 3

Métallurgie

	14-1-83	Diff.
Alspi	56,90	+ 0,80
Amrep	880	– 16
Avions Dassault-B.	403	– 30
Chiers-Châtillon	14	– 0,10
Creusot-Loire	59,30	– 2,70
De Dietrich	315	– 15
FACOM	567	+ 2
Fives-Lille	144	+ 1
Fonderie (Générale)	19	– 0,50
Marine-Wendel	57	+ 5,10
Métal. Normandie	10	– 1
Penhoët	330	+ 6
Peugeot S.A.	134	+ 6,50
Poclain	99,50	+ 9,50
Pompey	94,90	+ 0,10
Sacilor	14,20	+ 0,20
Sagem	965	– 25
Saulnes	16,50	– 1,5
Saunier-Duval	33	+ 2
Usinor	1,87	– 0,15
Valéo	215	– 3
Vallourec	90,50	+ 0,50

MOINS DE VALEURS ÉTRANGÈRES POUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES

Un projet de modification de la réglementation des placements des compagnies d'assurances est à l'étude au ministère de l'économie et des finances, visant à réduire la proportion de ces placements effectués en valeurs étrangères. A l'heure actuelle, les compagnies peuvent placer leurs réserves techniques dans des SICAV dont les portefeuilles ne doivent pas comporter moins de 50 % de valeurs françaises, et, *a contrario*, plus de 50 % de valeurs étrangères. Il est question, pour les SICAV, admises en placement des réserves des compagnies d'assurances, de leur imposer, d'ici à 1985, de détenir 85 % de leurs actifs en titres cotés à Paris. Cette disposition exclurait, pratiquement, les bons et obligations étrangères, dont sont friandes les compagnies d'assurances, et qui ne sont pas cotées à Paris, à l'inverse des actions de nombreuses sociétés étrangères. Elle obligerait ces SICAV à vendre progressivement (on parle d'un palier à 60 % en 1983 et à 75 % en 1984) ces bons et obligations, ce qui a entraîné une baisse brutale de la devise-titre. Dans l'esprit du ministère de tutelle il s'agissait de sanctionner le comportement de certaines compagnies, qui auraient trop « forcé » sur les obligations étrangères et effectué ainsi un détournement de procédure. Pour l'instant, il est vrai, du fait de régime de la devise-titre, aucune sortie de devises n'en résulte. Mais, rue de Rivoli, on entend rectifier le tir « pour l'avenir ». Un problème risque de s'élever alors, c'est celui de la discrimination entre les SICAV classiques et celles de compagnies d'assurances, plus limitées dans leurs placements, et, le cas échéant, dans leurs performances. – F.R.

Valeurs diverses

	14-1-83	Diff.
Agence Havas	410	+ 5
A.D.G.	155,20	+ 5,20
L'Air Liquide	420	inch.
Arjomari	148	+ 1
Bic	411	inch.
Bis	204	+ 6,10
Club Méditerranée	520	+ 5
Essilor	683	– 23
Europe 1	630	+ 6
Gle Ind. Part.	248,80	+ 11,80
Hachette	735	inch.
J. Borel Int.	135	+ 2,50
Oréal (L')	1 000	inch.
Navigation Mixte	130,50	– 0,50
Nord-Est	46	+ 1
Presses de la Cité	743	– 15
Skis Rossignol	662	+ 13
Sanofi	239	– 2
U.T.A.	187	– 4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 7-1-83	Cours 14-1-83
Or fin (kilo en barre)	97 800	103 800
– (kilo en lingot)	97 500	103 200
Pièce française (20 fr.)	700	713
Pièce française (10 fr.)	476	480
Pièce suisse (20 fr.)	740	698
Pièce latine (20 fr.)	660	688
● Pièce tunisienne (20 fr.)	585	610
Souverain	820	803
Souverain Elizabeth II	760	765
● Demi-souverain	375	391
Pièce de 20 dollars	3 895	3 510
– 10 dollars	1 650	1 800
● – 5 dollars	890	890
– 50 pesos	4 145	4 200
● – 20 marks	765	785
– 10 florins	690	685
● – 5 roubles	430	430

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	10 janvier	11 janvier	12 janvier	13 janvier	14 janvier
Terme	289 931 692	379 528 492	190 288 155	222 938 124	187 516 056
Comptant					
R. et obl.	458 080 675	962 900 905	697 479 384	845 646 735	1 574 987 837
Actions	182 457 900	168 840 851	162 020 112	121 239 693	143 328 885
Total	930 470 267	1 511 269 248	1 049 787 651	1 189 824 552	1 885 832 778

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)

Franç.	103,1	101,9	102,1	103,3	–
Étrang.	107,2	108,5	106,8	107,2	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)

Tendance	105	103,7	103,9	105,2	104,9

(base 100, 31 décembre 1982)

Indice gén.	101,9	101,6	101	102,1	102,8

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Toujours plus haut

Le marché new-yorkais a établi cette semaine un nouveau record de hausse sur l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui a atteint lundi le niveau de 1 091,88, bien cramponné depuis plusieurs jours au-dessus de la barre des1 000 points.

Wall Street a perdu un peu de terrain par la suite, mais un nouveau coup de pouce observé vendredi a permis au Dow Jones de conclure ces cinq séances à 1 080,84 points, en progrès de 4,78 points par rapport à la semaine précédente. Plus que la baisse des taux d'intérêt américains (le « prime rate » a été ramené de 11,50 % à 11 % pour l'ensemble des banques), c'est surtout la réelle perspective d'une reprise économique aux Etats-Unis qui dope la cote, selon les professionnels. Ceux-ci en veulent pour preuve les dernières statistiques relatives à l'évolution de la production industrielle et qui traduisent un creux de la récession au mois de décembre dernier (la production industrielle n'a diminué que de 0,1 % pour ce dernier mois de l'année 1982).

	Cours 7 janv.	Cours 14 janv.
Alcoa	33 1/4	35 3/8
A.T.T.	63 3/4	67
Boeing	35	36 7/8
Chase Man. Bank	50 1/2	51 3/8
Du Pont de Nem	40 5/8	41 7 8
Eastman Kodak	85 1/2	81 1/2
Exxon	30 3/8	30 5/8
Ford	39 7/8	38 3/4
General Electric	96 3/4	96 1/4
General Foods	39 1/8	37
General Motors	63	63 7/8
Goodyear	35 3/4	35 1/2
I.B.M.	96 5/8	98 7/8
I.T.T.	30 7/8	32 3/8
Mobil Oil	26	26
Pfizer	68 7/8	72
Schlumberger	50 1/4	49 3/4
Texaco	31 3/8	31 3/4
U.A.L. Inc.	30	32 3/8
Union Carbide	56 3/4	58 7/8
U.S. Steel	22	21
Westinghouse	39 3/4	44 5/8
Xerox Corp	38 3/8	42

LONDRES

Plus irrégulier

La chute de la livre sterling sur les marchés des changes a donné au London Stock Exchange et les actions britanniques ont été teintées d'hésitation tout au long de la semaine. Le relèvement intervenu mardi sur le taux de base des banques, porté de 10 % à 11 %, n'a eu aucun effet et les boursiers se montraient particulièrement préoccupés par l'hypothèse d'élections générales anticipées et par les rumeurs de réduction du prix du pétrole brut.

En fin de semaine, toutefois, l'appel au calme lancé par Mme Tatcher à son retour des îles Malouines et les déclarations volontairement rassurantes du chancelier de l'Echiquier ont permis un raffermissement du sterling et une reprise de la Bourse.

Indices « F.T. » : industrielles : 614,2 contre 621 ; mines d'or : 634,5 contre 588,80 ; fonds d'Etat : 78,56 contre 80,11.

	Cours 7 janv.	Cours 14 janv.
Beecham	356	343
Bowater	170	166
Brit. Petroleum	310	314
Charter	248	250
Courtaulds	77	74
De Beers (*)	6 90	6 80
Dunlop	47	48
Free State Ged. (*)	51 7/8	52 7/8
Glaxo	1308	1393
Gt. Univ. Stores	600	568
Imp. Chemical	358	362
Shell	438	446
Unilever	825	825
Vickers	93	107
War Loan	33 1/2	32 7/8

(*) En dollars

TOKYO

La pause

Après la vive avance de ces derniers jours, le Kabuto-Cho a observé cette semaine une pause, et l'indice Nikkeï Dow Jones a conclu vendredi sur un niveau de 8 088,53 yens, en recul de 121,49 points sur la semaine précédente, tandis que l'indice général s'établissait à 592,86, en repli de 9,31 points.

–	Cours 7 janvier	Cours 14 janvier
Akaï	294	284
Bridgestone	478	453
Canon	1 260	1 160
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	991	979
Matsushita Electric	1 390	1 270
Mitsubishi Heavy	242	253
Sony Corp	3 500	3 350
Toyota Motors	1 070	1 030

FRANCFORT

Consolidation

Pour les spécialistes, le marché allemand s'est contenté de consolider les gains acquis depuis le début de l'année 1983, et l'indice de la Commerzbank reculait, vendredi, à 745,5 contre 769,1 la semaine précédente.

	Cours 7 janv.	Cours 14 janv.
A.E.G.	31	30,70
B.A.S.F.	122,50	119,40
Bayer	115,70	113
Commerzbank	134,90	130,20
Deutschebank	272	265,50
Hoechst	114,60	111,40
Karstadt	198	195,80
Mannesmann	146,50	143,90
Siemens	259,60	251,20
Volkswagen	148,30	145

Le Monde

La commission permanente de l'enseignement catholique accepte les « contacts directs » proposés par Alain Savary

Le communiqué publié par M. Savary (le Monde du 14 janvier) en réponse au rejet par l'enseignement privé de son offre de négociations a suscité une nouvelle déclaration de la commission permanente de l'enseignement catholique, que nous publions ci-dessous.

« La commission permanente de l'enseignement catholique, réunie le 14 janvier 1983, a pris connaissance du communiqué de M. Savary, ministre de l'éducation nationale, en date du 13 janvier.

» Elle prend acte de la décision du ministre de retarder l'ouverture des négociations concernant l'enseignement public et l'enseignement privé, sans modifier pour autant méthode et objectif.

» Le ministre précise que ce délai doit lui permettre, en dehors de toutes négociations, d'accueillir par contacts directs, les questions des partenaires, ultérieurement d'élargir et de préciser les bases de ses propositions.

» L'enseignement catholique a défini récemment ses positions et demandé des garanties : il mettra à profit ce délai pour obtenir du ministre de l'éducation nationale les éclaircissements nécessaires et les réponses attendues. »

T.C. : divergences

L'hebdomadaire *Témoignage chrétien* publie, dans son numéro du 17 janvier, un texte signé par des personnalités chrétiennes « *jugeant totalement négative l'attitude du Comité national de l'enseignement catholique* » au moment où le ministre de l'éducation nationale formule des propositions. Les signataires dénient aux responsables de l'enseignement catholique le « *droit de parler au nom de l'ensemble de la communauté chrétienne* » et leur reprochent de « *gâcher cette chance historique* » qu'aurait constitué l'ouverture des négociations.

Dans le même numéro, M. Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire, dans un éditorial intitulé « Nous nous désolidarisons ! », écrit : « *Des élèves et des enseignants de plus en plus nombreux ne partagent pas les attitudes archaïques et négatives des porte-parole officiels de l'enseignement catholique.* » Il reproche aux membres du Comité national de refuser « *de faire évoluer l'école catholique en disant « non » au dialogue, en prenant une attitude dure, à la veille des élections municipales* ».

● *Dans une déclaration commune*, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.) et le Grand-Orient de France « *estiment que les propositions ministérielles de réorganisation comportent des points positifs pour ce qui concerne l'intégration progressive du secteur privé au sein du service public. Mais ces propositions contiennent des incertitudes et des imprécisions qui rendent indispensable une négociation rigoureuse qui doit permettre d'établir les garanties et sécurités nécessaires, notamment pour ce qui concerne le strict respect des principes généraux de laïcité du service public français* ».

[En accueillant positivement la proposition de ces « contacts directs », l'enseignement catholique accepte un face-à-face sans commencer à négocier. Que retiendra-t-on, sinon que l'honneur est sauf pour tout le monde ?

M. Savary s'est efforcé de clarifier ses propositions et a rappelé que les résultats d'une négociation ne peuvent être précisés avant qu'elle ait lieu. Les dirigeants de l'enseignement catholique tentent de dissiper l'embarras où les a mis le refus de négocier, manifestement incompris par une part de l'opinion et contesté par des catholiques choqués d'une telle attitude « négative ». – C.V.]

La retraite à 60 ans

M. Bérégovoy aux partenaires sociaux : à vous aussi de faire un effort

« *C'est aux partenaires sociaux de faire l'effort qui s'impose pour parvenir à une solution* » sur la retraite à 60 ans, a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, à l'issue des entretiens qu'il a eus, vendredi 14 janvier, avec chacune des délégations syndicales et patronales. Autrement dit, c'est à vous de faire, d'abord, un effort, répond le gouvernement à la demande des gestionnaires des caisses de retraites complémentaires. Ceux-ci – surtout le C.N.P.F. qui refuse toute majoration de cotisation – souhaitent que, de 1983 à 1988, l'Etat fasse des avances de trésorerie de l'ordre de 25 milliards de francs, soit, selon les calculs des experts, 1,6 milliard de francs, en 1983, 5,8 milliards en 1984, 7,9 en 1985, etc.

La C.F.D.T. a proposé qu'un emprunt soit lancé ; il serait garanti par l'Etat et gagé sur les réserves assez importantes des caisses de retraites complémentaires. F.O. n'a pas écarté cette solution, admettant que les caisses contribuent à l'effort financier qui se révèle nécessaire, mais elle considère que cette participation ne sera pas suffisante.

Autres sujets des entretiens : le champ d'application de la réforme (*qui va bénéficier de la retraite ?*) et surtout le montant des pensions. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont à nouveau insisté sur la nécessité de prévoir un nouveau minimum de pension de telle sorte que les retraités à 60 ans ne soient pas pénalisés par rapport aux préretraités qui, au même âge et avec des cotisations inférieures, ont un minimum de 3 150 F par mois. Les deux syndicats ont aussi posé la question de la validation gratuite des points de cotisation durant la période de 60 à 65 ans. La C.G.C. a aussi insisté sur ce fait, notant qu'en l'absence de validation le montant des retraites serait inférieur de 12 à 15 % à celles que perçoivent actuellement les cadres à 65 ans.

M. Bérégovoy, qui souhaite réunir tous ensemble les partenaires sociaux vendredi 21 janvier ou au début de la semaine suivante, doit auparavant obtenir un feu vert du gouvernement sur le niveau de la participation financière de l'Etat. *La C.G.C., qui entend limiter la réunion tripartite au seul aspect financier, s'inquiète d'une éventuelle intervention de l'Etat sur les modalités d'application de la retraite complémentaire.* M. Bérégovoy essaiera-t-il de rapprocher les points de vue éloignés qu'il a constatés entre syndicats ou se contentera-t-il d'apporter une réponse uniquement financière ? Question délicate. On ne peut en *tout cas faire appel à l'Etat et exiger* en même temps que celui-ci se désintéresse de l'utilisation des fonds qu'il accepterait d'accorder. – J.-P. D.

Le rallye Paris-Dakar

Un concurrent se tue en Haute-Volta

Niamey (Niger). – Le Français Jean-Noël Pineau, trente ans, qui pilotait une moto Yamaha XT 550 cc, s'est tué en Haute-Volta, sur le tronçon bitumé Léo-Ouagadougou du rallye Paris-Alger-Dakar, a précisé, samedi 15 janvier à Niamey, M. Roger Kalmanovitz, responsable de S.O.S. Assistance.

Selon M. Kalmanovitz, Jean-Noël Pineau, qui participait pour la quatrième fois à l'épreuve, a été retrouvé inanimé sur le bas-côté de la route, à une centaine de kilomètres de la capitale voltaïque, par un véhicule de l'organisation du rallye. Le pilote, qui gisait entouré d'un petit attroupement, a été pris en charge par le véhicule médical et acheminé à l'hôpital de Ouagadougou, où il est décédé.

Les deux motards Philippe Vassard et Gilles Desbeulles ont été repérés après avoir disparu pendant trois jours.

M. Thierry Sabine, l'organisateur du rallye Paris-Alger-Dakar avait lancé, vendredi 14 décembre, un appel aux autorités nigériennes afin qu'elles mettent en œuvre des moyens terrestres pour l'aider à rechercher les concurrents égarés depuis trois jours dans le désert du Ténéré.

Huit Land-Rover devaient partir *dans la soirée de vendredi* en direction d'Agadès et de Dirkou, tandis que l'organisateur du rallye coordonnait les recherches aériennes avec un DC-3 et deux monomoteurs.

On était, en revanche, toujours sans nouvelles, ce samedi 15 janvier, de deux équipages, Lucbert-Lefèvre (Range Rover) et Bernadette Sacy-Christine Caron, dont le véhicule avait été retrouvé vide de ses occupantes à une centaine de kilomètres d'Agadès.

Le rallye continue pourtant. Les *concurrents* devaient arriver, ce samedi matin, au terme de l'étape marathon Agadès-Korhogo (Côte-d'Ivoire), longue de 2 400 kilomètres. La confusion est la plus totale, des concurrents moto ayant volontairement délaissé la piste pour emprunter jusqu'à Niamey la route plus confortable, faite de bitume.

Le rescapé de l'Everest

L'alpiniste et cinéaste belge, M. Jean Bourgeois, dont le ministère népalais du tourisme *avait annoncé la disparition* (*le Monde* daté 2-3 janvier), a regagné, vendredi 14 janvier, Katmandou, sain et sauf.

Jean Bourgeois, âgé de quarante-quatre ans, faisait partie d'une expédition française de dix alpinistes qui tentaient l'ascension de la face sud-ouest de l'Everest (8 849 mètres) sans oxygène.

L'alpiniste belge, qui se plaignait de maux de tête, le 27 décembre, avait abandonné à 7 000 mètres d'altitude le reste de l'équipe pour reprendre le chemin du camp numéro un. Personne ne l'avait revu, malgré les recherches entreprises, crevasse *par crevasse, par ses camarades,* lesquels avaient abandonné leur expédition à 7 700 mètres pour regagner Katmandou.

L'alpiniste belge n'a dû sa survie qu'à une chute du bon côté du « colosse himalayen », le glacier de Rongbuk, sur le versant tibétain. « *J'ai dévalé sur une centaine de mètres en chute libre et me suis retrouvé miraculeusement sauf sur une « selle » de neige.* » Après quoi, Bourgeois *avait continué comme Guillaumet* dans les Andes en se laissant glisser en ramasse de plaque en plaque. Au bout de deux jours, sans équipement ni vivres, il avait eu la chance miraculeuse de tomber sur un petit village où les Tibétains, terrorisés, l'avaient *pris d'abord* pour le « yéti ». Après d'autres étapes mouvementées, le Belge dut attendre sept jours à la ville chinoise de Xigatse l'accord des autorités de Lhassa pour être rapatrié à Katmandou.

Il y a une dizaine d'années, *Jean Bourgeois avait été pris* sous une avalanche au cours de l'ascension du Noschok, en Afghanistan. Porté disparu, il avait regagné la civilisation au bout de six jours, malgré une cheville brisée.

● *Les fédérations de Paris du P.S. et du P.C.* ont conclu, vendredi 14 janvier, un accord qui prévoit la constitution de listes communes dans les vingt arrondissements de la *capitale. Les responsables des deux* formations ont précisé que des contacts seront pris prochainement avec le P.S.U., les radicaux de gauche et les gaullistes de gauche. La date du 25 janvier a été retenue pour la présentation de listes complètes.

● *M. Raymond Barre,* qui participait, vendredi soir 14 janvier à Lille, à un meeting de soutien à la liste d'union de l'opposition conduite par M. Bruno Chauvierre (R.P.R.), a notamment déclaré : « *Si l'opposition gagne les prochaines élections législatives, il faut qu'elle se souvienne qu'il ne peut être question alors d'un quelconque compromis historique. Il ne faut pas rechercher je ne sais quelle coexistence ou cohabitation qui légitimerait, après coup, ce qui a été fait.* »

M. PHILIPPE SÉGUIN invité du « Grand Jury R.T.L.-« le Monde »

***M. Philippe Séguin,* député R.P.R. des Vosges, sera l'invité de l'émission « Le Grand JuryR.T.L.-*le Monde* » dimanche 16 janvier de 18 h 15 à 19 h 30.**

Une semaine avant le congrès du R.P.R. *du 23 janvier, M. Séguin,* qui est candidat à la mairie d'Epinal, répondra aux questions de François Grosrichard et André Passeron, du *Monde,* et de Gilles Leclerc et Jean-Jacques Truffaut, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Le numéro du « Monde » daté 15 janvier 1983 a été tiré à 502 725 exemplaires.

Le conflit chez Renault

Le vote sur la reprise du travail aux usines de Flins est différé

Week-end d'attente à l'usine Renault de Flins (Yvelines), toujours paralysée. Le scrutin sur la reprise du travail, prévu pour 13 h 30 le vendredi 14 janvier avait été finalement différé, les syndicats jugeant insuffisantes les ultimes propositions patronales. Les discussions techniques entre la direction et les représentants des travailleurs devaient reprendre samedi en fin de matinée, et le vote à bulletins secrets pourrait être organisé lundi après-midi, l'usine étant fermée samedi et dimanche.

Une nouvelle *mouture du protocole* d'accord devait être soumise aux grévistes de l'atelier de peinture. Vendredi après-midi, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient réclamé des prévisions quant aux garanties accordées par la Régie, tant sur la prime mensuelle de nuisance, portée de 80 francs initialement à 140 francs pour les peintres, que pour l'indemnisation du chômage technique imposé à quelque 10 400 salariés sur 18 000. Les quatre premières journées perdues seraient remboursées à 100 % et les suivantes à 30 %.

Par ailleurs, la grève continuait au centre de livraison, bien que la direction ait accepté la fourniture de *matériel supplémentaire contre les* intempéries, ainsi que l'augmentation des coefficients de qualification pour une vingtaine de salariés. Dans le département de l'électrolyse, les discussions sur des problèmes de primes étaient également bloquées. La direction soulignait qu'une poursuite de la grève dans ce secteur – qui s'occupe du chromage des pièces pour d'autres établissements de la Régie – ne gênerait pas la remise en activité de l'usine. En revanche, la grève du centre de livraison pourrait gêner cette reprise, selon la direction, si des ouvriers continuaient de bloquer les issues au parc des voitures.

A Boulogne-Billancourt enfin, la chaîne de fabrication était toujours ralentie vendredi soir par la grève des peintres, qui a commencé mardi 11 janvier ; 40 R-4 seulement étaient sorties de l'île Seguin vendredi, au lieu de 800 en temps normal. Au cours des neuf premiers jours de cette crise, le « manque à produire » s'est élevé à 10 000 R-5 et *R-18* pour *l'usine de Flins* et à 2 300 R-4 pour l'établissement de Boulogne-Billancourt.

Forte plus-value du stock d'or de la Banque de France

La situation hebdomadaire arrêtée au 6 janvier 1983 est affectée par la réévaluation de l'or, des devises, des ECU et des droits de tirage spéciaux intervenue au 31 décembre 1982. Les nouveaux chiffres applicables pour le premier semestre de 1983 sont les suivants :

1) Les avoirs en or ont été comptabilisés au prix de 97 069 francs le kilogramme d'or fin contre 67 016 francs pour le second semestre de 1982.

La plus-value dégagée, augmentée de celle des avoirs en or du Fonds de stabilisation des changes, s'est élevée à 76 516 millions de francs et a été imputée au compte « Réserve de réévaluation des avoirs publics en or ».

2) Les devises ont été comptabilisées sur la base d'un cours du dollar de 6,7070 F (contre 6,9190 F).

Il en résulte une diminution nette des 173 millions de francs du poste « Disponibilités à vue à l'étranger ». Cette moins-value a été prise en compte par le Fonds de stabilisation des changes.

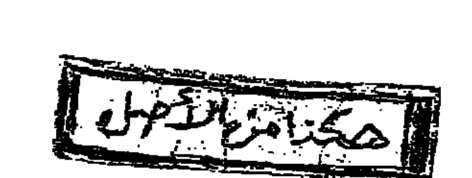
3) Les avoirs en or et en dollars, déposés contre ECU auprès du Fonds européen de coopération monétaire, ont été réévalués. Le poste « Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM » a été majoré en conséquence de 18 991 millions de francs.

4) Les postes ECU ont été réévalués sur la base du cours en francs de l'ECU ; un ECU = 6,52038 F (contre 6,55282 F).

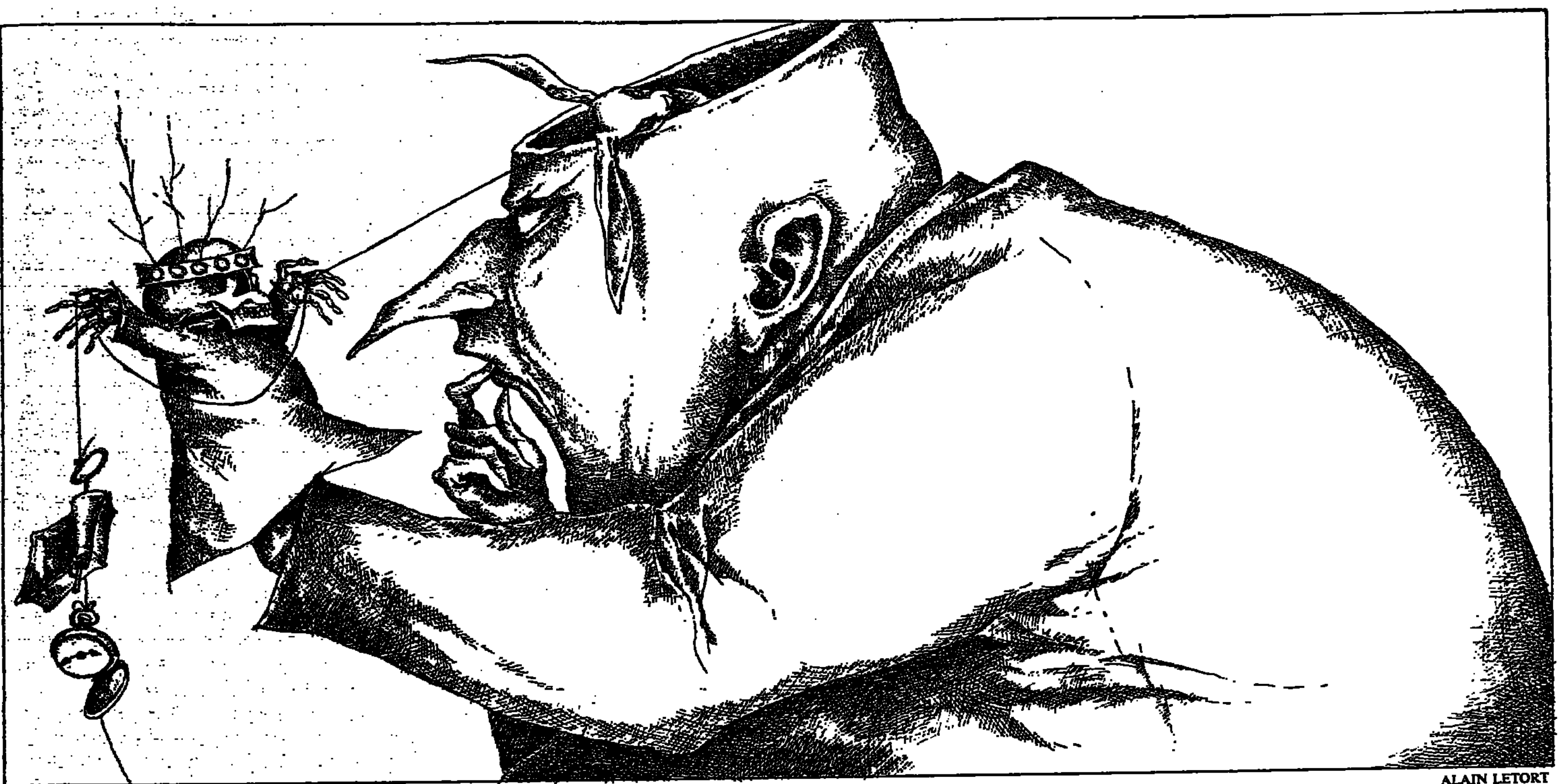
5) Les avoirs en droits de tirage spéciaux (D.T.S.) ont été comptabilisés en fonction d'une valeur en francs du D.T.S. de 7,41982 F (contre 7,50718 F).

A B C D E F G





Le Monde
DIMANCHE


ALAIN LETORT

Souvenirs d'enfance d'un ethnologue défroqué

LONGTEMPS j'ai habité à deux pas d'une décharge publique. Cela n'avait rien à voir avec les dépotoirs d'aujourd'hui. Mon trou à ordures était bucolique, charmant presque. Il s'agissait, en fait, d'une ancienne carrière de sable qui avait été abandonnée faute de matière première. La broussaille et les noisetiers avaient vite envahi ses coteaux abrupts. Les ordures n'encombraient que la partie accessible par la route. Les rats y vivaient en toute impunité. Ils étaient les gardiens naturels de cette grotte à ciel ouvert où j'ai promené mon enfance, jusque vers l'âge de douze ans.

La forme du trou avait l'allure générale d'un haricot ou d'un boomerang. Le chemin qui le parcourait faisait environ 800 mètres. Il se terminait par une mare dont les eaux prenaient les couleurs du temps. Une lagune ? Un fjord ? Non. J'ignorais ces mots-là, et, selon la saison, elle était l'une ou l'autre...

La topographie exacte du lieu ne s'est pas effacée. Je revois l'arbre autour duquel tournait mon univers, un noyer, le poulailler clandestin que mes parents avaient installé pendant la guerre, les nids et les terriers, les sentes annexes, les pierriers et la cachette à mi-pente d'où j'observais l'ensemble.

Je suppose que mon inconscient a décalqué le plan de ce que l'on appellerait, de nos jours, un « terrain pour l'aventure ». Les animaux y tenaient une place prépondérante et hiérarchisée : d'abord les rats (bruyants), puis les poules (domestiquées) et enfin les grenouilles (furtives et athlétiques). Partout, il y avait des mulots, des lapins, des merles, des mésanges, des moineaux. Les piverts faisaient office de perroquets. Rien que de la faune vulgaire, en vrai ! La plaine de derrière (qui, à mes yeux, semblait un haut plateau) était le royaume des corneilles, des perdrix et des étourneaux. Ces oiseaux-là ne s'égaraient presque jamais parmi les miens... A peine s'ils daignaient nous survoler.

C..., village de la vallée de la Seine, était nettement divisé en deux : les gens d'en haut, les gens d'en bas. La voie de chemin de fer servait de frontière. Si bien que les gosses d'en haut, de familles rurales et ouvrières, ne se mélangeaient pas avec ceux d'en bas, plutôt commerçants et petits fonctionnaires. Les Parisiens de week-end constituaient une catégorie à part où chacun pouvait choisir ses alliés. N'empêche que régulièrement une rumeur de guerre hantait l'espace de mes jeux : je construisais des abris et des pièges en fonction d'une éventuelle attaque. Une simple corde, tendue en travers du chemin et armée de boîtes de conserve vides, était censée donner l'alarme. Le truc a été tenu secret pendant des années !

La mare gelait au plus fort de l'hiver. Au printemps, elle débordait et transformait l'endroit en forêt-galerie. Je la sillonnais sur un radeau de planches et de jerrycans.

Pendant les périodes de neige, je chassais. Avec une carabine à plomb. Tout l'art résidait dans le guet et l'approche. Ma première victime fut un lapin blotti sous des ronces givrées. Je l'épaulais à bout portant et il cracha le sang. Au moment de le ramasser, je m'aperçus qu'il était déjà pris au collet d'un braconnier...

Un autre jour, je déterrais une bombe d'un talus herbeux. Elle était presque neuve. Je la roulais jusqu'à la maison. Les pompiers et les démineurs se chargèrent du reste. Mon nom figura dans le journal local, à la rubrique « Imprudences ».

Je ne raconterai pas ici comment fut capturé le paon échappé d'une villa voisine. Toute enfance a ses bavures... Ma plus haute gloire, en vérité, fut d'exhumer du terreau le boîtier d'une montre-oignon. Il était noir et cabossé. Je le décapais pour examiner le motif du couvercle et les inscriptions de l'intérieur. C'était de l'argent ! Mes parents, qui étaient restaurateurs, refirent à neuf leur batterie de couteaux, de fourchettes, de cuillères et de pinces à escargots... A onze ans donc, j'avais déjà un passé d'archéologue et d'aventurier. Mais la chasse n'était pas mon fort.

∴

La guerre avait coupé les ponts avec le village d'en face. En attendant qu'on établisse une passerelle provisoire, un passeur fut préposé au va-et-vient des riverains. Il chargeait les gens et les vélos dans sa barque à godille. Le matin, pour aller à l'école, je le sifflais du bord de l'embarcadère.

Cet homme-là était un fieffé menteur et un collaborateur notoire. Il profitait de la traversée pour nous faire parler. « *Hé petit, t'as bien déjeuné, ce matin ?* » Il voulait sans doute savoir si on mettait du beurre ou de la confiture anglaise sur mes tartines... « *Comme d'habitude* », je répondais en soufflant dans mes doigts.

(Ce minuscule souvenir m'est revenu l'année dernière, alors que j'interrogeais un Indien Tarahumara, dans la sierra Madre. A chaque question précise que je lui posais sur l'origine de ses traditions, il hochait la tête en disant : « *Qui le sait ?* »)

∴

A quatorze ans, j'allais en Angleterre. Ces séjours linguistiques avaient pour fonction de nous initier à une langue étrangère et, aussi, de nous déniaiser. Je débarquai dans une famille singulière. Vivant en haut d'une colline, à 30 kilomètres de la mer, le père – un ingénieur, je crois – construisait un bateau de pêche dans son jardin. Chaque matin, il ouvrait grand les fenêtres de sa chambre et – à l'aide d'un sextant – il faisait le point. L'après-midi, il travaillait d'arrache-pied à l'étanchéité de la coque. Sa fille et moi, amants malhabiles, nous jouions au bilboquet sans ficelle... C'est ainsi que j'ai découvert – dans l'austère Albion – le principe de plaisir et celui de réalité. Bien avant d'avoir lu Sigmund Freud.

∴

En classe de troisième, mon goût pour l'exotisme se précisa. Curieusement.

Le professeur de « français moderne » était un type épatant et timide. C'était un romancier antillais : Joseph Zobel. Il venait d'écrire un roman remarqué, *la Rue Casse-Nègres*... Sûrement peu doué pour l'enseignement classique, il se contentait de nous lire *le Livre de la jungle !* Il y mettait les accents d'un griot habité par les mythes et les rites. C'est pourquoi je tins longtemps Rudyard Kipling pour le plus fabuleux des conteurs africains.

∴

Seize ans. Je vais en auto-stop en Laponie. Le chemin est long. Au pied du Kebnekaise, je lie amitié avec un Lapon. Il me fait boire du café salé et manger des steaks d'élan fumé. Il m'apprend à réparer les filets. Nous confectionnons du lest en ligaturant des pierres dans de l'écorce de bouleau. Cela n'empêche pas une première déception exotique : le soleil de minuit se couche régulièrement à 11 heures moins le quart.

∴

Dix-huit ans. De l'explorateur j'adopte la panoplie. La pipe et l'impassibilité. Je lis les ethonogues : Leiris, Métraux, Lévi-Strauss, Bastide. Comme j'habite maintenant un village à l'orée de la forêt de Fontainebleau, j'arpente les sentiers et grimpe les rochers. Je visite les grottes. Les pétroglyphes m'indiquent la route à suivre : je pars pour l'Amazonie, à la recherche d'autres signes. Je passe la ligne équatoriale une fois, deux fois, trois fois, etc.

∴

L'exotisme est né. Il ne m'a pas cependant détourné de l'autre réalité : celle du génocide et de l'ethnocide. Celle de la décivilisation. De la clochardisation. De la contestation et de la révolte. A quoi bon, en effet, faire de la science, jouer au défenseur de l'opprimé, si c'est pour rendre un hommage posthume à ceux que l'on vient d'observer ?

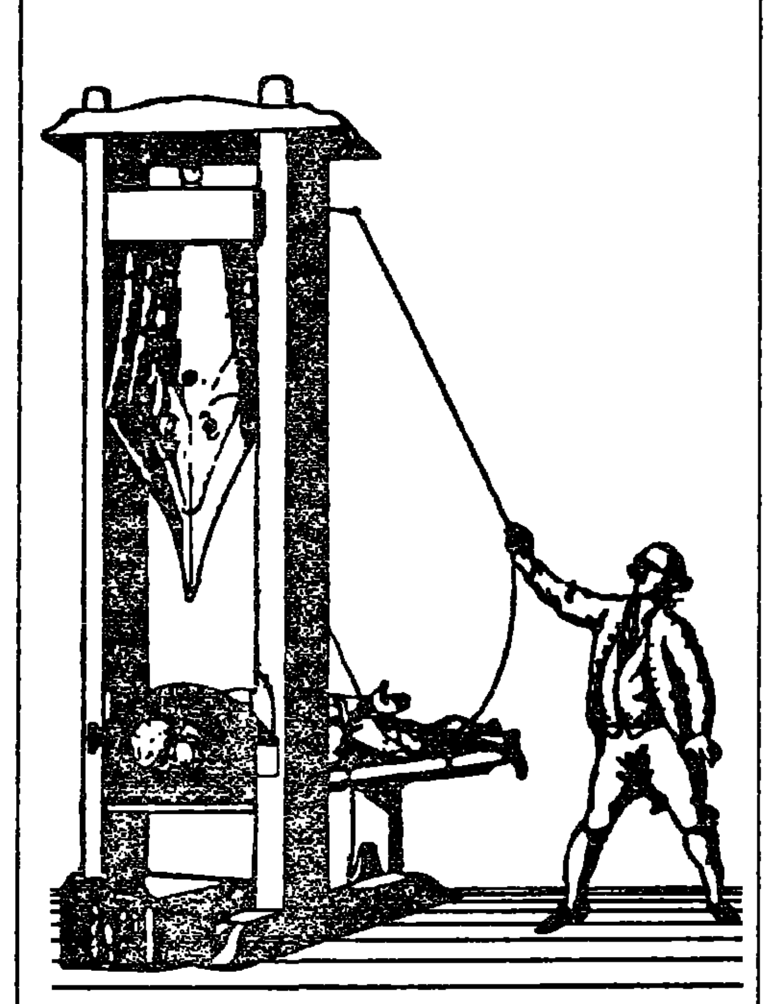
1983 : je suis un ethnologue défroqué.

JACQUES MEUNIER.

LIRE



COURRIER



OPHÉLIE

ACTUELLES

Libre enseignement

« Nous contestons le droit spécial de l'Etat en matière d'enseignement ; nous n'admettons pas que l'Etat ait sur l'enfant un droit qu'il n'a pas sur le père. Il a le même droit sur l'enfant que sur le père, mais pas un autre droit ; et de même qu'il ne lui est pas permis d'imposer ses idées, ses croyances, sa manière de voir au père de famille, à l'homme fait, il n'a pas non plus ce droit, cette mission à l'égard de l'enfant. [...]

« Quel est donc le droit de l'Etat dans l'enseignement ? Celui de la surveillance générale pour ce qui touche à la liberté d'autrui et à la sécurité publique. Nous l'accordons, tout le monde est d'accord là-dessus. Il a même un droit que je reconnais : c'est celui de suppléer à la négligence ou à l'indigence du père de famille. [...] Mais de là à se substituer partout et toujours au père de famille, c'est-à-dire à établir [...] le monopole de l'enseignement, monopole avoué ou déguisé comme il l'eût été par les lois relatives à la liberté de l'enseignement qu'on a proposées jusqu'à présent, il y a un abîme. »

D'un discours prononcé à l'Assemblée constituante, le 18 septembre 1848, par Montalembert, qui va jusqu'à comparer, dans le paragraphe suivant, le monopole de l'enseignement de l'Etat au « communisme intellectuel » *(rires et murmures dans l'Assemblée)*.

JEAN GUICHARD-MEILI.

A un ami Afghan

Ta lettre *(le Monde* du 22 décembre 1982) me donne bien des soucis. J'y apprends des choses terribles. On arrache des ongles, on coupe des membres, on viole des femmes, des enfants ramassent des jouets tombés du ciel qui leur apportent la mort...

Ici, rien de tout cela. Les femmes se mettent du rouge sur les mains, on les aime, les enfants regardent le ciel pour y voir passer un magicien qui fera tomber des jouets dans leur cheminée.

Nous sommes en paix, vous êtes en guerre, les uns heureux, les autres malheureux. Et pourtant, ce bonheur, cette joie en Occident, nous n'en savons plus le prix. Il y a dix ans que nous ne nous sommes vus, lorsque, avec Arnaud Desjardins, dans la nuit calme de Kaboul, nous étions d'accord pour penser que l'être vaut mieux que l'avoir. Mais aujourd'hui, que sommes-nous en Occident ?

La fête que nous préparons, elle n'a plus de sens pour la majorité d'entre nous si ce n'est de nous aider à oublier... oublier que vous êtes là. C'est loin l'Afghanistan, si loin que c'est presque le bout du monde.

Et pourtant rien, ni les bombes, ni les chars, ni le feu n'empêcheront le brouillard de faire scintiller les jardins d'Hérat, ni les fleurs de Kandahar de s'ouvrir, ni les bouddhas de Bamyan de sourire au soleil du matin, ni la neige d'illuminer les sommets de l'Hindou-Kouch, ni l'homme de rester debout.

Mais je ne peux rien pour toi, je suis si loin...

Alors, il faut donc mourir ? Je sais que tu ne peux t'y résigner. Regarde donc le ciel, il est si beau, si pur dans ton pays ! On raconte ici que dans des temps très lointains une étoile s'est levée. Les hommes l'ont vue, elle leur a porté l'espérance. Ils n'y croyaient plus mais ils l'ont suivie et elle était la paix. Pourquoi ne reviendrait-elle pas ?

PATRICK DAVOUS,
docteur en médecine.

« Impur »

Je trouve le titre « L'ignorance française » *(le Monde Dimanche* du 21 novembre) particulièrement apte pour décrire un état de choses : il y a environ deux semaines, je vous envoyais une critique du contenu de la lettre d'un Français sur le sujet de « Langues, dialectes et parlers ». Evoquant le multilinguisme en Suisse, ce monsieur, habitant Alger, décrivait ce phénomène d'une façon péremptoire, voire franco-chauviniste.

Vous avez, dans votre numéro suivant, préféré donner une fois de plus la parole à un de vos compatriotes qui fondait ses critiques plutôt sur la spéculation que sur l'étude de la chose.

Certes, je suis d'origine « impure », voire « extra-européen » et ma première langue n'est pas votre langue maternelle. Mais je parle non seulement plusieurs parlers suisses et étrangers, je connais aussi la situation dans ce pays parfaitement, tant comme citoyen que comme ancien étudiant.

En choisissant une correspondance française, vous avez donc fait la preuve de votre ignorance.

ROGER BEAUD
(Berne et Sainte-Foy-lès-Lyon.)

Réel

Il est malaisé d'accepter la théorie – peu explicite, d'ailleurs – de M. Rosset *(le Monde Dimanche* du 12 décembre), selon laquelle le réel se suffit à lui-même, qu'il n'y a qu'à appouver, et avec joie. Même dépourvu de nature, matrice, origine ou autre idéalisme, le réel ne se laisse pas dépouiller sans risques nombreux, et de « nature » diverse. On demande des explications, cela semble trop simple, même si le hasard qui est à l'origine de l'espèce est quelque chose de pas compliqué du tout. Il y a un peu de romantisme chez M. Rosset, derrière un voile de rigueur. Et puis ceci : il lui sera difficile de nous faire approuver un réel qu'il ne peut lui-même décrire que par approximations. Mais dont, au moins – et c'est énorme dans la panoplie d'embûches et de re-présentations qu'il possède, – on peut déceler tout ce qu'il a de politique. Et cela est déjà plus net.

GASTON FERNANDEZ C.
(Bruxelles).

Exégèse

Comme Robert Auclaire (« Inhumain », *le Monde dimanche* du 2 décembre 1983), j'ai été longtemps intrigué par la parabole du figuier stérile. L'interprétation qu'il en donne est sans aucun doute valable. J'avais abouti à une explication légèrement différente.

Un figuier qui donne des fruits lors de la saison des figues est un bon figuier ordinaire. Mais le Christ exige davantage de ceux qui veulent le suivre : soyez parfait comme votre Père céleste est parfait ! Pour que l'humanité soit sauvée, il faut que ses sauveurs atteignent le surhumain : Martin a donné la moitié de son manteau (c'était un effet d'intendance !), François abandonna même sa chemise. Mais Jésus a donné sa peau, avec sa réputation de rabbi.

J. FLEURY
(Briare.)

PARTI PRIS

Rajeunir

Le Monde Dimanche paraît aujourd'hui sous une présentation un peu différente et, du moins en sommes-nous persuadés, améliorée. Même si le retour des programmes de radio et de télévision comprime ses rubriques habituelles. *Le Monde* quotidien du dimanche-lundi, son jumeau, gagne en ampleur, en informations et en analyses.

Les lecteurs, au total, n'y perdront donc rien. Ils y gagneront en lecture pour leur fin de semaine et conserveront la place qui leur est offerte : la page du courrier reste inchangée et les « croquis » continuent.

Un journal qui ne change pas constamment est un journal qui meurt. Même s'il ne doit changer qu'avec prudence : nul n'aime acheter, sous l'étiquette à laquelle il est habitué, une marchandise nouvelle.

Le Monde Dimanche sera plus facile à parcourir pour ceux qui aiment faire un choix dans le menu. Et ils auront la satisfaction de voir que ni les enquêtes, reportages, interviews et chroniques, ni la poésie (qui a des partisans et des adversaires également farouches), ni la nouvelle ne disparaissent.

Un simple rajeunissement, en somme. Après trois ans et cinq mois d'existence, ce bel enfant redevient un beau bébé.

JEAN PLANCHAIS.

Clarté

Que ferons-nous de tous ces patois [dont vous parlez] : ériger une nouvelle tour de Babel – pour le rapprochement des peuples ?

Il est peut-être trop tard pour répondre à ce qui a été écrit concernant le wallon. Cependant, je ne puis résister au désir d'exprimer mon opinion au sujet des dialectes.

Je ne comprends pas que l'on puisse œuvrer pour le maintien des divers patois – au lieu de se réjouir de pouvoir se servir d'une langue claire et compréhensible.

Pour des raisons sentimentales l'on s'attache à d'imparfaits idiomes, que l'on a même difficulté à écrire. Ils sont souvent composés de sons gutturaux, bêlements et aboiements ne correspondant à aucune écriture.

Je ne connais rien de plus risible que les représentations théâtrales données en wallon. J'ai l'impression d'assister à un rassemblement d'illettrés, dont le vocabulaire très réduit ne sert qu'à exprimer des sentiments primaires et sans nuances. Je me suis laissé dire que les parents devaient reprendre dès leur jeune âge les enfants s'exprimant en unisyllabiques : do-do, papa, pi-pi, etc.

Pour moi, pauvre ignorante, je crois que ces patois que l'on voudrait voir enseigner dans les écoles sont le balbutiement de gens frustes.

Les lettrés s'exprimaient et écrivaient en latin, pour la clarté et l'exactitude des expressions.

Etant flamande, je suis d'autant plus impartiale assistant au même engouement chez nous.

Certaines personnes ont une réelle adoration pour leurs idiomes régionaux – qui diffèrent d'une ville à l'autre.

Chez nous, l'enseignement se faisait, autrefois, en français : la justice, l'armée, etc., tout se pratiquait dans une langue inconnue du peuple. Maintenant le flamand cultivé, le bon néerlandais, est enseigné dans les écoles. Ce qui est parfait, et je n'ai pas entendu réclamer l'enseignement du patois.

Sentimentalement j'aime le doux patois de la campine anversoise que parlait ma mère. Anvers se prononce comme averse. Bruxelles comme Auxerre – respecter les noms propres, voilà ce qu'il faut défendre.

Les Gantois me maudiront, quand je dirai que le gantois est affreux. Le Gantois, Maurice Maeterlinck l'a appelé : *« Ce jargon vaseux. »* Je n'irai pas jusque-là.

Je ne crois pas cependant que nous perdrions nos origines propres – notre histoire – en renonçant au culte de ces balbutiements ou à ces expressions hautes en couleurs, d'une époque où la plupart des nôtres ne savaient ni lire ni écrire, et je me réjouis de voir enseigner le bon néerlandais (flamand civilisé), parfait véhicule des pensées et sentiments contemporains.

N.B. – Le flamand est au néerlandais ce que l'américain est à l'anglais.

HÉLÈNE CARLIER
Gent (Gand) Belgique.

Ma génération

Ma génération, si elle n'a pas connu la guerre, n'a pas connu la paix non plus. Depuis vingt-cinq ans, que d'atrocités, que de violences ! Il suffit pour s'en rendre compte de tourner le bouton de son téléviseur, de sa radio. Guerres lointaines, détresse proche, famine lointaine, délinquance proche, violence partout, physique ou morale.

De l'amour, nulle part ailleurs que dans la famille, pour ceux qui, comme moi, ont eu cette chance.

Et qu'est-il advenu de cette génération, trop jeune pour être « hippie », trop vieille pour être « disco » ? Eh bien la réponse pourra paraître banale, mais elle me semble conforme à la réalité des choses. Cette génération s'est bâtie sur d'anciennes valeurs, telles que le mariage, l'honnêteté, le travail, et elle est sans cesse à la recherche d'un idéal qu'elle ne trouve nulle part.

Plus de grand homme à vénérer, plus de guide spirituel, le dernier étant mort il y a très longtemps déjà.

Le seul refuge, notre seul refuge, c'est nous-même, si tant est qu'elle ait besoin de refuge, cette génération issue de rêves avortés.

ALAIN GENARD
(Laon.)

Timbre

Devant prendre le train à la gare d'Austerlitz, j'ai la malencontreuse idée de vouloir poster quelques cartes de vœux au bureau desservant ladite gare, situé boulevard de l'Hôpital. A 15 h 30, heure de mon arrivée, la machine qui sert aux affranchissements tombe en panne : un bout de papier est coincé. C'est la seule machine disponible au bureau. Le directeur du bureau, les employés, s'escriment, qui à téléphoner aux services techniques, qui à brutaliser l'innocent robot. A ma suggestion de servir les clients manuellement en utilisant des timbres, on répond que cela était bon dans le temps et qu'il y a trop de monde pour pouvoir le faire. Au moment où je me décide à quitter le bureau, il y a en effet une queue de vingt et une personnes qui attendent très stoïquement.

Faisons un rêve : M. Mitterrand est la vingt-deuxième personne à s'intégrer à la queue. Le ministre des P.T.T. démissionne (je pourrai écouter France-Musique sans brouillage quand le nouveau ministre s'occupera de la question) et le directeur général de la poste est limogé.

ANATOLE BRAUN
(Oxford, Angleterre.)

VOUS ET MOI

Conseil de classe

Ça y est ! Je me lance ! Je m'engage ! Je milite !... Je suis déléguée... des parents d'élèves... La PEEP, la F.C.P.E et autres APE n'ont plus de secrets pour moi...

Cela inquiète beaucoup ma fille, « la Puce », que j'aille fourrer mon nez, ou plutôt mon oreille, dans le conseil de classe. Elle n'a pas la conscience tranquille et me confesse *in extremis* quelques mauvaises notes passées sous silence : *« J'ai raté l'interro d'histoire, mais, tu sais, tout le monde a merdouillé, je ne suis pas la seule... »*

Comme mon syndicat me le conseille, j'ai pris contact par téléphone avec les parents des élèves de la classe. Je constate que tous ont le téléphone, que trois pères de famille sont au chômage et peuvent dialoguer avec moi dans l'après-midi, que la majorité des mères travaillent et que plusieurs sont divorcées et ne portent pas le même nom que leur enfant. Dans l'ensemble, les parents ont peu de questions à poser, pas de problèmes particuliers; ils *« ne voient rien »*, *« ne savent pas »*, *« vont réfléchir »*. Ma récolte est décevante : *« Quand remplacera-t-on le prof de biologie, en congé maladie ?* (Ça ne presse pas, me dit la Puce) ; *« Y aura-t-il une réunion parents-professeurs comme les années précédentes ? — Non, madame, car, en première, les professeurs ne sont plus rémunérés pour tenir ce genre de réunion. »* ; *« Pourquoi ne reçoit-on plus de carnet de correspondance avec les notes de fin de mois ? »* On se plaint encore de la cantine, du prof d'histoire, qui parle trop vite (*« Vous comprenez, mon fils est lent, et il ne peut pas prendre de notes. »*) Et pourquoi a-t-on supprimé les heures facultatives ? Tout cela est très passionnant !

A la veille du jour J, ma Puce se renseigne sur la tenue vestimentaire que je vais adopter. Il faut que je produise « une bonne impression ». *« Lave-toi les cheveux et fais ton brushing — Dis, ce n'est pas un concours de beauté, au moins ? — Et que vas-tu mettre ? — Mon tailleur pied-de-poule ? — Ah, non ! Avec ton tailleur tu fais trop seizième. — Seizième siècle ? — Tu sais très bien ce que je veux dire ! — Alors, mon jean et mes boots ? — Tu plaisantes ! — Mon loden autrichien vert ? — D'accord ! Mais on va te prendre pour la déléguée des élèves ! — Oh ! merci, ma Puce, ça c'est gentil ! »*

Puis elle me brosse le portrait de ses profs, afin que je les reconnaisse au premier coup d'œil. *« Le prof de français est très BC-BG, tirée à quatre épingles, toujours bien coiffée (tu devrais lui demander l'adresse de son coiffeur), avec des blouses en soie « naturelle » et des chaînes « en or ». En anglais, c'est une petite souris toute menue. Le prof de maths, il est triste et désabusé... Tu penses, enseigner les maths en A 3 ! Le pauvre ! La plus cool est la prof de dessin... on l'adore. En histoire de l'art... toute son intelligence est concentrée dans son regard... Dieu ! Quel regard ! Le prof d'allemand est très... germanique : « Fou foyez ce que je feu dire ?... » En histoire-géo... elle est très, très enceinte... Son caractère s'en ressent... En physique, c'est un jeunot, un novice... Pour son premier cours, il tremblait... Il se rattrape depuis en étant vache... »*

Jour J. Derniers conseils de ma Puce avant le conseil. *« N'oublie pas que tu es tenue au devoir de discrétion. — Secret professionnel ? Comme les prêtres, les médecins, les avocats ? »* Oh ! je tremble !

J'arrive très en avance. Les profs discutent encore entre eux dans la salle, autour d'une table (on les aperçoit par la porte vitrée). Je fais, dans le couloir, connaissance avec ma rivale, la déléguée de l'autre association, d'ailleurs fort sympathique, et beaucoup plus à l'aise que moi : depuis la sixième de son fils, elle milite.

Les délégués des élèves se présentent gentiment. Anne est une copine de ma Puce : vive, intelligente, drapée dans un grand châle romantique (nous sommes dans une classe artistique, ne l'oublions pas !). Quant à Eric... J'ai souvent entendu parler de lui par la Puce : il fait de merveilleux dessins (paraît-il) et ressemble à Huster jeune (ce qui est vrai). Cela suffit à lui conférer dans la classe un certain prestige.

On nous fait entrer. Nous prenons place en bout de table. Je vérifie que les descriptions de ma Puce sont exactes. Mme le censeur préside. Les professeurs se présentent, puis les délégués. Chaque prof prend ensuite la parole pour parler d'une manière générale de la classe, du point de vue de la matière qu'il enseigne. Le prof de dessin (prof principal) est très enthousiaste : *« Classe exceptionnelle... quelques élèves très doués. »* Le prof de français se plaint du niveau très moyen : *« A six mois de l'examen, ils ne savent pas faire un commentaire composé... »* A ce propos, ma collègue déléguée dit que beaucoup de parents sont déroutés par les sujets de français, sur la condition de la femme, le tiers-monde, la télévision, etc. De plus, ils n'ont jamais fait de contractions de textes ou de commentaires composés, et ne peuvent pas aider leurs enfants...

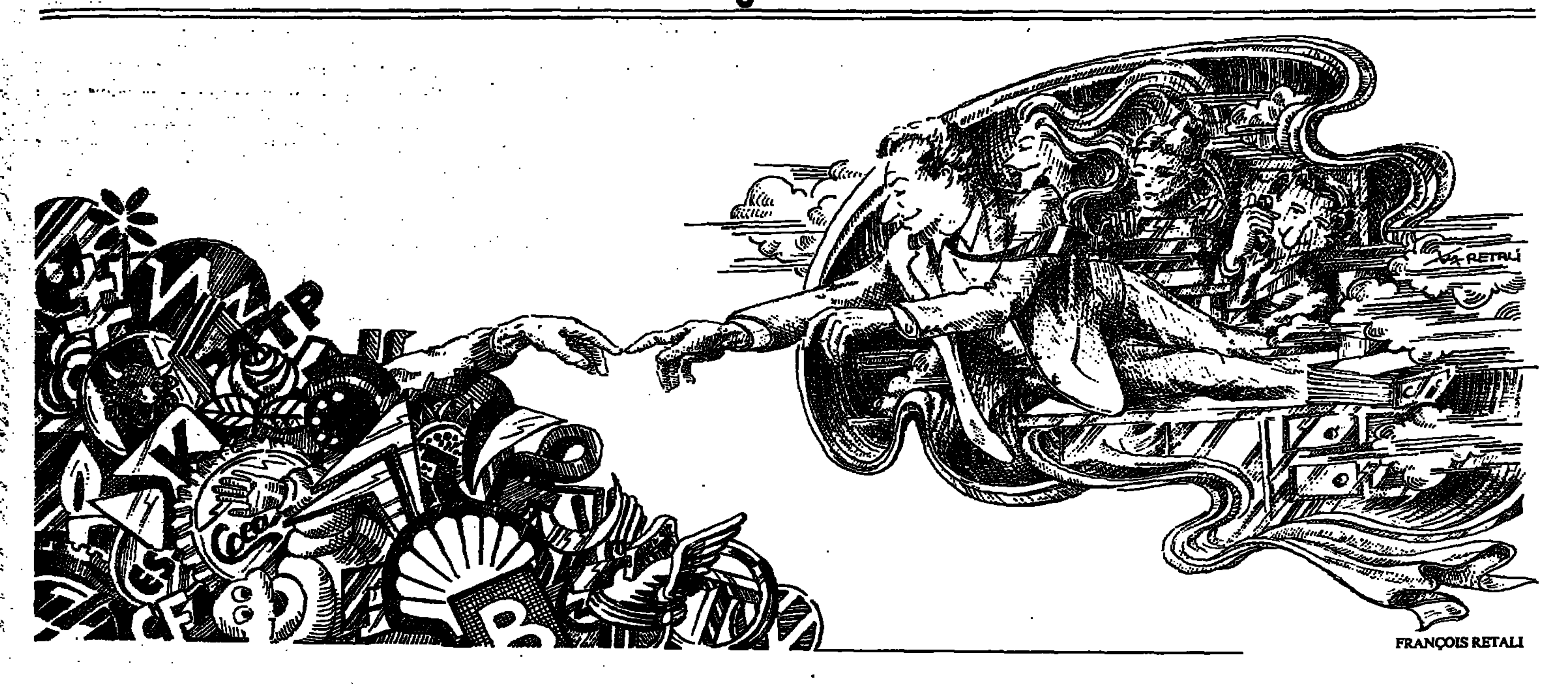
Le prof, ironique, propose des cours de recyclage pour les parents *« à la traîne »*, où ils apprendront *« à préciser et à éclairer le sens d'une page, méthodiquement... »* Je me remémore soudain les sujets que nous traitions en première : *« Expliquer cette définition de Lamartine par Sainte-Beuve... »* Ou encore : *« Émile Faguet a dit de Corneille... »* C'est vrai, les temps ont bien changé !

On en arrive aux appréciations individuelles, cas par cas. Je vois, avec terreur, approcher sur la liste le nom de ma Puce. Ce que je donnerais pour être la mère d'un brillant sujet ! Mais je sais bien ce que l'on va me dire : *« Pourrait mieux faire ! »*

Or que savent-ils de ma Puce, ces profs ? Je voudrais leur expliquer qui est ma Puce, et tout ce qu'elle connaît, et tout ce qu'elle fait en dehors des leçons et des exercices scolaires. Mais naturellement je me tais, car je ne suis là qu'*« en tant que représentant de tous les parents de la classe »*, comme le répètent les instructions.

La réunion se termine. Il est tard. Je suis épuisée. Ma collègue aussi. Et nous devons encore faire le compte rendu en commun. Nous allons boire un petit noir sur le zinc du café d'en face. La PEEP et la F.C.P.E. fraternisent.

GABOU.



FRANÇOIS RETALI

Les marchands d'images de marque

Expliquer les bienfaits du nucléaire, les avantages d'un pays ou d'une région... Les cabinets de relations publiques sont aujourd'hui moins sollicités pour lancer un produit que pour redorer le blason de professionnels ou de gouvernants face aux consommateurs, aux écologistes ou aux salariés...

EN 1974 le nucléaire fait peur. L'installation d'une centrale à proximité suscite au mieux une crainte sourde des populations, au pire – à Plogoff – des émeutes quotidiennes. Pour apaiser les vagues, E.D.F. souhaite étaler sous les yeux des anxieux toutes les mesures de sécurité qui garantissent l'exploitation et le transport des combustibles. Pédagogique, elle souhaite aussi expliquer que le nucléaire est indispensable à l'activité économique.

Plutôt qu'à la publicité, qui lui paraît inadaptée, E.D.F. a recours aux relations publiques. Le message ? Faire accepter aux riverains immédiats des centrales leur participation au programme, et en souligner l'ampleur. « *Jusqu'alors*, explique Jacques Coup de Fréjac, directeur de l'agence Information et Entreprise chargée de la campagne, *E.D.F. faisait miroiter le pactole aux communes concernées. Outre son côté « on vous achète » très vexatoire, l'argument était fallacieux, car la redevance, en fait, est répartie sur l'ensemble du département.*

» Nous avons également tourné le dos à la stratégie élitiste menée par E.D.F. dans un premier temps. De belles brochures sophistiquées, distribuées aux notables : c'était taper dans le vide, car l'opposition au nucléaire ne vient pas des notables. On a fait des fiches ponctuelles, sobres, sur des sujets précis, à l'intention de toute la population. »

Pour propager la bonne parole, les techniciens locaux d'E.D.F., pas toujours disponibles – ni favorables au nucléaire, – cèdent la place à des scientifiques extérieurs, plus convaincus et convaincants. Mais le trait de génie de la campagne est d'essayer de faire informer les parents par les enfants. Dûment « briefés », des étudiants d'une école de commerce vont donner des conférences dans les écoles, à la demande des enseignants, sur le thème « Quelle énergie pour quel avenir ? » « *Au début, nous avons été accusés de faire de l'intox, rappelle Jacques Coup de Fréjac. Mais les écologistes nous ont copié, et finalement, notre « intox » est apparue plus crédible que la leur.* »

Dernière caractéristique de la campagne, la modulation des arguments selon les régions : « *Les considérations esthétiques touchent davantage les gens de Plogoff que ceux de Cattenom, en Lorraine, où l'on a toujours vu des cheminées d'usines. Là, on est plus sensible aux problèmes d'emploi. E.D.F. y a mis l'accent sur l'emploi de la main-d'œuvre locale, qui représente 87 % des effectifs de Cattenom, et seulement 14 % de ceux de Paluel, en Normandie.*

» Quant à Golfech, on a tenu compte des pratiques culturelles méridionales : l'écrit n'y a aucune portée. Seul le verbe compte. Nous avons donc multiplié les entretiens, les réunions, les discussions. »

La finesse, la douceur, le doigté de la stratégie choisie dans cet exemple suffisent à montrer ce qui sépare les relations publiques de la publicité. Elles expliquent quand elle assène. Elles démontrent quand elle matraque. Elles insinuent quand elle affirme. Elles rampent enfin, discrètes et imperceptibles, quand elle se dresse de toute la hauteur de ses panneaux d'affichage, quand elle tonne de tous les décibels de ses flashes radio.

Arrivés trop tard

Ni les unes ni l'autre ne sont toutes-puissantes. Plogoff, par exemple, est le type de l'échec cinglant, les habitants ayant persisté dans leur refus en dépit de toutes les offensives de charme. « *Nous sommes arrivés trop tard*, explique Jacques Coup de Fréjac. *Ils ne pouvaient plus se déjuger.* »

Autre échec : Chooz, où, en raison des implications internationales, E.D.F. a tenu à organiser une campagne centrée sur les « décisionnaires ».

N'empêche. Les cibles étroites, les messages difficiles, sont bien le royaume des relations publiques. Imagine-t-on des affiches dans le métro vantant le nucléaire ?

Deux mondes différents. Quelques géants de la publicité ont bien posé un pied, prudent, dans les relations publiques : Young and Rubicam possède la seconde agence mondiale, Burson and Marsteller est présente dans une vingtaine de pays. En France, Publicis a créé Idées Dialogue Conseil, un des leaders du marché, qui a réalisé 15 millions de chiffre d'affaires en 1982 (chiffre doublé par rapport à 1981). Mais, dans l'ensemble, on passe peu de l'une à l'autre activité.

On s'observe même avec une certaine méfiance. « *Spontanément, pourriez-vous citer une campagne de relations publiques ?* », demande un publicitaire, prompt à reprocher aux frères ennemis un côté manipulatoire : *On ne sait pas qui est derrière une campagne, ça frise parfois la malhonnêteté.* » Aussi contestables qu'ils soient, les outils d'évaluation de l'impact de la publicité (taux de mémorisation, de notoriété) ont le mérite d'exister. Rien de tel pour les relations publiques, qui travaillent à l'aveuglette.

Mais, de leur discrétion, les professionnels des relations publiques tireraient plutôt gloire. Nombre d'entre eux placent un point d'honneur à ne jamais acheter d'espace sur les murs ou dans les médias. Les campagnes coordonnées, sont rares.

Dans la morosité du marché publicitaire, les relations publiques affichent une insolente bonne santé. Les taux de croissance de 20 %, voire 30 %, ne sont pas rares dans la profession. Avec 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, elle arrive environ à 10 % de la publicité. Les agences-conseils proprement dites ne représentent, il est vrai, que 240 millions en 1982 (200 millions en 1981), l'énorme majorité des investissements en relations publiques étant effectués par les entreprises, les administrations et les groupes eux-mêmes, qui, de plus en plus souvent, possèdent un service intégré.

« Une cause parmi d'autres »

Si les agences restent discrètes sur le montant de leurs budgets, les tarifs semblent néanmoins assez homogènes. Une journée de consultant se facture de 4 000 à 5 000 francs, un mois 35 000 francs environ, à quoi s'ajoutent, pour le client, tous les frais d'édition, d'organisation de manifestations, etc. A titre d'exemple, la campagne d'Information et Entreprise sur le nucléaire a mobilisé trois consultants à plein temps pendant quatre ans.

Au total, la trentaine d'agences-conseils qui se partagent le marché emploient environ trois cents personnes, ce qui peut paraître dérisoire à côté du millier de salariés de Grande-Bretagne (1) et, surtout, des vingt mille professionnels d'outre-Atlantique. Il est vrai que les cabinets américains atteignent fréquemment des effectifs de deux cents personnes, alors que les plus grands cabinets français plafonnent à vingt-cinq employés, dont seulement une dizaine de chargés de dossiers : taille critique au-delà de laquelle le fondateur de l'agence, qui en est toujours l'âme, ne peut plus suivre personnellement chaque dossier.

Indice incontestable de la respectabilité gagnée par les relations publiques : le gouvernement, pour ses campagnes institutionnelles, hésite de moins en moins à faire appel à elles. La fête de la musique, au printemps dernier (splendide réussite, avec un budget dérisoire de 500 000 francs), la campagne sur « La découverte de la France », organisée par le ministère du temps libre (sur simple appel téléphonique à un répondeur, le candidat-touriste recevait une brochure vantant les attraits de la région de son choix), ont été « vendues » essentiellement par relations publiques.

Pour la loi Quilliot, autre exemple, une campagne de publicité eût été très inopportune. Le ministère a préféré expliquer sans relâche les points encore obscurs de cette nouvelle législation du logement. Des réunions avec les propriétaires, les locataires et les agences ont permis de faire ressortir les incertitudes et les inquiétudes majeures (qui doit payer les charges locatives, à quel moment donner congé ?).

Le ministère a fait aussi rédiger des fiches pratiques (identiques pour les deux partenaires), les a rassemblées dans un livret *(les Dix Clés de la location)* diffusé par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne, et dont quarante mille exemplaires ont été vendus, au prix de 23 francs, dans les quinze premiers jours.

« *Nous nous sommes cantonnés aux explications techniques*, explique Jean-Pierre Beaudoin, d'Information et Entreprise, chargé de la campagne. *Mais faire comprendre est évidemment une condition pour faire admettre. Jusqu'à sa promulgation, seuls ses adversaires avaient commenté la loi.* »

Six mois après le début de la campagne, les résultats sont encore modestes, si l'on en juge par la difficulté à trouver un appartement à louer. Cela n'entame pas la satisfaction de Jean-Pierre Beaudoin. « *En septembre, on présentait la loi Quilliot comme seule responsable de la destruction du marché locatif*, affirme-t-il. *Maintenant, ce n'est plus qu'une cause parmi d'autres. Son contenu était mystérieux et inquiétant. Aujourd'hui, les revendications portent sur des points précis.* »

Les relations publiques ont encore été préférées à la publicité pour la campagne contre le bruit organisée par le ministère de l'environnement. « *Une campagne de publicité aurait pu hypersensibiliser à la lenteur des remèdes portés à ce problème* », explique, avec quelque embarras, Joseph Daniel, du Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID).

Le SID a rencontré à plusieurs reprises le Syndicat national des conseils en relations publiques (2) ; rencontres qualifiées de « *fructueuses* » par les deux parties. « *Bien sûr, un ministre préfère voir son flash à la télé à 20 heures qu'organiser des réunions dans les salles des fêtes. De surcroît, les contrôleurs financiers des ministères se montrent parfois réticents, l'essentiel du matériau utilisé par les relations publiques étant de la matière grise. Mais nous essayons de les convaincre que la publicité, c'est parfois un marteau-pilon pour chasser une mouche* », explique Joseph Daniel.

Il est vrai qu'on part de peu : les relations publiques gouvernementales ne représentaient en 1981 que 3,1 millions de francs, contre 117 millions pour la publicité.

170 000 F pour un déjeuner

Les relations publiques sont donc en passe de trouver leur voie. Bien fini, le temps où elles n'étaient qu'une annexe de la publicité pour lancer un produit de luxe. S'il est vrai encore aujourd'hui qu'un parfumeur peut se permettre d'investir 170 000 francs dans un simple déjeuner de presse pour le lancement d'un parfum, les relations publiques pour les « produits », en dix ans, n'en sont pas moins passées de 30 % à 7 % du chiffre d'affaires global de la profession.

La voie d'avenir, on l'a vu, c'est la *corporate communication*, la promotion, la création, la transformation, de l'image de marque « globale » d'un groupe. Le développement des associations de consommateurs et des mouvements écologistes, à cet égard, a représenté une véritable manne pour les conseils en communication. En dix ans, la part du dialogue avec ces mouvements est passée de 0 à 12 % du chiffre d'affaires des agences.

Cas typique : Kléber-Colombes, attaquée par *Que Choisir ?* pour les imperfections de l'un de ses modèles de pneu et qui dut allumer en hâte de multiples contre-feux. Concessionnaires, fabricants de voitures et journalistes spécialisés furent donc emmenés, aux frais de la société, sur le circuit du Castellet, où, dans des voitures pilotées par Didier Pironi ou Jean-Pierre Beltoise, ils purent se rendre compte que les pneus incriminés n'éclataient pas plus vite que les autres.

Feuilleter la liste des principaux clients des grandes agences, c'est passer en revue les mal-aimés des consommateurs ou des écolos. On les retrouve tous, des hamburgers au Formica, en passant par le Coca-Cola et la margarine (accusée d'être cancérigène).

Tout le monde est-il pour autant défendable ? « *Un avocat se fait bien un devoir de défendre le plus abject des criminels* », répond Chris Fisher, leader pour la France de Burson-Marsteller. Pas une fois, au cours de notre enquête, il ne fut répondu par l'affirmative à la question : « *Avez-vous déjà refusé un budget par désaccord idéologique avec votre client ?* »

Les négociations entre client et conseil, il est vrai, sont parfois rudes. « *Un de nos clients, une société dont les salariés étaient en grève, ne voulait pas avouer qu'elle avait embauché des vigiles. On a dû l'y forcer* », raconte Jean-Claude Lemaignen, P.-D.G. d'Actis, une des principales agences françaises, qui gère également la communication de l'Union des granulats, critiquée pour exploiter des carrières destructrices de l'environnement : « *On a dû d'abord leur faire comprendre que la protection de l'environnement n'était pas une simple mode, les convaincre par exemple de laver leurs camions avant de sortir de la carrière. Rien ne sert d'afficher une façade rutilante si les escaliers sont lépreux.* »

Autre voie porteuse pour les agences-conseils : la communication interne des entreprises (20 % environ de leur chiffre d'affaires). Là aussi, un long chemin a été parcouru depuis le traditionnel concours de ventes entre les représentants, avec voyage aux Seychelles à la clé. De la conception de journaux d'entreprise aux sondages effectués parmi le personnel, la palette est large.

DANIEL SCHNEIDER.

(Lire la suite page IV.)

(1) Signe de l'importance des relations publiques outre-Manche : le *Financial Times* leur a consacré, le 23 avril 1982, un supplément de cinq pages.

(2) Sur les risques de déviation des rapports entre presse et relations publiques, voir « Les chargés de séduction publique » (*le Monde Dimanche*, 15 novembre 1981).

L'amour « dur »

Aux États-Unis, des parents, las des conflits avec des enfants violents ou drogués, ont décidé de ne plus céder, de leur tenir la dragée haute, et au besoin de se débarrasser d'eux...

ILS sont venus de partout. Du Tennessee, de Caroline, de l'Indiana du New-Jersey... L'Amérique profonde est là. Des couples, des femmes seules, moyenne d'âge quarante à soixante ans, habillés en « dimanche », la lèvre rose, le verbe haut, le sourire guilleret, tout ce petit monde se dirige allégrement vers la table du petit déjeuner, café plus *donuts*. Pourtant *« on n'est pas là pour rigoler »*. On est venu pour résoudre certaines difficultés familiales bien précises ; on est venu le faire ensemble, entre gens qui se comprennent et qui se soutiennent. Toughlove (l'amour dur), que symbolise un point serrant un cœur, fait partie de ces quelque cinq cent mille groupes d'aide mutuelle recensés actuellement aux États-Unis. Une organisation à but non lucratif qui demande 110 dollars pour un séminaire de deux jours (non compris le voyage, l'hôtel et le repas du soir), plus l'achat du manuel (6 dollars), indispensable pour comprendre la philosophie de David et de Phillis York, cofondateurs de l'association.

Phillis est brune, chignon, maquillage sobre, ensemble noir à ramages, à l'aise dans ses escarpins. L'œil est dur. David est un monsieur à cheveux gris, guère plus grand qu'elle, plus silencieux, le regard sévère.

Ma voisine, la trentaine passée, attend beaucoup du séminaire. Sa fille Deborah, dix-sept ans, fait des fugues, l'injurie, a décidé de quitter son travail, refuse de rencontrer son beau-père et se drogue. Deborah a été adoptée à l'âge de six mois et on le lui a appris il y a deux ans, lorsque sa mère a constaté le début de la crise. Deborah ne s'entend pas avec son beau-père, un Européen qui ne comprend rien aux Américains.

La mère de Deborah se refait une beauté en narrant tout cela avec une sorte de détachement, de désinvolture, qui surprend. Elle repartira dimanche soir avec un tas d'adresses dans son sac. Deborah a disparu depuis un mois, mais sa mère est venue chercher là une raison objective de lui refuser un retour au bercail.

Je regarde l'assemblée : cent soixante personnes attentives, avides, anxieuses. C'est peut-être leur dernière chance. Certaines ont des magnétoscopes, ou des blocs, pour prendre des notes. Ils attendent...

Pour ouvrir le feu, Phillis décide de se raconter, de dire pourquoi Toughlove. Silence dans la salle.

On sonne un après-midi de 1976 chez David et Phillis York. Leur fille n'est pas à la maison. A vrai dire, on ne sait jamais très bien où elle est. Trois policiers entrent arme au poing : un mandat d'arrêt a été lancé contre leur fille pour trafic de cocaïne et holp-up. Elle n'a que dix-huit ans.

Le drame absolu. La peur, l'angoisse, une situation qu'ils n'étaient pas prêts à affronter, et pourtant, à l'époque, ils étaient l'un et l'autre conseillers dans des centres de réhabilitation pour enfants délinquants. Alors va commencer la longue marche vers les « psy ». Psychiatres, psychologues, psychanalystes, vont être mis à contribution. Sans résultat.

Ne plus tergiverser

Le 24 décembre, rentrant à la maison pour passer Noël en famille, David et Phillis apprennent que leur fille est en prison. Arrêtée le matin même, elle réclame de l'argent et des cigarettes... Désespoir, abattement, larmes, et puis, soudain, la réaction : c'est fini, le point de non-retour est atteint : ils n'iront pas la voir en prison, ils ne chercheront pas à la réconforter. Ils ne paieront pas ses dettes, ils ne la soutiendront pas. Cela envers et contre tout, contre tous, en particulier malgré des jugements très sévères de l'assistante sociale de la prison.

Ils demandent alors l'aide de leurs voisins, de leurs amis, auxquels ils confieront en quelque sorte la garde de leur enfant, ceux-ci se substituant aux parents dans cette affaire. David et Phillis ont décidé d'agir et d'être *« durs »*. Ils ont demandé à leurs relations le soutien que ceux qui sont là aujourd'hui peuvent exiger de Toughlove.

Un groupe dont le but est essentiellement de « déculpabiliser » les parents et de leur éviter de devenir les victimes des enfants qui n'ont pas été capables de comprendre l'amour qu'on leur portait et d'y répondre. Lorsque la crise est là, il s'agit de la résoudre, et non plus de tergiverser.

Teresa, membre du groupe, vient à son tour raconter, sur un ton pathétique, son aventure avec sa fille, qu'elle croyait aimer comme il le fallait, avoir élevée comme elle le devait. Un soir, parce qu'elle la voyait s'amaigrir, se réduire peu à peu, la croyant enceinte, elle lui demande ce qui se passe et apprend dans un sanglot que sa fille est héroïnomane. Suit le récit de l'agonie, de la longue descente aux enfers (Teresa fera mettre sa fille en prison) et puis de la rédemption, grâce à Toughlove.

L'alcool et la drogue sont les deux préoccupations majeures des parents réunis là. *« Un problème de la classe moyenne blanche américaine. »* D'ailleurs, on ne voit pas de pauvres, pas de Noirs ici : les enfants n'ont pas l'excuse de la misère ou du chômage.

Peu importe que les parents se droguent occasionnellement ou fument de l'herbe (1). Si un adulte décide de boire ou de se droguer, *« il sait ce qu'il fait » (?)*, compte tenu de son expérience, de ses croyances, de ses valeurs. Et après tout, *« c'est son problème »*, *« cela le regarde »*. Mais si l'enfant se révolte et ne comprend pas, ce qui serait somme toute légitime, il est du *« droit »* et du *« devoir »* d'un parent Toughlove de lui interdire la maison, éventuellement de le faire mettre en prison, de refuser en tout cas de payer ses dettes. Peu importe si l'on risque d'aggraver la situation — car ils sont souvent très jeunes (treize à dix-huit ans).

Une religieuse se lève, elle s'occupe d'un adolescent de treize ans. A l'âge de dix ans, il a été violé par son père et, il y a six mois, il a lui-même violé ses jeunes frères et sœurs. Doit-elle employer la méthode *« dure »* ? Aucun doute à ce sujet, lui répond Phillis sans hésitation. *« Ce n'est pas parce que son père a abusé de lui qu'il doit abuser des autres. »* Logique imparable, évidemment.

La « philosophie » des York s'adresse à des parents dépassés, submergés. Il n'est plus question de déterminer pourquoi et comment on en est arrivé là, il s'agit d'être réaliste et de mettre fin à une situation intolérable, vite et bien. Le manuel Toughlove vous l'indique : *« Il n'est pas important de savoir pourquoi ils sont comme ça, la question est de savoir si vous voulez vivre avec quelqu'un qui se conduit de manière destructrice »* (p. 33). *« Se sentir fautif vous rend impuissant et vous avez besoin de tout votre pouvoir »* (p. 72).

Au nom de ces principes, les parents s'octroieront le droit de faire émanciper leur enfant (dans certains Etats à seize ans) car, nous dit le manuel, dans cette hypothèse : *« Vous ne perdez pas un enfant mais vous gagnez un adulte. »* Saisissant raccourci !

Une dame part se laver les mains : *« Voulez-vous surveiller mon sac ? »*, demande-t-elle. Et sa voisine de lui répondre : *« Nos enfants ne sont pas là, on peut être tranquilles ! »*

L'après-midi, travaux pratiques : comment résoudre concrètement une crise. Pamela, la quarantaine, originaire du Maryland, enceinte, vêtue d'une robe bleu marine façon pensionnaire, le cheveu raide, se lève et expose son cas. Elle aussi a des ennuis avec sa fille Jo Ann, seize ans. Jo Ann est l'enfant d'un premier mariage. (Remariée depuis, la mère attend son cinquième enfant.) Jo Ann refuse de se plier aux règles de la maison, ne respecte pas le couvre-feu, et vole sa mère ! Elle lui a même dérobé son diaphragme (rires gras dans l'assemblée)...

La paix pour toujours

On va résoudre le cas selon la méthode *dure* : 1) fixer jusqu'à quel point limite on accepte de céder à son enfant ; 2) les conséquences à en tirer ; 3) établir ensuite un plan rigoureux ; 4) enfin contacter le groupe Toughlove de sa région et le faire intervenir à sa place.

Que veut Pamela ? Elle hésite quelques secondes, puis lance comme un défi : *« Je veux que Jo Ann me fiche la paix pour toujours »*. L'assemblée est quelque peu interloquée. David traduira dans un superbe élan : *« Je veux avoir une relation décente avec ma fille »* (!) Les décisions que prend Pam en accord avec les York seront les suivantes : envoyer Jo Ann vivre chez son père ; refuser ses éventuels appels en P.C.V. ; ne plus répondre à ses lettres ; changer toutes les serrures des portes d'entrée à la maison si dans la semaine qui vient elle ne s'est pas pliée à la volonté de sa mère.

Enfin Pam prendra contact avec les parents Toughlove susceptibles de la soutenir si les amis, la famille, les professeurs et autres assistantes sociales ou assimilées la condamnent. Le groupe lui servira aussi d'intermédiaire et de messager pour régler à sa place les situations critiques.

Trois autres cas seront soulevés dans l'après-midi. On abandonnera notamment un gamin de quinze ans à la prison sans qu'il ait revu sa famille. Le lendemain, on reprendra par groupes. On applaudit ceux qui se sont montrés durs, car des comptes sont demandés. La journée s'achèvera par l'étude de la création d'un groupe au niveau de la région.

Toughlove est aujourd'hui implantée dans pratiquement tous les Etats : on compte sept cents groupes comptant en général une douzaine de personnes. l'association veut gagner l'Europe : elle a déjà fait des adeptes en Allemagne. Le manuel a été confié il y a six mois à une Canadienne pour le traduire en français.

Le succès de Toughlove est cependant controversé. Pour certains psychologues, cette approche convient à des cas précis d'adolescents en crise. Ainsi Barry Schwartz, un psychiatre de Philadelphie spécialisé dans le traitement des enfants « à problèmes », estime qu'il faut regarder les choses en face : psychologues et psychiatres n'ont pas obtenu de succès significatifs avec les drogués. En pareil cas, *« une démarche qui se différencie de l'approche intellectuelle peut parfois donner des résultats positifs »*. Mais Toughlove ne doit être utilisé que lorsque toutes les autres approches ont échoué.

D'autres praticiens jugent la méthode dangereuse, ou, dans le meilleur des cas, sans effet. Selon eux, ce n'est pour les parents qu'un moyen de se débarrasser de leurs responsabilités sans honte et d'éviter de se poser les vraies questions. Le docteur Bocchini, praticien au centre mental de l'hôpital de Pennsylvanie, reproche, par exemple, à Toughlove son ignorance délibérée des causes du mal. Leur crainte majeure est que les adolescents, jetés dehors, ne perdent définitivement toute « accroche » morale, tout espoir en l'existence, et que certains, particulièrement faibles, ne glissent à la prostitution, à l'abus des drogues dures ou au suicide.

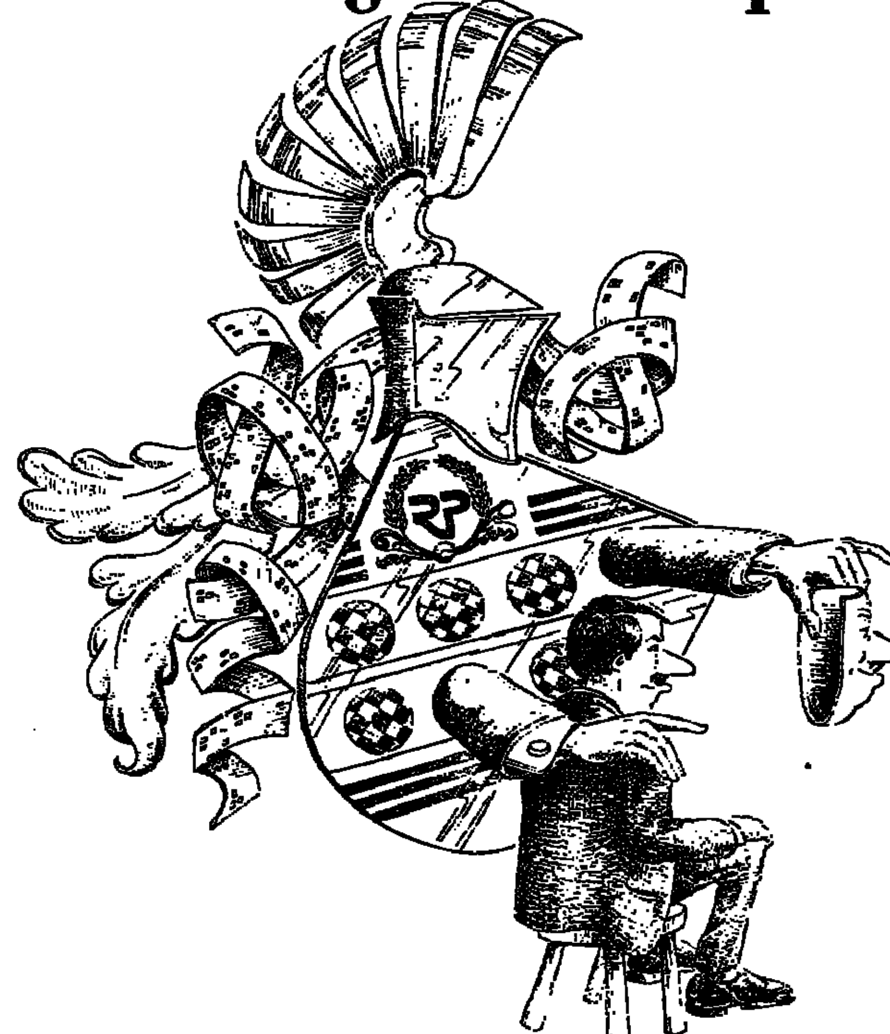
Plus largement encore, on craint que des parents ne voient en Toughlove un remède miracle, utilisable en toute circonstance. David York, lui-même, souligne que Toughlove n'est qu'un secours en cas de crise, quand l'amour a échoué.

John Hinckley, qui tira le 30 mars 1981 sur le président Reagan, avait ainsi été mis à la porte par son père trois *semaines plus tôt* avec 200 *dollars* en poche (2), en raison de son « comportement irresponsable ». Sur le conseil de son psychiatre, le docteur Hopper. Au cours du procès, au printemps dernier, le père de John Hinckley a déclaré qu'il avait commis *« la plus grande faute de sa vie »*. Il n'avait jamais réussi à déterminer, a-t-il dit, si son fils était perturbé ou simplement manquait de discipline (3). Il avait été *« dur »* sans le savoir... ■

MURIEL HEES.

(1) L'herbe : la marijuana.
(2) 1 400 francs environ.
(3) Finalement, John Hinckley, jugé irresponsable par le tribunal, a été transféré dans un hôpital psychiatrique (*le Monde* du 23 juin 1982).

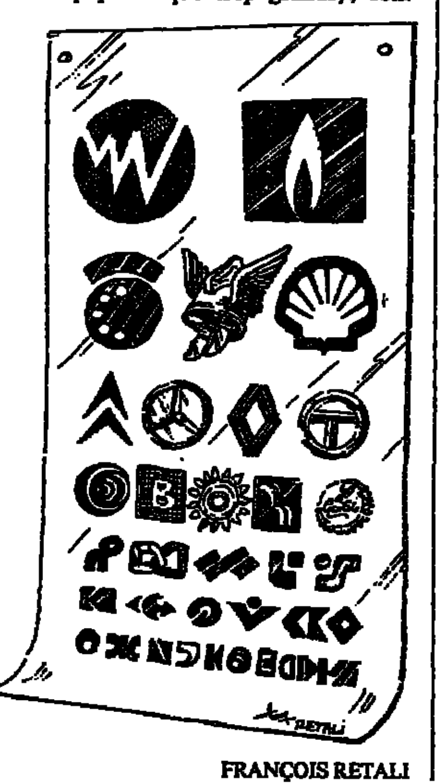
Les marchands d'images de marques



(Suite de la page III.)

De plus en plus, les grandes entreprises développent, hors de tout conflit, des politiques de communication interne propres justement... à désamorcer les conflits. Tel transporteur routier, souhaitant savoir ce que pensent ses chauffeurs, organise des entretiens non directifs dans tous ses centres régionaux. La Régie immobilière de la Ville de Paris se penche sur ses concierges portugais.

Une grande chaîne hôtelière réalise, à l'intention de ses directeurs d'hôtel, une brochure pratique sur les rapports avec la presse : comment organiser une conférence de presse (choisir des locaux plutôt trop petits que trop grands), comment créer l'événement pour le dix millième client, l'embauche d'un nouveau chef.



FRANÇOIS RETALI

L'avenir, c'est l'interne

Chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, directeurs du marketing, se forment à la conviction, à la sincérité en vidéo. *« L'avenir, c'est l'interne ! »*, s'exclame Daniel Verpaux, directeur pour la France de Hill and Knoltown, la première agence mondiale.

Dernière série de clients, les villes, les régions ou les pays étrangers désireux d'attirer les investisseurs. On peut créer de toutes pièces un congrès ou un festival qui « lancera » la ville : congrès cynégétique à Châteauroux, Festival du film fantastique à Avoriaz sont des idées de Promo 2000, cabinet spécialisé dans ce type de clientèle. On peut encore découvrir et faire porter aux nues le patron-local-dynamique-et-exportateur, dont le seul exemple attirera les usines dans les zones industrielles vierges.

Améliorant encore la technique, Hill and Knoltown accueille dans ses murs un représentant du commerce extérieur indonésien, le promène de chambre de commerce en antichambre de ministre en passant par le château de Versailles, pour lui *« faire découvrir la réalité française »*. Dans sa promotion, plus large, de l'Indonésie, l'agence affiche la volonté de s'en tenir à l'économie, sans faire mention du régime politique du pays. Frontière bien floue : quand fusent les questions des investisseurs en puissance, il est difficile de ne pas faire état des garanties qu'offre un régime fort... et plutôt à droite.

Modèle du genre : la promotion par Actis de l'Espagne post-franquiste, après la mort du Caudillo. Désigné par Franco, le roi Juan Carlos, en 1975, n'inspire pas *a priori* une confiance massive. Des élections, certes, doivent se tenir. Mais qui garantira aux Européens qu'elles ne seront pas truquées ? En quête de respectabilité — l'adhésion à la C.E.E. est à la clé, — l'Espagne souhaite convaincre de sa ferveur démocratique.

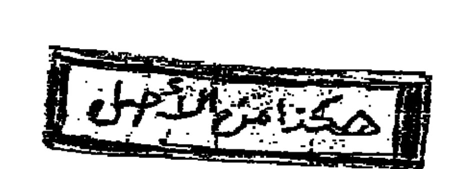
« Pour valoriser le référendum d'approbation de la Constitution, centre de notre campagne, on a sélectionné un juriste espagnol de très grand talent, opposant libéral emprisonné par Franco. L'homme idéal, explique Jean-Claude Lemaignen, directeur d'Actis. *Avec lui, nous avons organisé une tournée dans toute l'Europe. Pour expliquer ensuite le référendum aux Espagnols eux-mêmes, nous avons fait filmer à Paris, par la télévision espagnole, un débat avec des politologues connus. Des interviews d'Edgar Faure ou d'Alain Poher sur l'avenir de l'Espagne ont été diffusées aux Espagnols. »* « Vendre » l'Espagne à l'étranger serait vain si les Espagnols eux-mêmes ne sont pas persuadés de l'importance de l'évolution démocratique.

On est là loin de l'image des « petits fours » qui, depuis ses débuts, colle à la peau de la profession. Paradoxalement, les relations publiques n'ont jamais su ou voulu mettre leurs talents à leur propre service, pour faire connaître au grand public leur efficacité de manipulateurs d'images. Et quand une grande agence — Actis — choisit de sortir de l'ombre où se plaît la profession, elle le fait... en achetant une double page de publicité dans *le Monde*. ■

DANIEL SCHNEIDER.

(3) 24, rue Royale, 75008 Paris. Tél. (1) 261-80-81.





DEMAIN

CR[illegible]QUIS

M[illegible]amed du [illegible]restaurant

So[illegible]ue semble épinglé au menu, en pe[illegible]nce, et sans l'once d'un supplém[illegible] hamed prend commande, note, [illegible]aie entre les tables, sert les plats [illegible] sibonne humeur dans une même [illegible] geste. Mohamed du restaurant[illegible]o le domicile est souvent la chamb[illegible]h ami, ou d'une copine. Moham[illegible]ut le premier roman ne fut pas un [illegible]c et qui doit parer au plus pressé. [illegible]quotidienne, élémentaire. Celle où [illegible]erflu n'existe pas. Mais où les mot[illegible] comme de grands pains chauds [illegible]offre à la complicité des autres. [illegible]ots. Poète en tablier jonglant av[illegible]-steaks et des entrecôtes haricots-[illegible]tEsquisses de chapitres sur fond de[illegible]scous mouton. Souvent, Alger lu[illegible]nt en mémoire, des rues toutes [illegible]é de soleil, des enfances rebondis[illegible]dans sa tête, ou des parfums de[illegible]la qu'il sert aux clients comme [illegible]sserts impromptu.

Moha[illegible] quelquefois, regarde au loin, au-[illegible]des verres ou du carrefour où se d[illegible]e petit restaurant. Il rêve. Ou non[illegible]ense. Nostalgie surgissant sans cr[illegible]re. Le temps qui passe. Moham[illegible]udrait bien s'en sortir, publier [illegible]cond roman, chasser ces heures p[illegible] identiques, il s'inquiète. Et si tout [illegible]issait, si les jours ne décollaient p[illegible]ion emportant la chance à son bo[illegible]uelquefois, il parle d'une femme, [illegible]ture au coin d'un bar, chaleur dés[illegible]nt au bout de la rue. C'est son co[illegible]iperie. Liberté qui retrouve son che[illegible] souplesse d'un désir qui reprend [illegible]doits. Mohamed a fait du quartier [illegible]a terre d'élection, et le soir, ap[illegible]c service, il réenfile ses habits de[illegible]sondage.

JEAN-PIERRE FILY.

Une [illegible]mort

C'est [illegible]istoire vraie, tellement vraie qu'e[illegible] est banale, quelconque. C'est l'his[illegible]d'un homme qui est mort de froid, s[illegible] par l'hiver en plein centre ville.

On le c[illegible]ssait bien. Toute l'année, il errait de[illegible]toir en porte cochère, de bistrots [illegible]oupes populaires. Les bonnes [illegible]glissaient de temps en temps un[illegible]e, parfois un billet, dans sa main u[illegible] tendue. Certains riaient, d'autres [illegible]orouvaient ou l'évitaient. Personne [illegible]norait vraiment.

Pourta[illegible]st mort de froid un matin, sous le p[illegible] qui lui servait de refuge. La veille, [illegible]ne tous les soirs, il avait ôté ses f[illegible]es pour ne revêtir qu'un peignoir [illegible]tune, évitant ainsi d'être irrité par [illegible]nine.

Quelqu[illegible]a trouvé là, plus homme que jamai[illegible]ort dans sa peau de clochard, à [illegible]pas des grands magasins et des ca[illegible] de fin d'année, à deux pas des [illegible]tements confortables et des consc[illegible] tranquilles.

C'est u[illegible]toire vraie. C'était dans le journal.

MARC CAPELLE.

Les H.L.M. électroniques d'Apt

Du robinet qui fuit à la pose de balcons, le recours à l'ordinateur et l'enquête auprès des habitants permettent une rénovation « à la carte », laissant aux intéressés le choix de la formule et des prix.

DANS un recoin de la Maison Bonhomme, à Apt (Vaucluse), un locataire des H.L.M. d'alentour interroge l'ordinateur. En appuyant sur la première touche il a fait surgir sur l'écran l'image de son immeuble, puis celle de son « entrée » (escalier B). Le voilà « chez lui », en familiarité. Par touches successives le dialogue se poursuit. Type de logement occupé ? Revenu annuel déclaré ? Situation de famille ? Personnes à charge ? etc. L'ordinateur enregistre, interroge à nouveau, digère, et livre la réponse à la question finale : *« Quelle sera l'incidence sur mon loyer du coût des travaux de rénovation pour lesquels j'ai opté ? »*

Les chiffres se bousculent sur l'écran, se figent : *« Voilà, ça fera tant. »* Addition pour travaux, soustraction de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.). C'est tout simple. *« Et à votre disposition pour calculer immédiatement l'incidence d'une modification future de votre situation – travail, famille – ou d'une autre option parmi les trois types de travaux proposés. »*

Au vrai, ce n'est pas aussi simple que ça... Pour en arriver à la claire réponse donnée par la machine, bien des gens ont *travaillé longtemps à la préparation* d'une opération « Habitat et vie sociale » entreprise par la ville d'Apt antique, *Apta Julia*, toujours « capitale mondiale du fruit confit », dont la chronique, méconnue, demanderait d'autre part des volumes.

La petite Maison Bonhomme a aussi son histoire. Hier encore elle était en ruine, cible majeure des jeunes désœuvrés du coin. Les mêmes ont collaboré à sa réhabilitation actuelle. Demain elle sera Maison de quartier, pour eux, pour les tout-petits, pour le troisième âge, pour tout le monde. En attendant elle héberge une exposition-explication sur les moyens de conduire « en concertation » la rénovation de l'ensemble H.L.M. – six « quartiers », trois cent soixante logements, mille cinquante-huit habitants – en fonction des vœux des locataires.

Avant de donner à chacun la réponse individuelle citée plus haut, l'ordinateur a trié – et ordonné – au préalable les souhaits exprimés par les habitants au cours d'une enquête de deux mois. Il a mitonné ses petites synthèses et offert alors au « client » non pas un service de travaux à la carte mais, du moins, un choix de trois menus différents pour chaque immeuble. Le premier menu, à 45 000 F environ par logement, pare à l'essentiel : isolations, réparations, réfections indispensables. Le second, à 260 000 F, comporte notamment l'installation d'un chauffage électrique, et le « grand menu » à 380 000 F va jusqu'à la pose de balcons, de baignoires au lieu de bacs à laver, et à l'aménagement des abords.

Si le menu nº 1 forme une sorte de tronc commun qui résume les demandes prioritaires formulées par tous au cours de l'enquête, les formules nº 2 et nº 3 varient en fonction d'un « affinement » des vœux moyens dans chaque immeuble pris séparément. On envisage même, au-delà du grand menu, d'individualiser les travaux : par exemple, baignoire ou non.

A ces complexités il faut ajouter que les trois options possibles entraînent des financements différents qui font intervenir ou non subventions, prêts conventionnés ou A.P.L. C'est ainsi que le « grand menu » entraînera paradoxalement *a priori*, une augmentation plus faible des loyers... Alors, vrai – sachant encore que les organismes gestionnaires ne sont pas toujours les mêmes selon les immeubles, – l'ordinateur, pour de pareils calculs, *« c'était pas du luxe ! »*

Excellent, merci !

L'enquête préalable ne s'est pas seulement faite « à la machine ». Les visiteuses et visiteurs du Collectif aptésien pour l'habitat (1) se sont pris par la main pour aller frapper aux portes. Armés d'un questionnaire codé en ...171 points – allant du robinet qui fuit au potin des deux-roues, et de futures aires de lavage pour voitures à l'affichage des spectacles – ils ont tenu des entretiens, à domicile, en tête à tête. Quel accueil ? *« A quelques rares exceptions près, excellent, merci ! Au point qu'accepter tous les petits verres offerts aurait conduit droit à l'alcoolisme ! »*

Ainsi, l'ordinateur a besoin des hommes. C'est plutôt rassurant de se l'entendre dire : d'ordinaire, quand votre facture d'électricité vous attribue la *consommation d'un « son et lumière »* quotidien, ou quand votre place de train, louée dans un compartiment non fumeurs et dans le sens de la marche, vous condamne à 1 000 kilomètres de marche arrière à travers les nuages de deux cigares et de trois pipes, *« c'est la faute à l'ordinateur »*, tout le monde sait ça. Légende – ou alibis – désormais non reçus à Apt...

En amont de l'enquête elle-même – dont les résultats ont fourni sa pâture à l'ordinateur – il y avait une volonté. A l'origine, une autre opération d'urbanisme : rénovation-réhabilitation de la ville ancienne – laquelle vaut le détour – projetée par la municipalité. Existait d'autre part Campanile, une association *« spontanée »* de jeunes qui, dans le cadre d'un travail de fin d'études d'architecte urbaniste, économiste urbaniste, ingénieur, géographe, se chargèrent de l'enquête préliminaire. Amorcée en 1979, cette opération est toujours en cours.

Partant de cette expérience, la municipalité décida de rompre avec l'usage de faire appel à de successifs bureaux d'étude pour chaque opération; elle demanda à Campanile de créer une équipe locale permanente chargée d'étudier et de suivre l'ensemble de ses projets d'urbanisme. Ainsi naquit le Collectif aptésien pour l'habitat où se trouvent représentés la municipalité, Campanile, les offices H.L.M., différents acteurs – de la chambre de commerce à diverses caisses, – les associations locales de toute nature, dont celles des locataires, des propriétaires, des harkis, etc.

Ainsi fut décidée la « grande consultation information » des habitants des *H.L.M. Au lieu qu'un programme de* travaux – pressant ! – soit décidé « au sommet », on allait demander aux gens ce qu'ils souhaitaient, mais aussi les informer sur le possible, les moyens et le niveau de leur participation financière. L'Agence du développement de l'informatique vint fournir à ce propos ambitieux l'assistance gracieuse du micro-ordinateur, avec la manière de s'en servir donnée par un « socio-informaticien » qui réalisa le programme.

Comment tant de nouveauté allait-elle être reçue par une petite ville (12 000 habitants) en proie à bien des problèmes économiques et un peu à l'écart au bout de son Lubéron – trains de voyageurs supprimés, cars rares au départ d'Avignon ?

Les réserves les plus formulées viennent d'un citoyen qui s'intéressa longtemps à l'urbanisme de sa ville. Il n'est pas contre la concertation, mais il s'en prend à *« la question de fond »* : quelle que soit la formule employée pour une rénovation, on aboutira à *« un cataplasme sur une jambe de bois »*. Pourquoi ? *« Parce que la qualité même des H.L.M. les a condamnées dès l'origine à être un jour ou l'autre démolies. Quand on pense aux moyens technologiques dont le bâtiment dispose à notre époque, on devrait construire pour mille ans. Mais non ! « Logement social » a pour synonyme « qualité basse », avec beaucoup de vent autour. »*

Mal français ? Vaste problème qui dépasse la bonne ville d'Apt ? Au vrai on entendait en écho l'un des membres du Collectif aptésien déplorer la conception au départ des H.L.M. qui, dégradées bien avant l'âge, exigent tant de travaux si peu de temps après. Encore faut-il dire que, par leur situation remarquable et leur apparence extérieure, les H.L.M. aptésiennes feraient envie à bien des habitants des banlieues de Paris et d'ailleurs ! Encore faut-il dire ce que l'enquête précise dans ses conclusions : *« En dépit des divers inconvénients qu'ils subissent, huit sur dix des locataires ont fait savoir qu'ils n'entendaient pas quitter leur quartier ni leur logement. »*

C'est sans doute pourquoi, dans la Maison Bonhomme, on les voit jouer le jeu et dialoguer avec l'ordinateur ; certains – parfois des personnes âgées – timidement, d'autres – souvent des femmes – aussi à l'aise que s'ils s'adonnaient, devant leur poste de télévision, à un jeu électronique. Un « jeu » qui, pour eux, vaut la chandelle. ■

JEAN RAMBAUD.

(1) Collectif aptésien pour l'habitat, avenue Ph.-de-Girard, 84400 Apt.



ANNIE BATLLE

SUIVRE

« Puces » en coopération [illegible]trie-université

Le [illegible]eil de recherches en science[illegible]turelles et en génie (C.R.S.) du Canada vient d'acco[illegible] une subvention pour un proj[illegible]écial de 75 000 dollars à [illegible] professeurs de l'université [illegible]en's d'Ottawa pour mettre pied un bureau de coordin[illegible] qui assurera la liaison en[illegible] les universités canadiennes [illegible] Northern Telecom, dans l[illegible]dre d'un programme de con[illegible]ion de « puces » de circuits [illegible]grés V.L.S.I. (*Very Large S[illegible] Integration* : circuits intégrés [illegible] grande échelle).

Nort[illegible] Telecom Ltée met ainsi g[illegible]tement ses installations d[illegible]rication à la disposition de [illegible] collectivité universitaire d[illegible]nada. Le programme permet[illegible] à douze universités de sou[illegible]tre chacune, deux fois par an quatre projets de V.L.S.I. seront fabriqués par Northe[illegible]lecom. Information : Marilyn Taylor (613) 993-3659.

★ *Sc[illegible]s et technologie* 6222 Cham[illegible] Montréal (Québec) H2G 3[illegible]anada. Tél. (19) 1-514-2733.

Tapis roulant pour exposition

La superficie de l'exposition universelle scientifique de Tsukuba en 1985 au Japon sera de 102 hectares et les points les plus éloignés sont situés à une distance de 1,6 kilomètre. Un nouveau système de transport sur tapis roulant sera installé à l'intérieur de l'Exposition. Il reliera l'entrée et les différents pavillons (1 km).

Il aura la forme d'un 8 et les *arrêts se trouveront à l'entrée*, au milieu et à l'autre bout. C'est un système CTM – transport continu à aimant. Douze ou treize rames de trois wagons accueillant chacun vingt personnes seront mises en service. Avec une vitesse maximale de 40 km/heure, il assurera le transport de 6 000 personnes/heure. Le coût de construction est évalué a 1,8 milliard de yen par kilomètre (métro : 10 à 20 millions de yen).

★ *Nouvelles scientifiques et techniques du Japon*, nº 37, Office franco-japonais, 14, rue Cimarosa, 75116 PARIS, Tél. : (1) 727-30-90.

BOITE A OUTILS

Choisir de changer

Intentional changes : a fresh approach to helping people change (changements volontaires, une nouvelle façon d'aider les gens à changer), d'Allen Tough, est fondé sur trois cent trente entretiens individuels *effectués dans différentes* régions des États-Unis, du Canada et de Grande-Bretagne entre 1977 et 1980 ; on a cherché à savoir comment les gens choisissent de modifier un aspect important de leur vie (connaissance de soi, relation avec autrui, situation professionnelle, etc.). L'auteur a essayé d'en tirer les éléments *susceptibles d'aider les consultants*, psychologues, éducateurs ou prêtres amenés à conseiller des individus qui doivent faire des choix. Les changements volontaires sont fréquents *d'abord dans le domaine* professionnel, ensuite dans les relations avec les autres, des émotions et de la perception de soi, dans les loisirs et le lieu de résidence. La moitié des personnes interrogées ont réussi les changements qu'elles désiraient.

★ Follet Publishing Company, 1010 West Washington Boulevard, Chicago, Illinois 60607, États-Unis.

Emploi futur

Dans un numéro du *New Scientist* consacré aux technologies de l'information (vol. 96, nº 1 335) un article sur l'emploi compare les données d'une étude prospective effectuée en Grande-Bretagne *par l'institut* de la recherche sur l'emploi de l'université de Warwick aux chiffres du Bureau des statistiques des États-Unis.

Principales prévisions : de 1980 à 1990 la population active passera en Grande-Bretagne de 24,2 millions à 23,6 millions de personnes, aux États-Unis de 97,6 à 121,4 millions. *Les professions dont* l'effectif augmentera le plus : celles de la santé (G.-B. + 18 %, E.U. + 46 %), les ingénieurs et scientifiques (G.B. + 15 %, E.U. + 38 %), techniciens (G.B. 15 %, E.U. + 44 %). Les professions en déclin ou en faible croissance dans les deux pays sont notamment les professeurs (G.B. – 1%, E.U. + 5 %) les employés de bureau (G.B. + 3 %, E.U. + 26 %). On peut prévoir des distorsions importantes entre les deux pays en ce qui concerne les *travailleurs manuels*, notamment les ouvriers qualifiés (G.B. – 12 %, E.U. + 22 %) et les peintres (G.B. – 15 %, E.U. + 26 %).

★ *New Science Publications*, *Commonwealth House, 1-19 New* Oxford Street London WCIA ING, Grande-Bretagne. Tél. : (19) 44-01-404 0700.

Habitat autogéré

Philippe Bonnin et Paul Reynaud publient dans *Autogestions* nº 11 un dossier sur les *« utopistes du m² »*. Ils y analysent le phénomène social connu sous les termes d'« habitat groupé autogéré », les mouvements et expériences passés et en cours. Ces mouvements se *multiplient en France et en* Europe. Ils sont caractérisés par la participation active à la conception architecturale, l'autogestion du chantier, de l'entretien, de la vie du bâtiment, la construction de locaux collectifs.

Le dossier étudie la genèse de ces groupes, les conditions de leur apparition (inadaptation *du logement d'après-guerre*, refus des structures de conception, de production et de gestion de l'habitat instaurées par la promotion immobilière de masse), et la filiation avec les mouvements antérieurs (Castors, Godin, Considérant, Fourier, etc. Trois groupes sont analysés, montrant l'éventail des possibilités entre la simple *copropriété et la communauté*.

★ *Autogestions*, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

RENCONTRES DU FUTUR

Interdépendance et codéveloppement

La Fédération des organisations internationales scientifiques et technologiques pour le développement (CISTOD) organise son premier congrès mondial à Tunis du 2 au 8 avril 1983, sur le thème général *« interdépendance et codéveloppement : promesses et limites de la science et des technologies »*. Y seront discutés : la coopération internationale pour le développement des ressources humaines en science et technologie ; la possibilité d'une prise de conscience dans les pays en voie de développement, du potentiel de la science et la *technologie ; le rôle possible* des organisations transnationales en ce domaine ; le financement (*national*, régional et international) de ce développement...

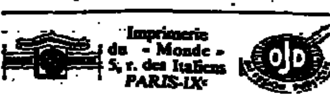
★ M. Hogbe-Nlend, secrétaire général, CISTOD, 51, boulevard de Montmorency, 75016 Paris, France.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :

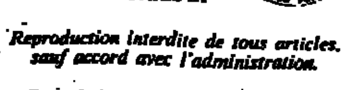
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :



Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

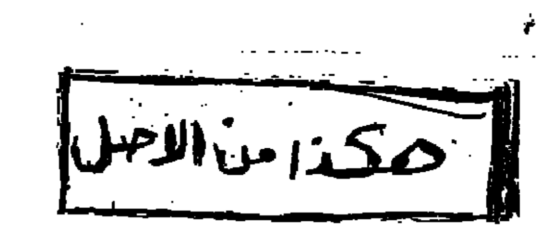
Jacques Fauvet (1969-1982)

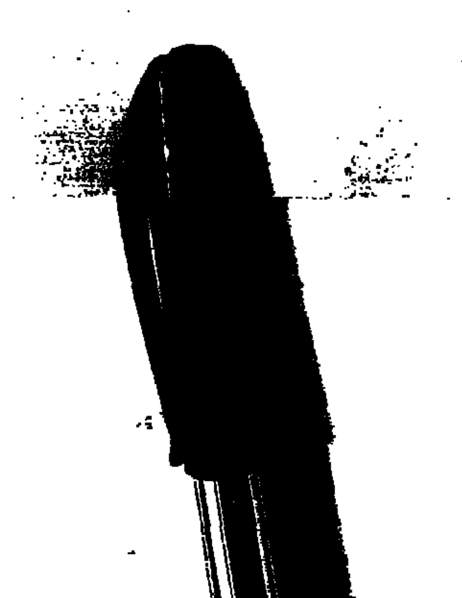


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.





PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES* : Appels □ Convocations □ Créations □ Manifestations □ Sessions et stages □

* *Cocher la rubrique souhaitée.*

VOTRE TEXTE :

1 . . . .
2 . . . .
3 . . . .
4 . . . .
5 . . . .
6 . . . .
7 . . . .
8 . . . .
9 . . . .
10 . . . .

- Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

« POUR UN AUTRE TOURISME », le nouveau magazine du voyageur, 48 pages, dont 16 en couleurs, édité par l'association « Le Point » arrive. Des photos, interviews, tuyaux. Du rêve, de l'humour. Tous les deux mois, sur abonnement uniquement (60 F par an pour 6 numéros). Paiement à : « Pour un autre Tourisme », 25, quai R. Rolland 69005-LYON

Conseillers et consultants, ne restez plus isolés, rejoignez le groupement national des conseillers d'Entreprises. B.P. 125-01 – 75023 Paris cedex.

Pour amortir frais expérimentation, vendons poulets fermiers congelés 20 F le kg : vifs, 13 F le kg : poussins démarrés 5-6 semaines, 10 F pièce. Prix par quantités. Ass. BIEN, 23240 Grand-Bourg.

Créations

Votre S.A.R.L. en 8 jours pour 2 500 F. Tous frais, démarch. compr. Cession fonds, Actes S.S.P. APICI, Association 1901 de Créateurs d'Entreprises. Cotisa. 100 F (étud. 50 F) 3, rue de l'Arrivée PARIS 15e. Tél. : 538.99.98

Pour VACANCES ÉCONOMIQUES et confort. INTERLINK vous propose de partic. à des échanges de RÉSIDENCES en France et à l'étranger. INTERLINK, B.P. 1124, 69203 Lyon Cedex 01

Sessions et stages

Initiation à la Trufficulture. Stage le 11 février. Ecomusée de la Truffe. 24420 - Sorges-en-Périgord. Tél : (53) 05-90-11 (ap. midi).

3 JOURS POUR MIEUX VIVRE, 20 - 27 janvier, 3 février 83 - Paris. Stage de sensibilisation sur santé et prévention. Club Européen de la Santé, 285-51-23

Stages cinéma-image-son (esthet., techn., tournage, création d'une bande sonore). Product. et droit du cinéma. Ecriture de scénarios. Un week-end, une semaine ou un trimestre, de 280 F à 520 F. Association *Les films Plain-chant.* 588-09-32

Centre vacances Haute-Provence prox. Lubéron reç. ts. gpes, clas. vertes, stages, etc. Pension tte l'année. Ecr. LPM Biabaux 04870-St Michel l'Observatoire.

L'Atelier de la Vie à Gornies 34190 Ganges, organise des stages menuiserie, 4 W.E. Fév., du 28 M au 7 AV. Stg Franco-All. interprète Heb. (67) 73-85-06.

Passez vos vacances février zone 75, en chalet familial à Chapelle-Vercors, les Djinns. Ski piste fond, randon. mont., familles, groupes, partic. Tél : (75) 48-20-18 ou écrire.

Réalités d'Israël 1983 ! Voyage d'information du GERSS du 19 au 27 février 4350 F t. compris. Paris-Paris visites, rencontres personnalités politiques, syndicales, universitaires. Kibboutz-Jérusalem, Haïfa, Tel-Aviv-Golan. Rens. program. 15, rue Béranger 75003-Paris 285-44-44, 528-05-07. Soir : 868-51-63

Dans une famille indienne trois semaines en août 83 pour découvrir la vie sociale, économique et culturelle : 5 700 F. Perspectives Asiennes 341-36-65, 25 rue du Château.

Stages de ski de fond d'une semaine avec le foyer des ORRES (Alpes du Sud) 1 400 F. Hebergement, repas, matériel, encadrement, périodes : 15 janvier, 30 janvier, 27 février, 28 mars. Foyer de ski de fond des ORRES, 05200 EMBRUN (92) 44-00-74.

Le CENTRE DE DÉTENTE CORPORELLE ET MENTALE vous avise qu'il reste quelques places pour son prochain stage de GYMNASTIQUE DOUCE SOPHROLOGIE RELAXATION, les 29 et 30 janvier 1983, à Paris 8e. Tarif : 500 F. Inscription immédiate. Renseignements : appeler 222-89-04 ou 380-94-74.

I.C. prop. initiation à l'informatique et au Basic, le samedi (mat. ou ap.-midi) ou encore le soir en sem. Durée 25 h. Px : 38 F/h. Lieu : Opéra. Nombr. aut. stages, nous consul. au 544-05-14 h.b., lun. au vend.

A Paris 8e, stage de : GYMNASTIQUE DOUCE SOPHROLOGIE THÉRAPIES ANALYTIQUES pour résoudre problèmes d'insomnie, angoisse, tensions nerveuses, raideurs musculaires, obésités. Réunion d'information GRATUITE 1er lundi de chaque mois. Pour inscription appeler : 222-89-04 ou 380-94-74.

Accueil stage, groupes, assoc. ski fond ou piste, confort et neige. Ecrire Gîte du Villaron, 73480 Bessan. (79) 05-95-84.

G.R.E.C. prop. musique et dévelop. personnel les 22-23 janvier. Rens. JAOUI, 5, bd Montparnasse, 6e – 566-65-30.

Animation et livres enfants, 7 sessions 3 js. Stage agr. DEFA. Rens. SUFC Université St-Etienne, 5, rue Tréfilerie, 42100. Tél. (77) 25-22-02.

Stages nationaux d'été de reliure, dorure, décor des reliures de la Ligue de l'enseignement, animés par prof. et chercheurs C.N.R.S. Pour Rens. « Université populaire », 16600 RUELLE.

VARAPPE A FRANCHARD Dim. 16 janvier. Dép. gare de Lyon 8 h 26 pour Fontainebleau ; sortie grat. CONFÉRENCE SUR LES AVALANCHES Jeu. 28 janv. à 20 h. Ent. libre – CLUB ALPIN FRANÇAIS, 7, r. de la Boétie, 75008 PARIS. Tél. : 742-36-77, 12/18 h sauf lundi. R.V. ts les jeudis de 18 à 20 h.

Conférence débat « La violence dans la vie quotidienne », le 28-1-1983 à 16 h, au 32, rue R. Losserand, 75014 Paris.

Le Centre international de formation européenne organise stages en Europe pour jeunes de 18 à 30 ans et enseignants intéressés par problèmes européens. Séj. grat., remb. part. frais de voyage. Rens. et progr. 1983, écrire CIFE, dépt stages, 4, bd Carabacel, 06000 NICE. Tél. (93) 85-85-67.

Session de formation d'animateur de centre de vacances BAFA. Stages promot. sur fév. et Pâques : base 800 F, perf. 700 F. Tél. : 784-83-07 ou écr. ass. FIEL, 4, rue Bouin, 92700 Colombes. Egalement février et Pâques 83, séjours adultes ski de fond dans le Cantal : 1 000 F.

Une agence de promotion de la vie culturelle

Le Fonds d'intervention culturelle, après avoir aidé au coup par coup les initiatives, va orchestrer plus précisément son action.

« QUAND *j'entends le mot culture, je sors mon revolver.* » Heureux Goebbels qui savait où diriger le tir ! Aujourd'hui, la culture est partout et nulle part. Elle envahit tout le champ social. Ubiquité, mais en même temps misère. La banalisation de la vie quotidienne la condamne à se dévoyer dans une consommation que les difficultés économiques rendent elles-mêmes problématique.

Une fois admis que le culturel était partout, lui redonner substance devenait affaire d'action locale. C'est à la base que devaient s'inventer les nouvelles formes d'appropriation. A cet égard, le tissu associatif s'est trouvé placé dans une situation privilégiée : *« vecteur essentiel du développement de l'innovation culturelle »*, selon Jean-Michel Djian (1).

C'est de ce constat qu'est né le Fonds d'intervention culturelle (2), il y a onze ans de cela. Depuis sa création, son profil est resté à peu près constant : une équipe légère (un secrétaire général et une poignée de chargés de mission) qui gère un budget consacré au financement d'une multitude de projets, tous porteurs d'innovation, présentés essentiellement par des associations.

Jean-Michel Djian, dans la thèse qu'il a consacrée au FIC, le définit comme un *« outil opérationnel souple »*. Actuellement chargé de mission, il résume ainsi son action : *« On fait des coups »*.

Les initiatives locales, les projets culturels nouveaux, finissent un jour ou l'autre par arriver sur le bureau du FIC, qui propose des montages, imagine parfois des structures appropriées, prospecte auprès de l'administration et des collectivités locales, trouve enfin les financements. Car la règle veut que le FIC ne subventionne que partiellement ces projets, qui doivent recevoir d'autres administrations la majeure partie de leurs fonds.

Il lui faut le plus souvent convertir les ministères à des opérations que leurs politiques n'ont pas su imaginer, boucher des trous. Les chargés de mission sont des sortes de pompiers culturels. Les expériences qu'ils défendent comportent souvent des risques, posent des questions épineuses. C'est tout cela qu'il faut faire passer auprès d'administrations quelquefois réticentes. Ce travail de sapeur a permis le traitement de douze cents projets depuis la création.

Absence de politique cohérente ? Saupoudrage ? Colmatage ? Désarroi ? Jean-Michel Djian remarque que cette ouverture maximum a permis de lancer avec cinq ans d'avance des opérations qui sont désormais intégrées aux politiques culturelles officielles : éco-musées, initiation aux cultures scientifiques, cinéma itinérant... Le FIC aurait joué – avec succès – le rôle d'agence de promotion des nouvelles formes de vie culturelle.

Depuis le 10 mai 1981, il a continué de fonctionner sans grande modification. Le nouveau pouvoir, qui a clamé fort et haut ses ambitions culturelles, paraissait embarrassé par cet instrument dont il avait hérité. Que faire du FIC ?

La réponse semble avoir été fournie par le comité interministériel du 21 décembre dernier, présidé, pour la première fois depuis sa création, par le premier ministre. A cette occasion, M. Mauroy a fixé au FIC ses priorités : toucher des publics nouveaux, lier le développement culturel et le développement économique. Son budget est considérablement accru : de 14 millions en 1981 il passe à 30 millions en 1983. Mais ces fonds ne seront pas au service d'une politique aussi impressionniste qu'auparavant. Quatre orientations ont été fixées (le monde du travail, la jeunesse, la communication sociale, handicap et culture) qui servent de cadre à une douzaine de programmes.

Est-ce la fin des initiatives à la base ? Le tissu associatif va-t-il cesser d'être l'intermédiaire entre le terrain et les pouvoirs ? Anne Julien, qui vient d'être nommée secrétaire du FIC, précise au contraire que *« les nouvelles orientations permettent de faire plus. La volonté d'accueillir toutes les initiatives reste entière, mais ce qui change c'est le souci de dégager des orientations à partir des consultations interministérielles. Le concours des associations est absolument nécessaire. »*

« La première chose à faire, ajoute-t-elle, *est d'expliquer aux partenaires du FIC la portée de la réorganisation afin de travailler de façon plus élaborée et plus concertée. Les moyens financiers qui sont à notre disposition vont nous permettre de traiter des dossiers plus importants, mais les procédures vont être modifiées, car, outre ces nouvelles orientations, il faut tenir compte des structures mises en place par la décentralisation et de la déconcentration réalisée à travers le renforcement des directions régionales à l'action culturelle. Les chargés de mission de ces DRAC sont merveilleusement placés pour assurer, au niveau régional, le rel[illegible]nique du FIC. De la sorte[illegible]ssiers qui arriveront sur n[illegible]eaux permettront d'avoi[illegible] meilleure vision des rési[illegible] locales... car, il ne faut [illegible]ublier, on travaille ici à nui[illegible] les résistances. »*

Le jeu entre [illegible]ciations et le FIC va donc [illegible]siblement modifié : orient[illegible] nouvelles, interlocuteurs [illegible]aux, tout ça se complique [illegible]u. A l'improvisation et à [illegible]phonie devraient succéd[illegible] variations sur des thèmes [illegible]sés. Faudra-t-il mainten[illegible]onnaître la musique pour [illegible]ler avec le FIC ? ■

MEL PICHOL.

(1) Jean-Mic[illegible] Djian, *le Fonds d'intervention cul[illegible]le ou l'instrument d'une polit[illegible] culturelle de l'Etat en matière [illegible]novation*, thèse de 3e cycle présen[illegible] l'université de Dijon en 1982.

(2) Fonds d'int[illegible]tion culturelle, 14, rue Notre-[illegible]-des-Victoires, 75002 Paris.

CONSEILS

Les contrats des associati[illegible]s

Dans le précédent numéro du *Monde-Dimanche*, [illegible] examiner les capacités des associations déclarées da[illegible] d'application et leurs limites. Il nous reste à envisager le[illegible] à passer des contrats.

L'article 6 de la loi du 1er juillet 1901, qui permet a[illegible] *« de posséder et d'administrer », « librement sans [illegible] préalable »*, leur offre la possibilité pratiquement [illegible] de contracter dans tous les domaines.

Ainsi, pour ce qui concerne les locaux ou immeubles [illegible] à son administration et à la poursuite des buts qu'elle s[illegible] une association peut signer des contrats de location. En ce dom[illegible], il faut cependant apporter quelques précisions. Une a[illegible] peut prendre à bail un local commercial et elle paiera pour [illegible] les lieux un droit au bail tel qu'il est d'usage pour l'installation [illegible] de commerce, mais la nature même de l'association ne lui perm[illegible] de conserver cette *« propriété commerciale »*, et elle ne [illegible] donc récupérer le montant du « pas-de-porte » qu'elle a payé ([illegible] du tribunal civil de la Seine du 4 février 1952, citée par Rob[illegible] dans son livre *Associations et syndicats*).

En revanche, une association ayant la possibilité d'[illegible] une société commerciale – S.A.R.L. ou coopérative par [illegible] elle pourra, par le biais de cette « société » filiale, bénéficier [illegible] des baux commerciaux et des pratiques qui s'y rapportent.

L'association peut, en outre, passer tous les contrat[illegible] nécessaires à la réalisation de son objet : contrats avec de[illegible], contrats avec des établissements bancaires ou de crédit. Eh p[illegible] placer les fonds qui ne lui sont pas immédiatement néce[illegible] la condition, toutefois, que les placements ne constituent pas [illegible] mais un moyen temporaire d'augmenter ses réserves [illegible] d'investissements ultérieurs.

Enfin, une association peut également signer des con[illegible] avec l'État ou des collectivités publiques et des organismes parapubl[illegible] la réalisation d'une action qui entre dans le champ de son activité [illegible]. Ainsi, une association dont le but est la recherche dans [illegible] déterminé peut bénéficier de contrats d'études avec un minist[illegible] un établissement public. Le contrat peut ne pas être limité à [illegible] particulière, mais recouvrir une véritable mission permanente [illegible] renouvelable ou pluriannuelle : on peut ranger dans ces types de [illegible] tous ceux qui sont signés par des établissements d'enseignem[illegible] privé, confessionnels ou non, constitués en association déclarée.

Enfin, dernier volet de cette étude, les contrats [illegible] que l'association doit signer avec son personnel salarié, quelle[illegible] les fonctions exercées. L'établissement de ces contrats et le[illegible] qu'ils renferment sont soumis aux dispositions du code du trav[illegible], [illegible] pour tout ce qui concerne la durée des contrats, les congés [illegible], les conditions éventuelles de licenciement.

Quels que soient le type de contrat et son champ d'a[illegible], c'est toujours l'association, personne morale, qui le passe et [illegible] doit donc toujours figurer le nom de l'association, l'adre[illegible] siège social, la date de publication au *Journal officiel*. Le cont[illegible] signé par le représentant légal de l'association – [illegible] le président – ou tout autre mandataire détenteur [illegible] pouvoir spécialement conféré pour cet objet : cette signature est [illegible] de ses nom et prénoms.

* Cette rubrique est rédigée par Service associatis, [illegible]ciation selon la loi de 1901, 24, rue de Prony, 75017 Paris. Tél. (1) 0-3[illegible].

BLOC-NOTES

INITIATIVES

Recherche d'emplois

Le Cercam (Cadres en recherche collective d'emplois), déjà installé à Toulouse et à Perpignan, fonctionne maintenant à Montpellier aussi. Cette association regroupant des chômeurs et d'anciens chômeurs entend lutter contre l'isolement des cadres en quête d'emploi et leur apporter un soutien psychologique pendant la « traversée du désert », les aider à constituer les dossiers administratifs nécessaires, assurer une solidarité entre cadres en activité et chômeurs, entretenir les capacités professionnelles de ses membres. Elle organise des réunions pour confronter les expériences, des permanences, et s'efforce de détecter les possibilités de réinsertion auprès des employeurs et des institutions locales ou régionales.

★ CERCEM, B.P. 1163, 34009 Montpellier.

Aménagement

La Fédération française des sociétés de protection de la nature organise une série de stages en janvier et février 1983 sur les thèmes suivants : « Fondements du droit de l'environnement en milieu urbain », les 29 et 30 janvier, à Munster (Haut-Rhin) ; « Les procédures et formes de recours administratives, civiles et pénales », du 12 au 16 février, à Saint-Imier (Isère) ; « Problèmes écologiques et administratifs du remembrement », les 26 et 27 février à Sarrebourg (Bas-Rhin).

★ F.F.S.P.N., 57, rue Cuvier, 75231 Paris cedex 05, Tél. (1) 336-04-14.

Enfants du divorce

L'Association sociale du Marais et des Halles veut répondre aux questions que se posent les parents sur la garde des enfants, les décisions à prendre ensemble, en cas de divorce, pour éviter que la séparation n'entraîne une souffrance des enfants. Elle organise à la demande des consultations d'avocats ou de psychologues.

★ Renseignements : Mme Laforêt (secrétaire de l'association), 55, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, Tél. (1) 296-69-45.

PUBLICATIONS

Militer pour les droits de l'homme

L'association Droits de l'homme et solidarité, sous la direction de Jean-François Six, vient de publier, avec la collaboration du Centre d'études et d'information sur le volontariat, dans un numéro spécial de son trimestriel *Brèche* (n° 27), un petit vade-mecum, *Droits de l'homme, Solidarité, Qualité de la vie*. Celui-ci présente, à l'intention de tous ceux qui veulent coopérer à des tâches de caractère humanitaire, les associations, connues ou non qui œuvrent dans les différents domaines de la défense quotidienne de la vie humaine (15 F.).

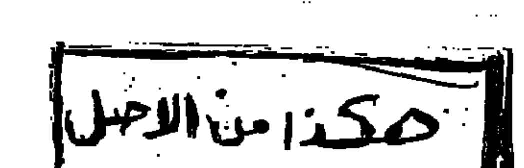
★ D.H.S., 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, Tél. (1) 633-59-38 ; C.E.I.V., 130, rue des Poissonniers, 75018 Paris, Tél. (1) 264-97-34.

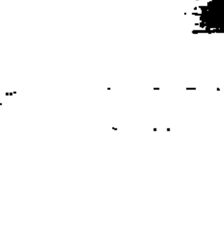
Forma[illegible] par la rec[illegible]che

L'Association [illegible]nard Gregory aide à l'in[illegible]on professionnelle des je[illegible] scientifiques formés à [illegible] recherche (diplômés de trois[illegible] cycle) en organisant not[illegible]ment des « bourses de [illegible]oi ». Elle vient de publier [illegible]remier numéro d'une lett[illegible] trimestrielle d'information *Fo[illegible]tion par la recherche*. Celle-[illegible] aider à valoriser la form[illegible] par la recherche auprès d[illegible] employeurs et des étudiants fournissant une informatio[illegible] précise et concrète sur les [illegible]ratoires de formation et [illegible] entreprises d'accueil, des in[illegible]tions chiffrées sur les [illegible]urces humaines et scie[illegible] françaises, et des co[illegible] pratiques pour la recherche [illegible] emploi.

Dans le prem[illegible]uméro : la description de[illegible]urses de l'emploi, une ex[illegible] à l'université de Renn[illegible] et la présentation de la [illegible] « simulateurs » de Tho[illegible]-C.S.F.

★ Association [illegible]nard Gregory, 53, rue de [illegible], 75003 Paris, Tél. (1) 2[illegible]40.





Soyons injustes, c'est la règle du jeu. Cette semaine (comme les semaines précédentes), rien de particulièrement excitant à la télévision. Côté fiction, « le Crime de Pierre Lacaze » (sur TF 1), mélo sur la justice, ne vaut guère mieux que « Merci monsieur Sylvestre », le nouveau feuilleton qui a succédé (mais c'est le même désastre) à « Madame S.O.S. » sur la même chaîne. Heureusement, il y a la suite des deux bonnes séries documentaires : « L'histoire des inventions », de Daniel Costelle (jeudi 20 février sur TF 1) et « Roule... routier » (dimanche 23 janvier sur A 2) : émissions vivantes que l'on suit comme des feuilletons. Mais le document important, sérieux, difficile même, c'est le magazine littéraire de Pierre Dumayet, consacré à « Gog et Magog », de Martin Buber, L'avènement du Messie par le Mal.

Rock : une sucette pour les mômes ?

Mégahertz, Les enfants du rock, L'écho des bananes, Platine 45... En 1982, la télévision française a fait une grande place au rock. On revient en arrière.

PENSER que le rock dérange encore serait exagéré, mais il agace. La meilleure preuve : « Mégahertz » est en voie de disparition sur TF 1. Plus de budget depuis le mois de novembre. L'émission disparaît avec l'espace qui l'accueillait sous le titre « Pour changer », proposé par Alain de Sédouy le samedi après-midi. Pourtant, en sept mois d'existence, le magazine avait atteint la même audience que celui de Michel Fugain qui le précédait.

Alain de Sédouy a vécu un conflit de générations entre une clientèle déjà existante (enfants et personnes âgées) et un nouveau public (adolescents et ceux qu'il appelle les *« modernes »*). On ne lui a pas laissé le temps de fidéliser celui-ci. Comment y parvenir avec des téléspectateurs par nature infidèles dans leurs goûts et leurs choix ? D'autant que, pendant des années la télé les a ignorés. Aussi l'ont-ils désertée. Il n'est pas facile de les faire revenir. Supprimer pour changer, c'est en somme abandonner sous prétexte de faire populaire, mais qu'est-ce qui est populaire ? Les loubards de banlieue ou les vieilles dames de province ?

En 1982, tout à coup, la France est le pays d'Europe où il y a le plus d'émission de rock à la télé. C'est arrivé comme ça, par une espèce de revanche sur un phénomène de frustration. Jusqu'alors, seule Antenne 2 accordait une place au rock avec des émissions (Pop 2, Juke-Box, Chorus), qui disparaissaient au gré des humeurs. C'était un peu comme une chapelle dans un aéroport, on se donnait bonne conscience, mais les horaires servaient généralement de bouche-trous dans la grille.

Pour Alain de Sédouy, *« Le monde adulte (à savoir les gens qui sont chargés de la programmation à la télévision) s'est résigné à admettre qu'il fallait que le rock ait une présence. L'ennui est qu'ils ne l'ont pas intégré comme un phénomène de société, mais comme une mode. C'est une manière d'être, de vivre, une recherche, un peu désespérée sans doute, d'identité, dans le meilleur des cas une protestation. L'important c'est que les gens qui apprécient cette musique soient pris en considération. On ne peut pas appréhender le phénomène sur un strict plan musical. »*

Là-dessus, tout le monde est d'accord : *« La musique pour la musique n'a pas d'intérêt si elle est sortie de son contexte culturel, économique, politique et social »*, dit Patrice Blanc-Francard, responsable d'une unité de programme sur Antenne 2, qui a succédé à Pierre Lescure pour le magazine « Les enfants du rock ». D'autant que le rock est une musique qui s'écoute fort, qui vit, qui a un pouvoir évocateur et, quoi qu'on fasse, le petit écran a tendance à dédramatiser. Selon Antoine de Caunes, producteur de « Houba ! Houba ! » sur Antenne 2, *« Quand la télé a changé et que les nouveaux responsables ont été nommés, l'image des jeunes qui s'est immédiatement imposée est passée par le rock. Il y a un retour de bâton dans la mesure où les résultats n'ont pas toujours été en proportion des moyens mis en branle. »*

Pourtant, il ne faut pas se leurrer, le public du rock reste minoritaire : deux millions en moyenne avec des pointes de trois millions de téléspectateurs dans le meilleur des cas. On n'atteindra jamais les scores des émissions de variétés. Alors, chacun définit à sa façon cet univers. Au-delà des idées, des goûts, des tendances musicales qui sont évoquées, c'est une histoire de ton. Sur TF 1, Alain Maneval, le présentateur de « Mégahertz », employait un langage codé obstinément « branché » tenant d'un parisianisme souvent agaçant que contrebalançait la qualité des reportages (sans doute les meilleurs) sérieux, étoffés, vivants, qui offraient son originalité et son dynamisme à l'émission. Il y avait une volonté de s'ouvrir à l'extérieur, de rendre compte d'une certaine forme de vie, mais à force de vouloir être systématiquement moderne et branchée, l'émission s'embourbait souvent dans l'obscurantisme, s'attardant sur des groupes qui ne le méritaient pas toujours.

Sur FR 3, le ton de Vincent Lamy, présentateur et producteur de « L'écho des bananes » est franchement débile. On veut faire jeune et drôle à tout prix. Le manque de naturel le dispute à l'humeur collégienne. Disposant de budgets limités, l'émission est essentiellement tournée en studio, ce qui la rend statique à l'image. En contrepartie, les séquences ne traînent pas en longueur et le choix des groupes est éclectique, donnant un éventail assez large des tendances musicales. L'intérêt de cette émission est son esprit débroussailleur. C'est la seule qui ouvre sa programmation à des groupes français qui n'ont pas encore enregistré.

La palme aux « Enfants du rock »

Après un an d'existence, « Les enfants du rock », sur Antenne 2, tiennent le mieux la distance. Ce magazine, qui accueille plusieurs émissions régulières (« Houba ! Houba ! », « Haute-Tension », « Rock Line ») ou ponctuelles (« Portraits » ou « Reportages ») est évidemment la plus intelligente parce que plus diversifiée, mobile et interchangeable. Toujours présents dans les moments importants, « Les enfants du rock » ont le mieux évolué, couvrant l'ensemble du rock dans ses formes les plus diverses.

« Haute tension », une séquence résolument moderne, réunit des « vidéo-clips » (1) de groupes à tendance new wawe et se signale par la réalisation étonnante (signée Mathias Ledoux), des présentations qui collent parfaitement aux sujets évoqués. « L'impeccable », une série non pas « sur », mais « de » bandes dessinées, animées par le fameux tandem Dionnet-Manœuvre qui, tels Spirou et Fantasio, se mettent en sketches, trouve un équilibre plein d'imagination entre le rock et la B.D. « Rock Line », qui débute en janvier (animé par Bernard Lenoir), s'appuie sur le hit-parade anglais, avec les meilleures séquences achetées à la télévision britannique. Enfin, l'émission vedette « Houba, Houba ! » répond le mieux, dans sa formule actuelle, à ce que le rock est devenu aujourd'hui.

Antoine de Caunes, le présentateur, passe très bien sur le petit écran parce qu'il est simple et naturel, parce qu'on le sent à la fois impliqué par son sujet et proche des gens qui le regardent. Le rythme est enlevé, dynamique, teinté d'humour, les discours sont délibérément écartés. L'essentiel est de faire partager ses passions : la musique est en vedette. Ce qui confère à l'émission une espèce d'intimité, un cachet et une identité inédits.

Un reproche à toutes ces émissions : les présentateurs ont tendance à se mettre en vedette. *« Quand on présente le rock, le plus difficile n'est pas de frimer, mais d'être simple »*, dit Patrice Blanc-Francard.

La star, c'est Jacky, que l'on retrouve dans « Récré A 2 », dans « Houba ! Houba ! », mais surtout *comme le présentateur de* « Platine 45 ». Bouffon, comme il se qualifie lui-même, Jacky a inventé un ton, une attitude qui passent par l'humour, mais aussi les gestes, les regards. Equivalent d'« Age tendre et tête de bois », version années 80, Platine 45 n'a pas de concurrentes : à mi-chemin entre les émissions de rock et celles de variétés, c'est un magazine d'actualité de type promotionnel qui présente des nouveautés. Son rôle n'est pas de révéler, mais de confirmer par leur popularité les succès des hit-parades radio. Son public est surtout composé d'adolescents, consommateurs potentiels, qui s'intéressent davantage à la chanson qu'à l'artiste.

En changeant, le rock a changé les goûts du public. On essaie aujourd'hui de lui adapter un langage télévisuel, une nouvelle mise en pages, un ton différent, moins conventionnel, des techniques vidéo. Les fameux « vidéo-clips », utilisés surtout par les groupes de rock, en sont la preuve. Pourtant, ce droit de cité est à reconquérir en permanence. Pour Alain de Sédouy, *« on concède une tranche de programme « pour les mômes », mais on ne leur donne le droit de se reconnaître que du bout des lèvres »*.

C'est vrai que, l'euphorie de 1982 passée, le budget des « enfants du rock » est en régression de 10 %, que celui de « L'écho des bananes » a été amputé et que celui de « Mégahertz » a été carrément supprimé. Pas de quoi pavoiser.

ALAIN WAIS.

● TF 1 : « Mégahertz », les meilleurs moments, les 18 et 25 janvier, à 22 h 30. A 2 : « Les enfants du rock », le jeudi, de 21 h 40 à 23 h 10 ; « Platine 45 », le mercredi, de 17 h 10 à 17 h 45. FR 3 : « L'écho des bananes », le dimanche, de 18 h 45 à 19 h 40.

(1) Séquences musicales produites par des maisons de disques pour la promotion de leurs chanteurs et groupes ; tournées en vidéo avec, généralement, un traitement de l'image.

les films

PAR JACQUES SICLIER

★ A VOIR,
★★ GRAND FILM

DIMANCHE 23 JANVIER

LA NUIT DU CHASSEUR **

Film américain de Charles Laughton (1955), avec R. Mitchum, S. Winters, L. Gish.
FR 3, 22 h 35 (environ 95 mn).

L'État de Virginie, en 1930, à l'époque de la dépression économique, est le terrain de chasse d'un prédicateur criminel portant le mot amour tatoué sur sa main droite et le mot haine sur la main gauche. Tout vêtu de noir, Robert Mitchum à la fois fascinant et repoussant, devient l'ogre, l'enchanteur morbide poursuivant deux jeunes enfants à cause d'un trésor. Mais l'ogre ignore l'énergie qui peut se cacher dans les tréfonds de la vie infantile et une vieille fermière armée d'un fusil (Lillian Gish, l'ancienne ingénue des films de Griffith, que Laughton admirait) se dresse contre lui telle une mère poule défendant ses petits.

L'ombre et la lumière se livrent un combat sans merci et deux enfants s'enfuient sur une rivière au fond de laquelle Shelley Winters, pour avoir été séduite par le monstre, flotte comme une Ophélie noyée. Faut-il regretter que Laughton n'ait pas mis en scène un autre film alors que celui-ci, génialement insolite, ne pouvait être surpassé ?

LUNDI 17 JANVIER

LES FILS DES MOUSQUETAIRES

Film américain de Lewis Allen (1952), avec C. Wilde, M. O'Hara, R. Douglas, G. Cooper, A. Hale Jr, D. O'Herlihy.
TF 1, 14 h 30 (environ 75 mn).

Où l'on apprend qu'Athos avait une fille, digne des mâles rejetons de ses compagnons. Malgré cela, Lewis Allen n'a pas le dixième de l'imagination du père Dumas pour conduire une intrigue de cape et d'épée.

DOUZE HOMMES EN COLÈRE *

Film américain de Sidney Lumet (1956), avec H. Fonda, L. L. Cobb, Ed. Begley.
TF 1, 20 h 35 (95 mn).

C'était l'époque où, en marge de Hollywood, un cinéma préoccupé de réalisme social et influencé par les techniques de la télévision naissait du côté de New-York. Débat d'un jury à huis clos, ce film humaniste (qui fut couvert de récompenses) retrouve, aujourd'hui, tout naturellement sa place au petit écran, comme un exercice de style.

LE VIEUX FUSIL *

Film français de Robert Enrico (1975), avec R. Schneider, P. Noiret, J. Bouise.
FR 3, 20 h 35 (95 mn).

Un chirurgien de Montauban contre des S.S. qui ont massacré sa femme, sa petite fille et les habitants d'un hameau. Les horreurs de l'occupation amènent la haine et la vengeance. Particulièrement bien servi par Philippe Noiret, Enrico a joué sur les souvenirs historiques, la tragédie, l'émotion.

MARDI 18 JANVIER

COCKTAIL MOLOTOV *

Film français de Diane Kurys (1979) avec E. Caron, P. Lebasn, F. Cluzet, G. Fontanel, H. Garcin, A 2, 20 h 40 (91 mn).

Porté à un succès abusif par Diabolo menthe, *Diane Kurys a ici raté son coup en essayant de faire passer des jeunes gens de 1980 pour des adolescents de mai 68 revenant d'Italie à Paris en auto-stop afin de participer à la « révolution ».*

JACK LE TUEUR DE GÉANTS *

Film américain de Nathan Juran (1961) avec K. Matthews ; J. Meredith, T. Thatcher, B. Kelley, D. Lummis, R. Mobley. FR 3, 20 h 50 (environ 95 mn).

Princesse persécutée, beau héros, magicien, sorcières volantes, démons et monstres très laids. Une invention constante, dans la légende fantastique. Il y a vingt ans, ce film aux truquages sensationnels et impressionnants fut interdit aux enfants... Ils en ont vu bien d'autres, depuis.

LES SURVIVANTS DE L'INFINI *

Film américain de Joseph Newman (1955) avec J. Morrow, F. Domergue, R. Reason, L. Fuller, R. Johnson. FR 3, 23 h. (environ 95 mn).

Un savant qui se prend pour un surhomme et pourrait bien être aux ordres du communisme règne sur la planète Métaluna où d'horribles « mutants » mettent les Terriens dans des bocaux. Les merveilles techniques de la science-fiction américaine soutenaient l'idéologie de la « guerre froide ».

JEUDI 20 JANVIER

UN DÉNOMMÉ SQUARCIO

Film italien de Gillo Pontecorvo (1957), avec Yves Montand, A. Valli, F. Ranchi, M. Girotti, Ronaldino. A 2, 15 h, (95 mn).

Des intentions sociales et politiques dues, surtout, au roman de Franco Solinas, adapté. Mais si vous voulez voir Yves Montand, individualiste forcené, pêcher à la grenade dans l'Adriatique et narguer les douaniers, allez-y...

LA PORTE DE L'ENFER *

Film japonais de Teinosuke Kinugasa (1953), avec M. Kyo, K. Hasegawa, T. Yamagata, Y. Kurosawa, K. Bando. FR 3, 20 h 35 (environ 90 mn).

Le Festival de Venise ayant fait découvrir Kurosawa et Mizoguchi, celui de Cannes essaya de rattraper le coche en donnant son grand prix 1954 à ce film japonais, en couleurs, qu'admirait Jean Cocteau, président du jury. C'est de l'exotisme bien fabriqué pour l'exportation mais il est vrai que la beauté éblouissante des images (composées par deux grands chefs opérateurs nippons) l'emporte sur toute autre considération.

ENTRACTE *

Film français de René Clair (1924), avec J. Borlin, F. Picabia, E. Satie, Man Ray, M. Duchamp. FR 3, 22 h 35 (30 mn).

L'esprit dadaïste, des célébrités artistiques des années folles, un corbillard emballé et, au-delà de la contribution à une avant-garde qui fit scandale, la griffe de René Clair.

VENDREDI 21 JANVIER

FRANKENSTEIN *

Film américain de James Whale (1931), avec C. Clive, B. Karloff, M. Clarke, J. Boles, E. van Sloan. A 2, 23 h 05 (67 mn).

La douloureuse humanité, sous le masque que créa le maquilleur Jack Pierce (rendons-lui hommage) d'une créature fabriquée avec des débris humains. Cette adaptation modernisée (mais il devait y en avoir bien d'autres) du roman de Mary Shelley (1816) valut à Boris Karloff une célébrité qui atteignit au mythe.

	LUNDI 17	MARDI 18	MERCREDI 19	JEUDI 20
TF 1	20 h 35 Douze hommes en colère, de Sidney Lumet. 22 h 10 Magazine santé : La révolution cellulaire, de E. Lalou et I. Barrère. Les recherches des Américains.	20 h 35 Ballet : le Lac des cygnes, sur une musique de Tchaïkovski. 22 h Variétés : Mégahertz.	20 h 35. Magazine politique : Au cœur du débat : Face-à-face L. Fabius-Y. Gattaz. 21 h 35 Série : Wallenstein, de L. Ahlsen, fresque historique classique.	20 h 35 Feuilleton : Les poneys sauvages, de R. Mazoyer. Le journal d'une génération. 22 h 05 Série : Histoire des inventions. Émission de D. Costelle.
A 2	20 h 35 Le grand échiquier : de Jacques Chancel. Tir au but. Ce que le sport peut apporter aux handicapés ; le point sur la Coupe du monde.	20 h 40 Film : Cocktail Molotov, de Diane Kurys. 22 h 15 Magazine : Lire c'est vivre, de P. Dumayet. *Gog et Magog*, de Martin Ruber. Autour des juifs de Pologne.	20 h 35 Téléfilm : L'homme qui aimait deux femmes, de Ph. Defrance. Couple à trois, version féministe. 22 h 10 Magazine : Moi... je, de B. Bouthier.	20 h 35 Magazine : L'histoire en question, d'A. Decaux. Tragédie au pôle, l'affaire Nobile. 21 h 55 Magazine : Les enfants du rock.
FR 3	20 h 35 Film : le Vieux Fusil, de Robert Enrico. 22 h 40 Magazine de la mer : Thalassa. 23 h 10 Musiclub : la Nuit transfigurée, de Schœnberg.	20 h 35 La dernière séance. 20 h 50 Film : Jack le tueur de géants, de Nathan Juran. 23 h Film : les Survivants de l'infini, de Joseph Newman. 0 h 35 Prélude à la nuit.	20 h 35 Téléfilm : Les parasites, analyse sociale et intimisme, un document de la B.B.C. Prix Italia 1978. 22 h 55 Prélude à la nuit : Rachmaninov (G. et B. Picavet).	20 h 35 Film : la Porte de l'enfer, de Teinosuke Kinugasa. 22 h 35 Hommage à René Clair : Entracte. 23 h 05 Prélude à la nuit : J. Ibert (orchestre de Cannes-Provence-Côte d'Azur).

	VENDREDI 21	SAMEDI 22	DIMANCHE 23
TF 1	20 h 35 Variétés : Formule 1. Julien Clerc. 21 h 40 Série : Merci Sylvestre, de J. J. Tarbes. 22 h 30 Histoires naturelles : La fauconnerie.	20 h 35 Série américaine : Dallas. 21 h 45 Magazine : Droit de réponse, de M. Polac. 22 h 50 Étoiles et toiles : La peur au cinéma.	20 h 35 Téléfilm : Le crime de Pierre Lacaze. Un mélo. 22 h 10 Tennis : le Master's.
A 2	20 h 35 Feuilleton : L'épingle noire, de M. Frydland. Epique et républicain. 21 h 35 Apostrophes, de B. Pivot. Spécial Aragon. 23 h 05 Film : Frankenstein, de James Whale.	20 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker. 21 h 50 Série : Théodor Chindler, de H. W. Geissendörfer. 22 h 50 Tennis : le Master's.	20 h 35 Variétés : Aragon. 21 h 55 Série documentaire : Roule... routier, de D. Colonna. 22 h 55 Documentaire : Désir des arts. Delacroix.
FR 3	20 h 35 Le nouveau vendredi : Quand la TV s'éveille en Chine. 21 h 30 Contes et légendes : Diableries, de M. Chevillot. 23 h Prélude à la nuit : *Danses*, de Granados (T. Llacuna).	20 h 35 Téléfilm : Les affinités électives, d'après Goethe, réal. J. Chabrol. 23 h 05 Musiclub : Georges Thill.	20 h 35 Série documentaire : Le choc des énergies. 21 h 35 Court métrage : le Péril rampant, d'A. Yaccelini. 22 h 35 Film : la Nuit du chasseur. 0 h 15 Prélude à la nuit.

TÉLÉVISION



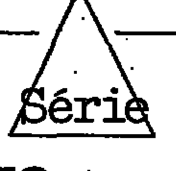
La victoire du mal

SILENCE. C'est le temps suspendu, béni, de la lecture de *Gog et Magog*, de Martin Buber. Sur une colline au nord – est de la ville polonaise de Lublin vivait au siècle dernier, dans une maison pareille, ses voisines, un homme ordinaire : un voyant nommé Yaakob Yitzhak. Ses yeux, dit-on, avaient le pouvoir de pénétrer dans les profondeurs du cosmos et de comptempler l'arbre généalogique des âmes. A côté du voyant se tient l'élève attentif, le saint juif, présent pour écouter la parole du maître, parole quotidienne, imagée, qui raconte les milliers d'histoires transmises de bouche à oreille, de génération en génération. Histoires du mouvement hassidique où la terre douloureuse de *Pologne* et le *ciel* sont mêlés dans un estprit de familiarité et de merveille.

Martin Buber, philosophe allemand et juif (1878-1965), traducteur, entre autres, de la Bible avec Franz *Rosenzweig, avoue n'être qu'un maillon dans la* chaîne infinie des narrateurs : *Gog et Magog* fait donc partie de la littérature orale. Il se présente comme un immense conte, pas comme les autres. L'histoire du peuple juif polonais, victime de l'holocauste nazi, lui donne une résonance étourdissante. Curieusement, une figure historique est au centre du livre. Oui, c'est Napoléon Ier qui précipitera la venue du Messie. Comment ? En faisant le mal sans ambiguïté, puisqu'une prophétie annonce la victoire de Gog (le mal) au pays de Magog. Le mal précédera la venue de la bonne nouvelle. Étrange paradoxe qui est au centre de la mystique juive et qui servira de base pour la lecture approfondie du texte. Les invités Isy Morgensztem (administrateur du Grenier de Toulouse), Jean-Claude Grumberg (auteur dramatique), Roland Lévy (étudiant en médecine), Maria Moscovici (psychanalyste), Bernard Valzbrot (professeur de mathématiques et de Yiddish) et Alexandre Safran (grand rabbin de Genève) sont là pour nous éclairer sur la portée d'un texte difficile d'accès. Ils creusent la signification, ils actualisent, le problème de la question juive. On peut regretter que Pierre Dumayet ne nous ait pas donné suffisamment de renseignements sur Martin Buber et sur le mouvement hassidique, indispensables à la compréhension de l'œuvre, mais rares sont les émissions de cette tenue. A noter aussi la réalisation soignée et distante de Robert Bober qui fait de ce numéro de *« Lire, c'est vivre »* un pur moment de méditation.

MARC GIANNESINI.

★ « Lire, c'est vivre », A2, mardi 18 janvier, 22 h 15 (110 minutes environ).



Voyage et dépaysement

ILS fascinent. C'est-à-dire qu'ils font à la fois peur et envie, ces mastodontes des routes, ces énormes camions de quinze mètres de long, que l'on croise avec un frisson dans le dos ou que l'on double avec un creux à l'estomac.

François Gall nous propose de les suivre, mais ce n'est pas moins impressionnant, même assis dans son fauteuil. Sur les routes en tous formats de Colombie, des Etats-Unis, d'Arabie Saoudite, d'Inde, d'Australie, des Balkans et du Gabon, Antenne 2 offre une série internationale de sept épisodes.

Voyage et dépaysement, vie solitaire et parfois aventureuse de ces chauffeurs du monde entier, à la fois si différents et si proches les uns des autres, ces documentaires sont joliment mis en images et sobrement commentés.

M. C.

★ *Roule... routier*, Antenne 2, tous les dimanches du 16 janvier au 27 février, 22 h (45 minutes).



Le premier à la Scala

« J*'AI fait tout simplement mon travail »*, dit modestement Georges Thill, artiste cosmopolite, grand ténor de l'entre-deux guerres – le premier chanteur français à s'être *produit* à la Scala – et vedette de cinéma de surcroît. Trois films, dont il sourit aujourd'hui avec une goguenardise émue : *« J'aurais joué Ben-Hur si on me l'avait demandé »*, confie t-il, sûr que là n'était pas l'essentiel.

L'essentiel : une voix brillante et intime, des envolées déchirantes, étranglées à volonté, un phrasé où des ondes rêveuses venaient nuancer un timbre d'acier, et puis une intelligence du son qui faisait fondre les foules, qui ébranle même aujourd'hui les obsédés de l'opéra en version originale : Georges Thill comme son époque, chantait tous ses rôles en français.

A quatre vingt-cinq ans, il raconte l'histoire du petit coulissier avide de chant : comment, loin de Paris, il a *« trouvé »* sa voix en Italie, réussi son premier *Faust* en *« galérant »* dans les théâtres miteux de la capitale. On le voit devenir le glorieux clown triste de *Paillasse*, le chanteur infatigable et abruti d'honneurs. Au loin – un fond sonore à vrai dire trop succinct – reviennent en écho *Werther* et *Lohengrin*.

THIERRY FRESLON.

★ « Georges Thill ou la voix du Bon Dieu », FR 3, samedi 22 janvier, 23 h 05 (26 minutes).

LUNDI — 17 JANVIER

TF 1

11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Suspens.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Portes ouvertes : La sclérose en plaques.
13 h 50 Les après-midi de TF1 d'hier et d'aujourd'hui (et à 15 h 45).
14 h 30 Film : Les fils des mousquetaires, de Lewis Allen.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Dessin animé.
19 h Histoire d'en rire.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Film : Douze hommes en colère, de Sidney Lumet.
22 h 10 Magazine-Santé : la révolution cellulaire.
Émission d'E. Lalou et I. Barrère.
Différents laboratoires aux Etats-Unis ont commencé à « domestiquer » la cellule. Une émission réalisée dans les laboratoires de Harvard Medical School à Boston, à l'Institut Salk de San-Diego avec le Pr. R. Guillemin, à l'Institut de Californie avec le Pr. Ligatura ; à Salk Lake City chez le Pr. Devries ; et au Veteran Hospital de Los Angeles avec le Pr. Tourtelotte.
23 h 10 Journal.

A 2

12 h Journal.
12 h 5 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Cette semaine sur A 2.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h Série : Hawaï police d'État.
15 h 50 Reprise : Apostrophes.
(diffusé le 14 janvier à 21 h 35)
17 h La télévision des téléspectateurs.
17 h 40 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Le Grand Echiquier : Tir au but,
de J. Chancel.
Avec M. Michel Hidalgo, patron de l'équipe de la grande aventure du Mundial en Espagne, M. Platini, M. Trésor, A. Giresse etc. Le sport pour les handicapés, le point sur la Coupe du Monde et les mille incidents qui s'y sont déroulés. Avec la retransmission de séquences sportives dont la fameuse prolongation du match France-Allemagne.
23 h Journal.

FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
La démocratie chrétienne française.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 35 Film : Le Vieux Fusil de Robert Enrico.
22 h 10 Journal.
22 h 40 Magazine : Thalassa.
Le Salon nautique 1983.
23 h 10 Musi-Club :
La nuit transfigurée de Schœnberg avec A. Moglia, premier violon, Y. Boico, deuxième violon, T. Adamopoulous, premier alto, A. Chaves, deuxième alto, E. Peclard, premier violoncelle, P. Boufil, deuxième violoncelle.

« Nous avons une des meilleures télévisions du monde. »
(Georges Fillioud, ministre de la communication, au Sénat, le 2 décembre 1982.)

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 21 h, *Barbarella*, film de R. Vadim.
- T.M.C., 20 h 35, *les Égouts du paradis*, film de J. Giovanni.
- R.T.B., 19 h 55, *Je vous aime*, comédie dramatique de C. Berri.
- TÉLÉ 2, 20 h 25, variétés : chansons souvenirs ; 21 h 35, Théâtre Wallon : *Sot qui vos*, de G. Simonis.
- T.S.R., 20 h 10, Spécial cinéma ; 23 h, L'antenne est à vous.

MARDI — 18 JANVIER

TF 1

11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Suspens.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Dessin animé.
19 h Histoire d'en rire.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Ballet : le Lac des Cygnes.
Ballet en quatre actes de V.-P. Begitschew et W. Geltser, musique de Tchaïkovski. Orchestre symphonique de Vienne sous la direction de J. Lanchbery, ballets de l'opéra de Vienne. Avec R. Noureïev et M. Fonteyn.
Le célèbre ballet romantique ou l'histoire d'un lac enchanté.
22 h Variétés : Mégahertz.
23 h Journal.

A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 05 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h Série : Hawaï police d'Etat.
15 h 50 Variétés : Joe Dassin.
16 h 50 Court-métrage.
17 h 05 Entre vous.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 40 Film : Cocktail Molotov.
De Diane Kurys.
22 h 15 Lire c'est vivre : Gog et Magog, de Martin Buber.
De P. Dumayet. Réal. : R. Bober.
(Lire notre sélection).
23 h 10 Journal.

FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Lutte ouvrière.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 35 La dernière séance.
Emission d'E. Mitchell et de G. Jourd'hui.
Avec les actualités Gaumont, les dessins animés « Tom et Jerry » (20 h 45) et Tex Avery (22 h 25).
Eddy Mitchell a choisi cette fois comme films :
20 h 50 Film : Jack le tueur de géants.
De Nathan Juran.
22 h 45 Journal.
23 h Film : les Survivants de l'infini.
De Joseph Newman.
0 h 35 Prélude à la nuit.
Concerto pour flûte en do majeur de J.-M. Leclair, par l'orchestre de Cannes - Provence - Côte d'Azur, soliste et direction P. Bender.

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 21 h, *L'Homme au masque de fer*, film de M. Newell.
- T.M.C., 20 h 35, *Passeport pour Pimlico*, *film de H. Cornelius ; 22 h 05 Télé-ciné-Vidéo.*
- R.T.B., 19 h 55 Feuilleton : *Flamingo Road* ; 21 h 50, Grâce à la Musique.
- TELE 2, 20 h 55, Cycle Fernandel : *le Schpountz*, film de M. Pagnol.
- T.S.R., 21 h 40, les écrivains romands.

MERCREDI — 19 JANVIER

TF 1

10 h 15 Vision plus.
11 h Magazine des écoles.
12 h Météorologie.
12 h 10 Suspens.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Dessin animé.
19 h Histoire d'en rire.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Magazine : Au cœur du débat. Emission de I. Barrère, N. Copin et D. Grandclément.
Cette nouvelle émission, diffusée en direct le premier mercredi du mois, accueille un échantillonnage représentatif de la population française. Sur le thème : où va l'entreprise ? M. Laurent Fabius, ministre délégué chargé du budget, face à M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F.
21 h 30 Série : Wallenstein
de L. Ahlsen. Réal. F.-P. Wirth. *Une fresque historique classique.*
23 h 20 Journal.

A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Les carnets de l'aventure.
La descente à ski du Mont-Blanc par la face est par Tony Valesy, un Italien de 27 ans.
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
E. Reekers, H. League, G. Nicaud, etc.
17 h 45 Terre des bêtes.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : l'Homme qui aimait deux femmes,
de Ph. Defrance avec A. Prucnal, D. Chalen, F. Marthouret...
(Lire notre sélection.)
22 h 10 Magazine Moi... je.
Emission de B. Bouthier.
(Lire notre sélection.)
23 h 5 Journal.

FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre
Parti des forces nouvelles.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma 16 : les Parasites.
Un téléfilm de la B.B.C., prix Italia 1978. Réal. R. Joffre avec C. Hargreaves, B. Hill, P. Kerrigan...
L'histoire de Pauline et de sa fille Paula, une enfant mongolienne, prises dans une machine infernale et absurde (l'administration) qui mène Paula à la régression totale et sa mère à l'impasse : une description intimiste, politique, tout en finesse, dans le style de Ken Loach.
22 h 20 Journal.
22 h 55 Prélude à la nuit.
« Tarentelle », deuxième suite opus 17 de S. Rachmoninov par G. et B. Picavet.

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 21 h, *le Sauvage*, film de J-P. Rappeneau.
- T.M.C., 20 h 35, *l'Age en fleur*, film de P. Agostini ; 21 h 45, Gogo rythmes
- R.T.B., 20 h 55, variété : chansons à la carte ; 21 h 35, Écritures.
- T.S.R., 20 h 35, Cœur en fête ; 21 h 0, Télescope ; 22 h 10 Les compagnons de François.

JEUDI — 20 JANVIER

TF 1

11 h Discours de M. François Mitterrand, en direct du Parlement allemand.
11 h 15 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Suspens.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
14 h Les rendez-vous du jeudi.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Dessin animé.
19 h Histoire d'en rire.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Les Poneys sauvages,
d'après M. Déon, Réal. R. Mazoyer. Nº 5. Journal d'une génération.
22 h 05 Histoire des inventions : Inventer pour inventer.
Emission de D. Costelle.
De l'invention du premier aspirateur à la reconstitution de l'Exposition universelle de 1876 : le musée animé et fantastique de Daniel Costelle : un vrai plaisir.
23 h Journal.

A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h Discours de M. François Mitterrand, en direct du Parlement allemand.
12 h Journal.
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 05 Aujourd'hui la vie.
15 h Film : Un dénommé Squarcio, de G. Pontecorvo.
16 h 40 Un temps pour tout.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Libre expression : la F.E.N.
20 h Journal.
20 h 35 L'Histoire en question : Tragédie au pôle, l'affaire Nobile, de A. Decaux. réal. J.-Ch. Dudrumet.
La conquête du pôle Nord par le général italien Umberto Nobile. De la première expédition en 1920 à celle de 1928 où Nobile laisse tomber son équipe sur la glace. Nobile s'explique dans un document filmé avant sa mort.
21 h 55 Les enfants du rock.
(Lire notre article page 0.)
23 h 25 Journal.

FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Le mouvement des démocrates.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 35 Film : La Porte de l'enfer.
De Teinosuke Kinugasa.
22 h 05 Journal.
22 h 35 Hommage à René Clair.
Entracte, court métrage muet.
23 h 35 Prélude à la nuit.
Prélude ; Divertimento de J. Ibert par l'Orchestre de Cannes - Provence - Côte d'Azur.



PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 21 h, *Hello Dolly*, film de J. Kelly ou *la Bande à César*, film de K. Annakin.
- T.M.C., 20 h 35, *Jeu dangereux*, film de E. Lubitsch ; 22 h 20, Déclics : magazine de la photo.
- R.T.B., 20 h 20, *Carnage*, film de M. Richtie.
- TÉLÉ 2, 20 h 45, Opéra : *Der ring des Nibelungen*, de Wagner.
- T.S.R., 21 h 10, Autour d'une mise en scène ; 22 h 10 Lake la Main froide.

TÉLÉVISION

Magazine

Le cœur et le nombril

MOI... Je, le magazine mensuel de Bernard Bouthier, sur A 2, est décidément très inégal. Au sommaire du numéro de janvier, un seul sujet capte l'intérêt : *« Les passagères de l'attente ».* Les deux autres — en dehors des rubriques habituelles — auraient dû rester dans les cartons, faute d'une approche et d'une réalisation plus originales et plus rigoureuses.

« Les passagères de l'attente ». Un brin de mystère, au départ : on nous cache la destination de ces femmes qui montent, ce matin-là, dans un car, gare Denfert-Rochereau. Certaines disent qu'elles font le trajet plusieurs fois par semaine et qu'elles ne pourraient pas *« s'en passer »*. Des enfants sont aussi du voyage.

Après un long tour de roues, ponctué de confidences allusives, on est renseigné en découvrant une maison d'arrêt dans la banlieue de Paris : elles vont rendre visite à leur prisonniers de maris, de compagnons, de fiancés, de fils. Entre le moment où elles grimpent dans ce car et celui où elles se trouvent en face d'eux, il s'écoule en moyenne quatre heures. *« Pour une demi-heure de joie »*, dit une femme. C'est-à-dire le temps réglementaire accordé, de part et d'autre d'une vitre à double épaisseur, dans la cacophonie des parloirs.

Formalités administratives, exaspérante attente dans les salles nues, d'où la fatigue et l'énervement des enfants, numéros d'appel, ampoules crues, bruits de clés : le régime carcéral traite les femmes et les mères de prisonniers comme si elles étaient coupables elles-mêmes. Coupables d'aimer. Dans cette séquence, signée Gérard Sanas, qui ne dit mot de ceux qui sont derrière les barreaux, le souffle de l'amour passe, en effet, buée entre la froideur voulue des images et la chaleur des voix « off ». Une épouse dit : *« La première fois que je suis allée le voir, je croyais que je pourrais le toucher, l'embrasser ».*

L'amour, paternel celui-ci, anime la séquence intitulée *« Deux fois vingt ans »* : être de nouveau père, vers quarante ans, quand on a des enfants majeurs. Malheureusement le peintre Daniel Authouart, le journaliste Jean-François Kahn et l'éditeur Alain Moreau n'ont pas grand chose d'autre à dire que : *« C'est très différent d'avec mon premier enfant », « C'est une grave responsabilité »*. On ne s'en doutait pas.

Le troisième volet — celui qu'il fallait garder clos — est tout aussi familial : un écrivain, Gérard Guégan, s'est mis au karaté parce que ses deux fils aînés le pratiquent. C'est d'un intérêt bouleversant : moi je fais du vélo parce que ma grand-mère en faisait. Réalisation : Gérard Guégan lui-même. On ne voit que lui : il s'introspecte. Tout dans le nombril. Voilà un karatéka, pourtant, qui ne casse pas des briques !

MICHEL CASTAING.

★ *MOI... JE*, Antenne 2, mercredi 19 janvier, 22 h 10 (50 minutes).

Téléfilm

Jules et Jim version féminine

PHILIPPE DEFRANCE, trente-six ans — la génération de *mai 68* — se fait le prosélyte de la vie à trois dans un téléfilm produit par Antenne 2. « *L'homme qui aimait deux femmes* », c'est Paul. Marié à Clémence, il rencontre Julie. C'est lui qui suggère un nouveau type de rapports. Mais celui-ci ne sera possible que grâce à la complicité qui va s'établir entre les deux femmes. Elles vont rapidement mener le jeu, et Paul sera bientôt confronté à son phallocentrisme. Les états d'âme successifs de Clémence et de Julie ne lui laissent aucune marge de manœuvre. Leur revirement final — habitons ensemble dans le même appartement — est leur triomphe : c'est leur amour commun pour le même homme qui rend viable l'aventure, et non le désir de celui-ci.

Le mâle du film est le prototype de ces « nouveaux hommes » révélés par les enquêtes, mal à l'aise dans les contradictions que leur propose ou leur impose une nouvelle façon de vivre les relations amoureuses, conséquence pour partie de la « révolution » féministe. *« Avec les femmes,* dit un personnage secondaire, *il n'y a plus de modèles : elles veulent être à la fois Kate Millett et la Belle au bois dormant »...*

Julie et Clémence sont cela et bien plus : deux forces face à une faiblesse. Et le film un mélange de mélo attendrissant et de conviction naïve. Avec une question sans réponse : que deviennent-ils avec le temps ?

YVES AGNÈS.

★ *L'homme qui aimait deux femmes*, Antenne 2, mercredi 19 janvier, 20 h. 35 (91 minutes).

Crime et boniment

PIERRE LACAZE, ancien député, propriétaire terrien, robuste comme un chêne — ou comme son interprète Roger Hanin, — en violeur de jeune fille : c'est possible, mais ce n'est pas vrai. Si ce n'est pas lui, c'est donc son fils, ou plutôt l'ami de ce dernier. Qui sait ? La perspicacité glacée du juge d'instruction (Marie-France Pisier) saura trouver le coupable. Elle dansera même avec lui et tombera amoureuse du présumé assassin.

Au fil des minutes, *le Crime de Pierre Lacaze*, de Jean Delannoy, accumule les invraisemblances en tout genre. On n'en croit pas ses yeux. Est-ce possible de jouer sur tous les registres — judiciaires, sentimentaux... — avec aussi peu de tact ? A désespérer de regarder le petit écran.

M. G.

★ *Le Crime de Pierre Lacaze*, TF 1, dimanche 23 et lundi 24 janvier, à 20 h 35 (environ 90 minutes chaque).

VENDREDI 21 JANVIER

TF 1

11 h 15 **Vision plus.**
12 h **Météorologie.**
12 h 10 **Suspens.**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Emission régionale.**
14 h 05 **Ils ont votre âge : un moment de la vie de Laetitia.**
Emission du C.N.D.P.
Laetitia, huit ans, doit surmonter son handicap, la surdité. Une intégration scolaire réussie grâce aux efforts de toute une équipe.
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Formule 1 : Julien Clerc**
émission de variétés de M. et G. Carpentier.
Autour de Julien Clerc, Kim Carnes, Lid, Eddy Mitchell, Miou-Miou, Jacques Higelin, Thierry le Luron, Henry Salvador.
21 h 40 **Série : Merci Sylvestre,**
de J.-J. Tarbes. Réal. S. Korber, avec A. Doutey, C. Harari, B. Kearns...
Troisième épisode : nouvelle tentative. Sylvestre est cette fois recruté comme « gouvernante » pour le jeune fils d'une femme P.-D. G.
22 h 30 **Histoires naturelles : la Fauconnerie.**
Émission d'E. Lalou, I. Barrère et J.-P. Fleury.
La fauconnerie, l'art de chasser avec un oiseau de proie, est issue des traditions les plus anciennes. Un reportage effectué en Alsace, où cette chasse est pratiquée encore par quelques initiés.
23 h 10 **Journal et Cinq jours en Bourse.**

A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal.**
12 h 05 **Jeu : l'Académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Ski, descente dames à Megève.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h **Aujourd'hui la vie.**
15 h **Série : Hawai police d'État.**
15 h 55 **Reprise : l'histoire en question : Affaire Nobile.**
(diffusé le 20 à 20 h 35).
17 h 55 **Itinéraires.**
De Sophie Richard.
Périsse le paysan (Mali). A vouloir toujours parler des mécanismes du sous-développement, on oublie parfois d'autres blocages dans les pays mêmes. Le film de M. Drachoussoy, réalisé avec Pierre Cros, évoque ces problèmes.
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Feuilleton : L'épingle noire.**
D'après le roman de D. Saint-Alban, réal. : M. Frydland.
La révolte est réprimée par Napoléon III. Les barricades tombent les unes après les autres. Ludovic est tué. De l'épique républicain.
21 h 35 **Apostrophes,**
magazine littéraire de B. Pivot.
L'émission est entièrement consacrée à Louis Aragon, le poète du « Roman inachevé » et de « les Yeux d'Elsa ».
22 h 55 **Journal.**
23 h 05 **Ciné-club**
(cycle fantastique) : Frankenstein, de James Whale.

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
Les amis de la terre.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
9 h 55 **Dessin animé.**
Il était une fois l'espace.
20 h **Les jeux de 20 heures.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (I.N.C.), anesthésie, un drame.**
20 h 35 **Le nouveau vendredi : Quand la T.V. s'éveille en Chine.**
Reportage de D. Pasche et Ch. Mottier.
Depuis quelques temps, sur les murs de Pékin, les slogans politiques ont cédé à la publicité. Symbole de ce grand bond en avant de la consommation, la télévision et bientôt la vidéo. Mais pour l'instant, la T.V. en Chine c'est une chaîne nationale et trente-huit chaînes locales.
21 h 30 **Contes et légendes : Diableries.**
Réal. M. Chevillot.
Les Brouches, sorciers et sorcières du Béarn et de la Soule, hanteraient certaines maisons : affaire à suivre.
22 h 30 **Journal.**
23 h **Prélude à la nuit.**
Danses n[os] 1 et 5 de l'opus 5 de E. Granados, par T. Llacuna au piano.

> *« Je reconnais qu'il y a quelque chose de comique à voir un bonhomme de télévision protester contre l'indépendance de celle-ci. »*
>
> (Pierre Dumayet, journaliste et producteur, dans les *Nouvelles littéraires* du 21 décembre 1982.)

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 21 h, *Le Gitan*, film de J. Giovanni.
- T.M.C., 20 h 35, *Devi*, film de A. Michel ; 22 h 05, Chrono : Magazine automobile.
- R.T.B., 21 h, *Renaldo et Clara* film de B. Dylan.
- *TÉLÉ* 2, 19 h 55, Théâtre : *la Facture*, de F. Dorin.
- T.S.R., 20 h 35, La chasse au trésor ; 21 h 35, Rock et belle oreilles.

SAMEDI 22 JANVIER

TF 1

9 h 45 **Vision plus.**
10 h 15 **Philatélie club.**
10 h 45 **La séquence du spectateur.**
11 h 15 **La maison de TF 1** (et à 13 h 35).
13 h **Journal.**
15 h 30 **Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau.**
A la recherche des civilisations perdues : Atlantide I, deuxième partie du document sur cette grande légende mystérieuse.
16 h 30 **Téléfilm : La voie Jackson.**
Réal. G. Herzog.
18 h **Trente millions d'amis.**
Les chiens de drogue ; Jean-Louis Hue pour son livre « le Chat dans tous ses états ».
18 h 30 **Magazine auto-moto.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : Dallas.**
J.R. tombe (enfin !) dans le piège tendu par Leslie Stewart, qui sait comment se retrouver à la tête de la compagnie Ewing. Passions sans chuchotements à Texas.
21 h 35 **Droit de réponse : Des goûts et des couleurs.**
Émission de Michel Polac.
22 h 50 **Etoiles et toiles : La peur au cinéma.**
Magazine de cinéma d'A. de Sédouy, Fr. Mitterrand et M. Jouando.
Numéro spécial sur le cinéma fantastique et d'épouvante. Claude Miller, John Boorman, Jacques Demy, Georges Franju parlent des mécanismes de la peur. Extraits de films.
23 h 30 **Journal.**

A 2

10 h 15 **A.N.T.I.O.P.E.**
11 h **Journal des sourds et des malentendants.**
11 h 30 **La vérité est au fond de la marmite.**
12 h **A nous deux.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Série : Drôles de dames.**
14 h 25 **Série : Ah ! Quelle famille.**
14 h 50 **Les jeux du stade.**
17 h **Récré A 2.**
17 h 50 **La course autour du monde.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Champs-Elysées.**
De M. Drucker.
Autour de Richard Clayderman, Eric Charden, Pierre Vassiliu...
21 h 50 **Série : Theodor Chindler.**
D'après le roman de B. von Brentano, réal. H.W. Geissendörfer, avec H.C. Blech, R. Fendel, K. Thalbach...
En huit épisodes, un chapitre de l'histoire allemande : la première guerre mondiale et les événements révolutionnaires de 1918 à travers les destins personnels d'une famille moyenne.
22 h 50 **Tennis : le Master's de New-York.**
23 h 30 **Journal.**

FR 3

12 h **Objectif entreprise.**
Emission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).
12 h 30 **Les pieds sur terre.**
Emission de la Mutualité sociale agricole : Le bon voisinage.
14 h 30 **Entrée libre.**
Emission du C.N.D.P.
Avec Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée ; 14 h 30 : Portraits d'I. Gitlis, E. Thomas ; 15 h 5 : Le métier d'architecte ; 15 h 25 : Coup de filet à Cabourg ; 16 h 25 : Les messages du Vulcain ; 16 h 45 : Revoir David, le portrait de Mme Récamier.
18 h 30 **Pour les jeunes.**
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Il était une fois l'espace.
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Téléfilm : Les affinités électives,**
de Claude Chabrol, d'après l'œuvre de Gœthe, adaptation R. Grenier, musique de P. Jansen, avec S. Audran, H. Griem, M. Degen...
Deux couples en présence. Le déchirement passionnel au carré. Des amours impossibles dans un château en fête. La mise en image de l'œuvre de Gœthe est toutefois décevante.
22 h 35 **Journal.**
23 h 5 **Musiclub.**
Georges Thill ou la voix du Bon Dieu.
(Lire notre sélection.)



PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 21 h, Show Roland Magdane ; 22 h, Ciné-club : *Charlie Bubbles*, film de A. Finney.
- T.M.C., 17 h 50, Mondiovision : Tennis, du Madison Square Garden de New-York : Tournoi des Maîtres.
- R.T.B., 20 h 30, *Mon beau légionnaire*, film de M. Feldman.

DIMANCHE 23 JANVIER

TF 1

9 h **Émission islamique.**
9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 30 **Orthodoxie.**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 ***Le jour du Seigneur.***
11 h **Messe célébrée en la paroisse catholique du Raincy (Seine-Saint-Denis), prédicateur : pasteur Jean Domon.**
12 h ***Téléfoot.***
13 h **Journal.**
13 h 20 **Série : Star Trek.**
14 h 30 **Sports Dimanche** (et à 16 h 10).
15 h 40 **Série : Arnold et Willy.**
17 h **Pour vous.**
18 h **Les animaux du monde.**
18 h 30 ***Jeu : J'ai un secret.***
19 h **Sept sur sept.**
Magazine d'actualités de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : le Crime de Pierre Lacaze.**
D'après le roman de J. Laborde, adapt. S. Ganzl, réal. Jean Delannoy, avec Roger Hanin, M.-F. Pisier, M. Creton, A. Falcon...
(Lire notre sélection.)
22 h 5 **Journal.**
22 h 10 **Tennis : Tournoi des Master's en direct de New-York.**

A 2

10 h **Gym Tonic.**
(Et à 10 h 45).
10 h 30 **Magazine du cheval.**
11 h 15 **Dimanche Martin.**
Entrez les artistes.
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Dimanche Martin (suite).**
Incroyable mais vrai ; 14 h 25, Série : L'homme qui tombe à pic ; 15 h 20, l'École des fans ; 15 h 55, les Voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.
17 h 5 **Série : la Traque.**
18 h **Dimanche magazine.**
19 h **Stade 2.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés.**
Chants d'Aragon : hommage au poète et romancier disparu.
21 h 40 **Série documentaire : Roule routier.**
Numéro 2 : Aux Etats-Unis, réal. D. Colonna.
(Lire notre sélection.)
22 h 35 **Documentaire : Désir des arts.**
De Cl. Hudelot et P. Collin. Réal. R. Ikhlef.
Sous le titre « Peinture d'histoire, peinture politique », une invitation à voir et à réfléchir sur « la Liberté guidant le peuple », d'Eugène Delacroix.
23 h **Journal.**

FR 3

10 h **Images de ...**
10 h 30 **Mosaïque.**
12 h **D'un soleil à l'autre.**
17 h **Feuilleton : Rocambole.**
18 h **Magazine de la photo : Flash 3.**
18 h 45 **L'Echo des bananes.**
19 h 40 **Spécial DOM-TOM.**
20 h **Série : Benny Hill.**
20 h 35 **Le choc des énergies : le temps des pionniers.**
Du dix-huitième siècle à 1925. Réal. M. de Givray.
Première émission d'une série de trois sur l'énergie : du charbon, qui a permis le décollage de l'industrie au dix-neuvième siècle, au pétrole. Illustrée par des documents de cinémathèque et et accompagnée d'entretiens avec différentes personnes.
21 h 35 **Aspects du court métrage français : le Péril rampant.**
De A. Yaccelini.
Pierre l'Embryon, étranglé par un automate mais sauvé par l'inspecteur Spencer, aux prises avec la redoutable bande du Serpent : curieuse histoire.
22 h **Journal.**
22 h 35 **Film (cinéma de minuit) : la Nuit du chasseur.** De Charles Laughton.
0 h 15 **Prélude à la nuit.**
Variations sur un thème de Paganini, de V. Lutoslawki, avec G. et B. Picavet.

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 21 h, Cycle Patrick Dewaere : *Plein sud*, film de L. Béraud.
- T.M.C., 20 h 50, Tennis : Tournoi des Maîtres à New-York.
- R.T.B., 21 h, Téléfilm : Trois morts à zéro, de J. Renard.
- *TÉLÉ* 2, 20 h 50, Tennis — Madison Square Garden : Tournoi des Maîtres.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 17 JANVIER

7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Bretagne et Corse).
8 h, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ;
8 h 50, Échec au hasard.
9 h 7, Les lundis de l'histoire.
10 h 45, Le texte et la marge : « Faubourg Antoine », de Jean Mistler.
11 h 2, Musique : l'Opéra d'Etat de Berlin.
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Musique : Tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons : Mexique.
14 h 5, Un livre, des voix : « La Mère intérieure », de Anne-Marie de Vilaine.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier. 15 h 30, Points cardinaux ; 16 h 30, rendez-vous ; 17 h, Roue libre.
17 h 32, Musique instantanée : Les musiques à la Maison des cultures du monde.
18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIIIe siècle.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Présence des arts : Le musée Felix Ziem à Martigues.
20 h, Carte blanche : L'Ombre de G.E. Clancier, par L. Siou.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Henri-Corneille Agrippa et la philosophie occulte.
22 h, Nuits magnétiques.

MARDI 18 JANVIER

7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Portugal et Beaujolais).
8 h, Les chemins de la connaissance : les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 8 h 50, la vallée aux loups.
9 h 7, La matinée des autres : l'image du bandit.
10 h 45, Etranger mon ami : Le chemin de Corinthe.
11 h 2, Musique : Le Oud dans les pays arabes (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : Mexique.
14 h 5, Un livre, des voix : « Pauvre Blanc », de Sh. Anderson.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIIIe siècle.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique.
20 h, Dialogues avec P. Salin et M. Aglieta, le système monétaire international est-il un facteur de la crise économique mondiale ?
22 h 30, Nuits magnétiques.

MERCREDI 19 JANVIER

7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (la Tunisie et la Lomagne).
8 h, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Rencontre auteur-lecteurs avec V. Therame.
11 h 2, La musique prend la parole.
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Journée Eroïca : autour de la troisième symphonie de Beethoven (et à 17 h 32 et 20 h).
14 h, Sons : Mexique.
14 h 5, Un livre, des voix : « Les quatre coins du monde », de J.-B. Baronian.
14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : Le service national aujourd'hui.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; à 15 h 45, Promenade ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIIIe siècle.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : L'imparfait du crime.
22 h 30, Nuits magnétiques.

JEUDI 20 JANVIER

7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (l'Inde et le Maine).
8 h, Les chemins de la connaissance : les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 8 h 50, la Vallée aux loups.
9 h 7, Matinée de la littérature.
10 h 45, Questions en zigzag... à C. Chabanis : la mort : une fin ou un commencement.
11 h 2, Musique : Elysée-musique (et à 13 h 30, 17 h 30).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : Mexique.
14 h 5, Un livre, des voix : La dernière croisière du dragon zéphir, de N. Spinrad.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : départementale à Boulogne-Billancourt ; 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : « les Bonnes Femmes du dix-huitième siècle. »
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la lèpre avec le professeur M. Gentilini.
20 h, Boabdil fondation, de S. Ganzi, d'après le roman de J. Floran avec S. Artel, N. Borgeaud, R. Coggio...
22 h 30, Nuits magnétiques.

VENDREDI 21 JANVIER

7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (le Tessin et les Ardennes).
8 h, Les chemins de la connaissance : les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge : « Les siècles et les jours », de Pierre Grimal.
11 h 2, Musique : Jean Barraqué (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : Mexique.
14 h 5, Un livre, des voix : Les pelotes de la grande porte, de F. Pohl.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire.
18 h 30, Feuilleton : les bonnes femmes du XVIIIe siècle.
19 h, Actualités magazine.
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : Soyouz, Saliout, les vaisseaux russes.
20 h, L'artiste, l'outil et l'expression. Avec C. Fossier, J. Frelant, J.-C. Romand.
21 h 30, Black and blue.
22 h 30, Nuits magnétiques.

SAMEDI 22 JANVIER

7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Suisse et Algérie).
8 h, Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Une année d'état de guerre en Pologne.
9 h 7, Matinée du monde contemporain.
10 h 45, Démarches, avec Michel Cabaud.
11 h 2, Portrait-sons : P. Mefano.
12 h 5, Le pont des arts.
14 h, Sons : Mexique.
14 h 5, Les samedis de France-culture : Indochine, 1961-1982.
16 h 20, Recherches et pensées contemporaines : Deux recherches d'avant-garde en Californie.
18 h, La deuxième guerre mondiale : La Méditerranée, 1939-1942.
19 h 10, Disques.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Communauté radiophonique de langue française : La bande dessinée, troisième art, par Radio-Canada.
20 h, Boabdil Fondation, de S. Ganzi, d'après le roman inédit de J. Floran ; Esquisses pour un portrait de J. Floran.
22 h, Ad-lib.
22 h 5, La fugue du samedi.

DIMANCHE 23 JANVIER

7 h 9, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux.
7 h 40, Chasseurs de son.
8 h, Orthodoxie.
8 h 30, Protestantisme.
9 h 10, Ecoute Israël.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste.
10 h, Messe, à la chapelle du couvent Saint-Dominique (Paris).
11 h, Varese désormais.
12 h 5, Allegro.
12 h 45, Webern maintenant.
14 h, Sons : Mexique.
14 h 5, La Comédie-Française.
16 h 5, Wagner, et puis après.
17 h 30 Rencontre avec... le trait d'union, lieu de vie pour toxicomanes.
18 h 30 Ma non troppo.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Albatros : Guerre à la guerre.
20 h 40, Atelier de création radiophonique : Musique des basses terres.
23 h, Wagner autrement.

RADIO FRANCE INTERNATIONALE

La Chaîne-Sud en direction de l'Afrique et de l'océan Indien peut être captée en France sur 49 mètres, 6175 Khz.

- *Spécial Bénin* le 17 janvier à 14 h 15.
- *Spécial Gabon* le 18 janvier à 14 h 15.
- *Magazine santé* le 19 janvier à 19 h 15 : Colette Bertoux organise un débat sur l'onchocercose (ou cécité des rivières) avec les professeurs Larivière de la faculté de médecine de Paris, Philippon et Mouchet de l'ORSTOM.
- *« Canal tropical »*, l'émission de Gilles et Michelle, tous les jours à 17 heures, sur les musiques africaines et des Caraïbes.

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 17 JANVIER

6 h 2, Musique légère de Radio-France : Œuvres de Kelkel, Joly, Durand ;
6 h 30, Musique du matin : œuvres de Villa-Lobos, Berlioz, Grieg, Wieniawsky ;
8 h 7, Le « Bougolama de 8-9 » ;
9 h 5, Le matin des musiciens : De Saint-Pétersbourg à Leningrad ; Les Migrants ; œuvres de Prokofiev, Glazounov, Berlioz, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaïkovski, Rachmaninov ;
12 h, Chasseurs de son stéréo.
12 h 35, Jazz : Jackie Mc Lean : de Miles à Ornette ;
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Spohr, Thomas, Glück, J.-S. Bach, Chopin, Godefroid, Fauré, Glinka, par M. Pigeon Saint-Bonnet, harpe, H. de Villele, flûte ;
14 h 4, Musiciens à l'œuvre ; Aspects de la musique américaine ; œuvres de Brant, Cowell, Carter, Crumb, Rieger, Foss, Schuller, Cage, Glass, Ruggles, Sessions.
17 h 5, Repères contemporains ;
17 h 30, Les intégrales : La musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30, Studio concert : (en direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) Musiques traditionnelles : récital de guitare flamenca.
19 h 38, Jazz.
20 h, Les muses en dialogue.
20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) ; œuvres de Philidor, Scheidt, Decoust, Pezel, Chostakovitch, Delerue ; par le Quintette de cuivres de l'Orchestre national de France.
22 h, La nuit sur France-Musique ; Musique de nuit ; 23 h 5, Aspects de la musique française.

MARDI 18 JANVIER

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Revueltas, Debussy, Giuliani, Wieniawski, J. Brahms ; Borodine, Nepomuceno, Salieri.
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Pétersbourg à Leningrad ; œuvres de Moussorgsky, Prokofiev, Chostakovitch, Mossolov, Medtner, Shebalin, Tchaïkovski.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz : Jackie Mc Lean ; de Miles à Ornette.
13 h, Opérette : « Il Signor Bruschino » de Rossini.
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Barber, Heinrich, Gottschalk, Dowell, Foote.
17 h 5, Repères contemporains : Les opéras d'aujourd'hui.
17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) : œuvres de Dillon, Arrigo, Bon, Celerean, Lutoslawski, Ives, par l'ensemble 2 E 2 M.
19 h 38, Jazz.
20 h, Premières loges : L. Bori, soprano ; œuvres de Verdi, Gounod, Puccini.
20 h 30, Concert : Musiques traditionnelles, (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 16 février 1982), « L'incroyable et longue histoire d'un tambour et sa mémoire », M. Saint-Pierre, percussions.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; Jazz-Club (en direct du Studio 106), le groupe BAKEA.

MERCREDI 19 JANVIER

6 h 2, Musiques pittoresques et légères ; œuvres de Mozart, Christiani, Hornez, Betti, Bolling, Praetorius, J. Brahms.
6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Hérold, Paganini, Gounod, Moniusko, Beethoven, Saint-Saëns.
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Pétersbourg à Leningrad ; œuvres de Mozart, Bruckner, Hindemith.
12 h, L'amateur de musique.
12 h 35, Jazz : Jackie Mc Lean de Miles à Ornette.
13 h, Jeunes solistes (en direct du studio 119) : œuvres de Mozart, Haydn, Beethoven, Wolf, Schumann ; par A. Fischer, chant, S. Cyferstein, piano.
14 h 4, Microcosmos.
17 h 5, Repères contemporains : les opéras d'aujourd'hui.
17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30, Studio-Concert : (En direct du Théâtre du Ranelagh à Paris). Œuvres de Saint-Saëns, Rachmaninov, par A. Lamasse, violoncelle, D. Hovora, piano.
19 h 38, Jazz : Où jouent-ils ?
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert ; Perspectives du XXe siècle ; œuvres de Serocki, Baird, Rezwsky, Dufourt, Foulland, Stockhausen, Israelian, Mansourian ; par l'Ensemble 2 E 2 M, dir. A. Dubois.
23 h, La nuit sur France-Musique : Le club des archives (cycle Fritz Busch).

JEUDI 20 JANVIER

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Bizet, Paganini, Borne, Granados, Ravel, Haendel, Rimski-Korsakov, Debussy, Moussorgsky.
8 h 7, Le Bougolama de 8-9.
9 h 5, L'oreille en colimaçon ; les percussions.
9 h 20, Le matin des musiciens : De Saint-Pétersbourg à Leningrad.
12 h, Le royaume de la musique.
12 h 35, Jazz : Jackie McLean de Miles à Ornette.
13 h, Musique légère : œuvres de Roger-Roger, Gomez, Loewe, Gabaye, Ibert, Gershwin.
14 h 4, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Ives, Cowell, Partch, Gershwin, Antheil, Cage, Harrison, Subotnick, Bolcom, Monk.
17 h 5, Repères contemporains ; Les opéras d'aujourd'hui.
17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30, Studio Concert ; (en direct du studio 106), jazz.
19 h 38, Jazz : le bloc-notes.
20 h, Actualité lyrique.
20 h 30, Concert : (en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie no 7 » de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; Dir. H. Soudant ; Sol. J. Suk, violon.
22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h, Studio de recherche radiophonique ; 0 h 5, Nocturnes.

VENDREDI 21 JANVIER

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Guerrero, Poulenc, R. Strauss, Chopin, Verdi, J.-S. Bach, Glazounov.
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Pétersbourg à Léningrad.
12 h, Equivalences : œuvres de J.-S. Bach.
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h, Jeunes solistes : (en direct du studio 119), œuvres de Schiffelholtz, Stravinsky, Brouwer, Beethoven, Sor, Castelnuevo-Tedesco, Daniel-Lesur. ;
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée ;
15 h, Musiciens à l'œuvre ; Aspects de la musique américaine ; œuvres de Budd, Lentz, Nancarrow, Reich, Anderson, Rosenboom, Adams ;
17 h 5, L'histoire de la musique ; Atmosphère musicale de l'Angleterre élisabéthaine.
18 h 30, Studio-Concert : (en direct du studio 106), œuvres de Purcell, Gibbons, Haendel, Bull, par l'Ensemble Les ombres errantes ;
19 h 38, Jazz ; Le clavier bien rythmé.
20 h, Concert (en direct de Stuttgart) : « la Femme sans ombre », de R. Strauss ; « Concerto pour piano et orchestre no 3 », de Rachmaninov ; « Symphonie no 5 » de Clanzounov, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart ; dir. W. Weller ; sol. Y. Bronfman, piano ;
22 h 15, La nuit sur France-Musique ; Les mots de Françoise Xenakis ; 23 h 5, Ecrans ; Portrait de H. Mancini ; 0 h 5, musiques traditionnelles.

SAMEDI 22 JANVIER

Journée décentralisée avec les radios locales et régionales de Radio-France

6 h, Samedi-matin : Œuvres de J.-S. Bach, Rimsky-Korsakov, Dvorak, Schumann, Elgar, Cage, Ravel.
17 h, Concert (en direct de Cannes).
20 h 30, Concert (en direct de Cannes) : « Sinis coronet pour piano et orchestre », de Mieranu ; « Concerto pour piano et orchestre no 1 », de Beethoven ; « Appalachian Spring », de Copland. Par l'orchestre Cannes - Provence - Côte-d'Azur ; direct. P. Bender ; sol. M. Levinas, piano.

DIMANCHE 23 JANVIER

0 h, La nuit des griots.
6 h 2, Concert promenade : œuvres de Senaille, Dvorak, Popper, Marcello, Tchaïkovski, Luigini, J. Strauss, Ziehrer, Kosanek, Sandaner, Cannio, Minkus, Offenbach, Lanner, Eysler.
8 h 2, Cantate ; Intégrale des Cantates de J.-S. Bach.
9 h 10, Hors commerce.
11 h, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris), œuvres de Quantz, Teleman, C.P.E. Bach, avec A. Marion, M. Stilz, J.-L. Gil.
12 h 5, Magazine international.
14 h 4, D'une oreille l'autre ; œuvres de Mozart, Haydn, de Falla, Stravinsky, Ligeti, Beethoven, Ravel.
17 h, Comment l'entendez-vous ? par A. Boucourechliev. Œuvres de Monteverdi, Stravinski, Debussy, Webern.
19 h, Jazz vivant.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert : « Tantum ergo », « Intende voci », « Messe en mi bémol », de Schubert, par les chœurs et orchestre symphonique de l'O.R.F., dir. P. Schreier ; chef des chœurs : G. Preinfalk.

A écouter

Le « moi profond » de Martin Saint-Pierre

Murmures, sifflements, claquements, tapotements, crissements, silence. Rythmes... Depuis le temps qu'il vit avec son tambour, à chercher sous ses doigts les sons les plus rares, les plus inouïs, depuis le temps qu'il fait et refait, à l'envers et à l'endroit, le chemin qui mène de l'Afrique à l'Amérique, en passant par Cuba — où il a participé récemment aux rites initiatiques de la Santeria, — Martin Saint-Pierre, percussionniste argentin, a acquis une science, une maîtrise, qui parfois coupent le souffle. Ce virtuose revisite les grands mythes, les paysages, les continents, à sa manière, passionnelle, dominatrice, concentrée, impulsive et scientifique à la fois.

Comme beaucoup d'Africains, Martin Saint-Pierre considère que *« le tambour, c'est l'homme ou son prolongement »*. C'est son double visible et sonore. Tous ceux qui ont assisté au concert « L'incroyable et longue histoire d'un tambour et de sa mémoire » — donné le 16 février dernier au Grand Auditorium de Radio-France, et organisé par le secteur des musiques traditionnelles de Radio-France, dirigé par Pierre Toureille — ont gardé le sentiment fulgurant d'avoir vu jaillir son « moi profond » : vision étrange et quasi magique, au milieu de la flamme douce des bougies. France-Musique, en diffusant ce concert, nous donne l'occasion de refaire le voyage.

CATHERINE HUMBLOT.

(*) « L'incroyable et longue histoire d'un tambour et de sa mémoire », France-Musique, mardi 18 janvier, 20 h 30.

« Golems » et psychothérapie familiale en Californie

Dans la série « Recherches et pensées contemporaines », Guitta Pessis Pasternak propose une réflexion sur deux recherches d'avant-garde en Californie. La première, *« l'intelligence artificielle aujourd'hui à l'université Stanford »*, pose les enjeux politico-économiques de l'informatique, de la télématique, de la robotique, mots barbares qui couvrent des techniques qui feront bientôt partie de notre vie quotidienne, mais dont l'issue n'est pas encore déterminée. Deviendrons-nous une société automatisée/atomisée, servie/asservie par des « golems » perfectionnés communiquant par des codes linéaires ? Ou saurons-nous concevoir des « robots pensants » capables de *s'autoréviser* ? Questions proches de la science-fiction, sur lesquelles travaillent deux chercheurs de l'université américaine, le professeur Fernando Flores, philosophe, ancien ministre de l'économie d'Allende au Chili, et le professeur Terry Winograd, mathématicien et informaticien au départemen de la science informatique.

La deuxième partie de l'émission traite de la nouvelle approche psychothérapique de l'école de Palo-Alto, avec Paul Watzlawick, l'un des fameux psychologues du Mental Research Institute, centre qui applique les recherches avant-gardistes en communication et en cybernétique à la psychothérapie familiale.

(*) « Deux recherches d'avant-garde en Californie », France-Culture, samedi 22 janvier, 16 h 20 et 17 h 55.

Radios locales

● **Enfants de Lyon**, passez en direct sur l'antenne dans l'émission « Le jardin secret ».
* Tous les mercredis, de 9 h 30 à 12 h, sur Radio Happy, 101,5 Mhz.

● **Avis aux amateurs parisiens**, Jean Dutourd parlera de son livre « Henri ou l'éducation nationale », pendant l'émission « Imprimé en France ».
* Le 17 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30, sur Radio Express, 100,85 Mhz.

● **Surprise africaine à Massy-Palaiseau** pour un festival de mélodies francophones.
* Le 21 janvier, à 21 h, sur Radio Massy-Pal., 102,5 Mhz.

● **La B.D. à Lyon** : le dessinateur Dubouillon recevra des personnalités du « 9e art » pour l'émission « Gribouillons ».
* Le 18 janvier, à 19 h, sur Radio Ciel, FM 99, 99,2 Mhz.

● **Parisiens, gardez votre souffle**, pour suivre les deux cents épisodes des aventures rocambolesques de Toto, Lulu et Fleurdepo.
* Tous les dimanches, à 15 h, sur Radio Ivre, FM 88, 8 Mhz.

● **Villejuif fait des haltères** avec Pierre Fulla, journaliste sportif d'Antenne 2, André Corret, président de la Fédération d'haltérophilie, et Paterny, ex-champion du monde.
* Le 17 janvier, à 19 h 20, sur Radio Soleil, 99 Mhz

● **Au diapason sur la tour Eiffel.** Musique classique en liberté et pour tous les goûts.
* A 21 h 30, sur Radio Diapason Tour Eiffel, 101,5 Mhz.

● **Bernard Guetta**, correspondant du *Monde* à Varsovie, vous fera revivre la nuit du 12 au 13 décembre 1981 en Pologne.
* Le 23 janvier, à 17 h, sur Radio Cité 96, 96 Mhz.

● **Radio T.S.F., à Paris**, change de fréquence : elle passe sur 93 Mhz (chaque jour, de 6 h à 23 h, et le week-end, de 8 h à 21 h).

Stations nationales

France-Inter

● **Insolence.** La télévision à la radio, la radio sur la télévision, humour, humeur : Philippe Meyer, Michel Gravrand et Gérard Lefort conjuguent leur insolence pour une émission acide et plutôt revigorante sur le petit écran. (Télescopage, chaque samedi, de 13 h 30 à 14 heures.)

● **Les jours avec.** Après la gymnastique « aérobique », le « biorythme ». Le vent souffle décidément des Etats-Unis ! France-Inter lance une nouvelle émission en ce début du mois de janvier. Christian Debois-Froge va nous parler chaque matin à l'aube des jours « avec » et des jours « sans » (de quoi se lever tôt !), des jours où l'on ferait mieux de rester au lit et de ceux où l'on peut conquérir le monde. C'est une question de « biorythme », paraît-il. *« Cela se calcule et c'est mieux que l'horoscope »*, dit Christian Debois-Froge, qui établira en direct le biorythme de trois auditeurs et propose en plus un jeu-énigme (qui rapportera 500 francs au gagnant) et quelques secrets de mise en forme (biorythmes, du lundi au vendredi, de 4 h 30 à 6 heures).

Radio Monte-Carlo

● **Les dessous.** Autour de Pierre Dumayet et de sa fameuse pipe, trois complices — mais non complaisants — Roger Colombani, Claude Angeli et Jean Schmitt, nous révèlent chaque semaine les dessous des « affaires », dont ils se réservent, *actualité oblige, la surprise* (*« faits divers... Vous avez dit faits divers ? »*, chaque samedi, de 12 heures à 12 h 45).

Europe 1

● **Mousquetaires.** Duel ou escarmouche ? Les deux mousquetaires, en tout cas, ne manquent pas de panache. Rien de tel pour enflammer leur passion et déchaîner leur verve. Ils s'animent, s'enthousiasment et ne sont pas d'accord. L'un en bafouille parfois, l'autre joue de sa voix comme d'un instrument. Les propos sont sérieux, les thèmes portent les noms terribles d'inflation ou de municipales... On finit par sourire, sans trop savoir comment, on leur en sait gré car ils ont du talent (face-à-face, Alain Duhamel et Jean-François Kahn, chaque dimanche, 9 h 15).

Assises en Aquitaine : les partenaires de la régionalisation

Comment les habitants de la région aquitaine vont-ils utiliser les nouveaux outils audiovisuels de communication mis à leur disposition ? Comment vont-ils profiter des libertés instaurées dans ce domaine par la loi sur la communication audiovisuelle ? Les *premières assises de l'audiovisuel* et de la communication se tenaient les 6 et 7 décembre dans un village des Landes, Hagetmau, pour déterminer des axes d'action afin que les usagers ne subissent pas les nouvelles technologies mais y insufflent leur dynamisme.

Le centre régional d'éducation populaire et d'action culturelle (CREPAC) *travaille, depuis* plusieurs mois, à l'élaboration d'un document qui présentera au conseil régional des propositions concrètes d'opérations visant à ne pas laisser kidnapper un service public. Pour cela, avant les Assises, la Ligue de l'enseignement, qui fédère deux mille neuf cents associations dans le Sud-Ouest, avait instauré une université *d'été à Lacanau (Gironde)* consacrée à la formation de créateurs en ciné-photo-radio-télé-informatique, un festival de la création audiovisuelle non professionnelle à Sarlat (Dordogne), une opération « Cinéma chez nous » en Lot-et-Garonne, une rencontre d'expression occitane à Orthez (Pyrénées-Atlantiques). Enfin, à Pau, en novembre dernier, un colloque confrontait les responsables associatifs aux représenRantsdes ministères de la communication, de la culture et du temps libre sur le thème « décentralisation et communication sociale locale ».

Un champ d'expérimentation

Il est rare qu'un mouvement d'éducation populaire se mobilise avec une telle constance sur le *terrain de l'audiovisuel mais il* faut souligner que depuis quelques années, l'Aquitaine semble, en ce domaine, un champ d'expérimentation privilégié. C'est d'abord la câblage de Biarritz en fibres optiques : dès la mi-83, ce *réseau, véritable vitrine* technologique, permettra d'offrir à quinze cents abonnés des dizaines de services allant du visiophone à la consultation de banques de données. Mais c'est aussi la télématique : en octobre dernier, le quotidien *Sud-Ouest* et G. Cam, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, ont lancé Télésud, un centre serveur régional émettant vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ses services intéressent aussi bien l'éducation *nationale*, l'*action sanitaire* que les exploitants agricoles ou les municipalités. Onze programmes au total qui peuvent être consultés à partir d'un millier de terminaux Minitel. Ce nombre de terminaux augmentera d'ici *1985* avec l'arrivée des annuaires électroniques, une décision prise en juillet dernier par le conseil régional.

A Pau, c'est le système Antiope qui permet à trois cents agriculteurs de consulter le magazine *Téléchamps (le Monde dimanche* du 15 février 1981). Enfin, l'Aquitaine sera l'une des trois premières régions à disposer d'une société régionale de télévision dont les moyens devront permettre une véritable autonomie de production. FR 3 a voulu en donner un avant-goût en déplaçant aux Assises de l'audiovisuel une équipe de vingt personnes pour réaliser son journal télévisé en direct.

Entre le public et le privé

L'ensemble de ces initiatives représente un véritable défi aux mouvements associatifs non seulement parce qu'il déplace leur champ d'action social et culturel mais aussi parce qu'il introduit un changement d'échelle économique sensible. *« Nous nous sommes déjà investis dans la diffusion du cinéma en milieu rural*, explique Marcel Desvergnes, directeur du CREPAC, *et également dans la diffusion vidéo avec Réseau-Sud. Nous sommes prêts aujourd'hui à constituer une société de programmes sur le câble. Mais pour faire face à de tels enjeux, il faut trouver des partenaires. Les alliances se feront-elles avec le secteur privé, très dynamique ici ou avec le service public auquel nous restons très attachés ? »*

La réponse est venue de Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, rapporteur de la loi sur la communication audiovisuelle : *« La floraison des radios locales — 700 en France, 60 en Aquitaine — montre que l'initiative privée s'impose quand le service public ne satisfait plus le consommateur. La société régionale de télévision peut devenir un pôle d'attraction si elle sait s'ouvrir à tous les partenaires locaux, le mouvement associatif comme les chambres de commerce et d'industrie ou d'agriculture. C'est par cette ouverture que passe le développement de l'identité régionale. »*

La direction de FR 3 n'est pas insensible à ces arguments et elle multiplie, depuis quelques mois, les contacts avec le CREPAC. Mais l'objectif prioritaire de la Ligue de l'enseignement sur la région reste la formation, seul moyen de dépasser la contradiction entre l'amateurisme des pratiques associatives et le niveau de qualité professionnelle requis par les médias audiovisuels. Les assises régionales ont permis de mettre sur pied un collectif de formation regroupant le CREPAC, FR 3, les universités de Bordeaux et de Pau et la direction régionale du temps libre. *« Tous les ministères ont des lignes budgétaires audiovisuelles*, affirme Bernard Schreiner. *Nous avons trois ans pour réunir tous les partenaires régionaux et leur dire : à vous de jouer. »*

PATRICIA GANDIN.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Cours de chimie

Régie cassette vidéo (R.C.V.) poursuit avec un certain courage sa tentative de créer un pôle d'édition et de distribution pour des programmes vidéo « institutionnels ». Après une première cassette sur la vie municipale et des documents de formation sur la communication, la formation continue et la sécurité du travail, R.C.V. se tourne vers un programme de formation très technique avec un cours de chimie en onze cassettes.

Ce cours s'adresse en priorité aux entreprises et aux laboratoires, mais il peut être aussi utilisé par des établissements d'enseignement. La rigueur scientifique du contenu est au-dessus de tout soupçon puisque le cours a été produit par la firme allemande Bayer A.G. pour ses besoins de formation interne. Sans doute est-ce à cette conception germanique qu'on doit une certaine lourdeur didactique, mais aussi une grande efficacité. On n'a pas lésiné sur les expériences filmées ni sur les schémas animés.

Quatre vidéocassettes sont déjà disponibles : *la structure moléculaire de la matière ; les mélanges et leur séparation mécanique ; la séparation thermique ; la séparation par cristallisation, dissolution et sublimation.* Chaque cassette se compose de cinq à sept parties distinctes et est accompagnée d'une brochure explicative très détaillée.

★ *Collection chimie*, R.C.V. formation. Édité et distribué par R.C.V. département institutionnel : 255, rue Gallieni, 92100 Boulogne-Billancourt (tél. 605-76-80).

Les Beatles

Un petit film en forme de collage surréaliste sur la carrière des Beatles sépare deux concerts, filmés l'un au Budokan Hall de Tokyo en 1966 et l'autre au Shea Stadium de New-York en 1965. La force de l'image vient ici du contraste entre la transe hystérique de ces foules immenses et l'extrême sobriété de nos quatre compères sur scène. Quant à la musique (*Help, Hey Jude, Rock'n roll music* etc.), elle démontre une fois de plus que la poésie n'a rien à voir avec la puissance des décibels ou l'abondance des synthétiseurs. Une cassette drôle, furieusement vivante avec un rien de nostalgie.

★ *Les Beatles*, 95 mn. Édité par Cinéthèque et distribué par G.C.R. et la Sodis.

FILMS

Pour les enfants

Gédéon, dessin animé de Michel Ocelot. Edité et distribué par R.C.V.

Il était une fois l'homme (épisodes 11 et 12). Série télévisée d'Alabert Barillé diffusé sur FR 3. Edité et distribué par R.C.V.

Le Magicien d'Oz. Dessin animé de Fumihiko Takayama. Édité par Adès, collection Lanterne magique et distribué par 3 M.

Familia. Un programme de deux heures, composé de dessins animés et d'un film d'aventures. Edité par Vidéo moderne et distribué par Vidéologis.

Prune des bois, de Marc Lobet sur une musique de Pierre Perret. Edité et distribué par V.P.E.

Les Fables de La Fontaine. Dessin animé de Georges de la Gandière. Deux vidéocassettes *éditées et distribuées par* V.P.E.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

PRATIQUES

VIDÉO

Télérama prépare un magazine

On n'en est encore qu'au tour*nage du numéro zéro mais on sait* déjà que ce vidéomagazine s'appelera *Entracte* et qu'il traitera avec humour, insolence et parti-pris du cinéma, du théâtre, de la mode et bien entendu de la vidéo. Le projet est ambitieux puisque *Télérama* espère vendre cent mille cassettes au prix de la cassette vierge. *Pour* y parvenir, les quatre-vingts minutes de programme seront complétées par dix minutes de publicité.

Autour de son berceau, le vidéomagazine *Entracte* ne manque *pas de bonnes fées. Tout d'abord* l'équipe rédactionnelle de *Télérama*, qui y exercera son talent critique. Pour l'image, c'est Hervé Nisic et *Média Marketing International* qui peaufinent une misef en page électronique *résolument* moderne. Et pour couronner le tout, Havas pourrait s'occuper de la régie publicitaire et de la promotion du produit.

Télé *Libération*

Le quotidien *Libération* se met lui aussi à la vidéo. Nicéphore productions, l'un des meilleurs groupes vidéo indépendants, va réaliser en liaison avec les journalistes du quotidien parisien des enquêtes ou des portraits sur les personnalités culturelles, le sport ou les phénomènes de société. Ces produits seront ensuite vendus aux chaînes de télévision et peut-être, par la suite, édités en vidéocassettes. Deux sujets sont déjà en cours de tournage.

J.-F. L.

HIFI

La Rolls Royce des platines à cassette

Avec la platine 1000 ZXL, Nakamichi a hissé la très populaire cassette inventée par Philips sur des sommets de la qualité et de la *sophistication. Jamais on n'avait* tiré autant d'un support magnétique aussi limité par nature. La machine apparaît très impression*nante dès l'abord, mais la* multiplication des commandes et des réglages en façade cache la présence d'un microprocesseur puissant qui vient assister l'utilisateur dans toutes ses interventions. Le système de lecture-enregistrement ne comprend pas moins de trois têtes magnétiques installées sur un système de réglage automatique d'azimut (orientation des têtes par rapport à la bande). Le transport de la bande est assuré par trois moteurs indépendants, dont un entraîne le cabestan, *sur ordres d'un capteur* électronique.

Bien entendu, ce matériel s'adapte à tous les types de bandes existantes grâce au microprocesseur qui étalonne automatiquement le système. Ce mini cer*veau intervient* aussi dans la mémorisation des réglages d'égaliseur de fréquence et dans la recherche de séquences. Les niveaux *d'entrée et de sortie sont réglables* séparément et par canal, et il est possible de mélanger une source stéréophonique avec un signal provenant *d'un microphone. Ce sommet* de la gamme Nakamichi (une douzaine de modèles, tous tès performants) est accessible pour un peu moins de *18 000 F et la version* « luxe », façade plaquée or et coffret de bois de rose, pour 33 000 F environ. Le prix de la perfection !

PH. P.

PHOTO

Flashes confortables

Parmi les nouveaux flasches électronique à usage d'amateur, trois modèles *retiennent l'attention*, les Metz 36Ct 2, National PE 3875 et Osram VS 300 Studio. Première qualité de ces lampes : leur *nombre-guide est au moins* égal à 30 pour des fils de 100/21°ISO, ce qui donne un grang confort d'utilisation, que le film soit peu sensible (comme de Kodachrome 25ou L'Agfa*chrome 50) ou que la torche soit* utilisée en éclairage indirect. La seconde qualité de ces appareils, précisément, c'est de permettre facilement cet éclairage indirect grâce à un réflecteur orientale (il peut être dirigé vers le plafond d'un appartement ouvers un écran blanc disposé contre un mur). Cette technique est particulièrement recommandée pour assurer *un éclairage doux et pour obtenir* une lumière relativement homogène du premier au dernier plan.

Les trois flasches permettent aussi l'exposition automatique grâce à la présence d'une cellule et d'un micro-calculateur. Ils peuvent être couplés à la plupart des appareils reflex actuels. L'automatisme est débrayable pour permettre un réglage manuel du diaphrame de l'objectif, ce qui est indispensable avec les sujets difficiles (absence de fond extérieur, fond trop sombre, personnages disposés en profondeur à des distances différentes de l'appareil, photos rapprochées de détails etc.).

Les caractéristiques particulières de ces flasches sont les suivantes :

les caractéristiques particulières de ces flasches sont les suivante :

— Metz 36 CT 2 : nombre-guide de 36, largeur variable du faisceau formé par le réflecteur (pour couvrir le champ des objectifs de 28 à 100 mm de focale), automatisme pour cinq diaphragmes.

— National PE 387 S : nombre-guide de 38, affichage alphanumérique des paramètres en service, faisceau à angle de champ variable, cinq automatismes d'exposition, plusieurs puissances d'utilisation.

—Osram VS 300 Studio : nombre-guide de 30, faisceau à angle de champ variable, automatisme d'exposition pour trois diaphramgmes et dispositif économisant l'énergie (un thyristor coupe l'alimentation dès que sujet a reçu suffisamment de lumière).

ROGER BELLONE.



Classique

LE « STABAT MATER » DE HAYDN

par Michel Corboz

Curieuse œuvre que le *Stabat Mater* de Haydn. On ne pouvait certes penser qu'il serait bouleversé par la mort du maître de chapelle des Esterhazy, qui allait lui permettre en 1767, à trente-cinq ans, de monter en grade... Et, de fait, il ne l'est pas.

Mais c'était une belle occasion de *déployer son talent de musicien* sacré aux oreilles de toute la cour, et il ne manque pas de le faire dans cette fresque d'une superbe écriture. On est au concert spirituel, dans la bonne société, et les excès préromantiques seraient mal vus ; tout juste quelques sanglots dans le chœur initial sur *Lacrimosa*, un chœur véhément et indigné (« *Qui ne pleurerait en voyant la mère du Christ ?* ») et un *Flammis orci* qui va comme le vent pour échapper aux flammes de l'enfer et donner un instant la chair de poule à l'auditeur. Un peu de chant italien et de belles vocalises détendront l'atmosphère, comme dans le *Fac me cruce* où le ténor demande avec tant de bonnes volonté à être *« enivré de la croix et du sang du Christ »*.

Tout au long, c'est ainsi le reflet d'une religion assez quiétiste, consolante, d'une douleur décente quasi gluckiste, souvent *lumineuse comme du Haendel*, où la crainte devant la mort et son mystère *(Quando corpus)* se dénoue en doux espoir à la pensée du Paradis qu'une fugue irrésistible rend déjà présent.

Le lyrisme, la tendresse, l'élan de Michel Corboz, en connivence « amoureuse » avec son Ensemble de Lausanne, trouvent leur meilleur emploi dans cette œuvre, peinte aux couleurs idéales de Raphaël par de merveilleux solistes : Sheila Armstrong, Anne Murray, Martin Hill et Philippe Huttenlocher (Erato, NUM 75025).

JACQUES LONCHAMPT.

MOTETS ET ARIAS CHANTÉS

par Henri Ledroit

Au gré d'un itinéraire passion*nant dans l'évolution de la monodie* d'église, un disque de « Motets et arias à voix seule du dix-septième siècle » apporte la révélation du très grand talent d'Henri Ledroit, haute-contre qui, après avoir été à l'école des contre-ténors anglais, a su trouver un registre très personnel, marié à un style vocal admirablement approprié à l'expressivité de ces textes latins, tous empruntés — à part les deux *Concerts spirituels* de Schütz — à la liturgie *catholique*.

Il faut d'ailleurs relever, au niveau des œuvres (qui appartiennent toutes au genre de l'air pour voix *solo*), un heureux dramatisme qui sert au mieux la théâtralité naturelle du chanteur. L'auditeur se trouve plongé ici au cœur de la dialectique baroque, avec cette extraordinaire union du sacré et du profane qui caractérise à l'époque les rapports de la musique et de la religion. C'est le principal apport du *stile nuovo* qui fait alors passer un souffle de passion et de vie sur le dialogue *de l'âme et de Dieu*. En fait, l'opéra naissant pèse de tout son poids sur les pages marquées tant par le *récitatif* intense du jeune drame lyrique que par l'élan virtuose d'un chant libéré des contraintes de l'écriture contrapuntique *(O dulce nomen* de Grandi).

De ces traits novateurs qui vont dicter leur conduite à des générations d'interprètes, l'approche d'Henri Ledroit rend parfaitement compte et nous fait *découvrir, entre autres, les rares* beautés des motets du Liégeois Hodemont, tout à fait dignes d'être comparés, quant au poids d'émotion des mots, aux *Concerts* de Schütz, son contemporain. Dernier atout : cet enregistrement est superbement animé, sous l'angle instrumental, par les cordes d'époque et l'organo du legno (petit orgue positif en bois) du *Ricercar Consort* (Ricercar, RIC 013).

ROGER TELLART.

« ORPHÉE ET EURYDICE » DE GLUCK

par Riccardo Muti

Voici un Orphée qui risque de pâtir des hasards de la chronologie. Venant si peu de temps après la version de René Jacobs et Sigiswald Kuijken, *il semble faire fi de leur révolution* musicologique, en demeurant fermement cantonné dans cette vision romantique de Gluck que Berlioz a imposée. Venant tout de suite après la bouleversante interprétation de Dame Janet Baker, il place Agnès Baltsa dans une situation de concurrence rude.

Oublions donc un temps toute comparaison pour saluer d'abord la majestueuse construction que dresse Riccardo Muti, italianissime dans son parti pris théâtral, toute de reliefs et de couleurs et d'un tragique certes plus proche du pathos grandiose du dix-neuvième siècle que de l'hiératisme sobre de Gluck, mais sincèrement prenant. Saluons aussi Agnès Baltsa d'avoir osé affronter un héritage qui est devenu un mythe (Kathleen Ferrier, Maureen Forrester) et de ne le pas trahir. Qu'elle ne fasse oublier personne est chose certaine. Qu'elle ne renverse pas la révolution de René Jacobs *est chose non moins sûre.* Mais que, dans cette option, avec ses moyens et grâce à une indéniable personnalité lyrique, elle égale la légende, c'est chose faite. Avec aussi Margaret Marshall, Edita Gruberova, les Ambrosian Singers et l'Orchestre Philharmonia (2 d. EMI, 167-43.26617 : offre spéciale).

ALAIN ARNAUD.

« LE BARBIER DE SÉVILLE »

par Riccardo Chailly

D'abord un chef, présent dès les premières mesures de l'ouverture, chef d'orchestre connaissant le secret des couleurs et des rythmes ; de l'équilibre des masses et des détails ; chef d'opéra *aussi*, sachant l'importance de la tension dramatique, de la découpe des scènes et des *effets* de contraste. Ensuite des interprètes choisis dans le Gotha du chant belcantiste actuel : Samuel Ramey, superbe basse-bouffe de cette nouvelle école américaine riche en talents, dont on ne sait si la qualité du timbre l'emporte chez lui sur la précision du style ou sur l'évidence de la personnalité ; Leo Nucci, pleinement dans son emploi ici, même s'il ne fait oublier personne, tout simplement parce que l'histoire du rôle de Figaro est trop chargée d'histoire pour qu'on y oublie quiconque ; Marilyn Horne enfin, dont Rosine n'est sans doute pas le meilleur rôle rossinien, mais qui, une fois de plus, est étourdissante de verve et d'abattage, malgré ses outrances coutumières et quelques erreurs (dont ces ornements du registre grave, qui correspondent à ses moyens plus qu'au personnage de Rosine, musicalement plus léger).

Quel dommage dès lors qu'on ait retenu, pour Almaviva, un ténor (Paolo Barbacini) dont l'insuffisance vocale, technique et *stylistique réussit* presque à déparer un enregistrement qui offre tant d'aspects remarquables ? Avec l'orchestre et les chœurs de la Scala de Milan (3 disques CBS, 37.862).

A. A.

TROIS ŒUVRES de François-Bernard Mâche

Le groupe de Recherches Musicales, dont il fut membre de 1958 à 1963, consacre à François-Bernard Mâche un disque particulièrement intéressant, un des rares parus ces derniers temps en matière de musique contemporaine. Les trois œuvres, toutes de composition récente, illustrent bien la démarche de Mâche, qui relève de la musique concrète, mais utilise aussi des bruits enregistrés sur bande, simplement reproduits sans la moindre manipulation et montés ; car Mâche s'attache essentiellement à la fusion du « naturel » et du « culturel ».

Dans *Amorgos*, pour douze instruments et bande magnétique (1979), du nom d'une des îles des Cyclades, la bande ne restitue, presque toujours à l'état brut, que des bruits *d'eau. Sopiana, pour flûte, piano* et bande (1980), de l'ancien nom romain de la ville hongroise de Pecs, où l'œuvre fut créée, transcrit des sons d'oiseaux et tend à abolir *« la distinction entre signaux animaux et musique humaine »*.

Kassandra, pour quatorze instruments et bande (1977), qui a reçu le Prix Italia, retient spécialement l'attention. Sons manipulés et sons naturels, instruments familiers et instruments extra-européens, se mêlent et s'opposent en une succession de dix épisodes à caractère tantôt réaliste, tantôt onirique. Jacqueline Mefano (piano) et Pierre-Yves Artaud (flûte), l'Ensemble du Nouvel Orchestre Philharmonique et les Solistes de l'Ensemble 2e2m, sans oublier le chef Boris de Vinogradov, nous persuadent aisément que pour eux une telle musique n'a plus de secrets (INA-GRM, 9107 mâ).

MARC VIGNAL.

Rock Variétés

DAVID BOWIE

« Rare »

On connaît le procédé des fonds de tiroirs. Passé un certain degré de popularité, aucun musicien n'y échappe. Par la force des choses, la plupart enregistrant des morceaux qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas utilisés commercialement. C'est souvent le cas des titres qui, réalisés en fonction d'un album, sont écartés au moment de la sélection. Ces enregistrements deviennent des raretés (des collectors) qui selon leur qualité ou leur intérêt sont plus ou moins cotés sur un marché de plus en plus institutionnalisé.

Ce 33 tours compilé par la filiale italienne de RCA participe de cette démarche. Ragazzo Solo, Ragazza Sola, qui ouvre l'album, est une version de Space Oddity *chantée en italien* en octobre 1970. Enregistré pendant les sessions de Ziggy Stardust et publié en avril 1973 sur la face B du 45 tours *Drive-in Saturday, Round and Round* de Chuck Berry est l'un des titres les plus intéressants de cet album, David Bowie s'étant rarement essayé au rock' n roll sur le vinyle.

Amsterdam a fait l'objet de la face B du 45 tours *Sorrow* en *septembre 1973 ; l'adaptation* anglaise a *été écrite* par Mort Shuman. Grand admirateur de Jacques Brel, Bowie l'avait rencontré en France à cette époque. *Holy Holy* a été publié en juin 1974 sur la face du 45 tours Diamond Dogs. Enregistré en public en 1972, *Panic in Detroit*, qui n'avait pas trouvé sa place sur le double album David Live, avait été publié en face B de *Knock on Wood* en septembre 1974. La version de *Young Americans*, qui termine la première face, propose un mixage différent de l'européen qui avait été fait en fonction du marché américain en février 1975.

Enregistré au cours des sessions de Hunky Dory, *Velvet Goldmine*, qui débute la seconde face, a fait l'objet en septembre 1975 du troisième morceau sur le maxi-45 tours *Space Oddity ; David Bowie y joue de la* guitare, du piano et du saxophone. *Helden* est la version allemande de *Heroes* réalisé en septembre 1977 (David Bowie avait également enregistré une version française de la chanson à cette époque, ces 45 tours étant destinés aux marchés respectifs). Réengistrée en 1979, cette version de John, *I'm Only Dancing* (Again), a été réalisée pendant les sessions de Young Americans (elle figure déjà sur l'album de compilation *Changes Two)*.

Moon of Alabama de Kurt Weill et Bertolt Brecht a été enregistré en 1980 sous le titre de *Alabama Song*, préfigurant l'enregistrement de Baal. L'album se termine par *Crystal Japan*, un instrumental qui avait été enregistré pendant les sessions de Scary Monsters avant de figurer en face B de *Up The Hill Backwards* en mars 1981.

Parallèlement à ce 33 tours, RCA sort un 45 tours où David Bowie, en duo avec Bing Crosby, interprète une version de *Peace On Earth Little Drummer Boy*. Cet enregistrement avait été effectué en 1977 à l'occasion d'un show télévisé pour Noël animé par Bing Crosby. (RCA, PL 45406).

THE GLADIATORS

« Back To Roots »

La situation des Gladiators est typique de celle du reggae jamaïquain qui souffre d'un manque de structure dans une industrie de bric et de broc. Dans les années 60, le groupe travaille pour le compte de Sir Coxsone, un producteur local qui a le nez fin et les scrupules qui le sont encore plus. Piliers des studios, ils enregistrent à la chaîne, pour des cachets dérisoires, des 45 tours derrière des chanteurs qui se succèdent avec plus ou moins de réussite.

Au milieu des années 70 c'est le début de la vague du reggae et le temps des grands espoirs : pour un groupe jamaïquain, signer avec une compagnie discographe internationale est le seul moyen de s'en sortir. Island et Virgin se disputent le marché. Ils sont en fait l'un des seuls groupes existants, simplement parce qu'ils possèdent des instruments et *qu'ils ont une pratique du studio.*

Un contrat avec Virgin et le groupe se retrouve vite devant le paradoxe d'avoir enregistré des 33 tours, auréolés d'une légende, qui s'imposent comme des classiques du reggae, mais dont les ventes sont insuffisantes pour leur permettre de les appuyer par des tournées à l'extérieur de l'île.

Pour subsister, les musiciens continuent d'enregistrer pour d'autres des 45 tours destinés au marché local grâce à Leo Lee, un Chinois immigré qui tient un bazar dans la périphérie de Kingston, et qui croit suffisamment en eux pour les produire.

Pendant les années 80, pour Virgin, qui a signé des groupes à *tour de bras*, le bilan est négatif, et les Gladiateurs font partie de ceux qui sont libérés de leur contrat. Il faudra la ténacité de quelques mordus du reggae en France pour leur permettre d'enregistrer sur le petit label « L'Escargot ». Le résultat, le voilà : une petite merveille de reggae réalisée par l'un des plus fameux groupes du genre. La beauté des mélodies et la magie des voix aux harmonies satinées, c'est tout bête, tout simple, bêtement et simplement superbe. Il suffit d'en demander. (« L'Escargot », dist. RCA, ESC 419).

LED ZEPPELIN

« Coda »

A la fin des années 60, Led Zeppelin inventait le hard rock. On se le tenait pour dit. Plus de dix ans après, les groupes qui ont emprunté leur sillage ne font que *répéter*, sans *imagination*, les données qu'ils ont posées et qu'eux seuls ont réussi à transcender par une inspiration sophistiquée, un jeu parfaitement maîtrisé et cette espèce de chimie inégalée qui existait dans leur réunion. Un groupe de hard rock, oui — le plus grand, le plus beau, le plus noble — mais qui ne jouait pas que du rock dur. Leur carrière, on la connaît : le succès phénoménal, les disques de référence, les tournées qui égalaient celles des Stones dans la démesure.

Pourtant, au moment de la séparation, après la mort de son batteur, John Bonham, Led Zeppelin *était déjà un groupe moribond, un dinosaure étouffé par le gigantisme qui l'immobilisait*. On a vu *récemment* Robert Plant, le chanteur, se lancer *dans l'aventure* d'un album solo peu convaincant, tandis que Jimmy Page, le guitariste, enregistrait la bande sonore d'un film avec Charles Bronson qui l'était encore moins. *Coda* — c'est le *terme technique* utilisé pour la fin d'un morceau — est un de ces disques posthumes que les marchands ont l'habitude de publier pour exploiter un filon *qui n'a pas fini de rendre* (cf. Jimi Hendrix, Janis Joplin, Jim Morrison, les Beatles et consorts) à cette différence que, Led Zeppelin possédant sa propre maison de production (Swan Song), ce 33 tours est la volonté du groupe *et par conséquent respectueux de sa création*. Jimmy Page en est le producteur.

On trouve ainsi huit morceaux inédits dont deux reprises *(We're Gonna Groove* de Ben E. King et *I Can't Quit You Baby* de Willie Dixon) qui sont soit du matériel qui, faute de place, n'a pas été utilisé pour les albums, soit des enregistrement aussi divers que des répétitions. *Pris séparément*, les morceaux sont de qualité, mais l'ensemble est un peu déroutant, qui passe d'une époque à l'autre faisant des bonds dans le temps sans fil conducteur autre que celui d'avoir mis en valeur le jeu de John Bonham au mixage. Un document et, après tout, une façon assez pudique de rendre hommage au batteur défunt. (WEA, 790051-1).

ALAIN WAIS.

Jazz

RENE URTREGER

« Collection privée »

« Hum ! »

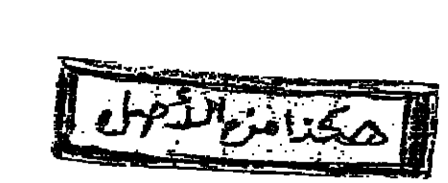
Certains jazzmen français cèdent à la panique devant leurs difficultés actuelles : ils réclament des mesures protectionnistes contre leurs concurrents américains. Il faut leur recommander de méditer en écoutant le très bel album publié sous le titre *Collection privée*. Tous sont certainement d'accord pour reconnaître en René Urtreger une voix authentique du jazz, et pas seulement français. S'imaginent-ils vraiment que ce pianiste, *si doué qu'il fût* au *départ*, aurait échappé à la copie-carbone de Bud Powell, s'il n'avait pu jouer avec quelques-uns des *créateurs* de la musique qu'il lui a bien fallu commencer par simplement reproduire ?

C'est évidemment au contact de gens comme Miles Davis, Kenny Clarke, Sonny Stitt, Chet Baker — pour ne citer que ceux qui sont présents à ses côtés dans ce disque — qu'Urtreger est devenu à son tour un poète du jazz, c'est-à-dire quelqu'un qui exprime spontanément sa sensibilité, ses émotions dans un langage rigoureusement codé.

Le bebop, de ce point de vue, est une épreuve de vérité : obéissant à des règles rythmi*ques, harmoniques, mélodiques* aussi contraignantes que celles *dont* joue Bach dans *l'Art de la fugue*, il a vite eu en France des servants pleins de savoir-faire. Mais on compte sur les doigts de la main gauche de Django Reinhardt les musiciens qui, comme René Urtreger, ont fait *du* langage bebop l'expression de leur passion, à tous les sens de ce terme, de la souffrance à la joie. En jazz, on cela s'appelle le « feeling », et il s'acquiert par osmose avec ceux qui en sont pétris presque de naissance : les jazzmen américains. Se défendre contre eux, ce serait se couper du cœur de la musique que nous aimons.

En même temps que cet album d'extraits de concerts inédits où souffle l'esprit (ce qui, dans les deux plages où joue le bouleversant Miles Davis de l'époque d'*Ascenseur pour l'échafaud*, pallie largement la médiocre qualité d'enregistrement), les disques Carlyne rééditant en souscription et en tirage limité le splendide album qui avait valu à René Urtreger le prix Django Reinhardt en 1960 : *Hum !*. Ce sont les initiales de Humair, Urtreger et Michelot. Les voilà, les trois doigts de Django ! (Carlyne 006 (et 007), distr. Musica.)

MICHEL CONTAT.





J.-P. FAVREAU

ENTRETIEN

Theodore W. Schultz un économiste optimiste

Pour Theodore W. Schultz, prix Nobel d'économie en 1979, les catastrophes, qui menacent notre planète (surpopulation, crise, pollution...), ne sont pas inéluctables : en effet, l'homme a toujours montré sa capacité à s'adapter aux situations apparemment sans issue...

NÉ en 1902 aux États-Unis, docteur de l'université du Winsconsin, Theodore W. Schultz commence en 1930 sa carrière d'enseignant à l'université agricole de l'Iowa. En 1943, il est nommé professeur à l'université de Chicago, dont il dirigera le prestigieux département d'économie pendant de longues années. Il écrit dès lors de nombreux articles et ouvrages, dont notamment *Transforming traditional agriculture* (1), appliquant au secteur agricole la théorie économique et ses méthodes d'analyse.

Depuis une vingtaine d'années, ses recherches se sont essentiellement axées sur la valeur économique de l'éducation et l'investissement en capital humain. Son plus récent ouvrage sur la question, qui sort ce mois-ci sous le titre *Il n'est de richesse que d'hommes*, est son premier livre traduit en français (2). C'est pour l'ensemble de ses travaux sur le développement économique, et particulièrement sur les problèmes des pays en voie de développement, qu'il a reçu en 1979 le prix Nobel d'économie, avec l'Anglais Arthur Lewis. Il a inauguré le grand colloque organisé récemment par l'ESSEC et la Chambre de commerce et d'industrie de Versailles sur le thème : « La gestion du développement ».

« Plusieurs études de prospective parues ces dernières années ont alerté l'opinion mondiale sur les dangers qui menacent la planète à terme. Ces inquiétudes vous semblent-t-elles fondées ?

— Il est vrai que, dans les deux dernières décennies, nous avons vu se multiplier les cris d'alarme : contre l'explosion démographique, le manque d'espace, les perspectives du Club de Rome... Mais cela est tout simplement faux. Je me rappelle qu'il y a cinquante ans on tenait déjà le même langage. Prenez la Grande-Bretagne : au début du siècle, on disait qu'elle manquerait bientôt de blé. Aux États-Unis, nous étions persuadés que les Européens seraient condamnés à tout importer. Et aujourd'hui ce sont de grands exportateurs de produits agricoles, la France notamment.

» Que s'est-il passé ? Tout simplement que les individus se sont adaptés à la situation. Ils se sont accommodés des ressources dont ils disposaient ou bien ils ont trouvé des substituts à la terre grâce aux recherches entreprises. Qui peut dire aujourd'hui ce qui ressortira des travaux des biologistes ?

— Lorsque M. MacNamara déclare que « l'accroissement de la population » est, après la guerre nucléaire, le problème le plus grave auquel le monde » devra faire face au cours des prochaines décennies » (3) ou que le secrétaire général de l'O.U.A., annonce que « l'avenir semble sans avenir » (4), cela n'entame-t-il pas votre optimisme ?

— Les gens ne regardent pas les choses en face. Le débat sur la croissance démographique en est l'illustration. Il n'y a pas si longtemps, les Européens étaient aussi pauvres que beaucoup de pays aujourd'hui, et leur comportement présentait bien des similitudes avec celui des populations des pays actuellement en voie de développement. Or les populations européennes ont vu leur croissance démographique se ralentir considérablement.

» L'exemple du Japon est encore plus frappant : quand j'étais étudiant, j'apprenais que le Japon était fini, que sa population allait exploser... et puis en dix ans le taux de natalité a chuté. Le même phénomène se produit actuellement dans un grand nombre de pays pauvres : Colombie, Costa-Rica, Taiwan, Corée du Sud. Pourquoi ce renversement de tendance ? Parce que les populations de ces pays ont trouvé d'excellentes raisons pour choisir d'avoir des familles moins nombreuses et qu'elles se sont comportées en conséquence. On sous-estime toujours les capacités des êtres humains.

Priorité au « capital humain »

— Précisément, vous écrivez dans votre dernier livre qu'il y a, en Occident, une tendance générale à sous-estimer les facteurs humains et à surestimer les facteurs physiques.

— Oui, c'est symptomatique de l'aide occidentale aux pays pauvres : elle est orientée vers la transformation en capital physique. Comme si la terre ou les dépenses de structure pouvaient être la clé d'une croissance régulière en termes de produit national. En revanche, on perd de vue l'amélioration de la capacité et de l'habileté des populations locales, qui est primordiale. Pourtant les seuls pays à faible revenu qui aient fait des progrès solides sont ceux — telle l'Inde — où l'effort a porté sur l'éducation et la santé.

» Je suis totalement opposé à l'approche intellectuelle des États-Unis, de la France et des pays occidentaux en général qui consiste à croire que ces pays manquent avant tout de ressources physiques : structures, équipement, irrigation, terre... Ce qui est bien plus fondamental, c'est le capital humain et l'enrichissement de ce capital.

— Le sens commun donné au mot « capital » fait généralement référence à quelque chose de matériel. Qu'entendez-vous exactement par « capital humain » ?

— Ce qui est très important lorsque l'on parle de capital humain, c'est de bien distinguer le problème de la dotation génétique de celui des connaissances acquises. Pour autant que nous le sachions, il semble qu'en gros la distribution soit comparable sur le plan génétique entre les grandes masses de population : il y a autant de gens intelligents partout. Ce qui distingue les peuples, ce sont leurs acquis. Or ceux-ci sont le fruit de leurs sacrifices, de leurs efforts, de leurs investissements : c'est pourquoi l'on peut parler de capital. Et la valeur de ce capital réside tout à la fois dans ce qu'ils sont capables de faire et de gagner et dans les satisfactions qu'ils peuvent en retirer. Il s'agit donc aussi bien de la santé que de l'éducation, l'expérience, l'apprentissage sur le tas ; en somme toutes les aptitudes qu'un invidu développe au long de sa vie. Si ce capital augmente, il accroît en même temps la productivité du travail, le revenu et les satisfactions de son détenteur. Mais la question qui se pose, c'est de savoir comment le processus de transformation de ce capital s'effectue (5).

Les paysans illettrés savent ce qu'ils font

— Pour analyser ce processus, vous fondez votre raisonnement notamment sur l'idée que le comportement de tous les individus pris en tant qu'agents économiques est identique (6). *En d'autres termes, que les choix d'un paysan pauvre d'Afrique ou du riche fermier américain sont guidés par un même critère : celui de l'optimisation sous contraintes.*

— Un exemple illustrera cela mieux que tous les discours. J'étais en Inde peu après l'indépendance, au moment où la Fondation Ford a commencé un grand programme avec le gouvernement indien pour former les fermiers locaux aux techniques modernes de production. Elle a fait venir des experts des *États-Unis* : des gens très compétents... mais pour éduquer des agriculteurs américains. En Inde, quand les fermiers ont fait ce que les experts leur ont conseillé, ils ont tout simplement fait faillite. Tout illettrés qu'ils soient, les paysans indiens savaient bien mieux que les experts ce qui convenait à leur production.

» Il ne faut pas sous-estimer ces gens. Ils savent parfaitement ce qu'ils font. De même lorsqu'ils choisissent d'avoir ou non beaucoup d'enfants et de leur donner une éducation. Lorsque l'espérance de vie est courte, il n'y a pas de stimulation pour l'investissement humain. En revanche, quand elle augmente comme en Inde où les hommes vivent aujourd'hui bien plus longtemps que leurs aînés, il y a une incitation fantastique à apprendre. Tout cela est très logique : ils veulent améliorer leur situation. Il faut nous débarrasser des préjugés encore fréquents malheureusement chez beaucoup d'économistes ou d'intellectuels. Partout il existe un ensemble de talents, d'intelligence, d'expériences, de compréhension, de sentiments, acquis après des milliers d'années. Et cela chez les pays pauvres comme chez les riches.

BERNARD SPITZ.

(Lire la suite page XV.)

(1) New Haven, London Yale University Press (1964).

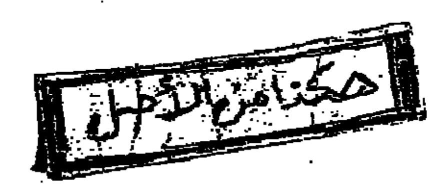
(2) Éditions Bonnel, 30, rue Le Peletier, 75009 - tél. : 504-20-17.

(3) Déclaration faite en 1979 lors de son discours devant les assemblées générales du F.M.I. et de la banque mondiale, dont il était alors président.

(4) Lors du sommet économique de Lagos (O.U.A. : Organisation de l'unité africaine).

(5) Une bonne introduction à la pensée de T.W. Schulz peut être trouvée avec le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la remise du prix Nobel. On le trouve sous le titre « The economics of being poor » dans le *Journal of political economy* d'août 1980.

(6) Lire à ce sujet « The value of the ability to deal with desequilibria » dans le *Journal of economic litterature*, septembre 1975.



LANGAGE

Une ressource pour les poètes

LES faiseurs de dictionnaires sont bien embarrassés avec les adverbes dits « de manière », du genre *poliment, rapidement, agréablement*...Combien y en a-t-il à mériter une place dans un dictionnaire ? Pour cinq cents, à peu près, pas d'hésitation : ils sont usuels, ou au moins facilement identifiés.

Mais il y a les autres, ceux qui existent en pointillé, tel ce *mauvaisement* de Rimbaud : les femmes... *« regardent parader* mauvaisement *un groupe de gamines »*, qui n'est pas seulement un écart de poète ; un *fervemment*, qui fut de mode au début du siècle : un *terriennement*, un *campagnardement* ou un *paysannement*, dont je ne sais s'ils existent autrement que dans mon imaginaire, mais qui diraient fort... satisfaisamment une façon de vivre vouée aux humbles joies de la terre, comme d'ailleurs *parisiennement* ou *trépidamment* pourraient dire le contraire.

Première constatation donc : de tels adverbes, correctement formés (sur *mauvais, fervent, terrien...*) et dont le sens et l'emploi ne présentent aucune singularité (sinon leur rareté, à la rigueur), ne figurent dans aucun dictionnaire. Sont-ils cependant « français » ? A mon appréciation, oui, tout à fait.

La vieille règle, ou supposition, d'après laquelle on formerait des adverbes de manière en *ment* à partir des adjectifs, est fausse par les deux bouts : pourquoi *valablement* et pas *capablement ? lisiblement* et pas *audiblement ? probablement* et pas *possiblement ?* Mais aussi, à quels adjectifs peuvent bien correspondre *notamment, sciemment* ou *impunément ?*

Il y a là, dans notre vocabulaire, une classe de mots étranges. La plus littéraire peut-être ; on sent bien quel parti peut en tirer un écrivain un peu pourvu d'imagination, même si on doit, à l'occasion, l'accuser de préciosité à cet égard. La plus soumise à la mode aussi : des époques (au moins leur littérature) ont été plus que d'autres friandes d'adverbes rares.

Le treizième siècle d'abord, qui en a créé des quantités, dont beaucoup ont disparu de l'usage. Ainsi *abandonément* (avec largesse), *aroutément* (sans arrêt, sans prendre haleine), *afaitiément* (avec une grâce un peu maniérée), *bassement* (à voix basse)... Puis le seizième et la Renaissance, Ronsard et Amyot en particulier. C'est à elle que nous devons *avenamment* (de façon avenante), *cautement* (de façon sournoise, « caute »), *célément* (en cachette), *closement* (en privé, secrètement), *aptement* (de façon bien adaptée, efficace), *cointement* (joliment, bellement), et bien d'autres dont Ronsard dit, sans doute ironiquement : *« ...Quand l'humeur pindarique enflait ampoulément ma bouche magnifique... »*

Renverser l'argument

Nouveau contingent, ou reprise de la mode, dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, chez les « Décadents », comme Catulle Mendès, Jean Lorrain, René Ghil. Ainsi, *têtument, torpidement, torpeusement, sororalement, sanctimonieusement*, j'en passe et des meilleurs !

Ces caprices ajoutent à l'embarras du dictionnaire. Si les histoires de la langue et les grammaires s'accordent pour souligner la très grande vitalité, dès le Moyen Age, de la formation d'adverbes en *ment*, cette vitalité est irrégulière et ne touche guère l'usage courant.

Leur emploi le plus fréquent n'est d'ailleurs pas d'indiquer la « manière » dont se fait une action. Dans les tables *de fréquence des mots, viennent en tête* dans cette catégorie des adverbes plus ou moins vidés de leur signification d'origine, et qui n'ont plus qu'une valeur générale d'affirmation ou de semi-négation. Ainsi, *évidemment, naturellement, absolument, exactement* ou *parfaitement* ou *forcément*. Ou encore, *finalement* et *décidement*, pour ramasser, résumer une argumentation et la clore.

Le cas de *justement* est curieux. Une étude à laquelle ont participé Oswald Ducrot et François Recanati fait le point avec finesse, à ce sujet, dans le premier numéro de *Lexique*, publication de l'Université de Lille-III *animée par* Pierre Corbin (1).

On peut définir en principe (et paresseusement) n'importe quel adverbe en ment par « de façon + adjectif » : *rapidement*, « de façon rapide » *largement*, « avec largesse », ou « de façon large »... Cela ne marche par très bien pour les adverbes d'assertion (dont nous parlons ici), *et pas du tout pour justement. On* ne peut pas expliquer : *« Il a été justement condamné à cinq ans de prison »*, ou : *« Il a été justement décoré du Mérite agricole »*, par « de façon juste, justifiée, avec justice ».

Notre adverbe n'a que deux emplois usuels bien caractérisés. Le premier est temporel : *« Il vient justement de sortir. »* Le second réalise ce que les auteurs de *Lexique* appellent une inversion argumentative. Comme M. Jourdain faisait de la prose, c'est ce que nous faisons chaque jour, très simplement, en employant *justement* pour renverser en notre faveur un argument que vient d'avancer notre interlocuteur. Ainsi :

« Je n'épouserai pas ce type, je ne veux pas finir mes jours à la campagne.

— Pourtant tu devrais l'aimer, la campagne, tu y es née.

— Justement ! »

On peut paraphraser : « C'est justement, précisément, parce que je suis née à la campagne que je ne l'aime pas. » Mais l'emploi du mot en simple réplique, qui surprend toujours l'étudiant étranger de français, a une force beaucoup plus grande.

Les adverbes en *ment*, de manière ou pas, sont une des ressources les plus variées du français, et *Lexique I* apporte à leur étude une contribution intéressante. ■

JACQUES CELLARD.

(1) Presses universitaires de Lille, 9, rue Auguste-Angellier, 59000 Lille. 164 pages, 60 francs.

POÉSIE

CHRISTIAN DOTREMONT

Christian Dotremont, qui est né à Tervuren (Belgique) en 1922, est mort en 1979. Il a notamment publié *Ancienne Eternité* (La poésie est là), *la Mathématique du tésu* (La Boétie), *la Pierre et l'Oreiller* (N.R.F.), *J'écris, donc je crée* (Ziggurat). A titre posthume, on a pu lire *Traces* (Jacques Antoine), *Grand Hôtel des valises* (Galilée). Avec Asger Jorn il invente, dès 1948, les peintures-mots, fonde le groupe Cobra (Copenhague-Bruxelles-Amsterdam), qu'il anime avec Karel Appel, Constant, Corneille et Alechinsky. Une exposition « Dotremont peintre de l'écriture » a lieu jusqu'au 31 janvier au Centre culturel Wallonie Bruxelles (127, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sur les îles...

A Svettijärvi où, une nuit, avec une demi-valise de restes, je cherchais dans l'autre un tube d'encre acheté la veille au papetier qui vend aussi des brimbarions de minerai, lettres usées de lente nature, une à une puisées, emballées une à une en des enveloppes.

Et l'animal devenait yéti, évoluant sur le papier blanc du désert, gravissant l'encre par bondissements et méditation, en logogramme. Tête, cœur, et main sombrés, encore attachés cependant à un souvenir de lignes toutes faites, de l'école primaire ou d'une primitivité antiscolaire mais déjà systématique. J'ai donc entrepris, Extrême-Nord, de me décentrer, de te chanter sur le désert blanc du papier, de te danser, de ne plus me relire, de t'écrire.

Toi, si agile et malhabile danseur invisiblement chargé de siècles, les jambes arquées, les pieds en dedans, comique mais jamais dégringolant, ours ne glissant que par douceurs, les paupières dormeuses, à quel langage te réduire, puisque tu es aussi le paysage, puisque tu es inextricablement la danse lourde, la fixité nomade, la lenteur et l'éparpillement, le livre ouvert et le nœud, le bois rangé vivant, le bois rangé mort, le bois rongé, le bois revivant, dérangé en feu, coriace, supplice gai où tu te retrouves tout, qui agites tes rubans de couleurs sur le paysage noir, secouant tes breloques de glace au bord de la cheminée, tes bottes de feutre de sept fatigues, tes souvenirs de neige de quatre coins ?

Et vole ton traîneau, la semaine proche, avant que la blancheur ne se défasse en nénuphar !

LAPONIE FINLANDAISE (1966).

SCIENCE

L'effet Saint-Matthieu

LA science, comme toutes les composantes de l'activité culturelle moderne, s'étale dans les supermarchés de la consommation du spectacle. Condiment un peu exotique, elle a l'avantage d'orner des mets un peu nouveaux, délicatesses abstraites dont les arcanes esotériques enchantent les amateurs de jeux difficiles. Elle offre un répertoire neuf où les acteurs de néo-sagas contemporaines embrassent les mythes anciens sous des déguisements *futuristes, dans les éclats fascinants* d'un langage où fleurissent les mots inconnus. Ainsi, de plus en plus, on s'attache à faire l'histoire de la science contemporaine, à en présenter les débats, un peu à les théâtraliser, à faire comprendre au profane la saveur de tragédie et de comédie, le grandiose et le burlesque qui se cachent dans les conflits partisans, entre écoles et personnes.

L'équipe de *Pandore*, petite revue bimestrielle publiée par une équipe de chercheurs en sciences humaines vient de traduire en français et de rassembler en un volume (1) quelques-unes de ces histoires, écrites par des sociologues anglo-saxons, qui s'efforcent de présenter quelques chauds débats et controverses modernes, comme les avatars de la détection des ondes gravitationnelles ou de celle des neutrinos. La tentative est intéressante, même si les exemples proposés souffrent un peu, écrits par des sociologues, d'un manque de définition vraiment rigoureuse des bases scientifiques des problèmes évoqués (car c'est souvent au détour de microtermes dans les équations que se situent les divergences de fond), d'une absence de support graphique toujours utile pour saisir des concepts et de quelques erreurs de traduction sans beaucoup d'importance. Tels quels, ils ont cependant le mérite de mettre en relief le processus chaotique de la science en train de se faire, avec ses hésitations, ses rêves et ses mythes, au hasard des rencontres ou des lectures.

Les présentateurs ont voulu distinguer nettement la sociologie des contenus scientifiques, qu'ils réclament le droit d'examiner de l'extérieur, de la sociologie de la tribu des scientifiques eux-mêmes, avec ses hiérarchies, ses stratégies, ses rites et ses masques. Ce dernier type de littérature ethnographique est très instructif pour les chercheurs de profession qui y découvrent clairement étalées des règles du jeu qu'ils ne soupçonnent qu'intuitivement. Le psycho-sociologue Gérard Lemaine, dans un article à paraître (2) évoque par exemple la question de la *« différenciation sociale dans la cité scientifique »*. Il y expose la nécessité où se trouve le chercheur de s'évaluer lui-même, d'évaluer les autres, de se définir une identité et de s'avouer une image dans le contexte collectif où il lutte pour la reconnaissance, pour la distinction. On sait l'importance que prennent dans ce jeu les récompenses et l'escalade de la hiérarchie. C'est aussi une forme de théâtre où chacun cherche à conquérir une place dans l'échelle de l'admiration forcée des autres.

Gérard Lemaine insiste sur les stratégies utilisées pour s'assurer la visibilité la plus centrale possible dans le champ étroit des spécialités. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il souligne que ce n'est pas toujours en s'attaquant aux problèmes scientifiques difficiles, en se frottant aux meilleurs sur le plan mondial, qu'on s'assure ce genre de succès ; il *peut être au contraire efficace de suivre* le vent et de se plaquer dans une ombre choisie, à l'abri de laquelle on échappe à une évaluation réelle de ses capacités. C'est que, en effet, dans ces microsociétés spécialisées, dominent souvent des orthodoxies sourcilleuses, qui, par le biais de diverses commissions, contrôlent les récompenses et les moyens.

Les coutumes de la tribu

Pour conserver le pouvoir, ces orthodoxies s'efforcent de marginaliser les concurrents potentiels. Ceux-ci, pour éviter l'échec, peuvent être contraints de se couler sous la voûte du despotisme *officiel, c'est-à-dire s'orienter* vers des travaux où le risque de concurrencer les dominants est minimisé. On dépend alors de la qualité de la domination. Si celle-ci est très brillante, on peut sans danger, choisir les beaux sujets, à condition bien sûr de s'intégrer dans le sérail. En revanche, si l'orthodoxie au pouvoir est confinée dans le moule de conceptions vieillissantes, si elle s'efforce de prolonger des sujets démodés en les maquillant sous des couleurs nouvelles pour les maintenir sur le devant de la scène, on peut assister au blocage de l'évolution d'une discipline. C'est que, dans tous les cas, pour conserver le rôle central, le plus visible, de la comédie, les acteurs dominants contrôlent la troupe, en appliquant les recommandations d'un verset de l'Évangile : *« Car on donnera à celui qui a, et il aura en plus ; mais celui qui n'a pas, on lui enlèvera même ce qu'il a. »* (Mat. XIII, 12). C'est l'effet Saint-Matthieu (Merton, 1968).

Gérard Lemaine montre encore que l'un des problèmes majeurs qui se posent aux orthodoxies vieillissantes est l'irruption dans leur domaine de technologies nouvelles. En effet, les instruments qui apparaissent sur le marché ne sont pas seulement des appareils de mesure et d'observation, ils portent en eux une complexité théorique qui doit être maîtrisée par l'utilisateur. Il se peut que cette complexité, si elle n'est pas le fruit brillant des efforts du groupe dominant, soit si étrangère au champ conventionnel qu'elle dépasse les capacités de compréhension des acteurs centraux, ou leur capacité d'apprendre.

La portée des technologies nouvelles est alors minimisée et elles sont rapidement marginalisées au détriment des chercheurs qui ont eu l'audace de s'y frotter, mais généralement, après un certain temps, au bénéfice d'autres chercheurs d'un sous-secteur voisin qui détourne alors à son profit les sujets rejetés. Ainsi se font, de fait, beaucoup de « transferts » d'une discipline vers une autre.

Il est donc particulièrement important pour les scientifiques, modernes Nambikwara, de se tenir au courant du déchiffrement que font des coutumes de leur tribu les ethnologues de la cité scientifique. Placés dans une situation de concurrence aiguë, ils ont besoin de comprendre le fonctionnement du système social dans lequel ils évoluent.

Une revue comme *Pandore* peut les aider beaucoup. Elle diffuse des infor*mations* sur l'état des recherches et des spéculations dans ce domaine neuf où science, technologie et société se télescopent. Sociologues, épistémologues, technologues y contribuent selon leur fantaisie puisque la revue est en fait rédigée par ses lecteurs. Les éditeurs y joignent des analyses d'ouvrages français et étrangers, le sommaire des principales publications qui couvrent ce secteur assez bien défini dans le monde anglo-saxon, et l'annonce des réunions ou des programmes de recherches en cours. *Pandore* dessine le contour du monde de plus en plus peuplé des observateurs professionnels de la science et de la technologie. Ce monde est tourmenté. L'un des charmes de *Pandore* est la vigueur et la verdeur des controverses qui s'allument entre ses pages (comme par exemple entre Edgar Morin et des amis de Michel Serres).

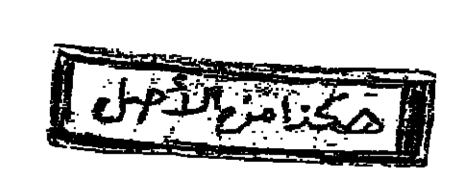
Il est réconfortant de s'apercevoir que des praticiens éminents de la sociologie des sciences se jettent avec esprit des noms d'oiseaux fort imagés à la tête. Cela donne de la vie à un sujet aride et cela humanise les docteurs. ■

PAUL CARO.

(1) *La Science telle qu'elle se fait*, un volume édité par la revue *Pandore*, 5-11, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

(2) Gérard Lemaine, « La différenciation sociale dans la cité scientifique », à paraître in *The Social Dimension*, Taffel (édit.).





L'antique usage de la démocratie

PAR ALEXANDRE SOLJENITSYNE

Le 27 avril 1975, Alexandre Soljenitsyne était invité à assister aux élections dans le canton suisse d'Appenzell. Très frappé par cet exemple de démocratie à l'antique, il fait ici le récit de cette curieuse journée.

PLUS les années passent, plus *s'amplifie le débat politique et* plus ce dimanche 27 avril 1975, dans le canton d'Appenzell, s'impose à ma mémoire. J'avais reçu une invitation à la journée solennelle des élections cantonales ; le rédacteur en chef du *Neue Zürcher Zeitung*, Fred Luxinger, m'ayant convaincu qu'il ne fallait pas manquer une telle occasion, s'était spontanément offert à nous y conduire. Appenzell... petit canton montagnard de la Suisse orientale, plus exactement deux demi-cantons, deux Appenzell, l'un catholique, l'autre protestant, divisés. Nous étions les invités du canton catholique.

Sur la route, en dépassant les piétons (on se rend à pied aux élections, prendre *une voiture passe pour inconvenant, et* ceux qui viennent de loin partent avant l'aube), nous ne *pouvions* pas ne pas remarquer que tous les hommes portaient une arme blanche, signe de leur droit de vote, alors que femmes et adolescents n'en avaient point. La foule venait de partout, délaissant les chemins, passant à travers champs : la coutume à Appenzell permet de fouler l'herbe jusqu'aux élections, puis on la laisse repousser. Filles et garçons portaient presque tous une boucle à l'oreille. La messe catholique s'achevait, impossible de trouver place dans l'église où, autour de l'autel, se dressaient les oriflammes richement décorées des différentes communes. Dans la grand-rue, aux fenêtres des chalets riants et bariolés pendaient de longs drapeaux représentant des animaux et des dessins aussi variés qu'insolites.

Dans la salle de l'hôtel de ville, les invités commençaient par déposer leur arme puis la recouvraient de leur pèlerine noire. Ensuite, six porte-drapeaux en anciens uniformes se placèrent avec leurs étendards en tête de la procession, accompagnés par des garçons qui les assistaient, eux aussi vêtus d'uniformes. Puis les personnalité officielles et les invités d'honneur s'ébranlèrent en un long et lent défilé au milieu de la rue, entre deux haies formées par les habitants. Il en pendait par grappes aux fenêtres, *des gosses s'accrochaient* aux murs. Tous m'accueillaient avec enthousiasme *comme si j'étais un des leurs, une célébrité* locale subitement revenue au pays. J'aurais cru que cet obscur petit canton ignorait jusqu'à mon nom. (En fait, ce n'était pas l'écrivain qu'ils acclamaient, mais celui qui s'était battu contre le Mal, ce qu'allait d'ailleurs préciser le chef du gouvernement.)

Au milieu de la place, sur une petite estrade provisoire en bois, une quinzaine de personnalités officielles, alignées sur un rang, allaient pendant toute la durée de l'assemblée rester, debout, tête nue, en pèlerines noires. La place était envahie par la foule compacte des *stimmerchtigen Männer*, des hommes ayant droit de vote, avec leur arme, têtes également découvertes (il y en avait de grises, de roussâtres, de blanches), tous vêtus sans apparat. Les femmes se pressaient tout autour de cette foule, aux fenêtres ou sur les balcons. Les adolescents sur les toitures en pente s'accrochaient aux garde-fous, un photographe avait pittoresquement enfourché la faîtage d'un toit.

La démocratie a besoin de mains fortes

Le chef de gouvernement, le *Landammann* Broger, une touffe de cheveux gris surplombant un visage énergique et intelligent, prononça un discours qui me fit grande impression : ah ! si l'Europe pouvait prêter l'oreille à ce demi-canton d'Appenzell ; ah ! si les dirigeants des grandes nations pouvaient en tirer profit !

Voilà près d'un demi-millénaire, disait-il, que notre communauté n'a pas modifié sensiblement les formes gouvernementales qui lui permettent de s'autogérer. Nous sommes mus par la conviction qu'il n'existe pas de liberté en général, mais uniquement des libertés particulières, séparées, chacune relevant de notre responsabilité et de notre sens de la discipline. La violence de notre époque prouve quasi quotidiennement qu'on ne peut garantir la liberté des personnes *ni celle de l'État* sans honnêteté ni discipline. Ce sont ces deux fondements qui ont permis à notre communauté de maintenir au fil des siècles son *incroyable vitalité* : jamais elle ne s'est livrée à la folie de la liberté absolue, comme jamais elle n'a souscrit aux théories déshumanisantes qui rendent l'État *tout-puissant. Un État qui fonctionne* rationnellement ne peut exister sans *quelques ingrédients aristocratiques*, voire monarchiques.

Bien entendu, dans une démocratie, le peuple reste souverain, juge dans toutes les questions importantes, mais il ne peut être présent tous les jours pour diriger le gouvernement. Le gouvernement ne doit pas se hâter d'épouser les hésitations et fluctuations des votes populaires ; une fois élu ou réélu, il doit s'abstenir de tout discours enjôleur aux électeurs, mais avancer à contre-courant. Conformément aux faits et à la vérité, le gouvernement a pour tâche d'agir comme agirait une majorité populaire raisonnable, si elle pouvait tout savoir jusqu'aux moindres détails, ce qui devient pratiquement *impossible avec le poids croissant* des problèmes gouvernementaux. Il reste donc à élire, pour délibérer et administrer, les meilleurs possibles, et à leur accorder toute la confiance nécessaire.

Une démocratie invertébrée qui distribue les droits à tout un chacun dégénère en une démocratie de servilité. La solidité d'un régime dépend non des articles de sa Constitution, si excellents soient-ils, mais de la qualité des forces sur lesquelles ils s'appuient. Nous rendrions bien mauvais service à la démocratie en élisant des dirigeants sans caractère. Car, précisément, le système démocratique exige des mains fortes qui sachent tenir le bon cap sans hésiter. La crise que traverse la société vient non des peuples mais des gouvernements...

Or ce mois d'avril 1975 n'était pas un avril comme les autres, il était porteur de mort pour l'Occident sans que celui-ci s'en rendît compte : les États-Unis décampaient d'Indochine. Ni l'Amérique ni l'Europe ne comprenaient alors qu'en ces jours ils jouaient leur avenir. Dix jours à peine avant l'assemblée d'Appenzell, la presse occidentale, crédule, annonçait que la population de Phnom-Penh avait accueilli les Khmers rouges avec allégresse...

En ce jour, il était surprenant d'entendre dire sur cette petite place ensoleillée, dans ce trou perdu en plein cœur de l'Europe, à quel point l'insécurité générale s'est accrue au cours des dernières années. Combien nous sommes effrayés par le comportement de l'Amérique qui lâche ses alliés indochinois. Effrayés par le destin des Vietnamiens qui fuient en masse leurs libérateurs communistes. *Face à cette tragédie, nous nous demandons* : l'Amérique restera-t-elle fidèle à ses engagements envers l'Europe ? Envers cette Europe qui a perdu au cours des dernières décennies toutes les occasions de s'unir et qui, incapable de résister à l'agression soviétique, compte sur l'aide américaine, qu'elle considère comme acquise. Il faut comprendre qu'à l'avenir l'Amérique ne défendra que les gouvernements qui veulent bien se défendre eux-mêmes. L'Europe doit à bref délai prouver qu'elle est prête pour de grands sacrifices et pour une unité réelle...

Le *Landammann*, dans la mesure de ses forces, tenait à l'adresse de son continent des propos directs et courageux, mais serait-il entendu ?

Puis il critiqua la Suisse, qui trouve excessives des dépenses militaires qui s'élèvent à 1,7 % de son budget, et l'état de son économie : la Suisse a cessé d'être le pays de cocagne qu'elle était.

Un vote unanime

Après ce discours et les salutations d'usage aux invités, le *Landammann* ôta de sa poitrine l'imposante chaîne métallique, symbole de son pouvoir, *transmit* à son voisin de tribune quelque chose qui *ressemblait à un sceptre*, et brusquement tourna les talons. C'était fini. Il avait *rempli son mandat.*

Mais un autre officiel prit alors sa *place* et proposa de *réélire Broger sur*-le-champ. Il proposa de passer au vote, *et toute la masse d'hommes*, d'un seul geste, leva les mains. On n'en fit pas le décompte, *tant* il était clair que Broger était réélu. Bien que je ne sois pas un *inconditionnel* de la démocratie, je ne pus m'empêcher de rire sous cape : allons donc, cette démocratie ressemble à celle *de chez nous...*

Broger *réapparut* sur la tribune, il leva les doigts de sa main droite et, à la suite du lecteur, répéta le serment *face* au peuple ; le peuple, lui, reprenait les paroles en chœur : le peuple prêtait serment à lui-même !

Puis le Landammann proclama les noms des membres de son gouvernement, *en demandant à chaque fois* qui était contre. Mais il n'y avait pas d'opposant et il semblait laisser peu de temps pour la contradiction. Je continuais de *rire* à part moi : de nouveau, c'était *comme chez nous.*

Mais je fus vite édifié. La première loi importante que voulait faire adopter le *Landammann* concernait l'augmentation des impôts pour que le canton puisse *maîtriser* ses projets. *Une rumeur* traversa la foule, les hommes se mirent à *parler entre eux. Un premier orateur* monta à la tribune et parla pendant cinq *minutes contre la loi proposée. Puis le* ministre des finances essaya de formuler *quelques arguments en sa faveur, mais la* foule clama qu'elle ne voulait pas l'écouter, *qu'elle voulait passer au vote.* Le *Landammann* demanda à voix haute : *« Qui est pour la loi ? »* Peu de mains se levèrent. Contre ? Une vraie forêt ! Les hommes lançaient *énergiquement leurs* mains, on eût dit une aile qui se déployait, on avait l'impression d'un choix convaincant, écrasant, comme on *n'en éprouve pas lors d'un vote à bulletins secrets.* (Or, chacun gardait à sa ceinture, sans que cela se voie, *qui un* poignard, qui une épée.)

Le *Landammann* s'en trouva très affligé et, usant apparemment de son droit, fit *lui-même* valoir des arguments en faveur de la loi et exigea un second vote. *Il fut écouté avec attention, mais le* vote contre la hausse des impôts fut tout aussi écrasant.

La voix du peuple ! La question est *tranchée sans rémission, sans articles de* journaux, sans commentaires à la télévision, sans commissions sénatoriales, en dix minutes et sans appel pour un an.

Le gouvernement avança une seconde proposition : revaloriser les indemnités de chômage. Mais, de la foule, on criait : *« Qu'ils travaillent ! »* De la tribune : *« Ils n'arrivent pas à trouver d'emplois. »* La foule : *« Qu'ils continuent à chercher ! »* Il n'y eut pas de discussion. De nouveau le refus fut voté à une majorité écrasante, si nette qu'on ne fit pas le décompte des mains ; comment d'ailleurs les tenir levées si longtemps ? Sans doute ne les compte-t-on *jamais*, on évalue au jugé.

Une nouvelle et troisième proposition du gouvernement demandait que l'on fît membres du canton des personnes *habi*tant Appenzell depuis plusieurs années, *des Italiens pour la plupart. Il y avait* une dizaine de candidats. On vota sur *chaque nom mais tous furent, si je ne me* trompe, repoussés. Ils sont indignes, *nous n'en voulons pas...*

Non, ce n'était plus du tout *comme chez nous.* Après avoir réélu sans discussion leur *Landammann*, après lui avoir confié le choix du gouvernement à son goût, ils lui ont refusé de voter les principaux projets législatifs. Et puis, vas-y, gouverne ! Une démocratie de ce genre, je n'en avais jamais vue, jamais je n'en ai entendu parler, et cette démocratie-là (surtout après le discours de Broger) force l'estime.

La Confédération helvétique a été constituée en 1291, c'est effectivement la plus vieille démocratie de la Terre. Elle est née non des idées de la Renaissance, mais directement des anciennes formes de la vie communautaire. Cependant, les cantons riches, industrialisés, peuplés, ont perdu ces coutumes, se sont coiffés sur le modèle de l'Europe. Appenzell, lui, a gardé l'antique usage.

Que de diversités sur cette Terre, que de voies encore à ouvrir, inconnues, invisibles à nos yeux ! Dans la Russie de demain, nous aurons encore beaucoup à y réfléchir... pour autant qu'on nous en donne seulement la possibilité ! ■

Traduit du russe
par Nikita Struve

Théodore W. Schultz

(Suite de la page XIII.)

– Concrètement, quels types d'action préconisez-vous pour permettre le développement de ce capital humain, et selon quelle hiérarchie des priorités ?

– Il est clair que la première priorité revient à l'enseignement primaire, qui fait le plus défaut aux pays pauvres. Prenez le Brésil, qui n'est pas le plus mal loti : quand vous sortez des grandes villes, vous constatez qu'à l'exception de quelques écoles agricoles la moitié des enfants restent illettrés. En Haute-Volta, c'est encore pire. Un de mes étudiants qui y a passé deux ans a pu constater que, sur une population rurale à 90 %, aucune fille ne va à l'école et 85 % des garçons en sortent illettrés. Apprendre à lire, à écrire et à calculer, voilà l'essentiel. Il y a aussi le problème de la recherche : celle-ci doit se faire sur place. Le cas de l'Inde est exemplaire à cet égard (7).

– *Vous êtes un représentant de l'école de pensée libérale, mais vous admettez toutefois que, dans ces cas précis, ce soit à l'État d'intervenir ?*

– L'État doit intervenir pour l'éducation primaire et la recherche quand le marché s'avère inopérant. Mais ce qui compte surtout, c'est l'implication des parents, des enfants et des professeurs. Chez nous, aux États-Unis, le système a été conçu à la base. Les gens ont dû construire les écoles et tout payer sans aide extérieure.

» Et cela a donné d'excellents résultats. Les fermiers payaient mon professeur de cours élémentaire 37 dollars par semaine, et c'est le meilleur professeur que j'aie jamais eu. Aujourd'hui, dans une ville comme Chicago, tout le monde se mêle des problèmes de l'éducation : l'État, la ville, le maire... et c'est un désastre. L'État doit intervenir le moins possible. Sinon on court le danger d'un centralisme étatique, comme au Pérou où toutes les décisions passent par Lima, ou pire encore en U.R.S.S. où l'on essaye de gérer l'agriculture depuis le sommet, ce qui est une ineptie.

– Ne craignez-vous pas que, dans certains pays en voie de développement, l'élite locale fasse en sorte de bloquer tout essor de l'éducation pour continuer à assurer sa domination sur les populations ?

– *Je ne sais pas si l'on peut prouver* ça ; en revanche, ce qui se vérifie, c'est que ceux qui sont au pouvoir essayent toujours de privilégier l'éducation de leurs propres enfants. Le système anglais a longtemps favorisé une certaine classe. Aujourd'hui, ce népotisme est plutôt pratiqué en Union soviétique.

– *Parmi les problèmes les plus* aigus qui menacent le développement *des pays pauvres, vous dénoncez* également le maintien artificiel des prix agricoles à des niveaux trop bas et l'absurdité de certains choix économiques. Vous attendez-vous à des progrès dans ce domaine ?

– Il y a une loi en économie qui s'appelle *la loi des avantages comparatifs* (8) et qui doit fonder les choix de production *des États. La Chine*, sous la période de Mao, l'a ignorée : il a été décidé *que chaque région devait produire* son propre blé et son propre riz. La conséquence en a *été* l'arrêt de la production de soja et la nécessité d'importer. L'exemple contraire est offert par la Malaisie, qui a su se spécialiser intelligemment dans le caoutchouc et la culture de palmiers. Quand on refuse de se spécialiser dans les productions pour lesquelles on est le plus efficace, il faut en payer le prix. L'Afrique tropicale en fait actuellement l'expérience.

» Quant au problème des prix agricoles, il est *typique* de certains pays africains. Pour démarrer l'industrialisation *et approvisionner* les villes au moindre coût afin d'éviter des troubles, les autorités exploitent les agriculteurs. Ce qui conduit ces derniers à abandonner leurs *terres pour s'amasser dans* les villes. L'Inde la première a compris l'absurdité *de cette politique*. Aujourd'hui une *prise* de conscience commence à se produire *en Afrique. Peut-être que tout ce que* nous pourrons dire ici ou là aidera à sa réalisation, mais de toute façon la réalité se chargera de ce dur apprentissage. D'autre part, il ne faut pas cacher que nous portons, nous Occidentaux, une part de responsabilité dans cette situation par le biais de l'aide alimentaire.

Le verbiage du dialogue Nord-Sud

– Vous avez en général une attitude très critique à l'égard de l'aide internationale, alors que beaucoup lui reprochent plutôt sa modicité devant l'ampleur des besoins.

– L'aide en *1982* a *été* de *36* milliards de dollars, dont 30 provenant des pays de l'O.C.D.E. Le problème n'est pas de savoir si c'est assez ou non ; le tout est de bien l'utiliser. Or, il a fallu attendre cette année pour trouver un rapport de la Banque mondiale qui soit économiquement sensé. Si l'on ne se décide pourtant pas à utiliser cette aide plus efficacement, l'ensemble du système perdra le peu de crédibilité qui lui reste. En fait les pays occidentaux ont été trop négligents ; notamment la Suède, qui a contribué à entretenir l'idée que l'aide n'avait pas de limites. Le rapport Brandt était tout aussi irresponsable. Les pays de l'Ouest ne sont pas dans une situation où ils peuvent se permettre n'importe quelles dépenses.

– Vous êtes donc favorable à un arrêt de l'aide ?

– Pas *à son arrêt, mais* à la fixation de limites précises et d'engagements tangibles. *Il faut prendre exemple sur* le Fonds monétaire international, qui conditionne son soutien par des exigences précises envers ses débiteurs. L'exemple de l'Égypte est significatif. Avec 2 milliards de dollars d'aide américaine en 1982, on en est arrivé à un point où l'on devrait dire aux Égyptiens : nous nous engageons à vous aider sur trois ou cinq ans ; mais à condition que vous vous attaquiez réellement aux vrais problèmes, même si cela demande des décisions difficiles. Dans le cas du Mexique, les autorités américaines ont ainsi fait preuve de réalisme. C'est ce genre de langage qu'il faut tenir à un gouvernement ; et pas le verbiage improductif d'un « dialogue Nord-Sud » où l'on ne pose aucun problème sérieusement et où l'on préfère faire de la rhéthorique sur des choses impossibles.

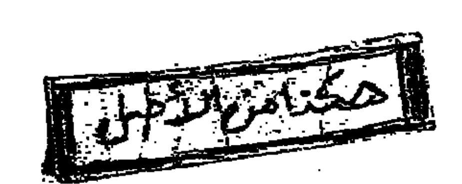
– Si vos livres révèlent une vision plutôt optimiste, vous semblez pessimiste dans votre analyse de la situation actuelle.

– Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste. Je constate seulement que jusqu'à présent les hommes ont toujours su dominer les problèmes qu'ils ont dû affronter, grâce à leur intelligence. Je ne vois pas pourquoi il en irait autrement aujourd'hui. » ■

BERNARD SPITZ.

(7) Cf. *« Investment in human capital. The role of education and of research »*. New-York, free press ; London, Collier-Mac Millan (1971), et *« Investment in education : the equity-efficiency quandary »* dans le *Journal of political economy*, mai-juin 1972.

(8) Énoncée par D. Ricardo, cette loi stipule que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les produits pour lesquels il a l'avantage relatif le plus grand.



Le Monde

NOUVELLE

L'inscription

par CLAUDE NOËL

TUDOR BANUS

MONSIEUR le commissaire, ce n'est pas sans avoir mûrement réfléchi que je prends la liberté de vous écrire. Je me suis déjà, voici un peu plus d'un an, rendue au commissariat afin d'exposer mon cas aux autorités de police ; mais M. l'inspecteur Santoni, qui m'a reçue, a cru devoir m'éconduire après quelques minutes d'entretien. Il estimait probablement avoir affaire à une vieille toquée et s'est contenté de m'assurer qu'une surveillance serait exercée dans le voisinage de l'église.

Non pas, monsieur le commissaire, que je nourrisse quelque animosité que ce soit à l'égard de M. l'inspecteur Santoni, dont la courtoisie ne saurait être mise en doute. Je me bornerai à souligner que cet inspecteur est bien jeune pour assumer de telles fonctions et connaître toutes les noirceurs de l'âme humaine. Sa tenue vestimentaire et la longueur de ses cheveux sont au demeurant assez peu compatibles avec l'idée que l'on a généralement d'un inspecteur de la police. M. Santoni m'a fait en outre une promesse de Gascon, l'église n'ayant, en définitive, été l'objet d'aucune surveillance après ma visite au commissariat, ainsi que vous pourrez en juger vous-même à la lecture de cette lettre. Peut-être serait-il bon de lui suggérer d'accorder dorénavant plus de crédit aux plaintes des personnes âgées.

Voici donc les faits.

C'est au mois de mai dernier, en empruntant le chemin que je suis d'ordinaire pour me rendre à Saint-Sauveur, que j'ai découvert pour la première fois l'inscription sur le mur du jardin du notaire. Elle portait, en lettres tracées à la craie blanche, le mot « MORT » entouré d'un rond blanc et elle était visiblement toute fraîche. J'ai d'abord pensé que c'était là l'œuvre de quelque garnement de l'école, mais une sensation prémonitoire m'a fait presser le pas.

Les jours suivants, toujours sur le même trajet, cette inscription est apparue successivement à l'angle de la rue des Capucines et de l'impasse Bel-Air, en face du bureau de poste, rue Emile-Deschanel, et le long du mur qui borde les Fossés Saint-Omer. Toujours cerclée de blanc, toujours de la même main malhabile. J'ai, comme il est normal, commencé à m'interroger. S'agissait-il vraiment d'une simple coïncidence ? Quelle était la personne dont on semblait souhaiter la mort ? Et qui pouvait bien être le scripteur anonyme ?

L'inscription figurait *uniquement* sur le parcours qui va de chez moi à l'église, je crois devoir le préciser : ailleurs, on ne voyait que les graffiti anodins d'enfants qui jouent à la marelle ou dessinent un cœur percé d'une flèche, ceux aussi des gens qui affichent leurs opinions politiques en période électorale.

J'ai alors résolu d'emprunter un chemin moins direct pour aller à confesse. Le premier jour, tout s'est bien passé. Dès le second, j'ai aperçu, presque au coin de la rue de la République et de la rue Henri-Barbusse, un dessin obscène. Je puis vous assurer, monsieur le commissaire, qu'il n'y était pas la veille au soir : si tel avait été le cas, j'aurais aussitôt remarqué cette horreur.

L'incertitude ne m'était plus permise. Quelqu'un me suivait, épiait mes faits et gestes, cherchait à me menacer et, qui plus est, à attenter à ma pudeur. Je ne saurais vous énumérer, monsieur le commissaire, tous les itinéraires que j'ai suivis pour me rendre de mon domicile à l'église : la liste en serait trop longue. J'en suis venue à décrire les zigzags les plus insensés, à pratiquer les détours les plus invraisemblables – ce qui, par parenthèse, était extrêmement fatigant pour moi et rendait mes visites à Saint-Sauveur de moins en moins fréquentes. A chaque nouveau chemin, l'inscription ou le dessin apparaissait sur un mur, bien en évidence, là où j'étais passée la veille. Je marchais très vite, les paupières baissées, au point que j'ai plusieurs fois failli me faire écraser par une voiture. C'est peut-être, du reste, le résultat qu'essayait d'obtenir l'auteur infâme de l'inscription ; et je considère que seule la main de Dieu a empêché pareils accidents de se produire.

J'ai fini par m'en ouvrir à M. l'abbé Causard. Il m'a tenu des propos qui m'ont apaisée, sur le moment du moins : il fallait me dominer, faire taire des appréhensions qui étaient sans fondement et aller à confesse ou aux offices aussi souvent que je le désirais sans modifier en rien mon itinéraire habituel, celui d'avant les inscriptions. Je ne demandais, bien entendu, qu'à le croire. J'ai tenté de suivre son conseil et me suis même efforcée de modérer mon allure. Mais l'angoisse ne me quittait pas. M. l'abbé m'a alors suggéré, avec beaucoup de ménagements, de consulter mon médecin. Cela m'a semblé une curieuse idée, vu que mon état de santé (indépendamment de la fatigue bien naturelle provoquée par les multiples détours que j'avais été forcée de faire) est en général plutôt satisfaisant. J'étais de surcroît assez gênée d'aller voir le docteur Augier, il ne sait que soigner les bronchites et les rhumatismes et se serait demandé ce que signifiait cette histoire d'inscriptions. Je me suis donc rendue chez le docteur Lemierre, qui m'a prescrit des calmants. Comme bien vous pouvez l'imaginer, les calmants n'ont rien arrangé du tout, pour l'excellente raison que les inscriptions étaient toujours là et qu'il en apparaissait chaque jour de nouvelles un peu partout sur mon trajet.

C'EST alors que je me suis décidée, en désespoir de cause, à voir M. l'inspecteur Santoni. Je ne reviendrai pas sur la déception que m'a causée la brièveté de notre entrevue. L'assurance qu'une surveillance serait exercée aux abords de l'église m'a toutefois soulagée, et c'est d'un cœur plus léger que, pendant un certain temps, je me suis rendue à Saint-Sauveur, persuadée que j'étais de me trouver sous la protection occulte, mais vigilante, de la police. J'ai bientôt déchanté, monsieur le commissaire : cette prétendue surveillance n'était qu'un leurre. La preuve en est que j'ai commencé à rencontrer sur mon chemin des individus on ne peut plus suspects.

Le premier était adossé à un arbre et fumait une cigarette. J'ai tout de suite compris que c'était moi qu'il guettait et je suis revenue sur mes pas pour gagner l'église par une voie détournée. Mais les jours suivants, j'en ai aperçu d'autres à la mine aussi patibulaire, tantôt appuyés contre un mur, tantôt assis sur un banc, tantôt postés devant une boutique. Certains affectaient de ne pas me voir, certains me dévisageaient ouvertement. Et tous, je précise bien, *tous*, se trouvaient, comme par hasard, sur le parcours choisi par moi pour me rendre à l'église, quels que fussent ce parcours et l'heure à laquelle j'essayais de rejoindre monsieur l'abbé. Il faut bien comprendre, monsieur le commissaire, que M. l'abbé Causard est très occupé. Il dessert à lui seul toute la paroisse et n'est disponible que de cinq à sept heures pour confesser les gens.

Au début, j'ai fait d'interminables crochets pour éviter ces individus et gagner l'église envers et contre tous. Ma fatigue me reprenait, en même temps qu'une anxiété dévorante. M. l'abbé essayait de me rassurer, m'affirmait qu'il n'y avait pas lieu de m'alarmer, qu'il s'agissait de passants inoffensifs, que je n'avais aucune raison de les croire animés de mauvaises intentions à mon endroit. Mais le pauvre cher homme n'imagine pas le mal et sa belle âme a naturellement tendance à minimiser les vilenies que lui confient ses ouailles. Ce n'est pas moi qui l'en blâmerais, cela fait partie de son caractère et de sa fonction. Il n'empêche qu'il n'a pas *vu*, lui, les individus en question. Sans quoi il aurait compris la terreur dans laquelle je vis désormais et admiré la ténacité dont il m'a fallu si longtemps faire preuve pour continuer à pratiquer ma foi.

Toujours est-il, monsieur le commissaire, que l'apparition constante de ces individus sur mon chemin et les innombrables détours qu'elle m'imposait m'ont littéralement épuisée, au physique comme au moral. C'est à peine s'il me restait jusqu'à ces derniers jours la force de sortir un moment pour faire mes courses chez l'épicier du coin. Il existe un gang qui entend m'empêcher d'aller à confesse et qui n'y a que trop réussi. C'est à vous qu'incombe le soin de le neutraliser en mettant tous ces gens-là sous les verrous dans les plus brefs délais.

Il m'est difficile de vous en fournir un signalement précis. Ils paraissent jeunes pour la plupart, leurs vêtements sont négligés et leurs cheveux longs et sales. Beaucoup d'entre eux portent la barbe, une barbe souvent hirsute qui dissimule en partie leurs traits : ce doit être exprès, pour ne pas se faire reconnaître. J'ai d'abord pensé qu'il s'agissait d'une seule et même personne qui avait modifié son apparence et sa physionomie au moyen de postiches divers ou de lunettes. Mais j'en suis parvenue à la conclusion qu'ils sont au contraire *très nombreux*, car certains diffèrent par le teint, la taille ou la corpulence.

Un de ces individus se tenait immobile à un carrefour, monté sur une grosse motocyclette et coiffé d'un casque à visière *positivement terrifiant*. D'autres, relativement bien mis, ont l'air plutôt quelconque : ce sont d'ailleurs, à mon avis, les plus dangereux, dans la mesure où l'on ne songe pas à s'en méfier. Inutile d'ajouter que, sitôt qu'il s'en présentait un sur ma route, je rebroussais chemin aussi hâtivement que me le permettait l'état de mes pauvres jambes.

Je sais bien, monsieur le commissaire, que ces descriptions sommaires ne sont guère de nature à vous aider dans votre enquête. Mais je vous supplie d'agir *très vite*. Je suis à bout. Me voilà pratiquement enfermée chez moi, seule et désemparée, privée de tout contact avec le monde extérieur. Ils me traquent jusque dans ma rue. Pas plus tard que ce matin, j'ai aperçu, en entrouvrant mes rideaux, un grand barbu posté sous mes fenêtres. Il était vêtu d'un imperméable beige et faisait les cent pas sur le trottoir d'en face devant la pâtisserie Mabineau en levant de temps en temps la tête dans ma direction. Il a disparu au bout de dix minutes, mais qui me dit qu'il ne s'est pas dissimulé dans un recoin où je ne peux pas le voir et d'où il m'espionne en attendant que je sorte ?

JE n'ose plus mettre le nez dehors. J'ai peur de faire mes courses. Il me reste encore quelques provisions : de la confiture, des biscottes, du thé, un reste de fromage, du sucre, un paquet de pâtes et trois ou quatre boîtes de conserve. Mais cela ne me permet pas de soutenir un siège prolongé, et si vous ne prenez aucune mesure pour me protéger au reçu de cette lettre, vous serez responsable de ma mort, je tiens à vous en prévenir.

D'autant que ma conscience ne me laisse pas de repos. J'ai *besoin* de me confesser, monsieur le commissaire. Comprenez-vous ? J'ignore ce que sont vos convictions religieuses et, quelles qu'elles soient, je les respecte, croyez-le bien. Mais en admettant même que vous soyez athée, vous concevrez, j'en suis certaine, qu'il est inadmissible, dans un pays comme le nôtre, de laisser un gang de malfaiteurs molester de la sorte une honnête personne et l'empêcher de se mettre en règle avec Dieu. La dernière fois que j'ai pu voir M. l'abbé Causard (ce qui remonte à quatorze jours), je l'ai adjuré de venir me confesser à domicile. Il m'a répondu que cela lui était impossible, vu que je n'étais pas malade et que sa charge était déjà trop lourde pour lui. Mais il ne se rend compte de rien. J'ai eu beau lui expliquer la machination dont je suis victime, il *n'a rien compris du tout.*

Et me voici réduite, à mon âge, à affronter seule les membres de ce gang, quitte à recevoir quelque mauvais coup ou à mourir lentement d'inanition entre mes quatre murs. Je n'ai pas grand-chose à attendre de ma voisine de palier, qui est une dévergondée et se contenterait de se moquer de moi. Ma porte, comme vous devez vous en douter, est soigneusement barricadée ; mais s'ils venaient à la forcer, je suis sûre que cette femme ne lèverait pas le petit doigt pour me porter secours.

N'ayant pas le téléphone, je vais essayer de vous faire parvenir la présente par les voies les plus directes, en guettant par la fenêtre le passage d'une des anciennes clientes de ma librairie et en la priant de vous remettre ce pli en main propre parce qu'il y va de ma vie. J'ose espérer que le gang n'y verra que du feu et la laissera accomplir sa mission. Le seul ennui, c'est que j'habite un quartier de la ville assez excentrique que mes anciennes clientes ne fréquentent pas beaucoup. Si, dans les prochains jours, je ne parviens pas à en alerter une, force me sera de recourir aux moyens extrêmes. J'ai chez moi un long couteau de cuisine à la lame *très effilée et très pointue*. Croyez que je n'hésiterai pas à m'en servir en tentant une dernière sortie en direction de l'église. Il faudra bien que je me fasse justice *moi-même* si vous n'intervenez pas et si le monde entier se ligue contre moi.

En vous demandant de bien vouloir excuser la longueur de ma lettre et en vous remerciant à l'avance de votre aimable concours, je vous prie d'agréer, monsieur le commissaire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

ADELINE ROBICHON. ■

Claude Noël est traductrice de l'anglais et de l'italien. Elle a publié environ trente-cinq traductions de A. Moravia, C. Zavattini, C.-P. Snow, A. Wilson, G.-C. Argan, R. Arnheim... Elle est coauteur d'une anthologie *Paris aux yeux du monde* (éd. des Deux-Rives).



